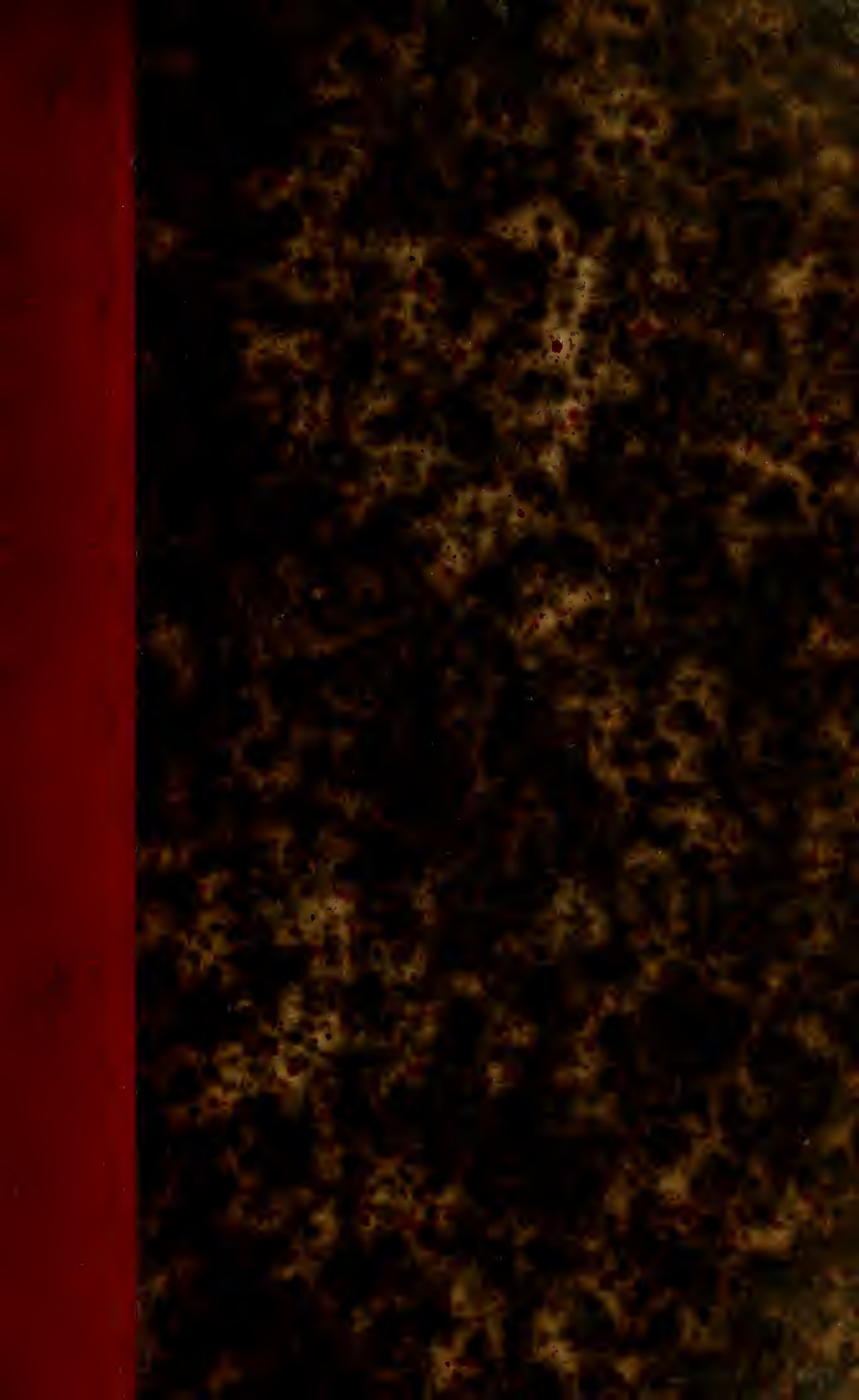
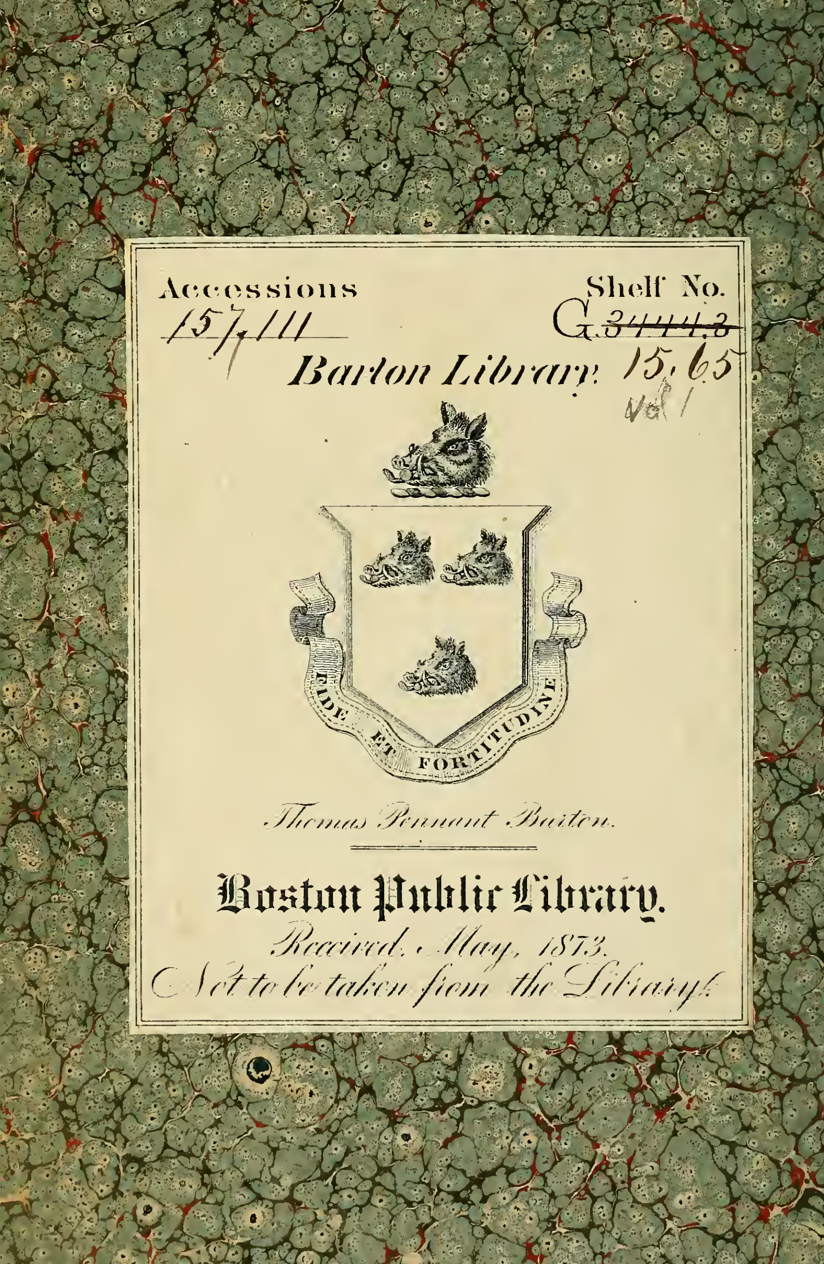



Accessions
157,111
Shelf No.
G.34414.3
Barton Library. 15.65
Vol 1
FIDE ET FORTITUDINE
Thomas Pennant Barton.
Boston Public Library.
Received, May, 1873.
Not to be taken from the Library!



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library

http://www.archive.org/details/histoiredelarena01sism

HISTOIRE
DE LA LIBERTÉ
EN ITALIE.

TOME I.

Ouvrages du même Auteur, publiés par la Librairie TREUTTEL et WÜRTZ.

HISTOIRE DES RÉPUBLIQUES ITALIENNES DU MOYEN AGE; nouvelle édition, revue et corrigée. 16 vol. in-8°. *Paris*, 1826 . . . . 112 fr.

— Le même ouvrage, sur papier vélin superfin. . . 224 fr.

HISTOIRE DES FRANÇAIS; in-8°. tomes 1 à 15. *Paris*, 1821 à 1831 . . . . 120 fr.

— Le même ouvrage, sur papier vélin superfin. . . 240 fr.

JULIA SEVERA, ou l'An quatre cent quatre-vingt-douze (Tableau des Mœurs et des Usages à l'époque de l'établissement de Clovis dans les Gaules). 3 vol. in-12. *Paris*, 1822 . . . . 7 fr. 50 c.

DE LA LITTÉRATURE DU MIDI DE L'EUROPE; *nouvelle édition*, revue et corrigée. 4 vol. in-8°. *Paris*, 1829. 28 fr.

HISTOIRE
DE LA
RENAISSANCE DE LA LIBERTÉ
EN ITALIE,
DE SES PROGRÈS, DE SA DÉCADENCE ET DE SA CHUTE;

PAR

J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI,

Correspondant de l'Institut de France, de l'Académie impériale de Saint-Pétersbourg, de l'Académie royale des Sciences de Prusse, Membre honoraire de l'Université de Wilna, de l'Académie et de la Société des Arts de Genève, de l'Académie Italienne, de celles des Georgofili, de Cagliari, de Pistoia; de l'Académie Romaine d'Archéologie, et de la Société Pontaniana de Naples.

TOME PREMIER.

A PARIS,

Chez TREUTTEL et WÜRTZ, Libraires,
rue de Lille, n° 17.

A Strasbourg et à Londres, même Maison de Commerce.

1832.

G.15.
65
v.1

157,111
May, 1878

PRÉFACE.

« Serait-il possible de comprendre l'his-
« toire des cités libres de l'Italie en un seul
« volume? » Telle fut la demande qui me fut adressée par le docteur Lardner, savant éditeur de la *Cyclopédie historique*, qui paraît à Londres. Elle a donné naissance à cet ouvrage. Il était flatteur pour moi d'être associé dans un grand travail historique avec les plus illustres écrivains de l'Angleterre; mais je mettais plus de prix encore, au moment où les droits des nations sont pesés de nouveau dans la balance de l'opinion publique, au moment où la diplomatie et la guerre ont été tour à tour invoquées pour rendre ou enlever aux peuples la faculté de marcher vers le perfectionnement sous leurs propres lois; je mettais plus de prix, dis-je, à présenter aux deux puissantes nations qui se font gloire de n'avoir pas de maîtres, à la France et à l'Angleterre, les droits que peut faire valoir la malheureuse Italie, pour jouir d'une

même liberté. Je trouvais ainsi l'occasion de retracer en même temps, dans les deux langues des hommes libres, le souvenir de ce que l'Italie a fait la première pour obtenir le plus précieux des biens, de l'exemple qu'elle a donné aux autres, de l'impulsion que toutes les autres n'ont fait que suivre, et en même temps le souvenir des crimes de ses oppresseurs, qui lui ont ravi les avantages dont elle a doté le reste du genre humain. Il me sembla que plus le récit du réveil de l'Italie, de sa lutte glorieuse et de ses malheurs serait rapide, plus il ferait d'impression, plus il me permettrait de saisir dans l'histoire de la liberté italienne l'unité d'intérêt qui échappe dans la vie simultanée de cent États indépendans. Une longue étude m'avait déjà familiarisé avec tous les détails de cette histoire; et, après l'avoir exposée en seize volumes, je ne sentais plus cet attrait de nouveauté pour de petits faits, qui séduit souvent les auteurs, et qui leur fait croire que chaque notion qu'ils ont acquise par un grand travail doit avoir un prix proportionné pour le lecteur. Je pouvais sans regret sacrifier

les détails et les épisodes; je savais par expérience en quelque sorte quelles avaient été les vicissitudes qui avaient produit en Italie de longs résultats, quelles étaient celles au contraire qui n'avaient pas eu de suites. J'entrepris donc non point un abrégé de mon grand ouvrage, mais une histoire nouvelle, dans laquelle, les yeux uniquement fixés sur les peuples libres de l'Italie, je me suis efforcé de peindre, dans une proportion qui leur laissât de la vie, leur première délivrance, leur héroïsme et leurs malheurs. Je me suis renfermé dans le cadre matériel qui m'avait été assigné* : c'est au lecteur à juger si je l'ai convenablement rempli.

* L'édition anglaise est en un volume de petit format et de petit caractère; nous avons cru plus convenable d'employer le format et le caractère des autres œuvres de l'auteur. Nos deux volumes peuvent au besoin se réunir en un seul.

(*Les Éditeurs.*)

HISTOIRE

DE LA

RENAISSANCE DE LA LIBERTÉ

EN ITALIE,

DE SES PROGRÈS, DE SA DÉCADENCE ET DE SA CHUTE.

INTRODUCTION.

Les républiques qui ont fleuri en Italie au moyen âge, n'ont pas été unies par de longues alliances, ou opposées par de longues guerres et de longues rivalités aux puissances qui se partagent aujourd'hui l'Europe; on pourrait donc croire que leur histoire est tout-à-fait d'une importance secondaire, et que chaque peuple, après avoir étudié la sienne propre, doit s'attacher à celle des alliés héréditaires, ou de ceux qu'on nomme barbarement les ennemis naturels de sa nation, avant de songer à s'occuper de

l'histoire des Italiens. Ce serait une erreur : l'histoire n'a vraiment d'importance qu'autant qu'elle contient une leçon morale; ce ne sont pas des scènes de carnage qu'on doit y chercher, mais des enseignemens sur le gouvernement de l'espèce humaine : la connaissance des événemens des temps passés n'est bonne qu'autant qu'elle nous apprend à éviter les erreurs des peuples, à imiter leurs vertus, à grandir par leur expérience. Mais l'objet par excellence de cette étude, la science de gouverner les hommes pour leur avantage, pour le développement de leurs facultés industrielles, intellectuelles et morales, pour l'accroissement de leur bonheur, n'a commencé, dans l'Europe moderne, qu'avec les républiques italiennes du moyen âge; c'est de chez elles qu'elle s'est répandue sur toutes les autres nations.

Après la destruction de l'empire romain, qui entraîna dans sa chute la civilisation antique, le pouvoir n'appartint plus, pendant plusieurs siècles, qu'aux passions brutales des barbares qui traitaient la société en vainqueurs. Il n'y avait plus de gouvernement, plus d'association des habitans d'un pays, organisée pour le bien commun de tous, mais des conquérans et des vaincus. Chez les premiers on trouvait en effet un esprit d'indépendance; c'étaient des compagnons unis à leur chef, pour satisfaire en commun leur rapacité et leur luxure; ils mettaient leur gloire

à être craints, à être obéis, à se venger; après avoir épuisé leurs caprices sur les vaincus, ils se plaisaient encore à entendre célébrer ces excès par leurs poètes, dans les festins, comme les hauts faits dont ils s'enorgueillissaient. Pour ceux au contraire qui étaient tombés sous le joug des barbares, il n'y avait plus de protection à attendre, plus de gouvernement formé, en partie du moins, pour leur avantage, plus de lien social enfin. Ils devaient travailler, pour que leurs vainqueurs jouissent; souffrir, être humiliés, pour que ceux-ci s'enorgueillissent de leur domination. Tel fut, pendant long-temps, après la chute de l'empire romain, l'état de tous les peuples de l'Europe, état dont l'histoire ne présente que bien peu d'instruction réelle, et sur lequel il vaut peut-être autant ne point s'arrêter; car nous sommes aisément séduits par tout ce qui présente une image d'énergie. La bravoure des barbares, qui ne servit qu'au crime et à la dévastation, nous attache; les longues rivalités entre eux, nous les considérons quelquefois comme des motifs de haine entre leurs enfans, et une illusion poétique couvre encore des siècles dont nous ne pouvons recevoir qu'une seule leçon, celle d'éviter à tout prix leur retour.

L'histoire utile, l'histoire dont la connaissance doit être universellement répandue, ne commence qu'à l'époque où les vainqueurs et les

vaincus habitant un même territoire se sont fondus en un seul peuple; et mieux encore à celle où le lien qui les a réunis a été une pensée de bien public, à l'époque où les peuples ont eu des gouvernemens, et non à celle où les gouvernemens ont eu des peuples. La fusion en un seul corps des vainqueurs et des vaincus a été plus ou moins rapide dans les divers États de l'Europe; dans les uns elle a rabaissé les premiers, dans les autres elle a élevé les seconds; elle ne peut être considérée comme ayant fondé un ordre public, que lorsqu'elle a empêché que le peuple ne fût confondu plus long-temps avec la propriété elle-même. Dans chaque pays, après l'invasion des barbares, le peuple a appartenu d'abord à l'armée. Mais comme l'armée a dû demeurer organisée, pour se maintenir puissante, qu'elle n'a pu exister qu'avec un chef, qu'elle a confondu sa puissance avec celle de ce chef; et qu'elle a cru trouver son avantage à le revêtir d'une autorité presque despotique, il est arrivé fréquemment que ce chef, nommé roi par les barbares, après avoir été l'homme de l'armée, est devenu le maître de l'armée. Il a commandé pour elle, il a commandé par elle, il a commandé sur elle. De militaire le gouvernement est devenu patrimonial; le peuple et l'armée ont également appartenu au roi, et ont été gouvernés seulement pour l'avantage du roi.

Au milieu de ces gouvernemens ou militaires, ou patrimoniaux; tandis que la Gaule appartenait aux Francs, l'Espagne aux Visigoths, l'Angleterre aux Saxons, puis aux Normands; ou que chacune de ces contrées appartenait aux rois de ces peuples vainqueurs, l'Italie a commencé de bonne heure à sentir et à dire qu'elle s'appartenait à elle-même, à se saisir du pouvoir, et à l'exercer pour son propre bien. L'Italie envahie par les barbares, comme les autres États de l'Occident, pillée, opprimée, désorganisée, ne put pas mieux qu'eux repousser ses vainqueurs, les chasser de son sein, et se reconstituer en un seul état. Là, comme ailleurs, l'ancien corps social était détruit, mais là, plus qu'ailleurs, le principe de vie était demeuré dans les fragmens du colosse brisé. Les Italiens succombèrent comme nation, mais les parcelles de leur grande union sociale, les cités, les bourgades, les premiers élémens en quelque sorte dont se formait la nation, se relevèrent, et se défendirent pour leur propre compte. Chaque association d'hommes qui avait survécu à la grande association, eut le courage d'exister pour elle-même; elle sentit qu'elle avait des intérêts à sauver, des pensées qui s'élevaient au-dessus de la crainte, des vertus qui pouvaient lui mériter la victoire. Les Italiens recherchèrent le bien de tous, non le bien des maîtres aux dépens des serfs; ils sen-

tirent d'abord dans leur cœur, ils reconnurent bientôt dans leur intelligence, qu'ils avaient encore une patrie; pour elle ils déployèrent les premiers ces vertus publiques, dont ils offrirent l'exemple à l'Europe. Dès qu'ils commencèrent à se gouverner par eux-mêmes, et pour leur propre avantage, ils grandirent dans le moyen âge, tandis que tous les autres peuples souffraient. Ils s'élevèrent en lumières comme en vertus; la pratique des arts et du commerce augmenta leurs richesses, et fixa sur eux l'attention des autres peuples. Leur exemple éclaira les communes, ou les associations plus humbles qui s'étaient formées dans les villes du reste de l'Europe, et qui les imitaient de loin; leur expérience dirigea les méditations de quelques hommes supérieurs, formés dans le gouvernement des républiques italiennes, qui s'élevèrent de la pratique à la théorie des sociétés civiles, et qui montrèrent non seulement à leurs compatriotes, mais à tous les hommes et dans tous les âges à venir, quel était le but vers lequel les associations humaines devaient tendre, quels étaient pour elles les moyens d'y parvenir.

Cependant, tandis que les républiques italiennes croissaient en population, en lumières, en vertus et en richesses, les gouvernemens patrimoniaux entre lesquels le reste de l'Europe était divisé, recevaient des accroissemens d'une

autre nature. Les nations ne faisaient que des progrès bien lents en civilisation; elles en faisaient cependant quelques uns; leurs maîtres, en même temps, croissaient en puissance, non par le développement de leurs propres peuples, mais par l'agglomération de nouveaux États : leurs royaumes, soumis aux lois de l'hérédité et de la primogéniture, qui causent toujours en assez peu de temps l'extinction des familles riches, s'étaient accrus, comme le patrimoine de toutes les familles riches s'accroît, par des héritages, des mariages ou par l'abus de la force. Toutes les anciennes maisons princières s'étaient éteintes, ou dans toutes leurs branches, ou tout au moins dans les branches aînées : le petit nombre des survivans dans les branches cadettes avaient tout recueilli, et une dizaine de souverains puissans avaient succédé à une centaine de souverains plus faibles. A la fin du quinzième siècle les maîtres des nations française, allemande et espagnole, furent tentés par l'opulence merveilleuse de l'Italie, où le pillage d'une seule ville leur promettait quelquefois plus de richesses qu'ils n'en pouvaient arracher à des millions de leurs sujets. Sous les plus vains prétextes ils envahirent l'Italie, qui, pendant quarante ans de guerre, fut tour à tour ravagée par tous les peuples qui purent y pénétrer. Les brigandages de ces nouveaux barbares firent enfin

disparaître l'opulence qui les avait tentés; mais les soldats du Nord et de l'Occident, avec les trésors des Italiens, emportèrent dans leurs pays les instructions données par l'exemple d'une civilisation plus avancée. Des germes nombreux enlevés aux républiques italiennes du moyen âge furent répandus dans toute l'Europe; en en recueillant aujourd'hui les fruits, n'oublions point sur quel sol on les vit naître pour la première fois.

C'est ce premier développement de la nation italienne, si instructif pour toutes les autres nations, que nous nous proposons de retracer ici brièvement. Nous avons cherché à renfermer en un seul volume le précis des événemens dont la péninsule italienne fut le théâtre, depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la fin du moyen âge. Ce précis ne suffirait point au philosophe qui veut démêler dans le faisceau de l'histoire générale le génie propre à chaque peuple, suivre dès leur naissance les institutions, en connaître le jeu et les défauts, étudier les hommes dans les circonstances diverses, et voir se dessiner les individus aussi bien que les nations. Nous renverrons celui qui peut apporter et du temps et du zèle dans les études historiques, à l'ouvrage beaucoup plus étendu que nous avons déjà publié sur le même sujet (1). Là il trouvera d'amples

(1) *Histoire des Républiques italiennes du moyen âge*, par

détails, et il sera mis sur la voie d'en chercher lui-même davantage encore. Ici, où nous nous sommes proposé seulement de présenter un résumé des faits, et un rapprochement plus lumineux des idées qu'ils font naître, afin de satisfaire la curiosité de ceux qui n'ont qu'un temps et une attention limitée à donner à l'histoire, nous nous sommes abstenu de tout renvoi; nous avons cru inutile de citer des autorités que nous avons fait connaître ailleurs, et nous avons surtout voulu que notre livre fût intelligible pour tous.

M. Simonde de Sismondi; nouvelle édition, 16 vol. in-8°. Paris, chez Treuttel et Würtz, 1826.

CHAPITRE PREMIER.

Etat de la population de l'Italie lors de la chute de l'empire romain au cinquième siècle.—Invasions successives des barbares, qui la tourmentent pendant cinq siècles.—Premiers efforts des villes, à dater du dixième siècle, pour se défendre et se gouverner elles-mêmes.

CHAP. I. L'ITALIE antique avait perdu sa liberté par les conquêtes de la république romaine. Des peuples nombreux et belliqueux s'étaient défendus long-temps ou dans la chaîne de montagnes qui, se détachant des Alpes méridionales, traverse l'Italie dans toute sa longueur, ou dans les vastes et riches plaines que les Gaulois cisalpins avaient occupées au levant de cette chaîne; tous, enfin, avaient disparu. Les villes qu'ils avaient bâties, et que les Romains agrandirent, avaient perdu toute indépendance, tout souvenir de nationalité; les campagnes n'étaient plus cultivées que par des esclaves, lorsque la république romaine perdit à son tour sa liberté. Elle dominait déjà sur une partie du monde; mais obligée de faire usage, pour contenir ses soldats et ses provinces lointaines, d'une autorité despotique, elle devint elle-même la propriété du

maître qu'elle donnait aux autres. Un des premiers successeurs d'Auguste accorda à tous les Italiens le droit de cité dans Rome; ce droit avait déjà cessé d'être une participation à la souveraineté de la république; d'autre part, les habitans des municipes d'Italie, en l'acceptant, ne renonçaient à aucun privilége, dans leurs cités antiques, dont ils pussent être ou jaloux ou glorieux.

L'Italie continua rapidement à déchoir sous les empereurs. Les parties n'étaient plus en proportion avec le tout. Rome comptait deux ou trois mille familles sénatoriales, dont le luxe et l'éclat surpassaient toute la pompe qu'étalent les plus grands seigneurs de nos plus riches monarchies, mais dont la mollesse et la pusillanimité se refusaient aux offices plus actifs de la vie. Souvent ces familles étaient décimées par le despotisme; souvent leurs biens étaient confisqués; elles s'éteignaient rapidement, mais d'autres arrivaient des provinces pour tenir leur place. Autour d'elles s'agitait une population immense, logée dans des maisons misérables, et dépourvue de presque toute autre propriété. On comptait dans Rome plusieurs millions d'habitans. Le moindre nombre seulement exerçait les métiers nécessaires à la vie, les arts, et le commerce de détail: encore cette partie plus laborieuse de la population se composait-elle

CHAP. I. surtout d'étrangers ou d'affranchis, et faisait-elle exécuter le travail manuel par des esclaves; tout le reste, tous ceux qui se glorifiaient d'être citoyens romains, qui avaient dédaigné longtemps toute autre vocation que le service militaire, et qui désormais rejetaient aussi celle-là, vivaient dans une absolue oisiveté. Ils étaient nourris par les distributions de blé et les largesses du trésor, et ils passaient leurs journées dans les maisons de bains, les cirques et les amphithéâtres; l'État, qui les nourrissait, se chargeait également de les amuser par des spectacles donnés à ses frais. Les vices, qu'entretient l'oisiveté, éteignaient promptement leurs familles; mais elles étaient sans cesse remplacées par la foule qui accourait des provinces, pour jouir de l'oisiveté, des largesses publiques, des immunités et des spectacles.

L'Italie était couverte de villes; la plupart de celles qu'on y voit aujourd'hui existaient déjà, du temps de l'empire romain, dans un degré de splendeur au moins égal. Quelques unes, telles que Milan, Vérone, Bologne, Capoue, étaient si considérables, qu'elles représentaient presque l'image de Rome, avec leurs cirques et leurs amphithéâtres, leur foule tumultueuse et désœuvrée, leur richesse et leur misère. Leur administration était à peu près républicaine : elle se composait le plus souvent, à l'exemple

de Rome, d'une curie, ou sénat municipal nommé par le peuple, et de duumvirs ou consuls annuels. Dans toutes, on trouvait les mêmes classes d'habitans : au premier rang, les propriétaires des campagnes voisines logés dans des palais avec leurs esclaves et leurs affranchis; ensuite, les artisans et les boutiquiers qu'y fixait leur consommation; enfin, une multitude d'oisifs, qui avaient conservé tout juste assez de biens de terre pour fournir à leur subsistance avec la plus étroite économie. Il ne paraît pas qu'il y eût en Italie de manufacture prospérante : tout travail manuel, à la ville comme aux champs, était fait par des esclaves; la plupart des objets de luxe venaient de l'Asie. Long-temps les armes avaient été l'industrie unique des Italiens; long-temps les légions avaient été levées, partie à Rome, partie chez les alliés d'Italie. Mais sous les empereurs, la défiance des maîtres avait secondé la mollesse efféminée des sujets; les Italiens avaient absolument renoncé aux armes : les légions ne se recrutaient plus guère que dans la Pannonie, les Gaules, et les autres provinces qui bordaient le Rhin et le Danube. Plus tard, les barbares qui menaçaient l'empire furent séduits par l'appât d'une solde pour venir le défendre; et dans les armées romaines, les ennemis de Rome remplacèrent presque absolument les Romains.

Les campagnes n'avaient point pu, comme dans nos États modernes, remplacer les villes pour le recrutement des armées par une classe d'hommes accoutumés aux injures du temps et endurcis par le travail; on n'y voyait pour laboureurs qu'une race étrangère, opprimée, et qui ne prenait aucun intérêt à la chose publique. Les Romains faisaient cultiver leurs terres tantôt par des esclaves achetés chez les peuples barbares et contraints au travail par des châtimens corporels, tantôt par des colons partiaires, auxquels ils donnaient, pour récompense de leurs labeurs, une part dans les récoltes; mais pour obliger ces derniers à se contenter de la moindre part possible, ils les attachaient à la glèbe, et les opprimaient presque à l'égal des esclaves. Les propriétaires alternaient entre ces deux systèmes, selon que les esclaves étaient plus ou moins chers et les colons partiaires plus ou moins découragés: aucun agriculteur n'avait de part à la propriété. La plus grande partie des terres était réunie en immenses domaines, dont quelques uns couvraient des provinces; ils étaient administrés par des affranchis, qui ne considéraient que deux choses : la manière de faire labourer les terres de leurs maîtres avec le moins de frais, et de tirer de leurs laboureurs le plus de travail avec le moins de subsistance. Les hommes des

champs, aussi-bien ceux qu'on nommait libres que ceux qui étaient esclaves, étaient presque tous barbares de naissance, sans aucun intérêt pour un ordre social qui les opprimait, sans courage pour le défendre, sans ressources pécuniaires d'aucune espèce; d'ailleurs, leur nombre diminuait avec une effrayante rapidité, tantôt par la désertion, tantôt par les invasions des barbares, qui les enlevaient pour les conduire en esclavage et les revendre dans d'autres provinces romaines; tantôt par la mortalité, suite nécessaire de la misère et de la famine.

L'Italie, cependant, était supposée jouir d'une prospérité constante. Durant le siècle entier de Trajan et des Antonins, des empereurs vertueux et philosophes succédèrent l'un à l'autre: le monde restait en repos, les lois étaient sages et bien observées; la richesse paraissait s'accroître; chaque génération élevait des palais plus splendides, des monumens et des édifices publics plus somptueux; les familles sénatoriales voyaient leurs revenus s'augmenter; le trésor levait de plus gros tributs; mais ce n'est pas de la masse de la richesse, c'est de sa distribution que dépend la prospérité des États: l'opulence frappait toujours plus les regards, et la multitude devenait plus misérable; la population active, robuste, énergique était remplacée dans les champs par des étrangers; dans

les villes, elle perdait ses facultés, ses vertus, puis enfin elle succombait sous les besoins au milieu de la richesse qu'elle avait créée.

Ce fut dans cette Italie, telle que le despotisme l'avait faite, que les barbares pénétrèrent. Avides du butin qu'elle renfermait, et qu'elle ne pouvait défendre, ils la ravagèrent à plusieurs reprises pendant les deux derniers siècles de l'empire d'Occident. Les mercenaires que Rome avait levés parmi eux, pour les employer à sa défense, se tournaient aussi fréquemment contre elle, et préféraient le pillage à la solde qui leur était offerte. Ils commencèrent, à l'exemple des Romains, à faire et à défaire des empereurs, à les choisir dans leurs rangs pour qu'ils fussent plus prodigues envers les soldats des biens des citoyens. Bientôt le butin diminua, en même temps que l'avidité de ces étrangers s'accroissait. La pompe de l'empire d'Occident parut à l'armée une dépense inutile. L'Hérule Odoacre, chef des mercenaires qui servaient alors en Italie, la supprima en 476, et déposa le dernier empereur. Il s'attribua à lui-même le titre de roi; il distribua à ses soldats le tiers des terres dans les provinces les plus fertiles, et il gouverna pendant dix-sept ans cette contrée encore si glorieuse, comme une riche ferme que les barbares avaient le droit d'exploiter à leur seul profit.

Les mercenaires, associés sous le sceptre d'Odoacre, ne se trouvèrent pas assez forts pour défendre l'Italie contre une nouvelle invasion de barbares. Les Ostrogoths, favorisés par le souverain grec de la nouvelle Rome, l'empereur d'Orient, arrivèrent, en 489, sous les ordres de Théodoric, des contrées au nord du Pont-Euxin, jusqu'aux confins de l'Italie. Ils achevèrent sa conquête en quatre ans, et ils en conservèrent soixante-quatre ans la possession, sous huit rois successifs. Ils se firent à leur tour donner des terres et des esclaves ; ils se multiplièrent, mais s'énervèrent très vite dans un climat délicieux, où ils avaient passé tout à coup des privations les plus sévères à la jouissance de toutes les voluptés. Ils furent enfin vaincus et subjugués, en 553, par les Romains de Constantinople, qu'ils méprisaient, et qu'ils regardaient comme les successeurs dégénérés de ces mêmes peuples que leurs ancêtres avaient domptés.

CHAP. I.

L'invasion des Lombards suivit de près, en 568, la destruction de la monarchie des Ostrogoths. Entre les peuples qui sortaient de la Germanie septentrionale pour fondre sur le midi, les Lombards étaient réputés parmi les plus braves, les plus cruels, les plus fiers de leur indépendance : mais leur nombre n'était pas considérable ; le lien social qu'ils reconnaissaient

CHAP. I. était à peine suffisant pour les retenir unis; aussi n'achevèrent-ils jamais la conquête de l'Italie. De 568 à 774, vingt et un rois lombards, pendant deux cent six ans, se succédèrent les uns aux autres, sans jamais réussir à établir leur domination, ni sur les lagunes du fond du golfe Adriatique, où les habitans de l'Italie supérieure, plus menacés dans leurs personnes, s'étaient réfugiés, et fondaient la république de Venise; ni sur le littoral de l'Adriatique, qu'on nomme aujourd'hui la Romagne, où un lieutenant de l'empereur de Constantinople gouvernait, avec le titre d'exarque, les cinq villes de la Pentapole; ni sur Rome, que le patriarche de l'église d'Occident avait défendu presque seul, avec ses armes spirituelles; ni sur le littoral méridional, où les municipalités grecques de Naples, Gaëte et Amalfi se gouvernaient presque en républiques. Cependant les Lombards fondèrent dans l'Italie septentrionale un royaume dont Pavie fut la capitale, et dans la méridionale ils fondèrent le grand-duché de Bénévent, qui maintint son indépendance deux siècles encore après que le royaume fut asservi.

Dès le milieu du huitième siècle, les Lombards, maîtres d'un pays où les grandes villes recélaient encore beaucoup de richesses, où la terre n'avait rien perdu de sa fécondité, et où l'exemple des vaincus avait enseigné aux vain-

queurs à faire revivre quelque industrie agricole, excitèrent l'envie des Francs, leurs voisins occidentaux. Ceux-ci avaient conquis, et opprimaient les Gaules; ils méprisaient l'industrie, et ce n'était qu'au glaive qu'ils voulaient devoir leurs richesses. Ils désolèrent l'Italie à plusieurs reprises par leurs invasions; ils détruisirent enfin, en 774, la monarchie des Lombards. Depuis plus de vingt ans les papes ou évêques de Rome avaient recouru aux rois des Francs pour les opposer aux rois des Lombards, qui leur avaient été odieux comme païens, et ensuite comme hérétiques. Chefs du clergé de l'ancienne capitale, où le pouvoir des empereurs de Constantinople avait été nominalement rétabli, mais se faisait à peine sentir, ils confondaient leurs prétentions avec celles de l'Empire; et les Lombards, ayant conquis récemment l'exarchat de Ravenne et la Pentapole, ils demandaient que ces provinces fussent rendues à Rome. Les rois francs se firent les champions de cette querelle, qui leur donna occasion de conquérir la monarchie des Lombards; mais Charles, le roi des Francs, qui accomplit cette conquête, et qui fut le plus grand homme qu'ait produit la barbarie, en traitant avec Rome, en soumettant l'Italie, comprit l'avantage de la civilisation, que tous ses prédécesseurs n'avaient songé qu'à détruire. Il con-

 çut la haute pensée de profiter des forces de la barbarie dont il disposait, pour se mettre à la tête de la civilisation qu'il entreprit de ranimer. Au lieu de ne se regarder que comme le roi des vainqueurs, occupé à enrichir une armée barbare des dépouilles des vaincus, il se fit un devoir et une gloire de gouverner le pays pour son propre bien, pour le bien de tous. Il fit plus; de concert avec le pape Léon III, il rétablit la monarchie des vaincus, ou l'empire romain d'Occident, qu'il considérait comme la représentation du droit, par opposition à la violence barbare. Il reçut de ce pape et du peuple de Rome, le jour de Noël de l'an 800, le titre d'empereur romain, et le surnom latin de Charlemagne, ou le Grand, que personne n'avait mérité autant que lui. Comme roi, et ensuite comme empereur, il gouverna quarante ans l'Italie, qu'il réunit à ses autres vastes États. Il poursuivit avec constance, avec une habileté croissante, le but qu'il s'était proposé de rétablir le règne des lois, et de faire refleurir la civilisation. Mais la barbarie était plus forte que lui, et lorsqu'il mourut en 814, elle s'affermit de nouveau dans tout son empire.

L'Italie eut huit rois de la famille de Charlemagne, en comptant son fils et son petit-fils, qui régnèrent sous lui, et ne furent proprement que ses lieutenans. Un arrière-petit-fils de Charle-

magne, Charles-le-Gros, fut déposé en 888. Après lui dix souverains italiens ou bourguignons, mais alliés à la race des Francs, se disputèrent encore, durant soixante-dix ans, la couronne de l'Italie et de l'Empire. En 951, Othon I[er] de Saxe, roi de Germanie, vint forcer celui qui régnait alors, Bérenger II, à se reconnaître son feudataire. En 961, il rentra une seconde fois, avec ses Allemands, en Italie : il se fit couronner à Rome, avec le titre d'empereur, et il envoya Bérenger II finir ses jours dans une forteresse d'Allemagne.

Ainsi s'étaient écoulés cinq siècles depuis la chute de l'ancien empire romain jusqu'à la translation de l'empire renouvelé aux Allemands. Durant ce long espace de temps, l'Italie avait été tour à tour pillée et opprimée par des barbares de toute dénomination, qui fondaient sur elle sans provocation, seulement pour exercer leur brigandage : ils se croyaient vaillans, parce qu'ils étaient en petit nombre, et qu'ils répandaient la terreur dans un vaste pays : ils s'imaginaient donner de la dignité à leurs déprédations en versant beaucoup de sang. Cependant le pays, exposé à tant d'outrages, n'était pas resté tel que les Romains l'avaient laissé. Les guerriers goths, lombards, francs et allemands, qui avaient successivement envahi l'Italie en s'y établissant, y avaient apporté plusieurs des

CHAP. I. opinions et des sentimens des races barbares, surtout l'habitude de l'indépendance et de la résistance à l'autorité. Ils étaient entrés en partage, avec leurs rois, des pays conquis par leur valeur; ils s'étaient fait céder de vastes districts, dont ils regardaient les habitans, aussi-bien que la terre, comme formant leur propriété. La monarchie des Lombards comprenait trente duchés ou marquisats : leur nombre diminua sous Charlemagne et ses successeurs; mais en même temps on vit surgir au-dessous d'eux une classe nombreuse de comtes et de vavasseurs, entre lesquels chaque duc avait partagé la province qui lui était cédée, sous l'obligation de lui prêter foi et hommage, et de le suivre à la guerre. Les comtes, à leur tour, partageaient entre d'autres guerriers attachés à leurs drapeaux, les terres qui leur étaient attribuées. C'était le système féodal qui s'établissait en même temps dans toute l'Europe, qui faisait de la jouissance de la terre la solde des guerriers, et qui constituait une subordination héréditaire, fondée sur l'intérêt, corroborée par le serment, et descendant par des degrés divers du roi jusqu'au simple soldat. Les Lombards avaient apporté en Italie les premiers germes de ce système; les Francs le développèrent; les guerres civiles des successeurs de Charlemagne lui donnèrent une nouvelle vigueur : elles rendirent nécessaire, pour chaque

feudataire, de fortifier sa demeure, comme moyen de se conserver fidèle à son seigneur; et les campagnes qui jusqu'alors avaient été ouvertes et sans défense, se couvrirent de châteaux, dans lesquels les comtes qu'on nommait ruraux et la noblesse châtelaine fixèrent leur résidence.

Dans le même temps, c'est-à-dire dans le neuvième siècle, les villes commencèrent à relever leurs vieilles murailles, et les rois des barbares qui les avaient partout abattues, cessèrent de s'opposer à leur reconstruction. Le danger journalier d'être envahi par les princes rivaux qui se disputaient le trône, en faisait une nécessité. D'ailleurs, à la même époque, de nouveaux essaims de barbares fondaient de toutes parts sur l'Europe. Les habitans de la Scandinavie, sous le nom de Danois et de Normands, ravageaient l'Angleterre et la France; les Hongrois dévastaient la Germanie et la Haute-Italie: les Sarrasins, maîtres de l'Afrique, infestaient les côtes de l'Italie méridionale et les îles. Les uns comme les autres ne songeaient point à faire des conquêtes, mais à piller et à verser du sang. On ne pouvait refuser aux habitans des villes la permission de se mettre à l'abri de continuels outrages. Plusieurs milliers de bourgeois avaient souvent été rançonnés par moins d'une centaine de brigands. Mais dès que les

CHAP. I. empereurs eurent permis aux citadins de relever leurs murs, et d'acheter ou de fabriquer des armes, ceux-ci se sentirent en état de se faire respecter. Leurs longs malheurs les avaient endurcis; et en les accoutumant aux privations et aux dangers, leur avaient appris qu'il valait mieux défendre sa vie que de la livrer en proie au plus méprisable agresseur. En même temps, la population des villes n'étant plus nourrie dans l'oisiveté, aux dépens des autres provinces de l'empire romain, avait recommencé à cultiver l'industrie pour elle-même : elle avait donc quelque richesse à défendre. Les anciennes curies, les anciennes municipalités, avaient été conservées, dans les villes d'Italie, par leurs maîtres barbares, pour répartir entre les bourgeois les fardeaux que les vainqueurs leur imposaient, et atteindre plus sûrement chaque individu. Ces magistrats furent les chefs d'un peuple qui ne leur demandait que du pain, des armes et des murailles. Ils dirigèrent les travaux, et l'emploi des épargnes, que, grâce à sa frugalité, ce peuple pouvait mettre en commun. Après avoir élevé les murailles, ils guidèrent les braves qui les défendaient.

Sitôt que les villes furent fermées de murs, leur puissance s'accrut avec rapidité; de toutes parts des malheureux venaient y chercher un refuge contre l'oppression; ils y apportaient

leur industrie et des bras pour la défendre : ils étaient sûrs d'y être bien reçus. Chaque ville sentait qu'elle n'avait de puissance que par le nombre de ses citoyens; chacune rivalisait avec ses voisines dans ses efforts pour augmenter ses moyens de défense, et dans l'accueil qu'elle faisait aux étrangers. Les petites villes imitèrent les grandes; les moindres bourgades les imitèrent à leur tour : chacune voulut avoir au moins un château, au moins une tour, où la population pût se retirer, avec ses effets les plus précieux, au moment d'une invasion soudaine.

Cependant les ducs, les marquis, les comtes, les prélats, qui considéraient ces villes comme leur propriété, et les bourgeois comme des hommes à eux, qu'ils faisaient travailler pour leur seul avantage, s'aperçurent bientôt que ces bourgeois étaient peu disposés à obéir ou à se laisser dépouiller depuis qu'ils avaient des armes, et qu'ils pouvaient se défendre derrière leurs murailles. Le séjour des villes leur devint désagréable; ils les abandonnèrent pour s'établir dans leurs châteaux; ils sentirent que, pour défendre ces châteaux, ils avaient besoin d'hommes qui leur fussent dévoués; que, malgré l'avantage de leur pesante armure, lorsqu'ils combattaient à cheval, ils ne formaient que le petit nombre; et la noblesse châtelaine commença à affranchir la population des campagnes, à en

CHAP. I. favoriser l'accroissement, à lui donner des armes et à rechercher son affection. Les effets de ce changement de régime furent rapides; la population des campagnes, dans le dixième et le onzième siècle s'accrut, se doubla, se quadrupla bientôt, dans une juste proportion avec l'étendue des terres qu'elle avait à cultiver.

Othon I, son fils Othon II, et son petit-fils Othon III, furent successivement reconnus comme empereurs et rois d'Italie, de l'an 961 à l'an 1002, que s'éteignit cette branche de la maison de Saxe. Henri II de Bavière, et Conrad-le-Salique, de Franconie, occupèrent ensuite le trône de 1004 à 1039. Durant cette période de près de quatre-vingts ans, les empereurs allemands entrèrent douze fois en Italie à la tête de leurs armées. Alors ils s'arrêtaient dans la plaine de Roncaglia, près de Plaisance, où ils tenaient les états de Lombardie. Ils y recevaient l'hommage de tous leurs feudataires italiens; ils se faisaient payer les redevances qui leur étaient dues, et ils promulguaient quelques lois pour le gouvernement de l'Italie. Cependant un souverain étranger, presque toujours absent, que l'on ne reconnaissait que par une invasion, à la tête d'une armée barbare, ne pouvait gouverner d'une manière efficace un pays qui lui était à peine connu, et où son joug était détesté. Pendant ces cinq règnes le pouvoir social s'affaiblit

toujours davantage en Italie. Les empereurs se trouvaient trop heureux de reconnaître les pouvoirs locaux quels qu'ils fussent, toutes les fois qu'ils pouvaient obtenir d'eux le paiement des redevances pécuniaires. Ici, c'étaient quelques marquis ou quelques ducs, dont la dignité avait survécu aux déchiremens des différentes invasions et des guerres civiles : là, c'étaient les archevêques et les évêques des grandes villes, que Charlemagne et ses successeurs avaient fréquemment investis des duchés et des comtés échus à la couronne, comptant que des seigneurs élus à vie, demeureraient plus dépendans que les seigneurs héréditaires; ailleurs enfin, c'étaient les magistrats eux-mêmes des villes, qui quoique élus par le peuple, recevaient du monarque le titre de vicaires impériaux, et assistaient avec les nobles et les prélats aux plaids ou diètes de Roncaglia.

Au bout de peu de mois l'Empereur se retirait avec son armée; alors les nobles retournaient dans leurs châteaux, les prélats et les magistrats dans leurs villes, et aucun d'eux ne reconnaissait plus d'autorité supérieure à la sienne. Chacun ne comptait que sur sa propre force, pour faire respecter ce qu'il appelait ses droits. Des intérêts contraires ne tardaient pas à se choquer, et la guerre était bientôt universelle. Au temps de Conrad-le-Salique, les prélats, dans presque

 toute la Lombardie, firent une alliance avec les villes contre les nobles, et l'on vit, de 1035 à 1039, une guerre générale entre ces deux ordres de la société. Conrad la termina par une constitution qui est considérée comme la base du droit féodal : par elle la succession des fiefs fut soustraite aux caprices des seigneurs et de la couronne; les conditions plus onéreuses de la dépendance féodale furent supprimées ou adoucies, et la plupart des esclaves qu'on voyait encore dans les campagnes furent remis en liberté.

La couronne de Conrad-le-Salique passa dans la ligne directe à son fils, à son petit-fils, et à son arrière-petit-fils; le premier, Henri III, régna de 1039 à 1056; le second, Henri IV, de 1056 à 1106; le troisième, Henri V, de 1106 à 1125. Les deux derniers règnes furent troublés par la sanglante querelle, entre l'empire et la cour de Rome, qu'on a nommée *des investitures*. Rome n'avait jamais fait partie de la monarchie des Lombards. Cette ancienne capitale du monde, avec le territoire qui dépendait d'elle, avait formé, depuis les conquêtes d'Alboin, un duché gouverné par un patrice, ou un duc grec, envoyé de Constantinople. Toutefois l'évêque de cette ville, qui, selon les anciennes formes canoniques, était élu par le clergé, le sénat et le peuple de son diocèse, avait bien plus de crédit sur son troupeau que ce magistrat étran-

ger; d'ailleurs il se considérait comme patriarche de l'Occident, et chef de toutes les églises où l'on parlait latin. Cette autorité, n'était pas, il est vrai, reconnue sans contestations par les prélats orthodoxes, et les barbares qui professaient le paganisme ou l'arianisme la méprisaient : cependant le pontife qui commençait à prendre exclusivement le titre de pape, avait plus d'une fois réussi à défendre Rome par les armes spirituelles, quand les armes temporelles étaient demeurées sans force. Lorsqu'une famille iconoclaste, ou ennemie des images, occupa en 717 le trône de Constantinople, les papes repoussèrent son autorité comme hérétique; alors la municipalité de Rome, à la tête de laquelle on voyait un sénat et des consuls, se gouverna à peu près comme un État indépendant : les Grecs, occupés de leurs propres dissentions, parurent l'oublier, et Rome dut à cet oubli cinquante ans d'une sorte de liberté. Les Romains retrouvèrent dans leurs souvenirs quelqu'image de leur gloire passée; ils firent même quelquefois revivre le titre de République romaine. Cependant ils applaudirent, lorsque le pape Étienne II conféra aux princes des Francs la dignité de patrices de Rome, pour leur transférer l'autorité que ce magistrat grec exerçait dans leur ville, au nom des empereurs de Constantinople, et lorsqu'en l'an 800, Léon III

CHAP. I. couronna Charlemagne comme Auguste et restaurateur de l'empire d'Occident. Dès cette époque Rome redevint la capitale de l'empire, celle où ses chefs devaient recevoir la couronne d'or des mains du pape, après avoir reçu la couronne d'argent du royaume de Germanie à Aix-la-Chapelle, et la couronne de fer du royaume de Lombardie à Milan.

De grandes richesses, de grands pouvoirs féodaux furent attachés, par la reconnaissance des empereurs, au siége pontifical de Rome. La papauté devint le plus haut objet d'ambition de tout l'ordre sacerdotal; et dans un siècle de violence et d'anarchie, on y vit arriver plus d'une fois ou des barons romains signalés par leurs brigandages, ou de jeunes libertins forts de l'appui de quelques dames romaines. Les autres siéges de la chrétienté n'avaient souvent pas été mieux remplis. Plus d'une fois les empereurs allemands, en arrivant à Rome, furent obligés, pour mettre un terme au scandale, de choisir entre les compétiteurs ou de déposer le pape, qui faisait rougir la chrétienté. Henri III obligea le peuple romain à renoncer à la part qu'il avait eue jusqu'alors à la nomination des papes, et dont il avait mal usé; lui-même il en nomma successivement quatre, qu'il choisit parmi les hommes les plus savans et les plus religieux du clergé d'Allemagne et d'Italie : il

seconda ainsi l'esprit de réforme qui, dès le onzième siècle, commençait à animer l'Église.

Au milieu des bouleversemens auxquels la société avait été exposée, les richesses du clergé étaient demeurées à peu près intactes : les rois qu'elles tentaient n'osaient pas s'en emparer, mais ils les distribuaient, avec les dignités de l'Église, à leurs favoris, à leurs créatures, à des prêtres courtisans, qui n'avaient d'ecclésiastique que le nom. Ces promotions avaient excité une clameur violente : les hommes religieux prétendaient que les rois introduisaient la corruption dans le corps du clergé, qu'ils détruisaient l'indépendance qui devait appartenir aux ministres de Dieu. Un désir ardent d'épurer le sacerdoce, en empêchant que ses dignités ne fussent distribuées dans des vues temporelles, se manifestait; mais il était réservé à l'un des plus grands caractères qu'ait produits le moyen âge, au moine Hildebrand, de remuer la chrétienté tout entière pour satisfaire à ce désir. Hildebrand, né à Soana, en Toscane, dans la condition la plus obscure, mais signalé par ses talens dès qu'il s'engagea dans les ordres, fut envoyé par son couvent à Cluny, en France, pour y poursuivre ses études. Dans sa solitude, il conçut le plan de la révolution par laquelle il voulait soumettre le monde au pouvoir sacerdotal. Il ne voyait dans l'univers que Dieu, le

CHAP. I. prêtre son seul ministre, et le genre humain soumis à ses lois; il voulait que tout le sacerdoce fût mu par une seule volonté, et ne connût qu'une seule passion, celle d'établir le pouvoir du ciel. L'Église tout entière lui paraissait corrompue; il entreprit de la réformer dans son chef, dans ses membres, dans le corps des fidèles qui lui obéissait; il prononça l'anathême contre toute intervention du pouvoir séculier dans la distribution des dignités de l'Eglise. C'était, disait-il, une simonie, un commerce des dons de l'Esprit-Saint. Le crime était le même, soit que le peuple dans ses assemblées, ou les grands ou les rois, prissent part à l'élection des prélats, soit qu'ils tentassent même de leur conférer, par une investiture, le pouvoir temporel attaché à leurs siéges. Il fit attribuer en 1059, par le concile de Latran, aux cardinaux, l'élection des papes; aux chapitres, de concert avec le pape, l'élection de tous les prélats. En même temps, pour détacher le clergé de la société humaine, il proscrivit, il punit avec sévérité le mariage des prêtres, qui avait été jusqu'alors ou permis ou toléré, par quelques conciles provinciaux, surtout en Lombardie. Enfin, concentrant tous les pouvoirs de l'Église dans le pape, il enseigna aux prêtres à le considérer comme un être qui ne pouvait errer, qui devenait saint par sa seule élection, qui seul pouvait nommer et déposer

les évêques, assembler, présider et dissoudre les conciles; c'était enfin, disait-il, un dieu sur la terre, maître absolu de tous les princes: ceux-ci devaient baiser ses pieds, et il pouvait les déposer, en déliant leurs sujets de leur serment de fidélité. CHAP. I.

Hildebrand accomplit, du moins pour un temps, l'immense révolution qu'il avait entreprise; il changea l'esprit des papes, du clergé, des peuples, et il asservit les rois. Il fit élire, par son influence, les quatre papes qui le précédèrent lui-même sur la chaire de Saint-Pierre, où il monta en 1073, en prenant le nom de Grégoire VII. Lorsqu'il mourut, en 1085, les papes qui lui succédèrent suivirent aussi ses maximes, et parurent encore animés de son esprit. Toutefois il éprouva dans le clergé, surtout dans celui de Lombardie, une prodigieuse résistance. Il tourmenta l'Italie et l'Allemagne par une constante guerre civile; il appela contre Rome les Normands, qui brûlèrent cette ville, et vendirent en esclavage presque tous ses habitans. Il parvint à contraindre son héroïque rival, l'empereur Henri IV, à faire pénitence devant lui dans la cour couverte de neige du château de Canossa; il le contraignit à y demeurer trois jours et trois nuits en habit de pénitent, les pieds nus et à jeun, pour attendre son absolution. Les successeurs de Grégoire VII

CHAP. I. réussirent à faire révolter contre Henri IV successivement deux de ses fils, qui le déposèrent et le firent mourir de chagrin; mais le second de ces fils dénaturés, dont ces papes avaient embrassé la cause, Henri V, après avoir obtenu la couronne par leur aide, se tourna à son tour contre eux. Pendant seize ans, il leur fit la guerre pour maintenir l'indépendance de la couronne impériale et le droit des souverains séculiers sur les fiefs attachés aux églises. La fatigue et l'épuisement des peuples forcèrent enfin les deux pouvoirs rivaux à un accord qui ménageait les droits de l'un et de l'autre. Dans la diète de Worms, en 1122, l'empereur abandonna au pape l'investiture des évêques par l'anneau et la croix, tandis qu'il se réserva la transmission des droits régaliens attachés à chaque siége par la concession du sceptre; ce n'étaient là que des cérémonies extérieures. Dans le fait, les peuples furent seuls dépouillés de leurs droits dans le choix de leurs pasteurs; les souverains conservèrent presque exclusivement la nomination des prélats, chacun dans ses États.

La guerre des investitures, qui dura plus de soixante ans, acheva de rompre tous les liens entre les membres divers du royaume d'Italie. Les guerres civiles ont du moins cet avantage qu'elles forcent les chefs des peuples à chercher à plaire à leurs sujets, à s'étudier à ga-

gner une affection qui fait toute leur force, et à compenser par l'octroi de priviléges nouveaux les services qu'ils demandent. Les prélats, les grands, les villes d'Italie, n'obéissaient pas les uns aux empereurs, les autres aux papes, par une crainte aveugle, mais par choix, par affection, par conscience, selon que le sentiment politique ou le sentiment religieux était plus puissant sur chacun. La guerre se faisait partout, mais partout avec des forces nationales : chaque cité armait ses milices, les faisait conduire par ses propres magistrats, et attaquait autour d'elle les grands ou les cités qui suivaient un parti contraire au sien. Chaque cité, quoiqu'elle crût combattre pour l'empereur ou pour le pape, s'accoutumait à recevoir son impulsion de ses sentimens seuls, à se considérer comme un tout, comme un État indépendant, qui avait ses alliés et ses ennemis. Chaque citoyen ressentait pour sa cité seule, non pour le royaume d'Italie ou l'empire, un ardent patriotisme.

Quand les rois ou les empereurs avaient accordé aux cités le droit d'élever des murailles, ils y avaient toujours joint celui d'assembler tous leurs citoyens au son de la grosse cloche, pour concerter leur défense. Cette assemblée de tous les hommes en état de porter les armes, se nommait le Parlement; elle se faisait sur la place publique; elle élisait chaque année deux con-

CHAP. I. suls, chargés de rendre la justice au-dedans, de conduire au-dehors la milice à la guerre. Cette milice était divisée par quartiers; chacun était conduit par un gonfalonier ou porte-étendard : elle combattait à pied; elle s'assemblait autour du *carroccio,* char pesant traîné par des bœufs couverts de draperies aux armoiries de la ville. Du milieu du char s'élevait un grand mât, portant l'étendard de la cité; à ce mât un Christ était attaché, qui semblait bénir l'armée, de ses deux bras étendus. Un sacristain disait chaque jour la messe, sur l'autel, à la partie antérieure du carroccio. Les trompettes de la communauté, assis sur la partie postérieure, sonnaient la charge, ou le rappel. C'était Héribert, archevêque de Milan, contemporain de Conrad-le-Salique, qui avait inventé le carroccio à l'imitation de l'arche d'alliance, et qui l'avait fait adopter par les Milanais : toutes les villes libres d'Italie l'imitèrent. Ce char sacré de la patrie, confié à la garde des milices, leur donna de l'aplomb et de la confiance. Les gentilshommes, qui, froissés dans les guerres civiles, avaient senti la nécessité de se recommander aux villes, où ils furent admis comme le premier ordre des citoyens, formaient seuls la cavalerie des cités.

Le parlement, qui nommait les consuls, leur donnait aussi pour les assister dans le gouverne-

ment, un conseil secret, ou de *credenza*, composé d'un petit nombre de membres, pris dans chaque quartier, et un grand conseil, ou conseil du peuple, qui préparait les décisions qu'on voulait soumettre au parlement. Le conseil de *credenza* était chargé en même temps de l'administration des finances de la cité; elles se composaient surtout du produit des droits d'entrée perçus aux portes des villes, et des subventions volontaires demandées aux citoyens dans les momens de danger. Comme l'industrie s'était rapidement accrue, et avait devancé le luxe; que la vie domestique était sobre, et le produit du travail considérable, les richesses s'étaient bien vite augmentées, et les citoyens ne se permettaient d'en faire usage que pour défendre ou orner leur patrie. Ce fut entre l'an 900 et l'an 1200, que des ouvrages prodigieux furent entrepris et exécutés par les cités d'Italie. Elles commencèrent d'abord par s'entourer toutes d'épaisses murailles, avec des fossés, des tours, des contregardes aux portes; travail immense, qu'un patriotisme prêt à tous les sacrifices pouvait seul entreprendre. Dans le même temps, les villes maritimes construisirent leurs ports, leurs quais, leurs digues, leurs douanes servant de magasin à tout le commerce. Toutes élevèrent ensuite des palais publics, pour la seigneurie ou la magistrature municipale, et des prisons; toutes

CHAP. I. construisirent en même temps les temples qui encore aujourd'hui nous frappent le plus par leurs grandes proportions et leur magnificence. Ces trois siècles de renaissance donnèrent l'impulsion à l'architecture, qui réveilla bientôt les autres beaux-arts.

L'esprit républicain qu'on voyait fermenter dans toutes les villes, et qui leur donnait à toutes des constitutions si sages, des magistrats si zélés, des citoyens animés de tant de patriotisme, et capables de si grandes choses, avait trouvé en Italie même des modèles qui avaient contribué à le former. La guerre des investitures donna le dernier essor aux sentimens de liberté et de patrie, dans toutes les communes de la Lombardie, du Piémont, de la Vénétie, de la Romagne et de la Toscane; mais auparavant, d'autres cités libres existaient déjà en Italie, et leur expérience avait même été assez longue, pour démontrer qu'un petit peuple trouve dans son union, dans son dévouement à la cause commune, une force qui manque souvent aux grands États. Les cités libres qui grandirent au onzième siècle, naquirent des débris de l'empire d'Occident; celles qui, en Italie, les avaient précédées dans la carrière de la liberté, étaient nées des débris de l'empire d'Orient.

Lorsque les Grecs reperdirent, par les armes des Lombards, l'Italie, que peu d'années avant

ils avaient reconquise sur les Ostrogoths, ils conservèrent cependant beaucoup de postes isolés, beaucoup de places fortes situées le long du rivage de la mer. Venise au fond de l'Adriatique, Ravenne au midi de l'embouchure du Pô, Gênes au pied des montagnes de la Ligurie, Pise vers les bouches de l'Arno, Rome, Gaëte, Naples, Amalfi, Bari, ou ne furent jamais conquises par les Lombards, ou ne leur obéirent que pendant un temps assez court pour n'avoir pas perdu leurs antiques murailles, et l'habitude de les garder. Ces villes servirent de refuge à la civilisation romaine; tous ceux qui avaient conservé quelque fortune, quelque indépendance de caractère, quelque haine de l'oppression, s'y réunirent, pour chercher à résister en commun à des maîtres insolens et barbares. L'empire grec se maintenait à Constantinople avec tout son antique orgueil, mais avec une apathie orientale; il regardait ces débris comme représentant toujours pour lui l'ancienne province d'Italie, mais il ne faisait rien pour les défendre. De temps en temps seulement il leur envoyait un duc, un exarque, un patrice, un catapan, ou quelqu'autre magistrat dont le nom annonçait les plus hautes prétentions, encore qu'il ne fût accompagné d'aucune force réelle. Les citoyens de ces villes demandaient de l'argent et des soldats pour restaurer et défendre leurs fortifica-

CHAP. I. tions; les empereurs demandaient au contraire que l'argent et les soldats d'Italie fussent envoyés à Constantinople. Après quelques tiraillemens, le gouvernement grec trouva plus commode de laisser faire et de fermer les yeux sur l'établissement d'une liberté qu'il méprisait, mais qui lui paraissait propre à défendre ces postes écartés. Il reconnut comme dépositaires de l'autorité impériale, les magistrats que les villes d'Italie nommaient elles-mêmes; il les laissa disposer de l'argent et des soldats qu'ils pourraient rassembler dans leur cité, sous condition qu'ils ne lui demandassent rien, et il se contenta de voir le nom de l'empereur en tête des actes et sur les monnaies, sans exiger d'autre marque d'obéissance. Cette politique ne fut point suivie cependant à l'égard de Ravenne et ensuite de Bari : dans ces villes le représentant de l'empereur en Italie avait fixé sa résidence avec une garnison grecque. Ravenne fut conquise par les Lombards, entre 720 et 730, ainsi que les villes de la Pentapole qui relevaient d'elle; Bari devint alors la capitale du thème de Lombardie, qui s'étendit sur une grande partie de la Pouille. Nous avons vu comment Rome passa de l'empire grec à l'empire d'Occident. Nous soupçonnons, sans en être certain, que Gênes et Pise, après avoir été occupées par les Lombards, conservèrent leurs relations avec Constantinople.

Le pallium ou drapeau de soie, qu'elles offrirent à quelques empereurs, fut considéré par ceux-ci comme un tribut; mais Venise, sur la mer supérieure, Gaëte, Naples et Amalfi, sur la mer inférieure, marchèrent plus ouvertement à l'indépendance.

Dès le temps de l'invasion d'Attila en 452, les marais nommés *lagunes*, formés à l'extrémité de la mer Adriatique, par le limon qu'y déposent sept ou huit grands fleuves, et au milieu desquels s'élèvent des îles sans nombre, avaient servi de refuge aux plus riches habitans de Padoue, de Vicence, de Vérone, de Trévise, et des autres grandes villes de la Vénétie, qui se dérobaient au sabre des Huns. L'empire romain d'Occident survécut vingt-quatre ans encore à cette calamité; mais ce ne fut plus qu'une période d'agonie, pendant laquelle de nouveaux désastres forcèrent sans cesse de nouveaux réfugiés à s'établir dans les îles de la lagune. Une population nombreuse finit par s'y fixer; elle y vécut de la pêche, de la fabrication du sel, de quelques manufactures, et du commerce des rivières : hors de l'atteinte des barbares, qui n'avaient point de vaisseaux, oubliée par les Romains et les Ostrogoths leurs successeurs, elle se maintint indépendante, sous l'administration des tribuns, que nommait l'assemblée du peuple dans chacune des îles. Les Vénitiens

regardaient les Ostrogoths et ensuite les Lombards comme des hérétiques, en sorte qu'un zèle religieux fortifiait leur aversion pour les dominateurs de l'Italie. D'autre part, la population de chaque île formant comme une petite république, l'une se montra jalouse de l'autre : leurs tribuns ne surent pas demeurer d'accord ; et pour mettre un terme aux factions, les citoyens de toutes les îles se réunirent à Héraclée, en 697, en une seule assemblée, et ils donnèrent un chef à toute la Vénétie maritime, qu'ils nommèrent *doge* ou *duc*. Ce titre, que portaient les gouverneurs des provinces grecques en Italie, semble indiquer que le doge fut considéré comme un lieutenant de l'empereur de Constantinople. Les Vénitiens, en effet, persistant à se regarder comme membres de l'empire d'Orient, ne voulurent plus tard reconnaître jamais les prétentions de Charlemagne et de ses successeurs à la domination de toute l'Italie. Ce fut en 809, dans une guerre contre Pepin, fils de Charlemagne, que les Vénitiens firent choix de l'île de Rialto, pour y rassembler leurs vaisseaux et leurs richesses, et y bâtir la ville capitale de leur république. Vingt ans plus tard, ils y apportèrent d'Alexandrie le corps de saint Marc l'évangéliste ; ils le choisirent pour patron de leur république : son lion figura sur leurs armes, et son nom, dans leur langage, désigna

leur patrie ou son gouvernement, quand ils en parlaient avec le plus d'affection.

En même temps que les Vénitiens disputaient le peu de terre sur laquelle étaient bâties leurs maisons, aux Lombards, aux Francs et aux empereurs allemands, ils durent disputer la mer qui les baignait aux Esclavons, qui s'étaient établis sur la côte orientale de la mer Adriatique, pour y exercer la piraterie. Au milieu d'eux, sur la même côte, beaucoup de petites villes, habitées par des Grecs, mais oubliées de l'Empire, s'efforçaient en vain de défendre leurs libertés et leurs gouvernemens municipaux. Toutes ces petites villes de l'Istrie et de la Dalmatie firent alliance, en 997, avec Venise, et consentirent à recevoir des juges choisis par son doge, ainsi qu'à combattre sous son étendard. Avec leur aide, Venise vainquit les pirates de Narenta et de la Croatie, et son doge s'intitula dès-lors *duc de Venise et de Dalmatie*.

Le premier magistrat des républiques de Naples, de Gaëte et d'Amalfi portait également le titre de *duc*. Ces trois villes, oubliées des empereurs grecs, et ne recevant d'eux aucun secours, tenaient cependant encore à la Grèce par le commerce; elles s'étaient livrées avec ardeur à la navigation, et leurs citoyens allaient chercher dans le Levant les marchandises qu'ils ré-

CHAP. I. pandaient ensuite dans l'Italie méridionale. Tout le pays situé au-delà du Tibre avait été exposé à moins d'invasions que l'Italie supérieure. Un chef lombard y avait cependant pénétré, en 589, et y avait fondé le grand-duché de Bénévent, qui comprenait à peu près tout le midi de la péninsule. Ce duché s'était maintenu indépendant du royaume des Lombards de Pavie, et n'avait pas été entraîné dans sa chute. Il s'était défendu avec valeur contre Charlemagne et ses successeurs, qui avaient voulu le subjuguer. Mais, en 839, à la suite d'une guerre civile, il se partagea entre les trois principautés de Bénévent, Salerne et Capoue. Dès l'année 828, les Sarrasins avaient établi des colonies en Sicile. Jusqu'alors cette île était demeurée sujette de l'empire grec. Peu d'années après, ces Sarrasins passèrent dans l'Italie méridionale. Les trois républiques de Naples, de Gaëte et d'Amalfi maintinrent leur indépendance, en opposant, les uns aux autres, les Lombards et les Sarrasins, qui les menaçaient également. Au reste, tous les barbares succombaient, en peu d'années, à la langueur qu'inspirait le beau climat du midi; ils semblaient n'avoir plus le courage d'exposer une vie à laquelle tant de jouissances étaient attachées. Quand ils combattaient, ce n'était plus qu'avec mollesse; ils se hâtaient de terminer la guerre, pour se replonger dans les voluptés.

Les citoyens des républiques avaient pour eux l'avantage de leurs murailles et de leurs défilés, et, sans être plus braves que les Lombards, ils maintinrent, contre eux, pendant six siècles, leur indépendance. CHAP. I.

Jusqu'à l'an 1000, l'Italie méridionale ne fut guère troublée que par les petites guerres des principautés lombardes, des républiques protégées par les Grecs, des catapans de Bari, et des bandes errantes de Musulmans, que l'amour du pillage plus que le zèle religieux avait amenées en Italie. Mais, à cette époque, on vit arriver à Salerne, et ensuite dans la Pouille, des aventuriers normands, issus, à la seconde ou troisième génération, de ces terribles corsaires danois qui avaient si long-temps et si cruellement ravagé la France, et qui, en 912, s'étaient établis en Neustrie; en adoptant la langue française et le christianisme, ils avaient conservé la valeur de leurs ancêtres, leur passion pour les aventures étranges et pour les voyages. Ils venaient en grand nombre visiter, comme pélerins, les sanctuaires de l'Italie méridionale; ils s'engageaient ensuite comme soldats des princes lombards, des républiques ou des Grecs de Bari, qui avaient récemment reconquis toute la Pouille, et ils se montraient tellement supérieurs, par leur valeur, à tous ceux avec lesquels ils avaient occasion de se mesurer, que ces mercenaires firent

CHAP. I. bientôt trembler tous les petits États au milieu desquels ils étaient venus chercher des aventures. En 1041, ils conquirent la Pouille sur les Grecs; en 1060, la Calabre; de 1061 à 1090, la Sicile. Vers le même temps, ils subjuguèrent les trois principautés lombardes de Bénévent, Salerne et Capoue; les trois républiques furent les derniers Etats de l'Italie méridionale qui tombèrent sous le joug des Normands. Nous ne savons point, il est vrai, l'époque de la soumission de Gaëte, dont il n'est fait aucune mention dans les anciennes chroniques; mais Amalfi, qui s'est illustrée par la fondation à la Terre-Sainte de l'hôpital et de l'ordre militaire de Saint-Jean de Jérusalem, par l'invention de la boussole et par la conservation des Pandectes de Justinien, dut se soumettre aux Normands en 1131. Le chef de ceux-ci était alors Roger II, auquel l'antipape Anaclet avait donné, l'année précédente, le titre de roi des Deux-Siciles; le même Roger assiégea, en 1138, la ville de Naples, et, quoiqu'elle fût tour à tour secourue par un empereur d'Allemagne et par la république de Pise, elle fut aussi obligée de se rendre à ses armes.

La république de Pise, qui chercha vainement à prévenir la ruine de ces premières républiques italiennes du moyen âge, était une cité que le commerce et la navigation avaient enrichie; Pise, de même que Gênes, qui fut bientôt sa

rivale, avait échappé au pillage des conquérans du Nord, et avait conservé des relations journalières avec Constantinople et avec la Syrie, où ses citoyens allaient chercher les marchandises qu'ils répandaient ensuite dans toute la Lombardie. Les Pisans et les Génois, enhardis par la vie de mer, s'étaient accoutumés à défendre avec leur épée les marchandises qu'ils transportaient d'une extrémité à l'autre de la Méditerranée; souvent ils furent aux prises avec les Sarrasins, qui s'étaient adonnés, comme eux, au commerce maritime, mais qui y joignaient parfois la piraterie. Les Sarrasins pillèrent Gênes en 936; ils entrèrent, en 1005, dans un faubourg de Pise : ils investirent de nouveau cette ville en 1012. Ils avaient des colonies dans la Sardaigne, la Corse et les îles Baléares, d'où ils menaçaient sans cesse l'Italie. Les Pisans, secondés par les Génois, attaquèrent à leur tour la Sardaigne en 1017; ils n'en achevèrent la conquête qu'en 1050 : ils y conduisirent des colonies, et ils la partagèrent en fiefs entre les familles les plus illustres de Pise et de Gênes. Ils firent de même, en 1113, la conquête des îles Baléares sur les Sarrasins.

Lorsqu'à la fin du onzième siècle, l'Occident s'ébranla pour disputer aux Musulmans le sépulcre de Jésus-Christ, Venise, Gênes et Pise étaient déjà arrivées à une haute importance

 commerciale ; ces trois villes avaient seules plus de vaisseaux sur la Méditerranée que toutes les autres puissances chrétiennes. Elles secondèrent les croisés avec enthousiasme ; elles les approvisionnèrent quand ils furent parvenus aux rivages de Syrie, et elles entretinrent leur communication avec l'Occident. Les Vénitiens assurent avoir envoyé, en 1099, une flotte de deux cents vaisseaux pour seconder la première croisade ; les Pisans affirment que leur archevêque Daimbert, qui fut depuis patriarche de Jérusalem, passa en Orient avec cent vingt vaisseaux ; les Génois ne s'attribuent que vingt-huit galères et six vaisseaux : tous concoururent cependant avec le même zèle à la conquête de la Terre-Sainte, et les trois républiques maritimes y conservèrent également d'importans privilèges aussi long-temps que dura le royaume de Jérusalem.

Tels étaient les changemens qu'avait accomplis pour l'Italie la période de six siècles qui s'étaient écoulés depuis la chute de l'empire romain d'Occident. A la fin du cinquième siècle, le lien social qui avait fait de l'Empire un seul corps, en se dissolvant, n'était remplacé par aucun autre. Le citoyen ne sentait rien pour son concitoyen ; il n'en attendait aucun appui, il ne lui offrait lui-même aucune défense. Nulle part il ne pouvait invoquer de garantie ; partout il ne voyait que

violence et qu'oppression. Au commencement du douzième siècle, le citoyen des villes d'Italie n'avait pas plus de garantie à attendre du dehors, car l'empereur allemand qui se disait son maître, n'était, avec ses soldats barbares, qu'un ennemi de plus; mais partout où l'enceinte des mêmes murs avait formé un intérêt commun, l'esprit d'association s'était développé; les concitoyens s'étaient promis une assistance mutuelle; le courage avait grandi avec la liberté, et les Italiens, si long-temps opprimés, avaient enfin trouvé leur garantie en eux-mêmes. CHAP. I.

CHAPITRE II.

Frédéric Barberousse veut restreindre les libertés des villes d'Italie ; leur résistance. — Ligue lombarde. — Trève de Venise. — Paix de Constance qui fixe leurs droits.

CHAP. II. 1100-1152.

Lorsque les bourgeois des villes s'étaient associés pour leur défense commune, leur premier besoin avait été de se soustraire au brigandage des armées barbares qui envahissaient leur pays, et les traitaient en ennemis ; le second, de se mettre également en défense contre le brigandage d'autres barbares qui se disaient leurs maîtres. Bientôt leurs efforts réunis avaient garanti leur sécurité ; en peu d'années ils s'étaient trouvés riches, ils étaient devenus puissans ; et ces mêmes hommes que les empereurs, les prélats, les nobles, considéraient toujours comme des serfs affranchis, s'étaient aperçus qu'il n'y avait plus guère en Italie d'autre force publique que la leur. Leur confiance en eux-mêmes s'était accrue avec leur puissance, et le désir de la domination avait succédé à celui de l'indépendance. Les villes qui avaient accumulé plus de richesses, celles qui rassemblaient dans leurs murs une population plus nombreuse, ten-

tèrent, dès la première moitié du douzième siècle, de s'assurer par les armes l'obéissance des villes voisines qui ne leur paraissaient pas assez fortes pour lutter contre elles. Ces grandes cités, il est vrai, ne prétendaient pas dépouiller les petites de leur liberté, mais elles voulaient les astreindre à contracter avec elles une alliance perpétuelle pour partager leur bonne et leur mauvaise fortune, et à faire toujours marcher leurs milices sous l'étendard de la cité dominante.

La longue guerre des investitures entre les empereurs de la maison de Franconie et les papes, avait donné le premier essor à cette ambition. Comme il s'agissait d'intérêts généraux, d'une action à exercer au loin, de dangers communs à tout un parti, les villes avaient senti la nécessité des alliances et d'une correspondance active, qui s'étendit presque d'une extrémité à l'autre de l'Italie. Les petites villes avaient bientôt reconnu que cette politique générale était au-dessus de leur portée, et les grandes, où le commerce et la richesse avaient accumulé plus de lumières; les grandes, qui recevaient seules des communications de l'empereur ou du pape, s'étaient placées naturellement à la tête de la ligue formée dans leur province, ou pour l'Empire ou pour l'Église. Ces deux ligues n'étaient point encore désignées en Italie par les noms

CHAP. II. 1100-1152.

de Guelfes et de Gibelins, noms qui furent, en Allemagne, le cri de guerre des deux partis à la bataille de Winsberg, le 21 décembre 1140, et qui auparavant y désignaient déjà, le premier, les ducs de Saxe et de Bavière dévoués aux papes; le second, les empereurs franconiens. Mais quoique ces deux noms, qui semblèrent depuis devenir exclusivement italiens, n'eussent pas encore été prononcés en Italie, l'affection héréditaire pour les deux partis partageait déjà les esprits depuis un siècle; l'intérêt de la faction devenait pour chacun celui d'une seconde patrie, qu'il servait souvent avec non moins d'héroïsme et de dévouement que sa cité.

Deux grandes villes dans la plaine de Lombardie l'emportaient sur toutes les autres en puissance et en richesse : Milan, qui dirigeait le plus habituellement le parti de l'Église, et Pavie, qui dirigeait le parti impérial. L'une et l'autre ville paraît cependant avoir changé de parti durant les règnes de Lothaire III et de Conrad II, qui, de l'an 1125 à l'an 1152, mirent en opposition les deux maisons des Guelfes et des Gibelins d'Allemagne. Milan, dans cette première moitié du douzième siècle, ayant éprouvé de la résistance de la part des deux villes de Lodi et de Como, rasa la première, en dispersa les habitans dans des villages ouverts, et força la seconde à abattre ses fortifications. Crémone

et Novarre s'attachaient de préférence au parti de Pavie; Tortone, Crême, Bergame et Brescia, Plaisance et Parme, à celui de Milan. Entre les villes du Piémont, celle de Turin paraissait se placer au premier rang; elle disputait en même temps le pouvoir aux comtes de Savoie, qui se disaient vicaires impériaux dans cette contrée. Le Montferrat avait toujours ses marquis; ils étaient du petit nombre des grands feudataires qui avaient survécu aux guerres civiles; mais les villes de la province ne leur obéissaient pas, et celle d'Asti était plus puissante qu'eux. La famille au contraire des marquis véronais, qui, du temps des rois lombards, devait défendre la frontière contre les Allemands, s'était éteinte, et les grandes villes de Vérone, Padoue, Vicence, Trévise et Mantoue se maintenaient libres, à peu près égales en puissance l'une à l'autre. Bologne tenait le premier rang entre les villes au midi du Pô, et elle se faisait redouter également de Modène et Reggio, d'une part; de l'autre, de Ferrare, Ravenne, Imola, Faenza, Forli et Rimini. La Toscane, qui avait eu aussi de puissans marquis, avait vu leur famille s'éteindre dans la comtesse Mathilde, la contemporaine et l'amie de Grégoire VII. Dès-lors Florence s'était élevée en puissance; elle avait détruit Fiésolé, et sans dominer sur les villes voisines de Pistoia,

CHAP. II. 1100-1152.

Arrezzo, San Miniato, Volterra, ou, sur les plus lointaines, Lucques, Cortona, Perugia et Sienne, elle était considérée comme dirigeant la ligue de Toscane, d'autant que Pise, à la même époque, tournait toute son attention sur ses expéditions d'outre-mer. La famille des ducs de Spolète s'était aussi éteinte, et les villes de l'Ombrie s'étaient remises en liberté; mais leur situation dans les montagnes ne leur permettait pas de s'élever à une grande puissance. Rome enfin avait donné l'essor au même sentiment d'indépendance. Un moine éloquent, disciple d'Abailard, et qui s'était fait connaître dans toute l'Europe, y avait prêché, en 1139, une double réforme dans l'ordre religieux et dans l'ordre politique. On le nommait Arnaud de Brescia; il avait parlé aux Romains de l'antique liberté qui était leur droit, comme des abus qui défiguraient l'Église. Chassé d'Italie par le pape Innocent II et le concile de Latran, il se réfugia en Helvétie, et fit adopter une constitution libérale à la ville de Zurich; mais il fut rappelé à Rome en 1143, et il y fit de nouveau entendre le nom de république romaine, de sénat romain et de comices du peuple. Le pape flétrissait ses opinions du nom d'*hérésies des politiques*, et Arnaud de Brescia ayant été livré, en 1155, à Adrien IV par l'empereur, fut brûlé vif devant la porte du château Saint-Ange: mais ses

enseignemens lui survécurent, et l'amour de la liberté ne périt point à Rome avec lui. Dans l'Italie méridionale, enfin, l'esprit de liberté avait été étouffé par les conquêtes des Normands, et la ville d'Aquila conservait seule dans les Abruzzes quelques prérogatives républicaines.

1152. Tel était l'état de l'Italie, lorsque la diète de Germanie, assemblée à Francfort, déféra la couronne, en 1152, à Frédéric Barberousse, duc de Souabe, de la maison de Hohenstauffen. Ce prince, neveu de Conrad III, auquel il succédait, était dans la vigueur de l'âge; il était allié aux deux maisons guelfe et gibeline, qui s'étaient disputé l'empire, et il était regardé, à bon droit, par les Allemands, comme le plus distingué de leurs chefs. Il n'était pas seulement brave; il connaissait l'art de la guerre, autant du moins qu'on pouvait l'entendre dans cet âge barbare; il savait se faire aimer des soldats, tout en les soumettant au frein d'une discipline que d'autres ne songeaient pas même à établir; il aimait la justice, il respectait sa parole, il abhorrait les cruautés gratuites, encore que l'effusion du sang humain n'eût rien de révoltant pour un prince du moyen âge : mais les prérogatives de sa couronne lui paraissaient un droit sacré, que, par orgueil, par conscience même, il voulait conserver et accroître. Les Italiens lui

CHAP. II. 1152. paraissaient en état de révolte contre le trône impérial et contre la nation allemande; il croyait que son premier devoir était de les réduire a l'obéissance.

1154. En effet, au mois d'octobre 1154, Frédéric Barberousse entra en Italie par la vallée de Trente, à la tête d'une puissante armée allemande. Il se proposait, non seulement d'y recevoir les couronnes de l'Italie et de l'Empire, mais de ramener à l'obéissance ceux de ses sujets qui semblaient oublier ce qu'ils devaient à leur souverain, de punir, en particulier, les Milanais de leur arrogance, de faire droit aux plaintes que les citoyens de Pavie et de Crémone avaient portées contre eux, de les forcer enfin à rendre aux villes de Lodi et de Como, qu'ils avaient démantelées, tous les droits dont ils jouissaient eux-mêmes. Lorsqu'il arriva à Roncaglia, où il tint la diète du royaume d'Italie, il y fut assailli par les plaintes des évêques et des grands contre les villes: à leur tour les consuls de Pavie, de Crémone, de Como et de Lodi accusèrent les Milanais, qui furent défendus par ceux de Crème, de Brescia, de Plaisance, d'Asti et de Tortone. Avant de prononcer sur les différends qui lui étaient soumis, Frédéric annonça qu'il voulait juger, par ses yeux, de l'état du pays, et qu'il allait visiter le Piémont et le Montferrat. Il traversa le territoire milanais pour se rendre à Novarre, et il

ordonna aux consuls de Milan de lui faire trouver des vivres sur sa route. Les villes reconnaissaient qu'elles devaient aux empereurs, à leur passage, les redevances désignées par les mots féodaux de *foderum*, *parata* et *mansionaticum*, le fourrage, la table et le logement. Cependant les Allemands, retardés dans leur marche par une pluie abondante et continuelle, mettaient deux jours à atteindre l'étape où les Milanais avaient cru que l'armée allemande arriverait dès le premier jour; en conséquence les vivres manquèrent, et les Allemands s'en vengèrent sur les malheureux habitans du pays qu'ils traversaient : ils pillèrent, ils brûlèrent les villages où ils n'avaient pas trouvé des rations suffisantes. Frédéric se montra bienveillant pour les villes de Novarre et de Turin; mais celles de Chieri et d'Asti lui avaient été dénoncées comme animées des mêmes sentimens que les Milanais : les habitans s'enfuirent à son approche, et il pilla et brûla leurs maisons, qu'il trouva vides. Arrivé ensuite devant Tortone, il intima l'ordre aux habitans de renoncer à l'alliance qu'ils avaient contractée avec les Milanais. Mais, comptant sur la force de la ville haute, où les habitans s'étaient enfermés, tandis que Frédéric logeait dans la ville basse, ils eurent le courage de s'y refuser. Le 13 février 1155, les Allemands commencèrent le siége de cette

CHAP. II. 1154.

1155.

CHAP. II. 1155. ville; ils ne purent empêcher deux cents Milanais d'y entrer pour prendre part à sa défense. Soixante-deux jours ces braves gens soutinrent les attaques de l'armée formidable que les milices de Pavie et des autres villes gibelines étaient encore venues grossir : enfin, le manque d'eau les contraignit à se rendre. Frédéric leur permit de se retirer à Milan, avec le peu d'effets qu'ils pourraient emporter sur leur dos : tout le reste fut abandonné au pillage des soldats, et leurs maisons devinrent la proie des flammes. Les Milanais accueillirent avec respect ces martyrs de la liberté : chaque maison opulente se chargea de donner l'hospitalité à quelques Tortonais. Frédéric, pendant ce temps, faisait imposer sur sa tête, dans le temple de Pavie, la couronne de fer des rois lombards; après quoi, il se mit en route pour Rome, afin d'y recevoir aussi la couronne d'or de l'empire.

Mais les Allemands qui accompagnaient l'empereur dans son expédition, après avoir montré beaucoup d'ardeur pour entreprendre ce voyage lointain, se lassaient bientôt d'être si long-temps hors de leur patrie; la licence accordée à leurs pillages et à leurs débauches, ne leur paraissait plus un dédommagement suffisant pour les ennuis de la marche et les dangers de la guerre. Ils pressaient l'empereur d'avancer vers Rome, et d'éviter de se prendre de querelle avec les grandes

villes, encore que presque toutes se refusassent à le recevoir dans leurs murs, et se contentassent de lui préparer des vivres et des logemens dans leurs faubourgs. L'impossibilité de maintenir la discipline dans une armée cupide, qui voyait pour la première fois les richesses inconnues du commerce et des arts étalées à ses yeux, et d'éviter les querelles entre deux peuples qui n'entendaient pas la langue l'un de l'autre, justifiait cette précaution; Frédéric passa ainsi auprès de Plaisance, de Parme, de Bologne, de Florence. Il ne fut pas même reçu dans Rome; ses troupes occupèrent seulement ce qu'on nommait la cité Léonine, ou le faubourg bâti autour du Vatican, et c'est là qu'il fut couronné par le pape Adrien IV; tandis que les Allemands étaient obligés de repousser les Romains, qui cherchaient à s'avancer par le pont Saint-Ange, et par le bourg qui communique avec Trastevère, pour troubler la cérémonie. Dès le lendemain Frédéric s'éloigna de Rome, et conduisit son armée dans les montagnes, pour éviter les ardeurs de l'été. Les bourgeois de Spoleto ne lui ayant pas fourni assez promptement les vivres dont il avait besoin, il attaqua leur ville, la prit et la brûla : cependant la maladie commençait à éclaircir les rangs de ses soldats, d'autres désertaient pour s'embarquer à Ancône. Frédéric, avec une armée affaiblie, pressait sa marche pour rentrer en Allemagne

CHAP. II.
1155.

CHAP. II. 1155. par les vallées du Tyrol. Les citoyens de Vérone, qui ne voulaient pas recevoir les Allemands dans leurs murs, avaient construit pour lui un pont de bateaux sur l'Adige. Il le passa à la hâte, et à peine avait-il atteint l'autre bord, que d'énormes pièces de bois livrées au courant impétueux du fleuve, vinrent frapper contre le pont et le rompirent. Frédéric ne douta point que les Lombards ne lui eussent préparé un piége, et ne se fussent flattés d'abattre le pont, pendant qu'il passerait; mais il n'était plus assez fort pour en tirer vengeance.

L'empereur était enfin retourné en Allemagne avec ses soldats barbares. Partout où il avait passé, il avait porté le ravage et la désolation; la ligne sur laquelle il avait traversé le Milanais était marquée par l'incendie : les bourgs de Rosate, de Trécale, de Galiate; les villes de Chiéri, d'Asti, de Tortone, de Spolète, avaient été brûlés par lui. Mais à côté de ces preuves de barbarie, il en avait donné d'impuissance; il n'avait point osé assiéger les cités plus fortes et plus populeuses, et celles-ci s'applaudissaient de lui avoir fermé leurs portes, et d'avoir refusé d'obéir. Une seule campagne avait suffi pour ruiner une des plus formidables armées que l'Allemagne eût vomies sur l'Italie; et l'exemple des anciens temps faisait croire qu'il se passerait long-temps avant que l'empereur pût mettre de

nouveau les Allemands en mouvement. Les Milanais se félicitaient d'avoir sauvé leur liberté par leur courage et leur patriotisme : leur trésor était vide, mais le zèle des citoyens opulens, qui ne connaissaient d'autre luxe que de servir la patrie, l'eut bientôt rempli. Ces mêmes hommes qui trouvaient de grandes richesses, pour les offrir à leur république, se contentaient pour eux-mêmes de pain noir, et d'un manteau d'étoffe commune. Sur l'ordre des consuls de Milan, ils partirent pour aller travailler de leurs mains, avec tous leurs concitoyens, à relever les murailles et les maisons de Tortone, de Rosate, de Trécale, de Galiate, et des autres lieux qui avaient souffert pour la liberté de tous. Ils attaquèrent ensuite Pavie, Crémone et Novarre, qui avaient embrassé le parti de l'empereur, et ils les forcèrent de se soumettre à des conditions humiliantes, tandis qu'ils resserrèrent leur alliance avec les villes de Brescia et de Plaisance, qui s'étaient déclarées pour la liberté.

Mais Frédéric avait plus de pouvoir sur l'Allemagne que n'en avait eu aucun de ses prédécesseurs : on l'y regardait comme le restaurateur des droits de l'empire et de la nation allemande, on lui savait gré de ramener l'Italie, de ce qu'on nommait un état d'anarchie et de révolte, à l'ordre et à l'obéissance ; ses feudataires accoururent donc avec empressement sous ses dra-

CHAP. II. 1158.

peaux, lorsqu'il les y appela aux fêtes de Pentecôte de 1158, pour soumettre l'Italie. Les bataillons allemands entrèrent en Lombardie par tous les passages des Alpes à la fois. En passant près de Brescia ils inspirèrent à cette ville tant de terreur, qu'elle renonça à l'alliance des Milanais, et paya une grosse somme d'argent pour sa rançon. Les Milanais au contraire s'étaient préparés à la résistance; ils avaient coupé ou fortifié tous les ponts de l'Adda, se flattant que cette rivière suffirait pour arrêter l'empereur. Mais un corps de cavalerie allemande se jeta hardiment à la nage dans le torrent, et gagna le bord opposé; il se rendit alors maître du pont de Cassano, et toute l'armée entra dans le territoire milanais. Frédéric suivant le cours de l'Adda, choisit à quatre milles de distance des ruines du vieux Lodi, un emplacement où il ordonna aux Lodésans de rebâtir leur ville, qui devait lui répondre à l'avenir du passage de l'Adda. Il y appela aussi les milices de Pavie, de Crémone, et des autres villes lombardes que leur jalousie de Milan attachait à la faction gibeline, et après leur réunion seulement, il vint le 8 août 1158 tracer son camp devant Milan. Toutefois ses machines de guerre ne lui suffisaient point pour abattre les murs d'une si grande et si forte ville; il essaya plutôt de l'affamer. Il s'empara des greniers, il brûla les meules de

blé, il faucha les récoltes d'automne, et il annonça qu'il ne s'éloignerait point que les Milanais ne fussent rentrés dans le devoir. Cependant les nobles en petit nombre qui avaient conservé leur indépendance en Lombardie, s'étaient rendus au camp de l'empereur; l'un d'eux, le comte de Blandrate, qui avait précédemment donné des preuves de son attachement à la ville de Milan, offrit sa médiation; elle fut acceptée, et il obtint en effet des termes avantageux pour les Milanais. Ceux-ci s'engagèrent à payer à Frédéric 9000 marcs d'argent comme tribut, à lui restituer les droits régaliens, et à rendre leur indépendance aux villes de Como et de Lodi; mais d'autre part ils étaient dispensés d'ouvrir leurs portes à son armée, ils conservaient le droit d'élire leurs consuls, et ils comprenaient dans leur pacification les Tortonais et les Crémasques leurs alliés. Ce traité fut signé le 7 septembre 1158.

CHAP. II. 1158.

Frédéric, il est vrai, en accordant une capitulation honorable à des sujets qu'il faisait rentrer dans le devoir, ne pensait pas renoncer aux droits de son empire; il comptait s'être réservé implicitement l'autorité législative de la diète de son royaume d'Italie. Les Milanais, au contraire, regardaient leur traité comme définitif, et ils furent très étonnés et très indignés lorsque Frédéric ayant assemblé, à la Saint-Martin suivante, les plaids du royaume à Roncaglia,

CHAP. II. 1158. fit adopter par cette diète une constitution qui bouleversait leurs droits les plus chers ; elle enlevait, en effet, aux consuls des villes la fonction d'administrer la justice, pour la déférer à un juge unique, étranger, choisi par l'empereur, et qui prit le nom de podestat; elle fixait l'étendue des droits régaliens, réservés à l'empereur dans chaque ville, en leur donnant bien plus d'importance que ne l'entendaient les Milanais lorsqu'ils les avaient abandonnés; elle enlevait aux villes, de même qu'à tous les autres membres de l'empire, le droit de guerre privée; elle changeait, enfin, la circonscription du territoire des cités, et en particulier elle enlevait aux Milanais la petite ville de Monza et les comtés de Séprio et de la Martesana, que ceux-ci regardaient comme leur propriété. De justes motifs avaient fait considérer à l'empereur et à la diète ces innovations comme nécessaires pour la paix et la prospérité publique ; mais les Milanais n'y virent qu'une violation perfide du traité qu'ils venaient de conclure. Quand le podestat de l'empereur se présenta pour prendre possession de son tribunal, ils le chassèrent honteusement ; ils coururent aux armes, et ils s'efforcèrent de nouveau de se rendre maîtres de tous les passages de l'Adda, pour se défendre derrière cette barrière. Frédéric, de son côté, au printemps
1159. de l'année 1159, assembla une nouvelle diète

du royaume d'Italie à Bologne, et il y mit les Milanais au ban de l'empire. CHAP. II. 1159.

L'empereur n'essaya point, cependant, encore de réduire les Milanais par un siége en règle; son armée n'était pas assez nombreuse pour investir entièrement une aussi grande ville, et ses machines de guerre étaient insuffisantes pour renverser d'aussi fortes murailles; mais il annonça qu'il emploierait toute la puissance dont il disposait comme monarque de l'Italie et de l'Allemagne, afin de ruiner cette ville rebelle. Bientôt, en effet, les Milanais le virent faucher leurs blés, moissonner leurs récoltes d'automne, détruire leurs ceps de vigne, couper ou écorcer tous les arbres qui couvraient leurs campagnes, et rompre leurs canaux d'irrigation; mais les généreux citoyens de cette république nouvelle ne se laissèrent point décourager par la supériorité d'un tel ennemi ou par l'issue inévitable d'un tel combat. Ils voyaient bien qu'ils devaient périr; mais, pour l'honneur et la liberté de l'Italie, ils étaient résolus de laisser un grand exemple à leurs compatriotes et aux générations à venir.

Les Crémasques étaient demeurés fidèles aux Milanais dans la mauvaise comme dans la bonne fortune. Le siége de Crème présentait cependant à l'empereur moins de difficultés que celui de Milan; la ville était peu étendue, et pouvait

CHAP. II. 1159.

être investie de toutes parts ; elle était aussi plus accessible aux machines de guerre, quoique entourée d'une double muraille et d'un fossé plein d'eau. Les Crémonais commencèrent le siége le 4 juillet ; et le 10, Frédéric en vint prendre le commandement. Quatre cents Milanais étaient venus s'enfermer dans la ville pour partager les combats et les dangers de leurs alliés. L'empereur, qui voyait en eux des sujets révoltés, voulut les effrayer par des supplices. Après la dernière pacification, Milan et Crème lui avaient donné des otages ; il en fit pendre plusieurs en face des murs ; d'autres étaient des enfans appartenant aux familles les plus distinguées, il les fit attacher à une tour mouvante qu'il voulait faire approcher des murailles de Crème, de manière que les assiégés ne pussent la repousser sans blesser ou tuer leurs propres enfans. Un cri de désespoir retentit sur toute la muraille de Crème ; les pères de ces malheureux suppliaient leurs concitoyens de les tuer eux-mêmes, pour qu'ils ne vissent pas l'agonie de leurs enfans. Ils criaient en même temps à ceux-ci de ne point craindre de donner leur vie pour la patrie. Le combat ne cessa point en effet, et la tour mouvante fut repoussée après que neuf otages, qui la couvraient de leur corps, eurent été tués. Six mois entiers les Crémasques arrêtèrent toutes les forces de l'empereur : la famine opéra,

enfin ce que la violence n'avait pu faire. Le CHAP. II.
26 janvier 1160, ils capitulèrent, abandonnant 1160.
toutes leurs richesses au pillage et leur ville à l'incendie; mais les habitans, hâves, défaits, et se soutenant à peine, eurent la permission de se retirer à Milan.

Le siége de Crème avait épuisé la patience de l'armée allemande. Dans ce siècle les soldats n'étaient point accoutumés à de si longues expéditions; quand ils avaient accompli leur service féodal, ils se croyaient le droit de retourner dans leur patrie. La plupart repartaient en effet; mais Frédéric, avec une constance inébranlable, déclara qu'il demeurerait à la tête des seuls Italiens des villes gibelines, pour faire la guerre aux Milanais. En effet, prenant le commandement des milices de Pavie, de Crémone et de Novarre, il continua une année entière ses attaques, dans le seul but de détruire toutes les récoltes, et de ne permettre l'entrée d'aucune provision dans Milan. Au mois de juin 1161, il vit cependant arri- 1161.
ver à son aide une nouvelle armée allemande; ses compatriotes avaient éprouvé quelque honte de ce que leur monarque était demeuré seul au milieu d'un peuple étranger, et qu'ils accusaient de rébellion et de perfidie. Ils revinrent avec une animosité redoublée, qui se manifesta bientôt par des actes de férocité : toutes les fois qu'ils surprenaient quelques paysans lombards por-

CHAP. II. tant des vivres à Milan, ils les faisaient périr
1161. dans les supplices. Les riches citoyens avaient aidé la république à faire de grands approvisionnemens, mais ces amas étaient en partie épuisés, lorsqu'un incendie accidentel consuma le reste. Alors la faim triompha du courage et de l'amour de la liberté. Trois ans entiers les Milanais avaient soutenu cette lutte inégale, depuis qu'ils avaient été mis au ban de l'empire; mais ils furent enfin contraints de se rendre à discrétion, au com-
1162. mencement de mars 1162. Ils livrèrent, avec un profond désespoir leurs drapeaux et toutes leurs armes, et ils attendirent les ordres de l'empereur. Celui-ci, quoique dur et hautain, n'était cependant pas féroce; jamais il ne punit par des supplices les ennemis ou les rebelles qu'il avait vaincus. Il laissa passer près d'un mois avant de prononcer ses dernières volontés sur les Milanais, peut-être pour augmenter l'anxiété des citoyens, peut-être aussi pour calmer sa propre colère; il finit par la décharger sur les murailles et les êtres inanimés, tandis qu'il pardonnait aux hommes. Il ordonna que la ville fût complétement évacuée, qu'il n'y restât pas un seul être vivant; et le 25 mars il y appela les milices des cités gibelines et rivales, en leur donnant l'ordre d'en raser les maisons aussi-bien que les murailles, et de ne pas y laisser pierre sur pierre.

Les habitans les plus pauvres de Milan, ceux

que leur étroite fortune, ou leurs travaux agri- CHAP. II.
coles et industriels fixaient au sol, furent ré- 1162.
partis entre quatre bourgades ouvertes, bâties à deux milles au moins de distance des murs de leur ancienne patrie. Les autres allèrent chercher l'hospitalité dans les villes voisines d'Italie, même dans celles qui avaient montré le plus d'attachement à l'empereur. Leurs souffrances, l'étendue de leurs sacrifices, le souvenir de leur valeur, et l'exemple de leurs généreux sentimens, firent, dans toutes les villes où ils furent reçus, des prosélytes à la cause de la liberté. D'un autre côté les délégués de l'empereur, car lui-même était retourné en Allemagne, les podestats qu'il avait établis dans chaque ville, faisaient éprouver aux Lombards qui avaient combattu pour lui, la honte et le regret d'avoir affermi par leurs propres efforts le joug sur leurs propres têtes. Tous les priviléges de la nation furent violés; la justice était sacrifiée à l'intérêt de parti; les redevances exigées par le fisc, sans cesse accrues, s'étaient sextuplées : à peine le tiers des récoltes demeurait aux cultivateurs. Tous les Italiens souffraient, tous étaient humiliés : la tyrannie avait atteint aussi les consciences. A la mort du pape Adrien IV, en septembre 1159, les cardinaux s'étaient partagés entre deux candidats, l'un Siennois, l'autre Romain, qui tous deux avaient été déclarés élus, par leur

CHAP. II. 1162. faction. Le premier avait pris le nom d'Alexandre III, le second de Victor III. Frédéric s'était déclaré pour celui-ci, qui avait paru empressé de lui sacrifier les libertés et l'indépendance de l'Église : l'autre avait été obligé de se réfugier en France; toutefois la chrétienté presque entière n'avait pas tardé à se déclarer pour lui. Tandis qu'un concile assemblé à Pavie en 1160 par Frédéric l'avait condamné, un autre concile assemblé à Beauvais, condamnait Victor, et le frappait d'anathême. Frédéric à son tour fut atteint par les excommunications, et Alexandre III, pour se fortifier contre la puissance de l'empereur, commença à rechercher la faveur des peuples, et à embrasser la défense des libertés de l'Italie.

1163. Dans l'année 1163 Frédéric rentra en Italie, accompagné, non par une armée, mais par un cortége brillant de gentilshommes allemands. Il ne croyait pas, dans un royaume désormais soumis, avoir besoin de forces plus imposantes; d'ailleurs il pouvait toujours disposer des milices des cités gibelines, et en effet, il fit raser par elles cette année les murailles de Tortone. Il se dirigea ensuite vers Rome, pour y appuyer de son crédit son pontife schismatique. Mais pendant ce temps les villes de Vérone, Vicence, Padoue et Trévise, les plus puissantes de la marche véronaise, réunirent leurs consuls en un congrès, pour aviser aux moyens de faire

cesser une tyrannie dont elles se sentaient accablées. Depuis la ruine de Milan, toute la Lombardie était traitée comme vaincue : la marche véronaise ne voulut pas l'être sans avoir combattu. Les consuls de ces quatre villes s'engagèrent par serment au nom de leurs cités, à se soutenir réciproquement dans l'entreprise de revendiquer leurs droits antiques, et de réduire les prérogatives impériales au point où elles étaient fixées sous le règne de Henri IV. Frédéric, averti de cette association, revint en hâte dans l'Italie septentrionale pour la combattre. Il assembla les milices de Pavie, de Crémone, de Novarre, de Lodi et de Como, et il voulut les conduire dans la marche véronaise; mais il s'aperçut bientôt que l'esprit de liberté avait fait des progrès dans les villes gibelines comme dans les villes guelfes, que les milices qu'il commandait se plaignaient des vexations de ses podestats, autant que celles qu'il voulait combattre, et qu'elles étaient peu disposées à affronter la mort pour river les fers de leur patrie. Obligé de reculer devant ceux qu'il nommait des sujets révoltés, il renonça bientôt à une lutte qui l'humiliait, et il repassa en Allemagne pour y lever une armée plus obéissante. D'autres intérêts plus pressans ne lui permirent point de s'en occuper jusqu'à l'automne de 1166. Pendant cet intervalle cependant, son anti-pape Victor III mourut, et

CHAP. II. 1163.

1163-1166.

CHAP. II. 1163-1166. le successeur qu'il lui fit donner, fut, plus encore que Victor, repoussé par l'Église. D'autre part Alexandre III était revenu de France à Rome; il avait contracté alliance avec Guillaume, le roi normand des Deux-Siciles, et il avait armé toute l'Italie méridionale contre l'autorité des empereurs.

1166. Lorsqu'au mois d'octobre 1166 Frédéric descendit des montagnes des Grisons pour entrer en Italie par le territoire de Brescia, il conduisit immédiatement son armée jusqu'à Lodi, sans lui permettre aucune hostilité sur la route. Il assembla vers la fin de novembre, à Lodi, une diète du royaume d'Italie, et il y promit aux Lombards de réprimer les abus de pouvoir de ses podestats, et de respecter leurs justes libertés. Il voulait séparer leur cause de celle du pape et du roi de Sicile, et il conduisit son armée dans la moyenne Italie, pour donner plus de poids à ses négociations.

1167. Jusqu'alors les villes de la Romagne et de la Toscane n'avaient fait entendre que peu de plaintes, ou n'avaient manifesté que peu de zèle pour la défense de leurs priviléges. Il crut, en s'établissant au milieu d'elles, pouvoir ranimer leur loyauté, et les déterminer à grossir l'armée qu'il voulait conduire contre Rome : mais il put bientôt reconnaître qu'un même esprit de liberté fermentait dans cette contrée comme

dans les autres ; il se fit donc donner trente otages par Bologne, il assiégea Ancône, et n'ayant pu s'en rendre maître, il conduisit, au mois de juillet 1167, son armée devant Rome. CHAP. II. 1167.

Les villes de la marche véronaise l'ayant vu passer outre, sans oser les attaquer, en prirent plus de confiance en elles-mêmes. Au commencement d'avril, elles assemblèrent une nouvelle diète, au couvent de Pontida, entre Milan et Bergame. Les consuls de Crémone, de Bergame, de Brescia, de Mantoue et de Ferrare, s'y rendirent et se joignirent à ceux de la marche : on y vit avec joie les Gibelins se réunir aux Guelfes pour la défense de la liberté commune, et les Crémonais, qui avaient contribué à la ruine de Milan, seconder les députés des bourgades milanaises, qui demandaient avec instance, aux villes confédérées, de les aider à rebâtir leur cité. La confédération prit le nom de *ligue lombarde :* les consuls jurèrent, et tous leurs concitoyens qu'ils représentaient répétèrent ensuite le même serment, que tous les Lombards s'assisteraient réciproquement pour le recouvrement de leur liberté; qu'ils resteraient unis, pendant vingt ans, pour sa défense; qu'ils s'aideraient enfin à réparer, en commun, les dommages que l'un des membres de la ligue éprouverait pour cette cause sacrée. Étendant même au passé ce contrat de garantie mutuelle, la ligue résolut de rebâtir

CHAP. II. 1167.

Milan. Les milices de Bergame, Brescia, Crémone, Mantoue, Vérone et Trévise, arrivèrent, le 27 avril 1167, sur le lieu que couvraient les ruines de cette grande ville : elles se distribuèrent l'entreprise de relever l'enceinte de ses murs : tous les Milanais des quatre bourgades, tous ceux qui s'étaient réfugiés dans des villes lointaines, accoururent pour prendre part à ce pieux ouvrage, et en peu de semaines la ville renaissante fut mise à l'abri des insultes de ses ennemis. Peu après, les habitans de Lodi furent contraints, par les armes, à prêter aussi serment à la ligue, tandis que les villes de Venise, Plaisance, Parme, Modène et Bologne s'y associèrent volontairement et avec joie.

Pendant ce temps, Frédéric était arrivé en vue de Rome. Les Romains avaient osé l'attendre en rase campagne; il les avait défaits, et leur avait tué beaucoup de monde. Il s'était rendu maître de la cité Léonine, et les Romains se défendant encore dans le Vatican, il les en avait chassés en mettant le feu à l'église attenante de Sainte-Marie. Alexandre, effrayé, s'était alors enfui par le Tibre, et les Romains, après sa retraite, avaient prêté serment de fidélité à l'empereur, sans recevoir cependant son armée dans leurs murs. Mais bientôt les chaleurs étouffantes de la campagne de Rome et la fièvre commencèrent à venger les Italiens : dès les

premiers jours du mois d'août, une mortalité CHAP. II.
effrayante se déclara dans le camp de l'empe- 1167.
reur. Les princes qui lui étaient le plus chers, les capitaines en qui il avait le plus de confiance, deux mille chevaliers, et un nombre proportionné de soldats lui furent enlevés en peu de semaines. Il voulut fuir le fléau destructeur; il traversa rapidement la Toscane et la Lunigiane; mais sa route était marquée par les fosses où chaque jour, chaque heure, étaient déposés ses soldats. Il n'était plus assez fort pour vaincre même la résistance que lui opposa la petite ville de Pontremoli, en lui refusant le passage, et ce fut par des chemins à peine praticables qu'il traversa les Apennins. Il arriva, au milieu de septembre, à Pavie, et il essaya d'y convoquer une diète; mais les seuls députés de Pavie, Novarre, Verceil et Como répondirent à son appel. Il les harangua avec chaleur; il jeta son gant devant l'assemblée, pour provoquer les villes rebelles à un combat à outrance, et pendant tout l'hiver il lutta, en effet, avec le peu de soldats qui lui étaient demeurés, contre la ligue lombarde;
mais, au mois de mars 1168, il se déroba aux 1168.
Italiens, et repassa le Mont-Cénis, pour aller armer de nouveau l'Allemagne contre l'Italie. Après son départ, Novarre, Verceil, Como, Asti et Tortone entrèrent à leur tour dans la ligue lombarde. Ensuite celle-ci résolut de fon-

CHAP. II. 1168. der, comme monument de sa puissance, comme barrière contre les Gibelins de Pavie et du Montferrat, une ville nouvelle, au confluent du Tanaro et de la Bormida. Les Lombards la nommèrent *Alexandrie*, en l'honneur du chef de l'Église et de leur ligue, et ils y réunirent tous les habitans des bourgades de cette riche plaine qui s'étend du Pô aux Alpes liguriennes. Ils leur garantirent toutes les libertés et tous les priviléges pour lesquels ils combattaient eux-mêmes.

1168-1173. Frédéric avait consacré plus de temps, plus de trésors, plus de sang qu'aucun de ses prédécesseurs à affermir sa domination sur l'Italie. Il avait long-temps réussi à associer la nation allemande à son ambition; il lui avait fait croire que son intérêt ou son honneur étaient attachés à la soumission des Italiens. Cependant les Allemands commençaient à se lasser d'une lutte si longue, et dont ils ne retiraient aucun avantage. D'autres intérêts, des affaires plus pressantes, réclamaient chez eux la présence de leur empereur, et Frédéric fut obligé d'interrompre, pendant cinq ans, ses efforts pour soumettre l'Italie. Pendant ce temps les villes lombardes, dans la pleine jouissance de leur liberté, réformèrent leurs lois, rétablirent leurs finances, relevèrent et fortifièrent leurs murailles, mirent enfin leurs milices sur un meilleur pied de

guerre. En même temps, leurs consuls se réunissaient dans des diètes assez fréquentes; ils se liaient, par de nouveaux sermens, à la défense commune, et ils admettaient de nouveaux membres dans leur confédération, qu'ils étendaient jusqu'aux extrémités de la Romagne. CHAP. II. 1168-1173.

Frédéric n'abandonna pas toutefois absolument l'Italie; il y envoya Christian, archevêque élu de Mayence, et archichancelier de l'empire, pour le représenter. Mais ce prélat guerrier sentit bien qu'il n'y avait rien à faire pour lui en Lombardie; aussi se rendit-il immédiatement en Toscane, où le parti gibelin dominait toujours. Il prétendit d'abord vouloir mettre la paix entre les deux républiques maritimes de Gênes et de Pise, qui se disputaient les armes à la main le commerce de l'Orient; et comme il trouva plus d'orgueil et d'esprit d'indépendance dans les Pisans, il fit emprisonner, au mois de juillet 1173, leurs consuls, qui s'étaient rendus à 1173.
une diète des villes toscanes, qu'il avait convoquée à San Ginasio; il arrêta en même temps les consuls des Florentins leurs alliés, tandis qu'il s'étudiait à flatter ceux de Lucques, de Sienne, de Pistoie, et les gentilshommes de la Toscane, de la Romagne et de l'Ombrie, en leur promettant de les venger de leurs ennemis: pour le faire avec plus d'efficacité, il fallait auparavant, leur dit-il, l'aider à écraser les enne-

CHAP. II. 1173. mis de l'empereur. Il réussit ainsi à leur persuader de le seconder dans l'attaque qu'il méditait pour le printemps suivant contre la ville d'Ancône. Cette ville, la plus méridionale de celles qui s'étaient attachées à la ligue lombarde, comptait environ douze mille habitans. Ils s'étaient enrichis par le commerce maritime, et ils se confiaient dans la force d'une position presque inattaquable. Leur cité, bâtie à l'extrémité d'un promontoire qui entoure un port magnifique, ne présentait au continent, à la réserve d'une seule chaussée, que les escarpemens de ses rochers. Aussi les citoyens d'Ancône avaient repoussé avec succès, depuis des siècles, toutes les attaques des barbares, toutes les prétentions des empereurs. L'archevêque Christian vint les investir au commencement
1174. d'avril 1174, avec une armée levée parmi les Gibelins de Toscane et de l'Ombrie. Les Anconitains repoussèrent cette attaque avec leur valeur accoutumée. Mais la faim, plus redoutable que le fer, ne tarda pas aussi à les menacer. La précédente récolte avait été mauvaise, leurs greniers étaient vides, et une flotte ennemie fermait leur port, en sorte qu'ils voyaient mûrir les moissons sans qu'un peu de blé arrivât jusqu'à eux. Tous les alimens réservés pour l'usage de l'homme furent bientôt épuisés; les habitans ne se rebutèrent point cependant, et ils

essayèrent de soutenir leur existence, soit avec CHAP. II.
les herbes sauvages et les coquillages qu'ils dé- 1174.
tachaient de leurs rochers, quoique ces derniers alimens passassent pour vénéneux, soit avec des cuirs que le commerce avait accumulés dans leurs magasins. Telle était la nourriture dont s'était contentée depuis long-temps une jeune beauté d'Ancône, lorsqu'elle remarqua un soldat appelé à combattre, et que la faim privait de ses forces : refusant alors son sein à l'enfant qu'elle allaitait, elle l'offrit au guerrier, et l'envoya, ranimé de son lait, verser son sang pour la patrie. A quelque détresse que les Anconitains fussent réduits, ils repoussèrent toute proposition de capitulation. Enfin les secours des Guelfes de Ferrare et de Romagne, qu'ils avaient invoqués, s'approchèrent : Christian aperçut, la nuit, les feux qu'ils allumaient sur la montagne de Falcognara, à quatre milles d'Ancône, et ne pouvant lutter contre eux avec une armée fatiguée et épuisée par un long siége, il se retira précipitamment.

Au commencement d'octobre 1174, Frédéric rentra enfin en Italie à la tête d'une formidable armée allemande. Il avait passé du comté de Bourgogne dans la Savoie, et il descendait par le Mont-Cénis. Suse, la première des villes qu'il trouva sur son passage, fut prise et brûlée par les Allemands; Asti effrayée ouvrit ses portes,

CHAP. II. 1174. et se racheta du pillage par une pesante contribution; mais Alexandrie arrêta l'empereur, et cette ville, que la ligue lombarde venait de fonder, ne craignit point d'entrer en lutte pour ses confédérés avec toute la puissance impériale, quoique ses murailles de torchis fussent un objet de dérision pour les Allemands, qui lui donnèrent les premiers le surnom d'Alexandrie-de-la-Paille. Toutefois ces murs de paille et de boue, garnis de généreux citoyens, soutinrent l'effort de la plus vaillante armée et du
1175. plus belliqueux monarque de l'Allemagne. Frédéric perdit vainement quatre mois à un siége qui se prolongea tout l'hiver : l'inondation des fleuves, à plus d'une reprise, vint le menacer dans son camp; les maladies commencèrent à décimer ses soldats; enfin l'armée combinée de la ligue lombarde s'avança de Plaisance à Tortone, et le dimanche de Pâques de l'année 1175, Frédéric se vit contraint à lever le siége, et à venir faire reposer son armée à Pavie.

A ce dernier échec, Frédéric reconnut enfin la puissance d'un peuple qu'il avait long-temps méprisé. Les chefs de l'armée lombarde s'étaient montrés prêts à recevoir la bataille, mais ils ne l'avaient point attaqué, respectant encore dans leur ennemi les droits de leur monarque. Il entra en négociations avec eux; tous déclarèrent leur ardent désir de concilier les préro-

gatives de l'empereur, les droits de l'Église romaine et ceux de leur liberté. Six commissaires furent nommés pour poser les bases d'un traité qui les accordât; et ils commencèrent par demander le licenciement de l'une et de l'autre armée. Frédéric n'hésita point à y souscrire; il renvoya ses Allemands, et il demeura à Pavie, se confiant à la fidélité des seuls Gibelins italiens. Des légats du pape arrivèrent pour se joindre aux six commissaires, et les négociations s'ouvrirent. Mais les prétentions de Frédéric étaient encore trop élevées pour qu'aucun accord fût possible. Il déclara ne vouloir que ses justes droits; mais c'étaient ceux, disait-il, qu'avaient exercés ses prédécesseurs Charlemagne, Othon, ou les empereurs Henri III et Henri IV. Les députés des villes leur opposaient les concessions de Henri V et de Lothaire; celles-là mêmes cependant ne les auraient pas satisfaits : sur le terrain du droit ils sentaient leur faiblesse; car, pour les Italiens, la liberté était un progrès comme la civilisation, et ils n'auraient pu se soumettre aux prérogatives antiques de leurs maîtres sans retourner aussi à l'antique barbarie.

CHAP. II. 1175.

Les négociations furent donc rompues, et Frédéric envoya des ordres en Allemagne pour qu'on lui amenât une nouvelle armée; elle déboucha, au printemps de 1176, par le pays des 1176.

CHAP. II. 1176.

Grisons, dans le territoire de Como, et Frédéric vint l'y joindre avant la fin de mai, après avoir traversé, sans être reconnu, le territoire de Milan. C'était cette grande ville, contre laquelle il conservait un profond ressentiment, qu'il se proposait d'attaquer de nouveau; il se flattait de la trouver encore effrayée du châtiment qu'il lui avait précédemment infligé. Le 29 mai, il rencontra l'armée milanaise entre Lignano et Barano, à quinze milles de Milan. Un petit nombre d'auxiliaires de Plaisance, Vérone, Brescia, Novarre et Verceil, étaient seuls jusqu'alors arrivés pour la rejoindre. La cavalerie allemande fit contre elle une charge impétueuse; elle renversa la cavalerie lombarde, et elle s'approcha assez du carroccio pour faire craindre que ce char sacré ne tombât entre ses mains. Mais, parmi les Milanais, un corps de neuf cents jeunes gens s'était voué à le défendre; il était désigné sous le nom de la compagnie de la mort. Quand ces braves virent accourir les Allemands, ils se jetèrent à genoux, et, invoquant Dieu et saint Ambroise, ils répétèrent leur serment de mourir pour leur patrie; puis, se relevant à l'instant, ils s'élancèrent avec tant de fureur sur les Allemands, qu'ils les déconcertèrent, les rompirent, et les forcèrent à reculer. Toute l'armée, ranimée par leur exemple, se précipita sur leurs pas; les Allemands furent

mis en fuite, leur camp fut pillé, et Frédéric, séparé de ses compagnons d'armes, obligé de se cacher, ne réussit qu'au bout de plusieurs jours, et à travers de nouveaux dangers, à regagner Pavie, où l'impératrice déplorait déjà sa mort. CHAP. II. 1176.

La déroute de Lignano détermina enfin Frédéric à rechercher sincèrement la paix, et à abandonner des prétentions que les Lombards repoussaient avec tant d'énergie. De nouvelles négociations furent entamées avec le pape; la ville de Venise fut choisie, de concert avec lui, pour l'ouverture d'un congrès. Quoiqu'elle eût d'abord pris part à la ligue lombarde, elle s'en était ensuite retirée. Reconnue pour étrangère à l'empire d'Occident, elle pouvait donc être considérée comme neutre, et indifférente à la querelle entre l'empereur et les villes libres. Le pape Alexandre III se rendit au congrès le 24 mars 1177. L'empereur, dont on avait craint 1177. la présence, avait fixé son séjour dans un de ses palais, près de Ravenne; plus tard, il s'avança jusqu'à Chiozza, et ensuite jusqu'à Venise. La négociation portait sur trois objets divers : elle devait réconcilier l'empereur à l'Église en éteignant le schisme; rétablir la paix entre l'empire d'Occident, le roi des Deux-Siciles et l'empire d'Orient; enfin, définir les droits constitutionnels de l'empereur et des villes lombardes. Frédéric était prêt à se soumettre à l'Église; il avait peu

CHAP. II. 1177. d'intérêts à démêler avec l'empereur grec ou le roi normand dés Siciles. Ces traités ne furent pas difficiles à conclure; mais celui qui concernait la ligue lombarde devait se fonder sur un ordre tout nouveau d'idées : c'était le premier pacte qu'eût vu l'Europe entre un monarque et des sujets, la première limite tracée entre l'autorité et la liberté. Après de longues et vaines tentatives, les négociateurs y renoncèrent; ils se contentèrent d'astreindre l'empereur et les Lombards à une trêve de six ans, à dater du 1er août 1177. Pendant sa durée, tous les droits, de part et d'autre, devaient demeurer en suspens, et la liberté de commerce était rétablie entre les cités qui demeuraient fidèles à l'empereur et celles qui resserraient leurs liens par le renouvellement entre elles de la ligue lombarde.

1177-1183. Cependant les six ans de repos que garantit cette trêve accoutumèrent l'empereur à reconnaître que son autorité était limitée. Il y avait trente ans que la lutte entre lui et la nation italienne était commencée; l'âge avait tempéré son activité et calmé son orgueil : de nouveaux intérêts fixaient son attention sur l'Allemagne. Son fils, Henri VI, désirait être associé aux deux couronnes de Germanie et d'Italie; une pacification définitive pouvait seule rendre à l'empereur, en Lombardie, les droits et les revenus que ses sujets ne lui contestaient pas,

mais que la trève laissait en suspens. Les pré- CHAP. II. 1183.
tentions opposées furent pesées avec bonne foi à la diète de Constance; des concessions réciproques furent faites et par le monarque et par ses sujets, et la paix de Constance, base du nouveau droit public de l'Italie, fut enfin signée le 25 juin 1183. Par elle, l'empereur renonçait à tous les droits régaliens auxquels il avait prétendu jusqu'alors dans l'intérieur des villes; il reconnaissait aux cités confédérées le droit de lever des armées, de s'entourer de murailles, et de faire exercer dans leur enceinte, par leurs propres mandataires, la juridiction tant civile que criminelle. Les consuls des villes, par la seule nomination du peuple, acquéraient tous les droits des vicaires impériaux. Les villes lombardes furent, de plus, autorisées à confirmer leur confédération, pour défendre les justes droits que leur reconnaissait la paix de Constance; mais elles s'engageaient, d'autre part, à maintenir les justes droits impériaux, qui furent aussi définis; et, pour éviter toute contestation, il fut arrêté qu'elles pourraient toujours les racheter par un cens annuel de deux mille marcs d'argent. Ainsi fut terminée, par l'établissement d'une liberté légale, la première et la plus noble lutte que les peuples de l'Europe moderne aient soutenue contre le despotisme.

CHAPITRE III.

Progrès des cités vers l'indépendance depuis la paix de Constance jusqu'à la mort de Frédéric II. — Lutte acharnée entre les Guelfes et les Gibelins. — Premiers chefs de partis qui deviennent les tyrans de leur patrie. — 1183-1250.

CHAP. III. 1183-1190. La généreuse résistance des Lombards, pendant une guerre de trente ans, avait conquis sur les empereurs, pour toutes les cités du royaume d'Italie, la liberté politique. Le droit de n'obéir qu'à leurs propres lois, de se gouverner par leurs propres magistrats, de contracter des alliances, de faire la paix ou la guerre, d'administrer enfin leurs propres finances, sous la seule réserve d'une redevance fixe au trésor impérial, avait été plus particulièrement assuré par la paix de Constance aux cités de la ligue lombarde, confédérées pour la défense de leur liberté; mais les Allemands avaient bien compris qu'ils ne pouvaient pas refuser à leurs alliés des priviléges que leurs ennemis avaient conquis par les armes. Les libertés stipulées par la paix de Constance avaient été rendues communes à toutes les villes, et celles qui se distin-

guaient le plus par leur dévouement au parti gibelin furent souvent aussi les plus zélées pour l'établissement et le maintien de tous les droits du peuple. Les cités ne se regardaient cependant point comme indépendantes; elles s'honoraient toujours du titre de membres de l'empire. Elles savaient qu'elles devaient concourir à sa défense comme au maintien de la paix intérieur; seulement elles n'y prenaient part que de leur libre choix, et en conséquence de leurs délibérations. Elles étaient en quelque sorte confédérées avec l'empereur; celui-ci agissait sur elles par la persuasion plus que par des ordres, en chef de parti plutôt qu'en monarque; et comme c'était aussi à peu près de la même manière qu'il traitait avec les princes de l'empire, ces ménagemens pour l'opinion de tous lui inspiraient moins de répugnance. C'est une circonstance hautement honorable pour la maison de Hohenstauffen, qui continua de régner soixante-sept ans encore après la paix de Constance, que dans ce long espace de temps elle ne chercha jamais à l'enfreindre; elle admit avec bonne foi toutes les conséquences des concessions qu'elle avait faites, et elle pardonna l'usage de cette liberté, que le vulgaire des rois regarde toujours comme une usurpation des sujets sur les droits de la couronne.

Cependant la lutte ne tarda pas à s'engager de

CHAP. III. 1183-1190.

nouveau entre les empereurs et la plus grande partie des villes; elle ne fut pas soutenue avec moins de dévouement et par moins de sacrifices; elle ne causa pas moins de calamités pendant sa durée, et ne fut pas couronnée, à la fin, par des résultats moins heureux. Mais les cités ne s'y engagèrent pas, comme dans la précédente, pour leur intérêt propre et immédiat; elles secondèrent plutôt la politique du Saint-Siége, qui avait pour but l'indépendance de l'Église et de l'Italie, et qui ne cessa de combattre, pour y parvenir, jusqu'à l'extinction de la maison de Hohenstauffen.

Frédéric I[er] survécut sept ans à la paix de Constance. Durant cette période, il visita l'Italie avec son fils Henri VI; il séjourna quelque temps à Milan, où il fut accueilli avec respect, et il témoigna aux habitans de cette ville une confiance et une bienveillance qui lui gagnèrent tous les cœurs. Au lieu de chercher à intimider la Lombardie, ou à intriguer pour y regagner son ancien pouvoir, il n'était occupé que du mariage de son fils Henri VI, qu'il avait fait couronner comme roi de Germanie, avec Constance, dernière héritière des rois normands, qui avaient conquis les Deux-Siciles. L'union de cette couronne avec celles de Germanie et de Lombardie aurait réduit le pape à n'être plus que le premier évêque de ses États; elle aurait

désarmé les deux puissances auxiliaires qui avaient secondé contre l'empereur la ligue lombarde. Mais autant elle flattait l'ambition de Frédéric, autant elle alarmait l'Église; et le travail pour empêcher cette union ou pour la dissoudre suscita toutes les guerres de la période que comprend ce chapitre. Frédéric Barberousse n'en vit pas le commencement. Lorsque la nouvelle de la prise de Jérusalem par Saladin, le 2 octobre 1187, consterna l'Europe, Frédéric n'écouta que son enthousiasme religieux et chevaleresque; il se mit à la tête de la troisième croisade, qu'il conduisit par terre dans l'Orient, et il mourut, le 10 juin 1190, frappé d'apoplexie par la froideur des eaux du petit fleuve Salef, qu'il passait à gué, dans l'Asie-Mineure. CHAP. III. 1183-1190.

Henri VI portait depuis cinq ans les deux couronnes de Germanie et d'Italie, lorsqu'il apprit en Allemagne, où il était avec sa femme, la mort de Guillaume II, roi des Deux-Siciles, auquel celle-ci devait succéder, et peu de mois après celle de son père Frédéric. Il s'achemina vers l'Italie méridionale; mais un bâtard de la race des rois normands, Tancrède, fut opposé par les Siciliens à Henri VI, et défendit quelque temps avec succès contre lui l'indépendance de ces provinces. Il mourut en 1194, et Henri VI, qui était rentré en conquérant dans ce royaume, où il se fit détester par sa 1190-1197.

CHAP. III. 1183-1197. cruauté, y mourut de son côté subitement le 28 septembre 1197. Il ne laissait de son mariage avec Constance qu'un fils à peine âgé de quatre ans, Frédéric II, qui perdit sa mère l'année d'après, et qui, par la protection du pape, fut reconnu, tout enfant qu'il était, pour roi des Deux-Siciles; mais pendant plusieurs années encore il fut écarté du trône impérial et de celui de Lombardie.

Depuis la paix de Constance jusqu'à la mort de Henri VI, les cités libres de l'Italie n'eurent, pendant quinze ans, aucune lutte à soutenir contre les empereurs; mais, durant le même espace de temps, leur repos et leur liberté furent constamment compromis par les prétentions de la noblesse. La grandeur croissante des cités, et la décadence du pouvoir impérial, avaient laissé la noblesse d'Italie dans une situation ambigüe; elle n'avait en quelque sorte plus de patrie, et elle ne devait plus chercher sa protection qu'en elle-même; car les empereurs, en abandonnant leur pouvoir sur les villes, n'avaient pas songé à donner une organisation aux gentilshommes dispersés dans les châteaux. Toutes les familles des ducs italiens et presque toutes celles des marquis et des comtes étaient éteintes; celles qui restaient avaient perdu toute juridiction sur leurs inférieurs : aucune dépendance féodale n'était respectée, aucun vassal ne

se rendait plus à la cour baroniale pour former le tribunal de son seigneur. Les frontières du royaume lombard étaient nommées des *marches,* d'après un mot allemand adopté dans la plupart des langues d'Europe, et les ducs de ces frontières étaient nommés des marquis; mais la famille des puissans marquis de Toscane était éteinte, aussi-bien que les familles des marquis d'Ancône, de Fermo, de Camerino, et celles des marquis d'Ivrée ou de ceux des marches véronaise et trévisane. Il restait cependant sur ces mêmes frontières quelques familles qui portaient le même titre, et qui avaient recueilli quelques débris de ces anciens et puissans marquisats; tels étaient les marquis d'Este, dans la marche véronaise, les marquis de Montferrat, et les marquis Palavicino et Malaspina dans la marche d'Ivrée; mais ils n'étaient point reconnus comme les supérieurs ou les seigneurs des comtes et des barons. Aussi n'y avait-il plus d'organisation que celle qu'établissait l'esprit de parti. La noblesse n'était pas unie par l'enchaînement hiérarchique du système féodal, mais par les affections ou les haines des Guelfes et des Gibelins. En général, les familles les plus puissantes dans la noblesse, celles dont les châteaux étaient assez forts, les terres assez étendues, les vassaux assez nombreux pour qu'elles pussent se défendre par elles-mêmes, n'avaient

CHAP. III.
1183-1197.

CHAP. III. 1183-1197. écouté que des ambitions de cour, et s'étaient attachées au parti gibelin. Les familles, au contraire, qui ne possédaient que des châteaux de peu de résistance, sur des collines peu escarpées ou dans les plaines; celles qui se trouvaient rapprochées des grandes villes, et trop faibles pour entrer en lutte avec elles, avaient demandé le droit de cité dans ces villes. Elles les avaient servies dans la guerre de la ligue lombarde; elles avaient eu, dès cette époque, la part principale à leur gouvernement, et elles s'étaient trouvées par-là engagées dans le parti guelfe. Dans toutes les plaines de Lombardie, on ne trouvait plus de nobles indépendans, plus de nobles qui ne fussent pas devenus citoyens de quelque république; mais chaque chaîne de montagnes était hérissée de châteaux où se maintenait indépendante une noblesse qui aimait mieux obéir à l'empereur qu'à des bourgeois. Cependant ces mêmes châtelains, tantôt attirés par la richesse et les plaisirs des villes, tantôt désireux d'influer sur les déterminations des républiques puissantes, et de les rattacher à l'empereur, demandèrent le droit de cité quand ils espérèrent qu'il leur ouvrirait l'accès au gouvernement; et comme la guerre était leur seul métier, ils étaient souvent accueillis avec faveur par des républiques qui avaient besoin de capitaines. Ainsi, la famille gibeline des Vis-

conti, dont les fiefs s'étendaient entre les Alpes et le lac Majeur, s'associa plus tard à la république de Milan. La maison d'Este, alliée aux Guelfes de Saxe et de Bavière et dévouée aux papes, possédait une partie des châteaux bâtis sur la riante chaîne des monts Euganéens; elle s'associa à la république de Ferrare. La chaîne parallèle qui sert de base aux Alpes tyroliennes était couronnée par les châteaux de Ezzel ou Eccelino de Romano, dont la famille enrichie par les empereurs, et toute dévouée au parti gibelin, s'attacha aux républiques de Vérone et de Vicence. De même dans les Apennins, sur le versant septentrional, étaient les châteaux-forts des nobles gibelins qui excitèrent des révolutions dans les républiques de Plaisance, de Parme, de Reggio et de Modène; sur le versant méridional, les châteaux d'autres Gibelins qui furent tour à tour citoyens ou ennemis des républiques d'Arezzo, de Florence, de Pistoia, de Lucques; plus bas, dans les vallées des affluens du Pô, ou dans le val d'Arno supérieur, étaient les châteaux des Guelfes qui s'étaient fait citoyens des mêmes républiques.

Plus le lien social s'affaiblissait dans le royaume de Lombardie, et plus les nobles montraient d'empressement à s'associer ainsi aux cités. Leurs richesses et leur éducation militaire les faisaient bientôt après porter aux magistratures

CHAP. III. 1183-1197. de leurs nouvelles patries par les suffrages de leurs concitoyens. Mais s'ils y déployaient plus de talent pour la guerre ou pour la politique, ils y montraient bien moins que les bourgeois de subordination ou de soumission aux lois : leurs haines étaient plus violentes, et ils se faisaient gloire de les conserver comme un héritage de famille. Accoutumés à décider tout dans leurs châteaux avec l'épée, ils portaient cette même habitude dans les cités. Ils n'avaient point voulu renoncer à la sauvage indépendance de leurs anciens forts en venant habiter les villes : leurs maisons étaient devenues des forteresses ; d'épaisses murailles, des fenêtres étroites et hautes, une porte massive de chêne, toute garnie de barres de fer, leur permettaient d'y repousser plus d'un assaut : si la première enceinte était forcée, une haute tour carrée leur servait encore de refuge. De ces palais de la noblesse, on voyait souvent sortir des bandes forcenées pour piller ou poignarder des citoyens traités en ennemis. Des chaînes étaient préparées pour tendre au travers des rues, et former en un instant des barricades, derrière lesquelles on voyait se ranger plusieurs centaines de combattans ; le bourgeois paisible, indifférent à ces querelles, ne savait jamais si la paix qu'il voyait régner ne serait pas changée en peu d'heures en une guerre universelle. Le pouvoir des con-

suls parut insuffisant pour réprimer ces passions ardentes : toutes les villes se crurent obligées d'adopter l'institution des podestats, qu'elles avaient reçue de Frédéric Barberousse. Leur usage était donc de faire choisir chaque année, par leur conseil de *credenza*, un chevalier étranger, homme de guerre, qu'elles appelaient d'une des cités leurs confédérées ; ce chevalier, qu'on nommait podestat, se faisait accompagner par deux ou trois docteurs en loi civile et criminelle, qui dépendaient de lui, et qui agissaient sous lui comme juges. Le podestat recevait en même temps le commandement des milices et le pouvoir du glaive, ou celui de prononcer et de faire exécuter tous les jugemens criminels. A la fin de l'année il devait rendre compte pardevant des commissaires du peuple qu'on nommait syndicateurs, de la manière dont il avait exercé ses fonctions, et il demeurait, pendant un certain nombre de jours, justiciable de ces commissaires. Les villes avaient cru que ce juge étranger resterait impartial au milieu de leurs factions ; mais le podestat échappait rarement lui-même aux haines profondes entre les Guelfes et les Gibelins ; d'ailleurs il lui fallait une main de fer pour maintenir l'ordre entre des nobles turbulens et haineux ; aussi son pouvoir était presque sans bornes, et les républiques aimaient mieux encore se résigner à son

CHAP. III.
1183-1197.

CHAP. III. autorité tyrannique qu'à l'anarchie. Cependant,
1183-1197. et la violence des factions, et la sévérité de la justice qui en était la conséquence, avaient inspiré aux bourgeois une haine universelle contre les nobles. C'étaient eux seuls qu'ils accusaient d'avoir introduit tant de troubles dans leurs murs; et, avant la fin du douzième siècle, on vit tour à tour toutes les cités lombardes se soulever contre la noblesse, l'exclure de toutes les fonctions publiques, la chasser même de la ville : Brescia, Padoue et Modène furent des premières à donner cet exemple; puis, au bout de peu de mois, les affections privées l'emportaient sur les ressentimens publics, et les nobles étaient rappelés.

1197-1216. La mort de Henri VI fut suivie de guerres générales dans tout l'empire; elles donnèrent un nouveau degré d'activité aux passions de la noblesse italienne, et un nouvel acharnement aux deux partis. Les deux factions avaient, en Allemagne, porté simultanément à l'empire les deux chefs des maisons gibeline et guelfe. Philippe Ier, duc de Souabe, frère de Henri VI, avait été nommé roi des Romains par les Gibelins, et Othon IV, fils de Henri-le-Lion, duc de Bavière et de Saxe, avait été nommé par les Guelfes. Leurs combats se prolongèrent en Allemagne jusqu'au 22 juin 1208, que Philippe fut assassiné par un ennemi privé. Les

Allemands, fatigués de onze années de guerres civiles, se réunirent alors sous le sceptre de son rival Othon IV, qu'ils couronnèrent de nouveau. Celui-ci passa l'année suivante en Italie, pour recevoir aussi des mains du pape la couronne d'or de l'Empire. Mais, quoique Othon IV fût l'héritier légitime des Guelfes de Bavière, si long-temps chefs de l'opposition aux prérogatives impériales, une fois qu'il porta lui-même la couronne il voulut se mettre en possession de ces prérogatives ; alors chacun de ses droits lui fut contesté, chacune de ses actions fut contrôlée par le pape ; bientôt il y eut entre eux inimitié déclarée, et le pontife, plutôt que de consentir à aucun accommodement, ou de rien rabattre de son orgueil, suscita contre l'empereur guelfe, l'héritier de la maison gibeline, le jeune Frédéric II, petit-fils de Frédéric Ier, à peine âgé de dix-huit ans, et qui jusqu'alors avait, sous sa tutèle, régné seulement sur les Deux-Siciles. Frédéric II, excité et secondé par le pape, traversa hardiment, en 1212, la Lombardie, et se rendit à Aix-la-Chapelle, où les Gibelins allemands l'attendaient, et le couronnèrent comme roi de Germanie et des Romains. Othon IV était, de son côté, retourné en Allemagne ; il était reconnu par la Saxe, et la guerre civile entre les deux chefs de l'Empire continua jusqu'au 19 mai 1218 qu'Othon IV

mourut, sans que l'un ou l'autre essayât de dépouiller son rival de ses possessions héréditaires. Ce fut cette guerre civile qui fit abandonner les noms de parti de l'Empire ou de l'Église, pour y substituer exclusivement ceux de Gibelin ou de Guelfe. En effet, chaque famille noble et chaque cité parut consulter uniquement ses affections héréditaires pour se ranger sous l'un ou sous l'autre étendard, et non ses principes politiques. Les Guelfes se mirent en opposition avec le pape pour repousser son candidat gibelin, et Milan, Plaisance, Brescia, bravèrent même pour le combattre les excommunications; tandis qu'au contraire les Gibelins de Pavie, de Crémone et de la Marche s'armèrent avec zèle contre un empereur qui était issu d'un sang guelfe.

Pendant toute cette période, tandis que la minorité de Frédéric II laissait aux cités d'Italie tant de temps pour affermir leur indépendance et se constituer en vraies républiques, le personnage le plus influent, le plus proéminent dans l'histoire, fut le pape Innocent III, qui régna de 1197 à 1216. Il était noble Romain, comte de Signa, et âgé seulement de 37 ans, lorsqu'il s'assit sur la chaire de saint Pierre. Il y avait été porté par sa réputation de sainteté et de savoir; digne successeur de Grégoire VII, il releva comme lui la monarchie des papes, mais il parut

y travailler avec un fanatisme plus religieux et CHAP. III.
un orgueil moins humain; tous ses efforts ten- 1197-1216.
dirent bien plus à affermir le pouvoir de l'Église et celui de la religion que le sien propre. De même qu'Alexandre III, il ne refusa point de s'allier au mouvement de liberté des peuples, pourvu que cette liberté s'arrêtât avec crainte devant l'autorité de l'Église, et ne se permît aucun examen de la croyance. Il fonda les deux ordres mendians des Franciscains et des Dominicains, champions nouveaux de l'Église, qui furent chargés de contenir l'activité des esprits, de combattre les lumières croissantes, et d'extirper les hérésies. Il confia aux Dominicains les pouvoirs terribles de l'inquisition, qu'il institua; il les chargea de découvrir et de poursuivre jusqu'à leur supplice, les réformateurs nouveaux qui, sous le nom de Patérins, se multipliaient en Italie. Il souleva les fanatiques de France, pour exterminer dans l'Albigeois les mêmes réformateurs, et détruire non seulement les hérétiques, mais tout ce qui, dans la population du Languedoc, avait quelque richesse ou quelque indépendance : il adressa aux rois de l'Europe ses remontrances ou ses ordres, avec une hauteur digne de Grégoire VII, mais en fixant son attention sur la discipline et le maintien des mœurs, bien plus que sur l'accroissement de son autorité temporelle. Enfin il remporta sur l'église

CHAP. III. 1197-1216.

d'Orient un triomphe qu'il n'avait pas cherché, mais dont il sut profiter, en soumettant à son autorité, et rattachant à l'église latine, le patriarche de Constantinople, jusqu'alors son rival et son antagoniste.

En effet, au commencement de son pontificat (1198) une croisade avait été prêchée en France par Foulques de Neuilly. Les croisés, résolus de se rendre par mer à la Terre-Sainte, empruntèrent les vaisseaux de la république de Venise, et se trouvant trop pauvres ensuite pour payer le fret dont ils étaient convenus, ils offrirent leurs services militaires au lieu d'argent; après avoir soumis Zara, qui s'était révolté contre la république, ils se laissèrent entraîner devant Constantinople; de concert avec le vieux André Dandolo, doge de Venise, ils prirent d'assaut, le 12 avril 1204, la capitale de l'empire grec; ils nommèrent un Français, Baudoin comte de Flandre, pour être empereur de Constantinople, et sous lui un patriarche latin; ils nommèrent un Italien, le marquis de Montferrat, pour être roi de Thessalonique; enfin, après avoir cédé un quart de l'empire à Baudoin, ils partagèrent le reste avec les Vénitiens. Le doge joignit dès lors à ses titres de duc de Venise et de Dalmatie, celui de seigneur d'un quart et demi de l'empire romain; toutefois les conquêtes de la république se bornèrent réellement à l'île de Candie, à quel-

ques autres îles, à l'Achaïe et à la Morée. Ces possessions d'outre-mer détournèrent pour longtemps la république de Venise de toute participation aux affaires d'Italie. CHAP. III. 1197-1216.

Pendant qu'Innocent III faisait redouter son pouvoir aux parties les plus éloignées de la chrétienté, il laissait sous ses yeux se constituer à Rome une république, dont il respectait la liberté, et sur laquelle il ne s'arrogeait aucune souveraineté. Les treize quartiers de Rome nommaient chacun annuellement quatre représentans ou caporioni; leur réunion formait le sénat de la république, qui, avec le concours du peuple, exerçait la souveraineté. Cependant le pouvoir judiciaire lui avait été refusé; ce pouvoir appartenait dans Rome, comme dans les autres républiques italiennes, à un chef étranger, militaire, choisi pour une année, assisté de juges civils dépendans de lui : seulement ce magistrat portait le nom de sénateur, au lieu de celui de podestat. L'histoire nous a conservé le serment qu'on fit prêter au premier de ces sénateurs, nommé en 1207. Il s'engageait à garantir au pape sa sûreté, sa liberté, ainsi qu'à ses frères les cardinaux; mais il ne lui promettait aucune obéissance.

Au commencement du pontificat d'Innocent III, des généraux allemands auxquels Henri VI avait donné les titres de duc de Spolète et de marquis d'Ancône, tenaient dans la

CHAP. III. 1197-1216. crainte et la dépendance ces provinces plus voisines de Rome. Innocent III y envoya deux légats pour y ranimer l'esprit de liberté; par leur entremise les villes de ces deux provinces, bâties pour la plupart dans les montagnes, et qui n'avaient pu parvenir à beaucoup d'opulence ou de population, secouèrent le joug allemand, et s'allièrent au petit nombre de celles qui, dès la période précédente, étaient entrées dans la ligue lombarde. Deux ligues guelfes furent formées sous la protection du pape : l'une, dans la marche, comprit les cités d'Ancône, Fermo, Osimo, Camerino, Fano, Jési, Sinigallia et Pesaro; l'autre, dans le duché, comprit celles de Spoleto, Rieti, Assise, Foligno, Nocera, Perugia, Agobbio, Todi, et Città di Castello. Ces ligues, quoiqu'animées d'un esprit tout républicain, en accoutumant les villes de ces deux provinces à regarder le pape comme leur protecteur, les amenèrent plus tard à se ranger sans résistance sous la souveraineté de l'Église.

D'autres légats du pape Innocent III s'étaient rendus en même temps en Toscane, et ils avaient convoqué à San Ginasio, au pied de la montagne de San Miniato, la diète des villes de cette contrée. Ces diètes provinciales s'assemblaient fréquemment; jusqu'alors, elles avaient été présidées par l'officier de l'empereur, en mémoire duquel le château où il résidait se nomme encore

San Miniato al Tedesco. Elles réglaient les différends qui survenaient entre les cités, elles avaient réussi à épargner à la Toscane des guerres civiles entre les Guelfes et les Gibelins. La ville de Pise, qui avait été comblée de faveurs par les souverains de la maison de Hohenstauffen, et qui avait obtenu d'eux que sa domination fût étendue sur soixante-quatre châteaux ou bourgades fortifiées du littoral de Toscane, et sur les îles de Corse, d'Elbe, de Capraja et de Pianosa, déclara qu'elle demeurerait fidèle au parti gibelin, et ses consuls se retirèrent de la diète convoquée à San Ginasio; mais ceux des cités de Florence, de Sienne, d'Arezzo, de Pistoia, de Lucques, acceptèrent la protection des deux légats du pape, et se promirent une assistance mutuelle pour la défense de leur liberté. Dans ces villes, de nombreuses familles nobles, les unes guelfes, les autres gibelines, avaient demandé les droits de cité; les magistrats avaient réussi jusqu'alors à les maintenir en paix, et l'un des objets de la ligue était de conserver cette paix. Mais en 1215, un gentilhomme guelfe, du val d'Arno supérieur, un Buondelmonte, qui s'était fait recevoir citoyen de Florence, demanda en mariage une jeune fille de la maison gibeline des Amidei, qui lui fut promise. Comme la noce se préparait, une noble dame de la maison Donati fit entrer Buondelmonte, qui passait devant sa

CHAP. III.
1197-1216.

CHAP. III. porte, dans la salle des femmes, et arrachant le
1197-1216. voile de sa fille, qui était d'une rare beauté : « Voilà, lui dit-elle, l'épouse que je t'avais « réservée ; elle est guelfe comme toi, tandis que « tu vas chercher une compagne dans la maison « des ennemis de ton église et de ta race. » Buondelmonte, ébloui, enflammé d'amour, accepta à l'instant la main qui lui était offerte. Mais les Amidei regardèrent son inconstance comme un sanglant affront : toutes les familles nobles et gibelines de Florence, au nombre de vingt-quatre, convinrent qu'il devait le payer de sa vie. Buondelmonte fut attaqué le matin de Pâques, comme il venait de traverser à cheval le pont Vieux, et tué au pied de la statue de Mars, qui y était encore debout. Quarante-deux familles guelfes se réunirent, et jurèrent de le venger. En effet, le sang paya le sang, et chaque jour de nouveaux meurtres et de nouvelles batailles alarmèrent Florence. Pendant trente-trois ans les partis demeurèrent en présence dans l'enceinte de la même ville, et quoique souvent réconciliés, à chaque incident nouveau ils couraient aux armes pour venger leurs vieilles injures.

1216-1233. La mort d'Innocent III, et, deux ans après, celle d'Othon IV, rompirent l'alliance peu naturelle d'un pape avec l'héritier de la famille gibeline. Les Milanais, frappés d'interdit en 1216 par Innocent III, pour avoir combattu Fré-

déric II, n'en persistèrent pas moins à faire la guerre à ses partisans, assurés que le nouveau pape Honorius III ne tarderait pas à leur en savoir gré. Ils refusèrent de laisser Frédéric prendre la couronne de fer du royaume des Lombards, qu'ils conservaient à Monza, et ils contractèrent une alliance avec le comte Thomas de Savoie, et les villes de Crème, Plaisance, Lodi, Verceil, Novarre, Tortone, Como et Alexandrie, pour chasser les Gibelins de Lombardie : cependant ils furent défaits par ceux-ci, le 6 juin 1218, devant Ghibello, dans une grande bataille livrée aux milices de Crémone, Parme, Reggio et Modène. Ce revers calma pour quelque temps leur ardeur belliqueuse; dans chaque ville les bourgeois accusèrent les nobles de les avoir entraînés à la guerre, pour des haines de famille et des intérêts étrangers à la cité : à Milan, à Plaisance, à Crémone, à Modène, il y eut des combats entre la noblesse et le peuple : des lois furent proposées pour partager entre eux, dans des proportions diverses, les magistratures publiques; et les Milanais finirent, en 1221, par chasser tous les nobles de leur ville.

Le jeune Frédéric, rentré en Italie, après avoir eu quelques différends avec Honorius III, reçut de lui, le 22 novembre 1220, la couronne de l'Empire; il s'occupa ensuite à rétablir l'ordre

CHAP. III. 1216-1233. dans son royaume des Deux-Siciles, où, pendant sa minorité, les papes avaient encouragé une insubordination universelle. Né dans la marche d'Ancône, à Jési, en décembre 1194, il était Italien, de langage, comme d'affections et de caractère. La langue italienne, parlée à sa cour, s'éleva, pour la première fois, au-dessus des patois en usage dans tout le reste de l'Italie, où l'on ne les regardait que comme une corruption du latin. Il s'exprimait avec élégance dans cette langue, qui, de son temps, fut désignée par le nom de *lingua cortigiana;* il encouragea les premiers poètes qui l'employèrent à sa cour, et il fit des vers lui-même. Il aimait les lettres, il favorisait les études, il fondait des colléges et des universités, et il avançait les hommes distingués; il parlait avec une égale facilité le latin, l'italien, l'allemand, le français, le grec et l'arabe. Il avait dans l'esprit la souplesse et la finesse des hommes du midi, un grand don de plaire, du goût pour la philosophie, avec beaucoup d'indépendance d'opinions, et un penchant pour l'incrédulité; d'où vient qu'il est accusé d'avoir écrit contre les trois révélations, de Moïse, de Jésus-Christ et de Mahomet, un livre intitulé : *De tribus impostoribus*, livre que personne n'a vu, et qui peut-être n'a jamais existé. Son manque de foi dans le caractère sacré de l'Église romaine et dans la

sainteté des papes est moins problématique ; il se défiait d'eux, et il mettait toute son adresse à se défendre contre leurs entreprises. Honorius III, qui voulait l'engager à recouvrer, des mains des Sarrasins, la Terre-Sainte, lui fit épouser, en 1228, Yolande de Lusignan, héritière du royaume de Jérusalem. Après quoi, lui et son successeur, Grégoire IX, le pressèrent de passer en Palestine. Une maladie l'arrêta, en 1227, comme il allait partir, et le pape le frappa d'excommunication pour le punir de ce retard ; il le poursuivit de ses anathèmes lorsque Frédéric se rendit, l'année suivante, à la Terre-Sainte, et il témoigna ensuite son indignation de ce qu'en 1229 ce prince avait recouvré, par un traité, Jérusalem des mains du soudan d'Égypte, au lieu d'exterminer, par le glaive, les infidèles, et de prolonger plusieurs années son séjour en Orient.

Pendant ce temps, le parti guelfe s'était relevé en Lombardie. Les républiques de Milan, Bologne, Plaisance, Vérone, Brescia, Faenza, Mantoue, Verceil, Lodi, Bergame, Turin, Alexandrie, Vicence, Padoue et Trévise, rassemblèrent leurs consuls, dans une diète, à San Zenone, dans le Mantouan, le 2 mars 1226 ; elles renouvelèrent, pour vingt-cinq ans, l'ancienne ligue lombarde, et elles s'engagèrent à défendre, de concert, leur liberté et l'indépen-

CHAP. III. 1216-1233. dance de la cour de Rome. Elles envoyèrent, trois ans plus tard, des secours à Grégoire IX, lorsque celui-ci fut attaqué par Frédéric II, de retour de la Terre-Sainte, et elles furent comprises, en 1230, dans le traité de paix entre le pape et l'empereur.

Cependant le pape, qui s'était défendu avec les armes des Lombards, leur fit payer cher la faveur qu'il leur montrait en les nommant à l'empereur comme ses alliés; il ne consentit à protéger leur liberté civile qu'autant qu'ils lui sacrifieraient leur liberté de conscience. Le même esprit de réformation qui avait animé les Albigeois, s'était répandu dans toute l'Europe. Un grand nombre de fidèles, rebutés des vices et de la corruption du clergé, ou révoltés de la violence que l'Église faisait à leur raison, se vouaient à la vie contemplative, renonçaient aux plaisirs et à l'ambition, et cherchaient une nouvelle voie vers le salut, par l'alliance de la foi avec la raison. Ils se faisaient nommer *cathari*, ou purifiés; *paterini*, ou résignés à souffrir. Jusqu'alors les villes libres n'avaient point permis, aux tribunaux d'inquisition institués par Innocent III, de les poursuivre jusque dans leurs murs. Mais Grégoire IX déclara qu'il ne pouvait reconnaître des alliés du saint-siége dans des républicains si indulgens pour les ennemis de la foi : en même temps, il leur envoya

les moines dominicains les plus éloquens, pour fanatiser les esprits. Léon de Pérego, qu'il fit ensuite archevêque de Milan, n'eut que trop de succès dans cette ville, où il réussit à faire brûler un grand nombre de paterins : Saint Pierre Martyr, et frère Roland, de Crémone, obtinrent les mêmes triomphes dans les autres villes de Lombardie : frère Jean, de Vicence, eut pour provinces les villes de la Marche, où les hérétiques étaient en plus grand nombre encore qu'en Lombardie, et comptaient dans leurs rangs quelques uns des plus grands seigneurs de la contrée, entre autres Eccelino II, de Romano. Frère Jean s'annonça comme venant prêcher, non la persécution, mais la paix. Après s'être fait entendre successivement dans chaque ville, il réussit, le 28 août 1233, à rassembler, dans la plaine de Paquara, la population presque entière de sept villes de la Marche, et il les exhorta d'une manière si entraînante à la paix, qu'elles déposèrent tous leurs ressentimens, les ennemis s'embrassèrent et se pardonnèrent; et tous, avec des larmes de joie et d'attendrissement, célébrèrent l'homme de Dieu qui était animé d'une charité si vive. Celui-ci cependant avait fait arrêter soixante *cathari*, dans la seule ville de Vérone; et les ayant condamnés lui-même, il les fit brûler en sa présence, sur la place publique, pour terminer

CHAP. III. 1216-1233. cette fête de réconciliation. Il se fit ensuite donner de pleins pouvoirs par les villes de Vicence et de Padoue, pour y agir de même.

1234-1250. Ce fut peu de temps après la paix de Paquara que Frédéric II, croyant avoir suffisamment établi son pouvoir dans l'Italie méridionale, songea à ramener la Lombardie sous son obéissance. Il ne prétendait point lui disputer les droits garantis par son aïeul dans le traité de Constance; mais il voulait que les cités restassent ce qu'elles devaient être, d'après ce traité, des membres de l'Empire, non des ennemies de l'empereur. Il s'était donné une milice sur laquelle il n'avait plus à craindre l'influence des moines et du pape : il avait transporté, des montagnes de Sicile, dans la ville de Luceria de la Capitanate, et dans celle de Nocera du Principato, deux fortes colonies de Sarrasins, qui pouvaient lui fournir jusqu'à trente mille soldats musulmans, étrangers, par leur croyance et par leur langue, à toutes les intrigues de Rome. Il avait, dans la marche véronaise, un homme doué de grands talens militaires, ambitieux, intrépide, et qui lui était absolument dévoué, Eccelino III de Romano, déjà puissant par les grands fiefs que celui-ci possédait dans les montagnes, et par le nombre de ses soldats; mais Frédéric cherchait à le rendre plus puissant encore, en le mettant, dans toutes les villes, à la tête du parti gibelin. Eccelino, né

le 4 avril 1194, était précisément du même âge que Frédéric II. Le pape l'avait fait sommer d'arrêter son propre père, qu'il voulait livrer, comme patérin, au tribunal de l'inquisition. Mais Eccelino, quoiqu'il ne connût ni la vertu, ni la pitié, ni les remords, n'était pourtant pas assez dépravé pour commettre un tel crime.

Comme Frédéric était sur le point d'attaquer au midi les Guelfes de Lombardie avec ses Sarrasins, en même temps qu'Eccelino les attaquerait au levant, il apprit que Henri son fils, qu'il avait, dès l'année 1220, fait nommer, malgré son extrême jeunesse, roi de Germanie, s'était laissé séduire par les Guelfes et les agens du pape, pour prendre parti contre lui. Les Milanais lui avaient envoyé, en 1234, des députés, pour lui offrir la couronne de fer qu'ils avaient refusée à Frédéric II. Celui-ci courut en Allemagne : il força son fils à venir à Worms se jeter à ses pieds et lui demander grâce; il lui ôta la couronne, et le relégua dans la Pouille, où Henri mourut peu d'années après. Il lui fallut consacrer deux années à mettre ordre à ses affaires d'Allemagne; il revint ensuite en Italie par les vallées de Trente, et il arriva, le 16 août 1236, à Vérone, avec trois mille chevaux allemands. Un sénat de quatre-vingts membres, gentilshommes et gibelins, gouvernait alors cette république. Frédéric, par son adresse

CHAP. III. 1234-1250. à manier les esprits, parvint à leur faire nommer Eccelino capitaine du peuple. C'était lui déférer en même temps le commandement des milices et le pouvoir judiciaire; et dans l'état d'excitation où se trouvaient les partis, bien plus occupés du triomphe de leur faction que de leur liberté, c'était lui donner presque le pouvoir souverain. Frédéric, obligé de retourner en Allemagne, laissa, sous les ordres d'Eccelino, un corps de soldats allemands et un autre de Sarrasins, avec lesquels cet habile capitaine se rendit maître, la même année, de Vicence, qu'il pilla barbarement, et, l'année suivante, de Padoue. Cette dernière ville était la plus puissante des cités de la province, celle où la forme du gouvernement était le plus démocratique, et où les Guelfes avaient toujours exercé le plus d'influence. Aussi Eccelino, pour assurer l'obéissance de cette ville, jugea-t-il nécessaire de demander des otages aux familles riches et influentes, de faire observer les mécontens par ses espions, de les punir par des supplices, et de redoubler sans cesse de sévérité, à mesure qu'il excitait plus de haine.

La même année 1237, Frédéric II, de retour, s'approcha de Mantoue; et, inspirant ainsi du courage au parti gibelin, il le fit triompher des Guelfes, qui jusqu'alors avaient dominé dans cette ville; il y fut rejoint par dix mille Sarrasins qu'il avait appelés de la Pouille, et il

s'avança ensuite dans le Crémonais pour y combattre l'armée des confédérés guelfes, que les consuls de Milan commandaient. Ceux-ci ne connaissaient d'autre art à la guerre que la bravoure qu'ils déployaient dans le combat. Frédéric était un capitaine plus habile : tantôt menaçant l'État de Brescia, tantôt rentrant dans celui de Crémone, il attira les Milanais au-delà de l'Oglio, et il réussit enfin, lorsqu'ils croyaient la campagne finie, à se placer à Cortenuova, près de Crème, entre eux et leur patrie. Les Guelfes, quoique coupés, acceptèrent avec courage la bataille le 27 novembre 1237, et disputèrent long-temps la victoire; leur défaite n'en fut que plus sanglante : elle leur coûta la perte de leur carroccio, et dix mille hommes tués ou prisonniers. Les fuyards, pendant la nuit, suivirent le cours de l'Oglio pour rentrer dans les montagnes du Bergamasque; ils seraient néanmoins tous tombés entre les mains des Gibelins, si Pagan della Torre, seigneur de Valsassina et gentilhomme guelfe, n'était accouru au-devant d'eux, ne leur avait ouvert des défilés que commandaient ses forteresses, et ne les avait ainsi ramenés en sûreté à Milan. Les citoyens de cette ville n'oublièrent jamais un service aussi important, et ils contractèrent avec la maison della Torre une alliance qui fut, plus tard, dangereuse pour leur liberté.

CHAP. III.
1237.

CHAP. III. 1238. La défaite des Guelfes à Cortenuova effraya les villes lombardes; la plupart se détachèrent des Milanais; et Frédéric, entrant l'année suivante en Piémont, fit prévaloir le parti gibelin dans les cités de Turin, Asti, Novarre, Alexandrie, et dans plusieurs autres. La constitution n'était pas changée, lorsque la prépondérance dans les conseils passait d'une faction à l'autre; toutefois, c'était surtout parmi la noblesse que l'empereur comptait ses partisans, tandis que le peuple était dévoué à l'Église; aussi le triomphe de l'aristocratie accompagnait le plus souvent celui du parti gibelin. Quatre cités, Milan, Brescia, Plaisance et Bologne, se trouvèrent à la fin de l'année seules opposées à la puissance impériale; et Frédéric vint mettre le siége devant Brescia, pour forcer également ces quatre villes à lui céder. Mais les Bressans ne craignirent point de faire tête à l'orage; ils soutinrent pendant soixante-huit jours toutes les attaques de l'empereur; ils rendirent vains tous ses efforts, et ils le forcèrent enfin à lever le siége avec une armée affaiblie et découragée.

Pendant ce temps, Grégoire IX redoublait d'efforts pour sauver le parti guelfe de sa ruine; il voyait avec effroi un empereur maître des Deux-Siciles et de l'Allemagne, sur le point de dompter toute résistance dans la haute Italie; il sentait qu'avec ses soldats musulmans, qui

traversaient à toute heure l'État de Rome, ce monarque échappait à l'influence de l'Église, et qu'il ne montrerait bientôt plus d'égards pour une religion qu'il était accusé de ne pas croire. Grégoire s'adressa aux deux républiques maritimes de Venise et de Gênes, qui le plus souvent, tout occupées de leur commerce et de leurs conquêtes dans le Levant, prenaient peu de part à la politique de l'Italie; il leur représenta que la liberté des mers leur serait bientôt enlevée, si elles ne faisaient pas quelques efforts pour sauver en Lombardie les champions de l'Église et de la liberté, et il obtint en effet qu'elles contracteraient une alliance avec les quatre cités qui avaient survécu seules à la ligue lombarde. Enfin, il fulmina, au commencement de l'année 1239, contre Frédéric II, une nouvelle sentence d'excommunication; celle-ci produisit plus d'effet que Grégoire n'avait osé l'espérer. Un assez grand nombre de gentilshommes guelfes d'origine s'étaient laissés rattacher, par les faveurs de la cour, au parti impérial; ils s'aperçurent que, depuis l'anathème du pape, ils étaient devenus plus suspects à l'empereur. Le marquis d'Este et le comte de Saint-Boniface furent même avertis que leur tête était menacée; ils s'échappèrent du camp impérial : tous les autres gentilshommes guelfes suivirent leur exemple, et les villes guelfes y

CHAP. III.

1238.

1239.

CHAP. III. 1239. gagnèrent des chefs habitués aux armes et familiarisés avec la haute politique.

Grégoire IX crut alors qu'il donnerait plus de poids encore aux anathèmes dont il frappait l'empereur, s'il les faisait sanctionner par un concile; il convoqua à Rome tous les prélats de la chrétienté pour l'année 1241. Frédéric, qui dès l'automne de 1239 était venu s'établir à Pise, s'y occupa d'empêcher le concile qu'il redoutait. Tandis que les deux autres républiques maritimes s'étaient déclarées pour les Guelfes, Pise était toute gibeline; le peuple était enthousiaste de l'empereur, et parmi les nobles il n'y avait qu'un petit nombre de gentilshommes, propriétaires de fiefs en Sardaigne, et dirigés par les Visconti de Gallura, qui se fussent rattachés aux Guelfes. Les Pisans, excités encore par leur jalousie contre les Génois, promirent à Frédéric qu'ils braveraient pour lui toutes les foudres de l'Église, et qu'ils sauraient bien em-
1241. pêcher l'assemblée du concile. En effet, un grand nombre de prélats français s'étant embarqués à Nice sur des galères génoises, pour se rendre à Ostie, Ugolin Buzzachérino de' Sismondi, amiral des Pisans, alla les attendre avec une flotte puissante devant la Méloria; il les attaqua le 3 mai 1241, leur coula à fond trois vaisseaux, leur en prit dix-neuf, et amena dans Pise tous les prélats français qui se rendaient au concile.

La république les fit charger de chaînes d'argent, CHAP. III.
et les retint prisonniers dans le chapitre de la 1241.
cathédrale. Grégoire IX, confondu de ce revers, n'y survécut que peu de mois; il mourut le 21 août 1241; et le collége des cardinaux, réduit à un très petit nombre de membres, passa près de deux ans avant de pouvoir s'accorder pour un nouveau choix. Enfin, le 24 juin 1243, Sini- 1243.
bald de' Fieschi de Gênes, qui prit le nom d'Innocent IV, fut porté sur la chaire de saint Pierre; sa famille, puissante à Gênes et dans les montagnes de la Ligurie, était de plus alliée à d'autres familles nobles qui possédaient des châteaux sur le revers septentrional des Apennins, et qui, à raison de cette position, exerçaient un grand crédit dans les cités voisines de Plaisance, de Parme, de Reggio et de Modène. L'élévation d'un Fiesque au trône pontifical rendit du courage au parti guelfe dans toutes ces villes.

Frédéric II essaya vainement de se réconcilier avec l'Église en recourant au nouveau pape. Innocent IV était déterminé à ne plus voir en lui qu'un adversaire de la religion, un ennemi du pouvoir pontifical, un chef de barbares qui appelait tour à tour les Allemands et les Sarrasins pour tyranniser l'Italie. Il resserra son alliance avec les villes de la ligue lombarde, et il leur promit de faire condamner et déposer l'empereur par un concile œcuménique, ainsi

CHAP. III. 1243. que son prédécesseur avait voulu le faire. Mais au lieu de convoquer ce concile en Italie, il choisit pour cette assemblée la ville de Lyon, dont une moitié appartenait alors à l'Empire, et l'autre au royaume de France. Il voulait s'y mettre, avec les prélats appelés par lui, sous la protection de Saint-Louis, qui régnait alors. Il se rendit par mer de Rome à Gênes, échappant à la flotte pisane qui le veillait pour intercepter son passage. Il échauffa par ses exhortations les Guelfes de Gênes, et des villes de Lombardie et de Piémont qu'il visita, et, arrivé à Lyon,
1245. il y ouvrit, le 28 juin 1245, dans le couvent de Saint-Just, le concile de l'Église universelle. Il trouva les évêques de France, d'Angleterre et d'Allemagne, empressés d'adopter ses vues; en sorte qu'il obtint d'eux, à leur troisième session, le 17 juillet, qu'ils prononceraient une sentence de condamnation contre Frédéric II. Le concile déclara que, pour ses crimes et iniquités, Dieu l'avait rejeté, et ne souffrirait plus qu'il fût ou empereur ou roi. En conséquence, le pape et le concile déliaient ses sujets de leur serment de fidélité, leur interdisaient, sous peine d'excommunication, de lui obéir, à quelque titre que ce fût, et invitaient les électeurs de l'Empire à nommer un autre empereur, tandis que le pape, de son côté, se réservait de nommer un autre roi de Sicile.

Frédéric II opposa d'abord toute la vigueur

de son caractère à la sentence d'excommunication prononcée contre lui par le concile : il se fit apporter ses joyaux ; et mettant sur sa tête la couronne d'or de l'empire, il déclara devant une assemblée nombreuse qu'il saurait la défendre et continuer de la porter. Mais malgré l'enthousiasme que ressentait pour lui le parti gibelin, malgré le dévouement de ses amis, malgré les progrès des opinions philosophiques que lui-même avait encouragées, l'homme que l'Église venait de condamner se voyait sans cesse sur le point d'être abandonné ou trahi. Les moines mendians se répandaient en tous lieux pour ourdir des conspirations contre lui ; ils profitaient des terreurs qu'inspirait la maladie ou l'âge pour faire rentrer, disaient-ils, les pécheurs dans la voie du salut, et leur demander de racheter leurs égaremens passés en délivrant l'Église de Dieu de son plus dangereux ennemi. Quelquefois des insurrections éclataient dans l'une ou l'autre Sicile ; plus souvent l'empereur découvrait parmi ses courtisans des complots pour le faire périr par le fer ou le poison. Son secrétaire intime, son ami Pierre des Vignes, qu'il avait tiré de la misère, et auquel il avait confié ses affaires les plus importantes, prêta lui-même l'oreille aux conseils des religieux, et promit d'empoisonner son maître. De son côté, Frédéric devint défiant et cruel : ses soup-

CHAP. III.
1245.

CHAP. III. 1245. çons poursuivaient ses amis les plus fidèles, et les supplices qu'il ordonnait devançaient quelquefois les preuves. Il avait confié la Germanie à son fils Conrad; il laissait sans partage à Eccelino le gouvernement de la marche véronaise; mais cet homme féroce faisait retomber sur l'empereur la haine qu'il méritait lui-même par ses crimes. Après avoir enfermé ses ennemis dans des cachots affreux, où il les faisait souvent périr dans les tortures, ou bien où il les laissait mourir de faim, il sentait que tous leurs parens étaient aussi devenus ses ennemis, il les faisait arrêter à leur tour; et plus il avait frappé de victimes, plus il était conduit à en frapper d'autres. Les citoyens de Milan, de Mantoue, de Bergame, de Brescia, apprenaient chaque jour de nouveaux actes de férocité commis par Eccelino à Padoue, à Vicence, à Vérone, et ils en concevaient plus d'horreur pour le parti gibelin, de même qu'une résolution plus ferme pour repousser Frédéric II. Celui-ci ne songeait point alors à les attaquer. Il s'était établi à Turin pendant le concile de Lyon, et il était entré en négociations avec Saint-Louis, pour que ce roi le réconciliât avec l'Église, à laquelle il offrait en signe de sa soumission d'aller avec lui combattre les Infidèles à la Terre Sainte.

1247. La révolte de Parme, le 16 juin 1247, força Frédéric II à reprendre les armes qu'il voulait

déposer. C'étaient les amis, les parens du pape CHAP. III.
Innocent IV, les gentilshommes guelfes des maisons de Correggio, Lupi et Rossi, qui avaient réussi à rentrer dans la ville de Parme d'où ils étaient exilés, et à en chasser leurs adversaires. Frédéric, à tout prix, voulait reprendre Parme; il fit venir de la Pouille une bande nombreuse de Sarrasins, commandée par un de ses fils naturels, Frédéric, auquel il faisait porter le titre de roi d'Antioche; il rassembla les Gibelins lombards sous les ordres d'un autre de ses fils naturels, Hans ou Hensius, qu'il nommait roi de Sardaigne, et qu'il avait fait vicaire impérial en Lombardie. Eccelino arriva de la marche véronaise avec les milices de Padoue, Vicence et Vérone, et les soldats qu'il avait formés dans ses fiefs héréditaires. Mais, d'autre part, tous les Guelfes de Lombardie s'empressèrent d'envoyer des secours à la ville qui venait de se dévouer pour eux. Les Milanais donnèrent l'exemple; les milices de Mantoue, de Plaisance, de Ferrare, les suivirent; les Guelfes exilés de Reggio, de Modène, ou d'autres villes gibelines, vinrent aussi s'enfermer à Parme, croyant déjà servir leur patrie en combattant pour leur faction. Frédéric voulait faire pendre en face des murs les otages parmesans que cette ville lui avait donnés avant sa révolte; mais les milices de Pavie, qui servaient dans son camp,

1247.

CHAP. III. s'y opposèrent : elles déclarèrent que c'était avec
1247. les épées des soldats gibelins, non avec celles des bourreaux, qu'elles voulaient affermir le
1248. trône de l'empereur. Le siége ne faisait que peu de progrès, l'hiver avait commencé; toutefois, Frédéric persistait dans son attaque; il déclarait vouloir raser Parme, et transporter ceux des habitans qu'il épargnerait dans son camp fortifié, dont il ferait une ville nouvelle qu'il nommerait Vittoria. Mais ce camp, dont il s'était éloigné le 18 février 1248 pour chasser à l'oiseau, fut surpris en son absence par l'armée guelfe sortie de Parme; tous ses équipages furent pillés, ses soldats furent dispersés, et l'empereur eut l'humiliation de lever le siége.

Avant cette époque, il avait renvoyé en Toscane son fils le roi d'Antioche avec seize cents chevaux allemands, pour s'assurer l'obéissance de la ville de Florence, où, depuis le meurtre de Buondelmonte, les Guelfes et les Gibelins, toujours en présence, n'avaient cessé de lutter les uns contre les autres. Il n'y avait presque jamais de rassemblement, de fête, de cérémonie publique, où quelque offense donnée par l'un ou l'autre parti ne les fît courir tous deux aux armes : aussitôt les chaînes étaient tendues au travers des rues, les barricades formées, et dans chaque quartier, autour de chaque maison noble, les voisins, ceux qui s'étaient donné les plus

fréquentes causes de haine, combattaient en même temps dans dix lieux à la fois : cependant la république était supposée pencher pour le parti guelfe; et les Gibelins florentins, dans leurs rapports avec les autres peuples, n'avaient jamais cherché à se séparer de leurs compatriotes, ou à se mettre en opposition avec leurs magistrats. Frédéric, craignant que Florence ne lui échappât tout-à-fait, écrivit aux Uberti, chefs de la faction gibeline, de réunir dans leur palais secrètement tout leur parti, d'attaquer ensuite tous ensemble chacun des postes des Guelfes, en même temps que son fils le roi d'Antioche se présenterait aux portes, et de chasser ainsi leurs adversaires de la ville. Ce plan fut exécuté dans la nuit de la Chandeleur de 1248. Les barricades des Guelfes furent forcées dans chaque quartier, parce qu'ils s'y défendaient par petites bandes contre tout le parti contraire. Maîtres de la ville, les Gibelins donnèrent l'ordre à tous les Guelfes d'en sortir; ils firent ensuite démolir les trente-six palais d'autant de familles les plus illustres de ce parti, et, intimidant les autres villes de Toscane, ils les contraignirent à suivre leur exemple, et à se déclarer toutes pour l'empereur.

Frédéric II, après l'échec qu'il avait reçu à Parme, retourna dans son royaume des Deux-Siciles, et laissa à son fils Hensius, qui s'établit

CHAP. III. 1248. à Modène, la conduite de la guerre en Lombardie. Cependant le pape avait envoyé un cardinal légat, Octavien des Ubaldini, aux villes guelfes, pour les engager à suivre leur victoire, et à punir le parti impérial de ce qu'il appelait sa révolte contre l'Église. La puissante ville de Bologne, déjà illustrée par son université; supérieure à ses voisines par sa richesse, sa population, et le zèle qu'excitait un gouvernement tout démocratique, se chargea de faire triompher le parti guelfe dans toute la région cispadane; elle attaqua d'abord la Romagne, et força les villes d'Imola, Faenza, Forli et Cervia à chasser les Gibelins de leurs murs, et à se déclarer pour l'Église; elle tourna ensuite ses armes contre Modène. La cavalerie modenoise, pénétrant un jour par surprise dans Bologne, avait enlevé à une fontaine publique un seau que l'on conserve encore comme un glorieux trophée dans le clocher de Modène. La guerre qui suivit a fourni à Tassoni le sujet de son poëme héroï-comique de la *Secchia rapita*. La vengeance des Bolonais n'eut cependant rien de burlesque; après plusieurs combats acharnés, les deux armées s'étaient rencontrées enfin à
1249. Fossalta, le 26 mai 1249, pour se livrer une bataille générale. Philippe Ugoni de Brescia, qui était cette année podestat de Bologne, commandait l'armée guelfe à laquelle étaient réunis

des détachemens de milice de toutes les villes de la ligue lombarde. Les Gibelins étaient conduits par le roi Hensius ; chaque armée comptait de quinze à vingt mille combattans. La bataille fut longue et sanglante, mais elle se termina par la défaite complète des Gibelins. Le roi Hensius tomba lui-même entre les mains des vainqueurs ; il fut aussitôt conduit à Bologne, et enfermé au palais du podestat. Le sénat de Bologne repoussa toute offre de rançon, toute intercession en sa faveur ; il pourvut d'une manière splendide à son entretien, mais il le retint captif pendant le reste de sa vie, qui dura encore vingt-deux ans. CHAP. III. 1249.

Ce dernier échec acheva d'accabler Frédéric II. Il y avait déjà trente ans qu'il luttait contre l'Église et le parti guelfe ; les forces de son corps, comme son énergie morale, s'étaient usées dans de si longs combats. Sa vie était empoi- 1249-1250.
sonnée à la fois par les trahisons de ceux qu'il avait crus ses amis, par les malheurs de ses partisans, par ceux qui l'avaient frappé dans sa famille même. Il voyait décliner son pouvoir en Italie, tandis que la couronne de Germanie était disputée à son fils Conrad par des concurrens que favorisait l'Église. Lui-même paraissait être troublé par les excommunications des papes, et commencer à craindre l'enfer dont on ne cessait de le menacer. Il implora de nouveau l'as-

CHAP. III. 1249-1250.

sistance et la médiation de Saint-Louis de France, qui était alors dans l'île de Chypre; il pourvut généreusement aux besoins de l'armée croisée que ce roi commandait, il sollicitait la permission d'aller le joindre, il offrait de s'engager à ne point revenir de la Terre-Sainte, sans s'être soumis aux expiations les plus humbles que l'Église voudrait lui imposer. Il avait inspiré à Saint-Louis de l'intérêt et de la reconnaissance, et en attendant l'effet de ses bons offices, il parut ne s'occuper plus que de l'administration de son royaume des Deux-Siciles, où il avait rétabli un ordre et une prospérité qu'on ne voyait nulle part ailleurs en Europe, lorsqu'il fut atteint, au château de Florentino dans la Capitanate, où il avait fixé sa demeure, d'une dysenterie dont il mourut le 13 décembre 1250, à l'âge de cinquante-six ans.

CHAPITRE IV.

Interrègne de l'Empire. — Décadence et asservissement des républiques lombardes. — Appel de Charles d'Anjou par le pape, à l'appui des Guelfes. — Sa puissance, sa cruauté. — Vêpres siciliennes. — 1251-1282.

Les cités italiennes qui faisaient en général remonter les premiers commencemens de leur liberté, à la lutte entre les souverains d'Italie et d'Allemagne, ou à l'invasion d'Othon-le-Grand, en 951, avaient, à la mort de Frédéric II, joui pendant trois siècles de la protection et des développemens progressifs de leurs constitutions municipales. Ces trois siècles, pour le reste de l'Europe, appartenaient encore à la plus épaisse barbarie : l'histoire en est partout obscure et mal connue; elle s'attache tout au plus à quelques grandes révolutions, aux victoires ou aux calamités des princes, mais elle laisse les peuples dans l'ombre. Un écrivain regardait comme au-dessous de lui de s'occuper du sort des roturiers; on ne supposait pas même que la bourgeoisie pût avoir une histoire. Les villes de l'Italie qui l'emportaient si prodigieusement en richesses, en lumières, en énergie, en indépendance

CHAP. IV.
1251-1254.

CHAP. IV. 1251-1254. sur toutes les autres, ne songeaient pas plus qu'elles à conserver le souvenir des temps passés. Un petit nombre de chroniqueurs avaient gardé la mémoire de quelques crises importantes; mais en général ces villes passaient silencieuses au travers des siècles, et elles croyaient peut-être qu'il était d'une bonne politique de ne pas attirer l'attention, et de s'envelopper dans leur obscurité. Cependant elles en étaient sorties forcément pendant le dernier siècle, par les deux luttes dans lesquelles elles étaient demeurées victorieuses. De 1150 à 1183, elles avaient combattu pour obtenir la paix de Constance, qu'elles regardaient comme leur charte constitutionnelle. De 1183 à 1250, elles avaient conservé le plein exercice des priviléges qu'elles avaient si glorieusement acquis; mais tandis qu'elles s'élevaient toujours plus vers l'opulence, et que les arts et l'intelligence se développaient toujours davantage dans leur sein, elles avaient été entraînées par deux passions également honorables à se ranger sous deux bannières différentes : les unes, n'écoutant que leur loyauté, leur attachement et leur reconnaissance pour une famille qui leur avait donné plusieurs grands souverains, étaient prêtes à tout oser pour la cause gibeline; les autres, alarmées pour la liberté de l'Église et pour l'indépendance de l'Italie, par l'accroissement de grandeur de la maison de Hohenstauffen, ne

mirent pas moins d'audace à lui arracher le sceptre qui les menaçait. Les cités de la ligue lombarde étaient parvenues au plus haut terme de leur puissance à l'époque de cette seconde lutte; dès-lors, et pendant un demi-siècle que dura ou la vacance de l'empire, ou l'absence de l'empereur élu (car aucun empereur ne rentra en Italie, jusqu'à Henri VII, en 1310), les républiques lombardes, en proie à l'esprit de faction, et plus occupées de faire triompher les Guelfes ou les Gibelins, que d'affermir leurs constitutions, se soumirent toutes au pouvoir militaire de quelque seigneur, auquel elles confièrent le commandement de leurs milices, et elles perdirent toutes leur liberté.

Quand Frédéric II mourut, son fils Conrad IV, roi de Germanie, ne se sentit pas assez puissant pour oser traverser la Lombardie, et venir ceindre son front de la couronne de fer à Monza, de la couronne d'or à Rome; il voulut, avant tout, s'assurer celle des Deux-Siciles, et il s'embarqua au mois d'octobre 1251 en Istrie, sur une flotte pisane, pour se rendre dans le royaume de Naples; le reste de sa courte vie fut consacré à combattre et à vaincre les Guelfes napolitains. Il mourut inopinément à Lavello, le 21 mai 1254. Son frère naturel Manfred, jeune héros à peine âgé de vingt ans, réussit par sa bravoure et son activité à recouvrer le

CHAP. IV. 1251-1254.

royaume qu'Innocent IV avait déjà envahi, et qu'il voulait soumettre à l'autorité temporelle du Saint-Siége; mais Manfred, chéri des Sarrasins de Luceria, qui prirent les premiers sa défense, et admiré par les Gibelins des Deux-Siciles, y fut long-temps occupé des attaques des Guelfes, avant de pouvoir songer à les poursuivre à son tour dans le reste de l'Italie. Conrad avait laissé en Allemagne un fils encore enfant, connu depuis sous le nom de Conradin; quelques uns le reconnaissaient pour roi de Germanie, et le nommaient Conrad V; mais les électeurs laissaient l'empire sans chef, et quand ils voulurent plus tard faire une élection, leurs suffrages se partagèrent, en 1257, entre deux princes étrangers à l'Allemagne, et qui n'y mirent jamais les pieds : un Anglais, Richard, comte de Cornwall; et un Espagnol, Alphonse X, roi de Castille. Jusqu'à la fin de 1256, Guillaume, comte de Hollande, un des compétiteurs que le parti guelfe avait donnés à Frédéric II, porta le titre de roi des Romains.

Innocent IV était toujours en France, lorsqu'il apprit la mort de Frédéric II. Il en revint au commencement du printemps de 1251; il écrivit à toutes les villes de célébrer la délivrance de l'Église; et, laissant éclater sa joie, il fit son entrée dans Milan et dans les principales cités de Lombardie avec toute la pompe d'un

triomphateur. Il croyait que c'était pour lui seul que les républicains d'Italie avaient combattu; que c'était à lui qu'ils obéiraient désormais, et il le leur fit trop sentir. Les Milanais furent traités avec arrogance; il les menaça de les excommunier, pour n'avoir pas respecté certaines immunités ecclésiastiques : c'était le moment où leur république, comme un guerrier qui se repose après le combat, commençait à sentir ses blessures. Elle avait fait d'immenses sacrifices pour la défense du parti guelfe; elle avait vidé son épargne, provoqué les dons patriotiques des citoyens aisés, engagé ses revenus, et elle s'était chargée de dettes autant que son crédit avait pu s'étendre. Voulant satisfaire ses créanciers, elle se résigna à donner à son podestat, Beno des Gozzadini de Bologne, un pouvoir illimité pour créer de nouveaux impôts, et lever de l'argent sous toutes les formes qu'il croirait possibles. L'ingratitude du pape, au moment où tous les Milanais étaient dans la souffrance, les offensa profondément; et l'on peut dater de cette époque le crédit que les Gibelins commencèrent à recouvrer dans une ville où jusqu'alors ils avaient toujours été traités en ennemis.

Innocent IV continua son voyage pour se rapprocher de Rome; mais il trouva la capitale de la chrétienté moins disposée encore à lui

CHAP. IV. 1251-1254.

obéir que la première ville de la Lombardie. En 1253, les Romains appelèrent un autre gentilhomme bolonais, Brancaleone d'Andalo, pour gouverner leur république, et ils lui attribuèrent, avec le titre de sénateur, une autorité presque illimitée. Les citoyens, sans cesse alarmés par les querelles et les combats des nobles romains, qui s'étaient fait autant de forteresses du Colysée, des tombeaux d'Adrien, d'Auguste et de Cécilia Métella, des divers arcs de triomphe et de chacun des monumens de l'ancienne Rome, et qui permettaient aux brigands qu'ils avaient pris à leur solde de sortir de ces retraites pour piller les passagers et les marchands paisibles; les citoyens, dis-je, demandaient avant tout au gouvernement de la vigueur et de la sévérité. Ils oubliaient les garanties dues aux prévenus, pour ne songer qu'à celles que réclamait la paix publique. Le sénateur Brancaleone, à la tête des milices romaines, attaqua successivement les monumens changés en repaires de bandits; il rasa les tours qui les surmontaient; il fit pendre les aventuriers qui les avaient défendus, avec les nobles qui les commandaient, aux fenêtres des palais de ceux-ci, et il rétablit par la terreur la sécurité dans les rues de Rome. Il ne montra guère plus de respect au pape qu'à l'ancienne noblesse romaine; Innocent IV, pour s'éloigner de lui, ayant transporté sa cour à

Assise, Brancaleone lui fit dire qu'il n'était pas séant d'errer ainsi de ville en ville comme un vagabond, et que si le pape ne rentrait au plus tôt dans la capitale de la chrétienté, dont il était évêque, les Romains iraient avec leur sénateur brûler la ville d'Assise pour l'en faire sortir.

CHAP. IV. 1251-1254.

Ainsi, quoique le pouvoir des peuples eût remplacé celui des rois, la liberté était en général mal comprise et mal assurée; les passions étaient impétueuses. Un certain point d'honneur était attaché à la violence; les nobles croyaient faire preuve d'indépendance par les outrages et les rapines, et les amis de l'ordre croyaient avoir atteint le but suprême du gouvernement quand ils réussissaient à faire trembler d'aussi audacieux perturbateurs. La turbulence et le nombre des grands coupables, la protection que trouvaient leurs crimes dans un faux point d'honneur, semblent devoir servir d'excuse aux institutions judiciaires des républiques italiennes, qui toutes furent plus calculées pour frapper de terreur les coupables, qui ne se cachaient pas, que pour protéger les prévenus contre le soupçon injuste de crimes secrets. L'ordre ne pouvait être maintenu que par une main de fer, et cette main de fer brisa bientôt la liberté. Cependant, entre les cités italiennes, il y en eut une qui, plus que toutes les autres, parut songer à la justice plus encore qu'à la paix, à la garantie

CHAP. IV. 1251-1254. des citoyens plus encore qu'à la punition des coupables : ce fut Florence ; ses institutions judiciaires sont loin de mériter d'être données comme des modèles, mais elles furent les premières en Italie qui présentèrent quelque garantie aux citoyens, parce que Florence fut la cité où le sentiment de la liberté fut le plus général et le plus constant dans tous les ordres de la société, où la culture de l'esprit fut poussée le plus loin, et où la raison fut le plus tôt appelée à perfectionner les lois de la patrie.

Les nobles gibelins s'étaient mis en possession de la souveraineté à Florence, avec l'aide du roi d'Antioche, deux ans avant la mort de son père Frédéric II. Mais leur pouvoir était bientôt devenu insupportable aux libres et fiers citoyens de cette république, qui avaient amassé déjà de grandes richesses par le commerce, qui comptaient parmi eux quelques littérateurs distingués, comme Brunetto Latini et Guido Cavalcanti, et qui n'avaient encore rien perdu de la simplicité de leurs mœurs, de leur sobriété primitive et de leur force corporelle. Frédéric II vivait encore, lorsque, par un soulèvement unanime, le 20 octobre 1250, ils se remirent en liberté. Tous les citoyens se portèrent ensemble sur la place de Santa-Croce ; ils s'y partagèrent en cinquante groupes, dont chacun nomma un capitaine et forma une compagnie de

milice. La réunion de ces officiers fut la première autorité de la république renaissante. Le podestat s'était rendu odieux à tous par sa sévérité et sa partialité ; ils le déposèrent, et le remplacèrent par un nouveau juge, sous le nom de *capitaine du peuple*. Bientôt après ils voulurent que le *podestat* et le *capitaine* eussent chacun un tribunal indépendant, afin de se contenir l'un l'autre. En même temps, ils voulurent que l'un et l'autre fussent subordonnés à la magistrature suprême de la république, qu'ils chargèrent de l'administration, en lui refusant le pouvoir judiciaire. Ils voulurent que cette magistrature, qu'ils nommèrent *seigneurie*, fût toujours présente, toujours réunie dans le palais de la république, pour être, au besoin, toujours prête à contenir le podestat ou le capitaine, auxquels ils avaient été forcés de déléguer un si grand pouvoir. La ville était divisée en six parties ; chaque *sestier*, comme on les appelait, nomma deux *anziani*. Ces douze magistrats mangeaient ensemble, couchaient au palais, et ne pouvaient en sortir qu'ensemble. Leurs fonctions ne duraient que deux mois ; douze autres élus du peuple les remplaçaient, et la république était si riche en bons citoyens et en hommes dignes de sa confiance, que cette succession rapide des anziani n'en épuisait point le nombre. En même temps qu'elle institua la

seigneurie nouvelle, la milice florentine attaqua et démolit toutes les tours qui servaient de refuge aux gentilshommes, afin que tous fussent désormais forcés de se soumettre à la commune loi.

La nouvelle seigneurie fut à peine informée de la mort de Frédéric II, que, par son décret du 7 janvier 1251, elle rappela à Florence tous les Guelfes exilés. Dès-lors elle s'attacha à faire triompher le parti guelfe dans toute la Toscane; elle déclara la guerre aux villes voisines, de Pistoia, de Pise, de Sienne et de Volterra, non point pour les subjuguer ou leur imposer des conditions onéreuses, mais pour les contraindre à se rallier à ce qu'elle regardait comme le parti de l'Église et de la liberté. L'année 1254, où les Florentins furent commandés par le podestat milanais Guiscard Pietra Santa, est signalée dans leur histoire par le nom de l'année des victoires. Ils prirent les deux villes de Pistoia et de Volterra; ils forcèrent celles de Pise et de Sienne à signer une paix favorable au parti guelfe; ils refusèrent de profiter d'une trahison qui les avait mis en possession de la forteresse d'Arezzo, et ils la restituèrent aux Aretins; enfin ils bâtirent, dans la Lunigiane, au-delà du territoire de Lucques, une forteresse destinée à fermer l'entrée de la Toscane du côté de la Ligurie, qui, en mémoire de leur podestat, porte encore aujourd'hui le nom de

Pietra Santa. La même seigneurie, par d'autres moyens, se montra digne d'administrer la ville du commerce, des arts et de la liberté. Tout le système monétaire de l'Europe était alors abandonné à l'avidité des souverains, qui variaient sans cesse le titre et le poids des espèces, tantôt pour frustrer leurs créanciers, tantôt pour forcer leurs débiteurs à payer plus qu'ils n'avaient reçu, ou pour augmenter les redevances des contribuables. Pendant cent cinquante ans encore plusieurs des rois de France se jouèrent de la foi publique, par l'altération annuelle des monnaies, avec la dernière impudeur. Mais la république de Florence fit battre, en 1252, son florin d'or, au titre de vingt-quatre carats et au poids de trois deniers; elle mit sa valeur sous la garantie de la publicité et de la bonne foi commerciale; et elle le maintint inaltérable aussi long-temps qu'elle dura elle-même, comme un étalon de toutes les autres valeurs.

CHAP. IV. 1251-1254.

Une conspiration des Gibelins, en 1258, pour recouvrer leur domination sur Florence, et pour la concentrer dans la faction aristocratique, força la république à exiler les chefs les plus illustres de ce parti. Il était alors dirigé par Farinata des Uberti, qu'on regardait comme le plus éloquent orateur et le meilleur homme de guerre de la Toscane. Tous les Gibelins florentins furent accueillis à Sienne avec faveur,

1255-1260.

CHAP. IV. 1255-1260.

quoique les deux républiques se fussent engagées, par leur dernier traité, à ne point donner de refuge aux rebelles l'une de l'autre. Farinata se rendit ensuite auprès de Manfred, qu'il trouva affermi sur le trône des Deux-Siciles. Il lui représenta que, pour mettre son royaume à l'abri de toute attaque, il fallait s'assurer de la Toscane, et y faire triompher le parti gibelin; et il obtint de lui un corps considérable de cavalerie allemande, qu'il ramena à Sienne. Les hostilités entre les deux républiques avaient déjà recommencé, et le drapeau de Manfred avait été traîné dans la boue par les Florentins. Farinata voulait profiter de l'irritation des Allemands, et amener les deux partis à une bataille générale. Il sut que quelques artisans sans éducation étaient entrés dans la seigneurie de Florence, et il essaya de tirer parti de leur présomption : il les flatta de l'espoir qu'il leur livrerait une porte de Sienne, s'ils faisaient approcher l'armée jusque sous les murs de cette ville. En même temps ses émissaires prirent à tâche d'aigrir les plébéiens contre les nobles du parti guelfe, pour que ceux-ci, qui étaient plus clairvoyans, ne dévoilassent pas ses intrigues. En effet, malgré l'opposition des gentilshommes qui entraient dans le conseil, la seigneurie résolut de faire traverser tout le territoire de Sienne par une armée guelfe : elle demanda des

secours, pour cette expédition, à Bologne, Pistoia, Prato, San Miniato, San Gemignano, Volterra et Colle; elle donna rendez-vous aux milices d'Arezzo et à celles d'Orvieto, à Monte-Aperto, à cinq milles de Sienne, de l'autre côté de l'Arbia : toute la puissance du parti guelfe en Toscane s'y trouva rassemblée; on y compta trente mille fantassins et trois mille cavaliers. Les Guelfes se demandaient comment ils pourraient faire pour engager leurs ennemis à sortir des murailles de Sienne : ils étaient dans une sécurité parfaite, lorsque, le 4 septembre 1260, ils furent attaqués inopinément par Farinata des Uberti et par le général de Manfred. Les Gibelins, entre les émigrés de Florence, les milices de Sienne et de Pise, et les Allemands, n'avaient pas plus de treize mille hommes; mais ils comptaient sur leurs intelligences dans le camp guelfe. En effet, Bocca des Abbati se mettant à la tête des traîtres, se saisit, dans cet instant, du grand étendard de la république et le renversa. Toute l'armée fut saisie de terreur quand elle vit tomber ce drapeau; elle apprenait que les ennemis étaient maîtres du quartier-général, sans savoir quel était leur nombre. De toutes parts les Guelfes prirent la fuite; mais, poursuivis avec acharnement, ils laissèrent dix mille morts sur le champ de bataille, et un grand nombre de prisonniers entre les mains de leurs ennemis.

CHAP. IV. 1255-1260.

Les Guelfes florentins reconnurent qu'ils étaient tellement affaiblis par la déroute de l'Arbia, qu'il leur serait impossible de se maintenir à Florence : l'enceinte des murs était trop vaste, et la population trop découragée par la perte énorme qu'elle avait essuyée. Tous ceux qui avaient exercé quelque pouvoir dans la république, tous ceux dont le nom avait assez d'illustration pour qu'on connût le parti qu'ils avaient coutume de suivre, se rassemblèrent à cheval, et sortirent de la ville pour se retirer à Lucques. Les Guelfes de Prato, de Pistoia, de Volterra, de San Gemignano, ne pouvaient se flatter de résister quand ceux de Florence succombaient; tous abandonnèrent leurs demeures, et vinrent se réunir aux Florentins à Lucques. Cette cité accorda à tous ces illustres fugitifs l'église et le portique de San Friano, et le quartier environnant, où ils dressèrent leurs tentes. D'autre part, les Gibelins entrèrent dans Florence le 27 septembre; ils y abolirent le gouvernement populaire, et ils y formèrent une nouvelle magistrature, toute composée de gentilshommes, qui prêta serment de fidélité à Manfred, roi des Deux-Siciles.

Cependant une diète des cités gibelines s'assemblait à Empoli; là les ambassadeurs de Pise et de Sienne représentèrent qu'ils ne se tiendraient jamais pour assurés de la prépondé-

rance du parti gibelin en Toscane, tant que Florence subsisterait. Ils affirmèrent que la population de cette ville orgueilleuse et belliqueuse était toute dévouée au parti guelfe ; qu'on ne pouvait se flatter de la corriger de sa haine contre la noblesse, ou contre la famille des derniers empereurs ; que les habitudes démocratiques étaient devenues, pour chacun de ses citoyens, une seconde nature. Aussi demandèrent-ils que les murailles de Florence fussent rasées, et que tous ses habitans fussent dispersés dans les villes voisines. Tous les Gibelins de Toscane, tous les députés des villes jalouses de Florence, accueillirent cette proposition : elle allait être décrétée, lorsque Farinata des Uberti se leva, et repoussa avec indignation cet abus de la victoire contre la ville qu'il venait de vaincre ; il protesta qu'il aimait sa patrie bien plus que sa faction, et qu'avec les mêmes compagnons d'armes qu'on avait vus se signaler autour de lui à la bataille de l'Arbia, il irait plutôt rejoindre les Guelfes et combattre pour eux, que de consentir à la ruine de ce qu'il avait de plus cher au monde. Les ennemis de Florence n'osèrent pas lui répondre, et la diète d'Empoli se contenta de décréter que la ligue de Toscane prendrait à sa solde mille des gendarmes de Manfred, pour maintenir dans cette province la prépondérance du parti gibelin. Le Dante a immor-

CHAP. IV. talisé Farinata des Uberti comme le sauveur 1255-1260. de Florence, Bocca des Abbati comme le traître qui la mit à deux doigts de sa perte, et tout son poëme est rempli des souvenirs de cette époque mémorable.

Tandis que les Gibelins acquéraient la prépondérance en Toscane, le tyran qui, à la tête du même parti, avait fait couler tant de sang dans la marche trévisane, était abattu. Eccelino de Romano était seigneur héréditaire de Bassano et de Pedemonte; il s'était fait nommer capitaine du peuple par les républiques de Vérone, Vicence, Padoue, Feltre et Bellune; à ce titre il réunissait le pouvoir judiciaire au pouvoir militaire; il était subordonné seulement à des conseils qu'il dépendait de lui de ne pas assembler, et l'on ne voit point qu'il y eût en face de lui une magistrature permanente, telle que la seigneurie de Florence, qui pût réprimer l'abus de son pouvoir; aussi eut-il bientôt changé en une effroyable tyrannie l'autorité qui lui avait été déférée par le peuple. Étendant ses soupçons sur tout ce qui acquérait quelque distinction, sur tout ce qui attirait les regards de ses concitoyens, il n'attendait point que les gentilshommes, les marchands, les prêtres, les avocats, qui lui devenaient suspects par leur seule élévation, eussent provoqué son courroux par quelque signe de mécon-

tentement ou de résistance pour les faire traîner dans ses cachots ; là il leur faisait subir les plus horribles tortures pour chercher le crime qui devait justifier sa défiance ; et tous les noms qui échappaient de leur bouche, dans l'agonie de la douleur, étaient enregistrés, et désignaient au tyran de nouvelles victimes. Dans la seule ville de Padoue, il existait huit prisons toujours pleines, quoique les bourreaux travaillassent sans cesse à les vider ; deux d'entre elles contenaient chacune trois cents prisonniers. Un frère d'Eccelino, nommé Albéric, gouvernait Trévise avec moins de férocité, mais avec un pouvoir non moins absolu. Crémone était de même sous la dépendance d'un chef de Gibelins. Milan ne montrait plus d'éloignement pour eux : dans cette ville, de même qu'à Brescia, les factions des nobles et des plébéiens se disputaient le pouvoir.

Alexandre IV, pour abattre le monstre qui épouvantait la marche trévisane, fit prêcher une croisade dans cette contrée, et il promit à ceux qui combattraient le féroce Eccelino toutes les indulgences réservées aux libérateurs de la Terre-Sainte. Le marquis d'Este, le comte de Saint-Boniface, les villes de Ferrare, de Mantoue et de Bologne, rassemblèrent leurs soldats sous l'étendard de l'Église ; ils furent joints par une cohue ignorante et fanatique de croisés issus

CHAP. IV. 1255-1260. des plus basses classes, qui voulaient gagner les indulgences sans savoir se plier à aucune discipline ni montrer aucune valeur. Leur nombre effraya cependant le lieutenant qu'Eccelino avait laissé à Padoue; en sorte qu'il n'opposa qu'une molle résistance au passage du Bacchiglione, et ensuite aux portes de la ville. Le légat Philippe, archevêque élu de Ravenne, entra dans Padoue, le 18 juin 1256, à la tête des croisés; mais il ne sut ou ne voulut point contenir la tourbe fanatique et cupide qu'il avait appelée à l'appui des soldats : pendant sept jours la ville fut pillée inhumainement par ceux qu'elle avait reçus comme des libérateurs. Dès qu'Eccelino fut averti de la perte qu'il avait faite, il prit soin de diviser, puis de désarmer, les onze mille Padouans qu'il avait dans son armée; et, les enfermant dans ses prisons, il les y laissa tous périr, à la réserve de deux cents seulement. Pendant les deux années suivantes, les Guelfes n'éprouvèrent que des revers; le légat que le pape avait mis à leur tête était incapable de les conduire, et la foule des croisés qu'il appelait dans leurs rangs ne servait qu'à les compromettre par son indiscipline et sa lâcheté. Les nobles gibelins de Brescia livrèrent même en 1258 leur patrie à Eccelino, après que celui-ci eut mis l'armée du légat en déroute. L'année suivante, ce tyran, qui n'avait point d'égal en Italie soit pour la

bravoure, soit pour le talent militaire; qui, toujours ennemi des voluptés, toujours inaccessible aux séductions des femmes, faisait d'un seul regard trembler les plus hardis, et conservait dans sa petite taille, à l'âge de soixante-cinq ans, toute la vigueur d'un soldat, s'avança au centre de la Lombardie, dans l'espoir que les nobles de Milan, avec lesquels il était entré en correspondance, lui livreraient cette grande ville. Avec la plus brillante armée qu'il eût encore commandée, il passa l'Oglio, et ensuite l'Adda; mais le marquis Pelavicino, Buoso de Doara, les Crémonais, et d'autres Gibelins ses anciens associés, avaient été rebutés par ses forfaits. Ils s'étaient secrètement alliés avec les Guelfes pour le détruire; lorsqu'ils le virent s'avancer si loin de ses foyers, ils éclatèrent de toutes parts. Le 16 septembre 1259, Eccelino reconnut la nécessité de rétrograder; mais il se vit arrêter au pont de Cassano. Les Bressans, n'écoutant plus ses ordres, se mirent en marche dans le dessein de l'abandonner; toutes les issues lui étaient fermées par les Milanais, les Crémonais, les Ferrarois et les Mantouans. Repoussé, pourchassé jusqu'à Vimercato, blessé enfin au pied, il fut fait prisonnier, et amené à Soncino : là il refusa de parler, il rejeta tous les secours de la médecine; il déchira tous les bandages qu'on mettait à ses blessures, et il mourut enfin le

CHAP. IV. 1255-1260.

onzième jour de sa captivité. Son frère avec toute sa famille furent massacrés l'année suivante.

La défaite d'Eccelino et la destruction de la famille de Romano peuvent être regardées comme le dernier grand effort que firent les Lombards pour s'opposer à l'établissement de la tyrannie dans leur pays. A cette époque même, en effet, ils commençaient tous à s'accoutumer à l'érection du pouvoir d'un seul dans leurs cités. Dans chaque république, les nobles, toujours divisés entre eux par des haines héréditaires, regardaient comme une honte de se soumettre aux lois, plutôt que de se faire justice à eux-mêmes par les armes; leurs querelles, leurs combats, leurs brigandages, portaient le trouble dans les rues et les places publiques : les marchands avaient sans cesse l'oreille au guet, pour fermer leurs magasins au premier cri d'alarme; car les satellites des nobles étaient le plus souvent des bandits auxquels ils offraient un asile dans leurs palais, et qui profitaient du tumulte pour piller les boutiques. En même temps, les gentilshommes provoquaient les plébéiens par leur arrogance; ils tournaient en ridicule leur incapacité, et ils s'efforçaient de les exclure de tous les emplois. Souvent le peuple, soulevé d'indignation, prenait les armes; alors il fermait les rues par des barricades, il

assiégeait les nobles dans leurs maisons de la ville, et il les forçait à se réfugier dans leurs châteaux. Mais si les milices des villes cherchaient ensuite à poursuivre dans les plaines de la Lombardie les nobles qu'elles avaient contraints à émigrer, elles se trouvaient bientôt vis-à-vis d'eux dans une cruelle infériorité. Dans le courant de ce siècle, les gentilshommes s'étaient tous accoutumés à combattre à cheval avec la lance, et recouverts d'une lourde armure; un exercice continuel les rendait seuls propres aux manœuvres de la cavalerie, et les habituait à soutenir l'énorme fardeau de leur cuirasse et de leur casque; d'autre part, sous cette armure ils étaient à peu près invulnérables. Quand ils chargeaient, la lance basse, avec l'impétuosité de leurs pesans destriers, l'infanterie mal armée qui leur était opposée, ils la renversaient, ils la mettaient en pièces, sans éprouver eux-mêmes aucun dommage. Les villes avaient bientôt senti la nécessité d'opposer cavalerie à cavalerie, et de prendre à leur solde, pour les protéger contre leur propre noblesse, soit les gentilshommes qui voulaient bien faire cause commune avec le peuple, soit les étrangers et les aventuriers qui commençaient à faire métier d'offrir leur valeur à louage. Comme l'usage avait prévalu de donner le commandement de la milice au chef de la justice, soit pour

CHAP. IV. 1255-1260. qu'il pût diriger les forces de tous contre les rebelles et les perturbateurs de l'ordre, soit pour qu'il contînt les soldats dans la discipline par la terreur des châtimens, on ne trouvait aucun chef militaire qui voulût se mettre au service d'une ville sans réclamer en même temps le pouvoir du glaive, celui dont était investi le capitaine du peuple ou le podestat; il fallait donc lui déférer ce qu'on nommait la seigneurie; et plus était nombreux le corps de cavalerie qu'il mettait à cette condition au service des conseils de la république pour un nombre d'années déterminé, plus cette seigneurie, à laquelle était attaché le droit judiciaire de vie et de mort, devenait menaçante pour la liberté.

Parmi les premiers seigneurs féodaux qui embrassèrent la cause du peuple, et qui se mirent au service d'une cité avec un corps de cavalerie formé de leurs vassaux, ou des gentilshommes pauvres leurs adhérens, fut Pagan della Torre, seigneur de Valsassina, qui s'était rendu cher aux Milanais en sauvant leur armée de la poursuite de Frédéric II, après sa déroute à Cortenuova. Il était attaché au parti guelfe par une affection héréditaire; et, quoique lui-même d'une naissance illustre, il parut partager le ressentiment des plébéiens de Milan contre la noblesse qui les opprimait. Lorsqu'il mourut, son frère Martino, puis Raymond, puis Philippe, puis Napo-

léon della Torre, furent à Milan les chefs du peuple, les capitaines d'un corps de cavalerie pesante qu'ils avaient formée, et qu'ils mettaient au service de la cité, et enfin les supérieurs reconnus du podestat et des tribunaux. Ces cinq seigneurs se succédèrent l'un à l'autre, en moins de vingt ans, et la brièveté même de leur vie accoutuma le peuple à regarder leur élection comme la confirmation d'une dynastie devenue héréditaire. En même temps, d'autres villes guelfes de Lombardie se laissèrent tenter de nommer pour leur capitaine et seigneur l'homme que les Milanais avaient choisi, parce qu'il leur avait paru un vrai Guelfe et un vrai ami du peuple. Ces villes y trouvaient l'avantage de resserrer leur alliance avec la cité qui dirigeait tout leur parti, de se mettre sous une protection plus puissante, et d'appuyer leurs tribunaux par une main plus ferme. Martin della Torre avait été élu podestat de Milan en 1256; trois ans plus tard on lui donna les titres d'ancien et de seigneur du peuple, en même temps que la ville de Lodi le nomma son seigneur; celle de Novarre lui conféra le même honneur en 1263. Philippe, qui lui succéda en 1264, fut honoré du même titre par Milan, Como, Verceil et Bergame; ainsi commençait à se former l'État puissant qui, un siècle et demi plus tard, devint le duché de Milan, sans que les républiques lom-

CHAP. IV. 1255-1260.

1260-1264.

bardes eussent encore songé qu'elles aliénaient leur liberté. D'autre part, le pape, jaloux du crédit de la maison della Torre, choisit pour archevêque de Milan Othon Visconti, dont la famille puissante sur les bords du lac Majeur, partageait alors l'exil des Gibelins et des nobles. Le prélat se mit à la tête de cette faction; et dès-lors la rivalité entre les familles della Torre et Visconti, fit presque oublier celle qui existait entre le peuple et la noblesse.

L'acharnement que les deux partis, guelfe et gibelin, portaient dans leur haine, était fatal à la liberté. Pour le premier, il s'agissait de la religion, de l'indépendance de l'Église et de l'Italie, menacée par les Allemands et les Sarrasins, auxquels Manfred n'accordait pas moins de confiance que Frédéric II; pour le second, il s'agissait d'honneur, de loyauté envers une famille illustre, du maintien de l'aristocratie comme de la royauté. Pour l'un et pour l'autre, il s'agissait plus encore de venger des offenses mille fois répétées, de se soustraire à l'exil, à la confiscation des biens, qui ne manquaient jamais de suivre le triomphe du parti contraire. Ces intérêts de la faction émouvaient profondément des hommes qui se glorifiaient des sacrifices qu'eux et leurs ancêtres avaient faits au parti ou guelfe ou gibelin, tandis qu'ils regardaient comme d'un intérêt tout-à-fait secondaire le maintien du

règne des lois, la garantie de l'impartialité des tribunaux, ou l'égale participation des citoyens à la souveraineté. Chaque ville s'oubliait elle-même pour faire triompher sa faction dans toute la Lombardie, et elle se flattait d'y réussir en donnant au pouvoir plus d'unité et plus de vigueur. Les villes de Mantoue et de Ferrare, où les Guelfes étaient de beaucoup les plus nombreux, se confièrent pour leur défense, l'une aux comtes de Saint-Boniface, l'autre aux marquis d'Este, avec tant de constance, que ces seigneurs, sous le nom de capitaines du peuple, y étaient presque devenus souverains. Les Gibelins dominaient au contraire dans la république de Vérone, et comme ils craignirent que leur faction ne succombât à la mort d'Eccelino, ils appelèrent au commandement des milices de Vérone et de ses tribunaux, Mastino de la Scala, seigneur du château de ce nom dans le Véronais, dont le pouvoir devint héréditaire dans sa famille. Le marquis Pelavicino, le gibelin le plus renommé de toute la vallée du Pô, dont le meilleur château était San Donnino, entre Parme et Plaisance, et qui avait formé et discipliné un corps superbe de cavalerie, était nommé seigneur par la cité de Crémone, alternativement avec son ami Buoso de Doara. Pavie et Plaisance le choisissaient aussi presque toujours pour capitaine, et cet honneur lui fut encore déféré en

CHAP. IV. 1260-1264. même temps par Milan, Brescia, Tortone et Alexandrie. Le parti gibelin, en effet, depuis qu'Innocent IV avait offensé les Guelfes de Milan, prenait le dessus en Lombardie; la maison della Torre paraissait elle-même s'en rapprocher. Ce parti était déjà tout puissant en Toscane; la ville de Lucques y avait accédé la dernière en 1263, et les Guelfes toscans, obligés de la quitter, avaient formé un corps de gendarmerie, qui se mettait à la solde du petit nombre de villes lombardes demeurées fidèles au parti guelfe.

La cour de Rome voyait avec une extrême inquiétude cette puissance croissante du parti gibelin, parfaitement affermi dans les Deux-Siciles sous le sceptre de Manfred, redouté dans Rome même et dans les provinces voisines, maître de la Toscane, et faisant chaque jour des progrès en Lombardie. Manfred paraissait sur le point de former de toute la péninsule une seule monarchie. Ce n'était plus avec des armes italiennes que le pape pouvait espérer de le renverser : les Allemands ne lui offraient point d'appui; en se partageant entre Richard de Cornouailles et Alphonse de Castille, ils semblaient avoir voulu se soustraire eux-mêmes au pouvoir impérial, partager entre des étrangers un vain titre, et affermir chacun chez eux leur indépendance, en abandonnant la suprématie que leur nation avait exercée en Italie. Il fallait donc

s'adresser à d'autres barbares pour empêcher la formation d'une monarchie italienne, qui eût été fatale au pouvoir des pontifes. Alexandre IV était mort le 25 mai 1261 : trois mois plus tard, un Français, Urbain IV, lui fut donné pour successeur; et celui-ci n'hésita pas à armer les Français contre Manfred. Ses prédécesseurs avaient déjà entamé quelques négociations pour donner la couronne de Sicile à Edmond, fils de Henri III, roi d'Angleterre. Urbain IV l'écarta, pour appeler un prince plus brave, plus puissant, et plus rapproché de lui. Il s'adressa à Charles, comte d'Anjou, frère de Saint-Louis, et souverain par sa femme du comté de Provence. Charles s'était déjà signalé dans les armes; il était, comme son frère, croyant fidèle, mais plus fanatique que lui, plus haineux envers les ennemis de l'Église, contre lesquels il s'abandonnait sans contrainte à son caractère dur et impitoyable. Son zèle religieux ne gênait point cependant sa politique; son obéissance à l'Église reconnaissait pour bornes son intérêt; il savait ménager ceux qu'il voulait gagner, flatter au besoin les passions populaires, contenir sa colère, et garder dans son langage une retenue qu'il n'avait pas dans son cœur. L'avarice avait paru sa passion dominante; elle n'était cependant qu'un moyen de servir son ambition : celle-là seule était sans bornes. Il accepta les offres du

CHAP. IV. 1260-1264. pape. Sa femme Béatrix, qui ambitionnait le titre de reine porté par ses trois sœurs, mit en gage tous ses joyaux pour l'aider à lever une armée de trente mille hommes, qu'elle conduisit elle-même au travers de la Lombardie; il l'avait devancée en se rendant par mer à Rome, avec
1265-1268. mille chevaliers; il y fit son entrée le 24 mai 1265. Un nouveau pape également Français, Clément IV, avait succédé à Urbain IV, et ne montrait pas moins de faveur à Charles d'Anjou; il le fit élire sénateur de Rome, par la république romaine, et lui donna l'investiture du royaume de Sicile, qu'il le chargeait de conquérir, sous condition que cette couronne ne pourrait jamais être réunie à celle de l'Empire, ou à la domination sur la Lombardie et la Toscane. Un tribut de huit mille onces d'or et d'une haquenée blanche, fut aussi réservé à saint Pierre par cette investiture.

L'armée française conduite par Béatrix ne traversa l'Italie que vers la fin de l'été de 1265; et au mois de février 1266 Charles entra à sa tête dans le royaume de Naples. Il rencontra dans la plaine de Grandella, près de Bénévent, le 26 février, Manfred, qui l'attendait : la bataille fut acharnée; les Allemands et les Sarrasins ne démentirent point leur ancienne valeur; mais les Appuliens s'enfuirent lâchement, et le généreux fils de Frédéric II, abandonné par

eux, périt dans le combat. Le royaume des Deux-Siciles fut le prix de cette victoire; la résistance cessa partout, mais non point le massacre : Charles avait abandonné à ses soldats le pillage de Bénévent; ils en égorgèrent tous les habitans. Les Italiens, qui croyaient avoir éprouvé, de la part des Allemands et des Sarrasins, de Frédéric et de Manfred, tout ce qu'ils pouvaient craindre d'ennemis barbares, apprirent qu'il y avait un degré de férocité auquel les vainqueurs de la maison de Hohenstauffen ne les avaient pas accoutumés. Les Français semblaient toujours prêts à donner comme à recevoir la mort. En peu de temps les deux puissantes colonies de Sarrasins à Luceria et à Nocera furent exterminées; et au bout de quelques années, il ne resta plus dans les Deux-Siciles un individu de leur nation ou de leur religion. Les Allemands que Manfred tenait à sa solde disparurent aussi : Charles voulut bien reconnaître les Appuliens et les Siciliens pour ses sujets; mais il les pressura sans pitié par des charges intolérables, tandis qu'il distribuait tous les grands fiefs du royaume à des Français. Il affermit cependant, avec une main de fer, sa domination détestée; et lorsque, deux ans plus tard, Conradin, fils de Conrad et neveu de Manfred, arriva d'Allemagne pour lui disputer la couronne, peu d'insurgés dans les Deux-

CHAP. IV. 1265-1268. Siciles eurent le courage de se déclarer pour lui.

La victoire de Charles d'Anjou sur Manfred rendit en Italie la supériorité au parti guelfe. Philippe della Torre, qui avait paru hésiter quelque temps entre les deux factions, livra le passage à l'armée de Béatrix au travers du Milanais : Buoso de Doara fut accusé d'avoir reçu d'elle de l'argent pour ne lui point opposer de résistance sur l'Oglio : le comte de Saint-Boniface, le marquis d'Este, et ensuite les Bolonais, se joignirent à elle. Après la bataille de Grandella, les Florentins se soulevèrent contre la garnison allemande que Guido Novello, lieutenant de Manfred, commandait chez eux ; et le 11 novembre 1266 ils le forcèrent à évacuer leur ville. Ils y accueillirent bientôt après huit cents gendarmes français de Charles d'Anjou, auquel ils déférèrent pour dix ans la seigneurie de Florence, c'est-à-dire qu'ils lui abandonnèrent les droits réservés aux empereurs par la paix de Constance. En même temps ils rétablirent, avec une entière liberté, leur constitution intérieure ; ils augmentèrent les pouvoirs de leurs nombreux conseils, dont ils exclurent tous les nobles et tous les Gibelins, et ils donnèrent aux corps de métiers entre lesquels toute la population industrielle était répartie une part directe à la souveraineté.

Ce fut à la fin de l'année 1267 que le jeune Conradin, âgé seulement de seize ans, arriva à Vérone avec dix mille hommes de cavalerie, pour revendiquer l'héritage dont les papes avaient dépouillé sa famille. Tous les Gibelins, tous les généreux capitaines qui s'étaient distingués au service de son aïeul ou de son oncle, accoururent auprès de lui pour l'aider de leurs épées et de leurs conseils : les républiques de Pise et de Sienne, toujours dévouées à sa famille, mais dont le zèle était redoublé par la jalousie que leur inspiraient les Florentins, firent pour lui d'immenses sacrifices : les Romains, qui étaient blessés de ce que le pape avait abandonné le séjour de leur ville pour s'établir à Viterbe, et qui, en même temps, étaient jaloux de ses prétentions sur leur république, du gouvernement de laquelle ils avaient exclu la noblesse, ouvrirent leurs portes à Conradin, et lui promirent leurs secours. Mais tous ces efforts, tout ce zèle, ne suffirent point pour défendre l'héritier de la maison de Hohenstauffen contre la valeur française. Conradin étant entré par les Abruzzes dans le royaume de ses pères, rencontra Charles d'Anjou, le 23 août 1268, dans la plaine de Tagliacozzo. Une bataille acharnée y fut livrée; elle demeura long-temps indécise ; deux divisions de Charles étaient déjà détruites ; et les Allemands, qui se croyaient

CHAP. IV. 1265-1268. vainqueurs, s'étaient déjà dispersés à la poursuite des fuyards, lorsque le prince français, qui n'avait point encore paru, fondit sur eux avec son corps de réserve, et les mit dans une complète déroute. Conradin, forcé de fuir, fut arrêté à quarante-cinq milles du champ de bataille, comme il s'embarquait pour la Sicile; il fut ramené à Charles d'Anjou, qui, sans pitié pour sa jeunesse, sans estime pour son courage, sans égard pour son bon droit, le fit paraître devant des juges iniques, et exigea d'eux sa condamnation à mort. Conradin eut la tête tranchée sur la place du marché de Naples, le 26 octobre 1268. Avec lui périrent plusieurs de ses plus illustres compagnons d'armes, princes allemands, nobles gibelins ou citoyens de Pise; et, après ces premières victimes, d'autres supplices continuèrent, dans une succession non interrompue, à épouvanter les Deux-Siciles.

1269-1282. La défaite et la mort de Conradin achevèrent d'établir, dans toute l'Italie, la prépondérance du parti guelfe. Charles d'Anjou s'en était déclaré le chef; le pape l'avait nommé vicaire impérial en Italie pendant la vacance de l'empire, et, à ce titre, il avait cherché à lui attribuer tous les droits que les empereurs exerçaient sur les villes libres. Clément IV était mort le 29 novembre 1268, un mois après le supplice de Conradin, et les cardinaux demeurèrent trente-

trois mois sans pouvoir s'accorder sur le choix de son successeur. Pendant cet interrègne, le plus long qu'ait éprouvé la chaire pontificale, Charles d'Anjou demeura chef unique des Guelfes, dominant sur l'Italie, qui n'avait plus ni pape ni empereur. Il convoqua, en 1269, à Crémone une diète des villes lombardes, dans laquelle les cités de Plaisance, Crémone, Parme, Modène, Ferrare et Reggio consentirent à lui déférer la seigneurie, tandis que Milan, Como, Verceil, Novarre, Alexandrie, Tortone, Turin, Pavie, Bergame et Bologne déclarèrent qu'elles se tiendraient pour honorées de son amitié et de son alliance, mais qu'elles ne voulaient pas l'avoir pour maître. Déjà toute l'Italie éprouvait combien était pesant le joug des Français : il se serait aggravé encore, si la croisade contre Tunis, à laquelle Charles d'Anjou fut appelé par Saint-Louis son frère, n'avait pas fait quelque diversion à ses projets ambitieux.

Le conclave, assemblé à Viterbe, éleva enfin à la papauté Tibaldo Visconti, de Plaisance, qui était alors à la Terre-Sainte, et qui, à son retour en Italie, en 1272, prit le nom de Grégoire X. Cet homme sage et modéré comprit que la cour de Rome avait dépassé son but. En écrasant la maison de Hohenstauffen, elle s'était donné un nouveau maître, non moins dangereux que le précédent. Grégoire, au lieu de s'acharner,

comme ses prédécesseurs, à vouloir détruire les Gibelins, ne songea qu'à rétablir l'équilibre et la paix entre eux et les Guelfes, dans le but, à ce qu'il annonçait, de réunir toute la chrétienté pour la défense de la Terre-Sainte. Il engagea les Florentins et les Siennois à rappeler dans leurs villes les Gibelins exilés; et, comme Charles mit obstacle à cette réconciliation, il en témoigna le plus vif ressentiment. Il releva Pise des censures prononcées par le saint-siége contre cette république; il témoigna de la faveur à celles de Venise et de Gênes, qui, toutes deux offensées par l'arrogance et les injustices de Charles, avaient fait cause commune avec ses ennemis. Il engagea les électeurs d'Allemagne à profiter de ce que Richard de Cornouailles était mort, en 1271, pour mettre fin à l'interrègne de l'empire, et procéder à une nouvelle élection. Ceux-ci accordèrent la couronne, en 1273, à Rodolphe de Hapsburg, fondateur de la maison d'Autriche. La mort de Grégoire X, survenue au commencement de janvier 1276, ne lui laissa pas développer tous les projets que ces premières démarches semblaient promettre. Mais Nicolas III, qui, après trois papes éphémères, lui succéda en 1277, s'attacha plus ouvertement que lui à humilier Charles et à relever le parti gibelin. Il exigea que le roi de Sicile renonçât au titre de vicaire impérial,

qu'il n'avait pu prendre que pendant la vacance de l'empire ; il l'engagea encore à renoncer à la dignité de sénateur de Rome, et à la seigneurie qui lui avait été déférée par les cités de Toscane et par celles de Lombardie, en lui représentant que son pouvoir sur ces provinces était contraire à la bulle d'investiture qui l'avait mis en possession du royaume de Naples.

D'autre part, Rodolphe de Hapsburg, qui n'avait jamais mis le pied en Italie, et qui ne connaissait point la géographie de cette contrée, se laissa persuader par le pape de confirmer des chartes de Louis-le-Débonnaire, d'Othon Ier, de Henri VI, dont on lui envoya copie. Dans ces chartes, vraies ou fausses, tirées de la chancellerie de Rome, la souveraineté de toute l'Émilie ou Romagne, de la Pentapole, de la marche d'Ancône, du patrimoine de Saint-Pierre, et de la campagne de Rome, de Radicofani jusqu'à Cépérano, était attribuée à l'Église. La chancellerie impériale confirma sans examen une concession qui n'avait jamais été effectuée. Les deux Frédéric, de même que leurs prédécesseurs, avaient toujours considéré toute cette étendue de pays comme appartenant à l'Empire, et y avaient exercé tous les droits impériaux. Un chancelier de Rodolphe vint, à son tour, dans ces provinces pour demander l'hommage et le serment, qui lui furent prêtés sans diffi-

CHAP. IV. 1269-1282. culté. Mais Nicolas III réclama contre cet hommage qu'il qualifia d'usurpation sacrilége. Rodolphe, reconnaissant qu'il était en contradiction avec ses propres diplômes, y renonça; et dès cette époque (1278) les républiques, comme les principautés, situées dans toute l'étendue de ce qu'on nomme encore aujourd'hui l'État de l'Église, relevèrent du saint-siége et non plus de l'empereur.

Un peu auparavant, une révolution avait assuré la prépondérance au parti des nobles et des Gibelins, dans la plus puissante des villes de Lombardie. Leur faction était depuis longtemps exilée de Milan; elle avait éprouvé une suite de revers; et, loin d'exciter la crainte, elle commençait à inspirer de la compassion, tandis que Napoléon de la Torre, chef de la république de Milan, fatiguait les plébéiens et les Guelfes par son arrogance et son mépris pour leurs libertés. Celui-ci fut averti qu'Othon Visconti, exilé par lui, encore qu'il fût archevêque de Milan, avait rassemblé à Como beaucoup de nobles et de Gibelins, avec lesquels il comptait faire une nouvelle entreprise sur le territoire milanais. Napoléon marcha à sa rencontre; mais, dédaignant des ennemis qu'il avait tant de fois vaincus, il se laissa surprendre à Désio, dans la nuit du 20 au 21 janvier 1277, par les Gibelins. Fait prisonnier avec cinq de ses parens, ils furent

répartis dans trois cages de fer, où l'archevêque les enferma. Celui-ci fut reçu avec enthousiasme à Milan, à Crémone et à Lodi; il réforma les conseils de ces républiques en n'y admettant que des nobles et des Gibelins. Ces derniers, ruinés par un long exil, durant lequel ils avaient été entretenus par les libéralités de l'archevêque, étaient devenus humbles et obséquieux : leur déférence dégénéra en obéissance, et la république de Milan, gouvernée désormais par les Visconti, ne fut bientôt plus qu'une principauté.

Nicolas III, qui était de la noble maison romaine des Orsini, nourrissait pour le parti gibelin une affection héréditaire; il le favorisa en tous lieux. La rivalité entre deux illustres familles de Bologne, les Gièremei et les Lambertazzi, avait fait, en 1274, chasser de leur patrie les derniers, qui étaient Gibelins, avec tous leurs adhérens. La guerre entre les deux factions avait dès-lors été acharnée dans toute la Romagne; et Guido de Montefeltro, seigneur des montagnes du voisinage d'Urbin, qui ne s'était jamais soumis à aucune république, accueillit les Gibelins dans son comté, et se fit la réputation d'un grand homme de guerre en les commandant. Nicolas III envoya un légat en Romagne pour contraindre Bologne et toutes les républiques guelfes à rappeler les Gibelins, et à rétablir la paix dans toute la province; il y

CHAP. IV. 1269-1282.

réussit en 1279. Un autre légat était chargé d'une mission semblable à Florence et à Sienne, et il y fit également rappeler les exilés : l'équilibre enfin paraissait sur le point d'être rétabli en Italie, lorsque Nicolas III mourut, le 19 août 1280.

Charles, qui s'était soumis sans aucune opposition, sans aucune humeur, à l'abaissement d'un parti sur lequel il fondait toutes ses espérances, et à des réconciliations qui détruisaient son influence dans les républiques guelfes, accourut à Viterbo dès qu'il fut instruit de la mort du pape, bien résolu à ne pas laisser porter un autre de ses ennemis sur la chaire de saint Pierre; il fit enlever violemment du conclave trois cardinaux, parens de Nicolas III, qu'il regardait comme lui étant contraires; il frappa les autres de terreur, et il obtint enfin d'eux, le 22 février 1281, l'élection d'un homme qui lui était tout dévoué. C'était un chanoine de Tours, qui prit le nom de Martin IV; celui-ci semblait n'avoir d'autre mission que de seconder l'ambition du roi des Deux-Siciles, et de le servir dans ses haines. Non seulement il ne songeait plus à balancer le pouvoir de ce prince, mais il travaillait à le rendre souverain de toute l'Italie; il lui faisait déférer à Rome la dignité de sénateur, il donnait à des officiers français de Charles le commandement de toutes les provinces de

l'Eglise, il faisait exiler les Gibelins de toutes CHAP. IV.
les cités; il favorisait enfin de toute son autorité 1269-1282.
le nouveau projet de Charles de s'emparer de l'empire d'Orient. Constantinople avait été enlevée aux Latins le 25 juillet 1261, et le fils du dernier empereur latin était gendre de Charles d'Anjou. Martin IV excommunia Michel Paléologue, l'empereur grec, qui avoit en vain travaillé à réconcilier les deux Eglises. En même temps, dans tous les ports des Deux-Siciles, se préparait le nouvel armement que Charles voulait conduire en Grèce; les agens du roi redoublaient d'insolence, les levées d'argent se faisaient avec plus d'âpreté, les juges s'efforçaient d'imprimer la terreur pour étouffer toute résistance. Mais à la même époque, un noble de Salerne, Jean de Procida, l'ami, le confident et le médecin de Frédéric II et de Manfred, parcourait, déguisé, tantôt les Deux-Siciles, pour ranimer le zèle des anciens Gibelins et leur haine contre Charles d'Anjou et les Français; tantôt la Grèce et l'Espagne, pour leur susciter des ennemis. Il s'était assuré que Michel Paléologue et Constance, fille de Manfred et femme de D. Pedro, roi d'Aragon, ne laisseraient point périr les Siciliens, si ceux-ci avaient le courage de se soulever contre leurs oppresseurs. Leur assistance fut promise en effet; elle fut même préparée de loin, mais c'était une explosion

CHAP. IV. 1269-1282. populaire et instantanée qui devait délivrer la Sicile. Un soldat français l'excita, le 30 mars 1282, à Palerme, en fouillant indécemment une jeune épouse, qui se rendait à l'église de Montréal, avec l'époux auquel elle était promise, pour y faire bénir son mariage. L'indignation de ses parens et de ses amis se communiqua de proche en proche, à toute la population de Palerme, avec la rapidité de l'éclair. Dans ce moment, les cloches de l'église sonnaient à vêpres; le peuple y répondit par le cri : *Aux armes ! à mort les Français !* De toutes parts ceux-ci furent attaqués avec furie; ceux qui voulurent se défendre furent bientôt accablés par le nombre; les autres qui cherchaient à se cacher, à se faire passer pour Italiens, furent reconnus à leur manière de prononcer ces deux mots, qu'on les forçait de répéter : *ceci* et *ciceri* (des pois chiches), et aussitôt poignardés. Quatre mille d'entre eux furent en peu d'heures baignés dans leur sang. Toutes les villes de Sicile suivirent l'exemple de Palerme; et les Vêpres siciliennes renversèrent la tyrannie de Charles d'Anjou et des Guelfes, séparèrent le royaume de Sicile du royaume de Naples, et donnèrent le premier à D. Pedro d'Aragon, comme gendre et héritier de Manfred et de la maison de Hohenstauffen.

CHAPITRE V.

L'Italie négligée par les empereurs, abandonnée par les papes. — Le comte Ugolin à Pise, les Blancs et les Noirs à Florence; la clôture du grand-conseil à Venise. — Expédition en Italie de l'empereur Henri VII. — 1283-1313.

JUSQU'A présent nous avons trouvé les événemens dont nous entreprenons la narration enchaînés les uns aux autres dans un intérêt qui était senti par toute l'Italie; et en cherchant à tracer l'histoire simultanée de plus de deux cents petits États, nous avons pu rattacher leurs fréquentes révolutions aux efforts des Italiens pour maintenir l'équilibre entre les droits de l'Empire, ceux de l'Église, et ceux de chaque cité. Dans la période où nous entrons désormais, la politique se complique, l'intérêt se dissémine, et il devient beaucoup plus difficile de saisir et de suivre une idée dominante au milieu des révolutions auxquelles l'Italie fut en proie. Cette différence provient surtout de ce qu'il n'existait plus, en dehors des républiques italiennes, de potentat tel qu'on avait vu les rois de Naples, CHAP. V.

CHAP. V. les empereurs et les papes, qui réussît à acquérir l'entière domination d'une faction, et à diriger ainsi vers un seul but les efforts opposés de tous les peuples de la péninsule.

1283-1309. Charles d'Anjou, le premier roi français des Deux-Siciles, ne survécut que trois ans aux Vêpres siciliennes. Il mourut âgé de soixante-cinq ans, le 7 janvier 1285. A cette époque son fils Charles II était prisonnier des Siciliens : il fut remis en liberté en 1288, en conséquence d'un traité par lequel il reconnaissait la séparation et l'indépendance des deux royaumes de Naples et de Sicile : le premier restait aux Guelfes et à la maison d'Anjou, le second aux Gibelins et à la maison d'Aragon. Le pape Nicolas IV, il est vrai, par l'influence duquel ce traité avait été conclu, le cassa, délia Charles II du serment qu'il avait prêté, et l'autorisa à recommencer la guerre. Cette guerre remplit sans éclat le règne de Charles II, qui dura vingt-quatre ans. Ce prince avait plus de douceur que son père, mais plus de mollesse; il n'eut ni le caractère de Charles Ier, qui excitait la haine, ni les talens de ce prince, qui conquéraient l'admiration ou le respect; il se dit toujours le protecteur du parti guelfe, il cessa d'être son champion, et la cour de Rome ou les républiques guelfes n'allèrent plus chercher à Naples des conseils, une direction ou un appui. Il

mourut le 5 mai 1309, et son second fils Robert lui succéda. CHAP. V. 1283-1309.

Pendant cette même période l'influence des empereurs, comme protecteurs du parti gibelin, fut à peu près nulle sur l'Italie. Rodolphe de Hapsburg, qui régna avec gloire en Allemagne, de 1273 à 1291, ne passa jamais les Alpes pour se faire reconnaître comme roi des Lombards ou comme empereur. Après lui, Adolphe de Nassau, et ensuite Albert d'Autriche, l'un assassiné en 1298, l'autre en 1308, restèrent également étrangers à l'Italie. Aussi le parti gibelin n'y était-il plus entretenu ou dirigé par les empereurs, mais il se maintenait par ses propres forces, par l'attachement de la noblesse au nom impérial, et plus encore par l'intérêt propre des capitaines. Ceux-ci, en effet, élevés à la seigneurie par le choix du peuple, ou de leur faction, fondaient pour eux-mêmes, au nom de l'Empire, une souveraineté, que les Italiens n'hésitaient point à qualifier de tyrannie.

La troisième puissance enfin, celle des papes, qui jusqu'alors avait dirigé la politique de l'Italie, cessa, à la même époque, de suivre un système uniforme, et par conséquent de donner aux factions une impulsion puissante. Martin IV, dont la vie finit deux mois après celle de Charles I[er], se conduisit toujours comme sa créature; il le seconda dans sa haine, dans son désir de

CHAP. V. 1283-1309. vengeance contre les Siciliens, dans ses efforts pour recouvrer la domination de l'Italie. Mais Honorius IV, qui régna après lui, de 1285 à 1287, parut n'avoir d'autre pensée que celle d'agrandir la noble maison des Savelli de Rome, dont il était issu lui-même. Après lui, Nicolas IV, de 1288 à 1292, ne mit pas moins de zèle à rendre puissante la noble maison des Colonna; peu d'années auparavant Nicolas III avait fait servir le souverain pontificat à la grandeur des Orsini. Ce sont à peu près les premiers exemples du népotisme des papes, qui commençaient à peine à se sentir souverains. Il éleva ces trois grandes familles romaines au-dessus de toutes leurs anciennes rivales; presque tous les châteaux du patrimoine de saint Pierre et de la campagne de Rome devinrent leur propriété. Les Colonna, les Orsini et les Savelli, pour soutenir leurs dépenses, firent bientôt métier de se louer, avec une compagnie de gendarmes, au service de quiconque voulait les employer à la guerre; et les paysans leurs vassaux, séduits par l'esprit d'aventure et l'espoir du butin, abandonnèrent l'agriculture pour s'enrôler dans la troupe de leurs seigneurs. La vie désordonnée de ceux-ci fut cause que les deux provinces les plus rapprochées de Rome furent bientôt les plus mal cultivées et les plus désertes de l'Italie, encore que les trésors de toutes les parties de

l'Europe affluassent dans la capitale de la religion. Après Nicolas IV, un pauvre ermite, humble, timide, ignorant, borné, fut élevé, en 1294, sur la chaire de saint Pierre, sous le nom de Célestin V. Ce fut l'effet d'un accès d'enthousiasme religieux qui saisit le collége des cardinaux, quoique ce corps ne se fût jamais montré encore disposé à consulter une foi aveugle de préférence à la politique. Célestin V, il est vrai, ne put se maintenir que peu de mois sur le trône; toutes ses pieuses vertus ne suffirent point pour faire excuser son incapacité; et le cardinal Benoît Caïetan, qui lui persuada d'abdiquer, fut nommé pape à sa place, sous le nom de Boniface VIII. Celui-ci était un homme habile, intrigant, peu scrupuleux, qui aurait pu relever le pouvoir du Saint-Siége, déchu durant les derniers pontificats, si la violence de ses passions, son orgueil effréné, ses transports de colère, n'avaient sans cesse traversé sa politique. Il voulut d'abord augmenter la puissance des Guelfes avec l'aide de la maison de France; il s'engagea ensuite dans une violente querelle avec la famille Colonna, qu'il excommunia, et qu'il voulut exterminer. Tout à coup il se brouilla avec Philippe-le-Bel, roi de France, qu'il traita avec autant de hauteur que le dernier de ses vassaux; mais celui-ci le fit arrêter et outrager dans son palais d'Anagni, le 7 sep-

CHAP. V. 1283-1309. tembre 1303, et cinq semaines après Boniface mourut de rage et d'humiliation.

Pendant que la puissance des rois de Naples, des empereurs et des papes, était comme suspendue en Italie, les innombrables petits États qui s'étaient élevés à une indépendance presque absolue, éprouvèrent des révolutions fréquentes, qui provenaient la plupart de causes intérieures et indépendantes les unes des autres. Nous pouvons tout au plus indiquer brièvement celles de quelques républiques plus illustres, plus influentes sur le reste de l'Italie. Mais avant d'entrer ainsi dans les murs des principales cités, il est juste de jeter un coup d'œil général sur la contrée, d'autant plus que les commotions violentes qu'elle éprouvait, pourraient nous en donner une fausse idée : cet aspect était celui d'une grande prospérité, et qui contrastait d'autant plus avec l'état du reste de l'Europe, que partout ailleurs on ne trouvait que misère et barbarie. Les campagnes libres, celles qu'on désignait par le nom de *contado* de chaque cité, étaient cultivées par une race de paysans actifs, industrieux, que le travail avait enrichis, et qui ne craignaient point de laisser voir leur aisance, dans leurs habillemens, dans leurs attelages et les instrumens de leur culture : les propriétaires habitans des villes leur avançaient les capitaux, ils partageaient avec eux les récoltes et payaient

seuls les impôts fonciers. Ils avaient entrepris les immenses travaux qui ont donné tant de fertilité au sol italien, en diguant les rivières pour préserver les plaines de leurs inondations, ou en dérivant des grands fleuves les canaux d'irrigation. Le *naviglio grande* de Milan, qui répand les eaux du Tésin sur la plus belle partie de la Lombardie, fut commencé en 1179, repris en 1257, et terminé peu d'années après. Des hommes qui savaient réfléchir et appliquer aux arts les fruits de leurs études, pratiquaient déjà cette agriculture savante de la Lombardie et de la Toscane, qui a servi de modèle aux autres nations; et encore aujourd'hui, après cinq siècles, on peut en général distinguer les districts autrefois libres, et toujours cultivés avec art, de ceux, toujours à demi sauvages, qui étaient demeurés sujets des seigneurs féodaux.

Les villes entourées d'épaisses murailles terrassées et soutenues de tours, étaient pour la plupart pavées de larges dalles de pierre, tandis que les habitans de Paris ne pouvaient sortir de leurs maisons sans marcher dans la fange. Des ponts de pierre, d'une architecture élégante et hardie, étaient jetés sur les rivières; des aqueducs amenaient une eau pure aux fontaines. Les palais des podestats et de la seigneurie unissaient la force à la majesté. Le palais vieux, le plus digne d'admiration des palais de Florence, fut

CHAP. V. 1283-1309.

fondé en 1298; la loggia, dans la même ville, l'église de Santa Croce, celle de Santa Maria del Fiore, avec son dôme tant admiré par Michel Ange, furent commencés par l'architecte Arnolfo, disciple de Nicolas de Pise, entre 1284 et 1300. Les prodiges de ce premier des beaux arts se multipliaient en Italie; la pureté du goût, la hardiesse, la grandeur, frappaient les yeux dans tous les monumens publics, et jusque dans les maisons privées, tandis que les princes et les seigneurs en France, en Angleterre et en Allemagne, ne semblaient se proposer, en élevant leurs châteaux, que de se défendre et de s'isoler. La sculpture en marbre et en bronze suivit de près les progrès de l'architecture. En 1300, André de Pise, fils de l'architecte Nicolas, coula les admirables portes de bronze du baptistère de Florence. En même temps Cimabue et Giotto renouvelaient la peinture, Casella la musique, et le Dante donnait à l'Italie le divin poëme que les générations suivantes n'ont jamais égalé; l'histoire était écrite avec bonne foi, avec une recherche scrupuleuse de la vérité, avec une naïveté pleine de grâce, par Jean Villani et son école; l'étude des mœurs et de la philosophie commençait, et l'Italie, ennoblie par la liberté, rendait la lumière aux nations jusqu'alors plongées dans les ténèbres.

Les arts utiles à la vie, et les arts de luxe,

n'avaient pas été cultivés avec moins de succès que les beaux-arts : dans chaque rue, des magasins, des boutiques, étalaient des richesses que l'Italie seule ou la Flandre savaient alors produire, avec leurs milliers de manufacturiers; elles excitaient l'étonnement et la cupidité de l'aventurier français ou allemand qui venait servir en Italie, et qui n'avait d'autre marchandise que son sang à donner en échange de ces étoffes ou des armes d'une excellente trempe qu'il convoitait. Des marchands toscans et lombards parcouraient cependant les régions barbares de l'ouest pour y porter ces mêmes produits de leur industrie; attirés par les franchises des foires de Champagne et de celles de Lyon, ils venaient y étaler leurs marchandises, ils venaient aussi prêter à intérêt leurs capitaux, aux nobles toujours obérés, au risque de se voir tout à coup arrêtés par les ordres du roi de France, leurs biens confisqués, leurs personnes menacées, par un brigandage déguisé sous le prétexte de réprimer l'usure. L'industrie, l'application d'un capital surabondant, celle de la mécanique et des sciences, à la production de la richesse, assuraient aux manufacturiers italiens une sorte de monopole dans toute l'Europe : eux seuls offraient à vendre ce que tous les riches désiraient acheter, et malgré les avanies que leur faisaient éprouver les rois barbares, malgré les pertes que

CHAP. V. 1283-1309.

leur causaient leurs propres révolutions, leur richesse se reformait rapidement, parce que le salaire des ouvriers, l'intérêt du capital et le profit du commerce étaient simultanément élevés, tandis que chacun gagnant beaucoup dépensait peu; car les mœurs étaient encore simples, le luxe dans les classes inférieures était inconnu, et l'avenir n'était point dévoré par des dettes accumulées.

La république de Pise avait été des premières à faire connaître au monde les richesses et la puissance qu'un petit peuple pouvait acquérir à l'aide du commerce et de la liberté : elle avait étonné les rivages de la Méditerranée par le nombre des vaisseaux et des galères qui avaient vogué sous son pavillon, par les secours qu'elle avait donnés aux croisés, par la crainte qu'elle avait inspirée à Constantinople, et par les conquêtes de la Sardaigne et des Baléares. La première, elle avait introduit en Toscane les arts qui ennoblissent la richesse; son dôme, son baptistère, sa Tour penchée et son Camposanto, que le voyageur embrasse d'un seul regard, mais qu'il ne se lasse pas d'admirer, avaient été construits successivement de l'an 1063 à la fin du douzième siècle. Ces chefs-d'œuvre avaient échauffé le génie des Pisans, et la plupart des grands architectes du treizième siècle furent élèves de Nicolas de Pise. Mais le mo-

ment était venu où cette glorieuse république devait pencher vers sa ruine. Une profonde jalousie, qui datait déjà de la conquête de la Sardaigne, avait fréquemment mis aux prises, depuis deux siècles, les républiques de Pise et de Gênes; une nouvelle guerre commença entre elles en 1282. On a peine à comprendre comment deux simples cités pouvaient suffire à mettre en mer les flottes prodigieuses avec lesquelles Pise et Gênes se combattirent. En 1282, Ginicel Sismondi commandait trente galères pisanes, dont il perdit, le 9 septembre, la moitié par la tempête; en 1283, Rocco Sismondi en commandait soixante-quatre; en 1284, Guido Jaccia en commandait vingt-quatre, lorsqu'il éprouva une défaite complète. La même année, les Pisans appelèrent un amiral de Venise, Albert Morosini, et ils lui confièrent cent trois galères; mais quelques efforts qu'ils fissent, les Génois leur opposaient chaque fois une flotte supérieure à la leur. Cette fois, toute la population virile des deux républiques semblait rassemblée sur leurs vaisseaux; ils se rencontrèrent, le 6 août 1284, devant cette même île de la Méloria, illustrée quarante-trois ans auparavant par la victoire des Pisans sur les mêmes ennemis. La valeur fut la même; mais la fortune avait changé, et un effroyable désastre effaça le souvenir d'une antique victoire. Tan-

CHAP. V.
1283-1309.

CHAP. V. 1283-1309. dis que les deux flottes, égales à peu près en forces, étaient aux prises, un renfort de trente galères génoises, poussées par un vent impétueux, vint frapper en flanc les Pisans; sept de leurs galères furent à l'instant coulées à fond, vingt-huit furent prises, cinq mille citoyens périrent dans le combat, onze mille furent emmenés prisonniers à Gênes; et comme ils aimèrent mieux mourir dans la captivité que de consentir à ce que leur république les rachetât en abandonnant aux Génois la possession de la Sardaigne, cette perte excessive ruina la puissance maritime des Pisans. La même expérience de la mer, le même esprit d'entreprise, ne furent point transmis à la génération suivante : les pêcheurs de tout le littoral quittèrent les galères pisanes pour celles de Gênes, les vaisseaux diminuèrent en nombre, et Pise ne prétendit plus à être que la troisième puissance maritime de l'Italie.

Dans le temps même où cette république était épuisée par un si horrible revers, elle fut encore attaquée par la ligue des Guelfes de Toscane; et un citoyen puissant, auquel elle s'était confiée, la trahit pour l'asservir. Ugolin était comte de la Ghérardesca, contrée montueuse, située le long de la mer, entre Livourne et Piombino; il était Gibelin d'origine, mais il avait marié sa sœur à Jean de Gallura, chef

des Guelfes de Pise et de Sardaigne. Dès-lors il avait opposé avec adresse les Guelfes aux Gibelins; et quoique plusieurs l'accusassent d'avoir décidé la perte de la bataille de la Méloria, d'autres le regardaient comme l'homme le plus habile, le plus puissant par ses alliances, le plus propre à réconcilier Pise avec la ligue guelfe. Dans le danger que courait leur république, les Pisans crurent avoir besoin d'un dictateur; ils nommèrent Ugolin pour dix ans capitaine-général de Pise. Le nouveau seigneur, en effet, obtint la paix de la ligue guelfe, mais après avoir fait ouvrir par ses créatures tous les châteaux du territoire pisan aux Lucquois ou aux Florentins. C'était la condition de son traité avec eux; mais il n'osait l'avouer publiquement. Il chercha dès-lors à s'affermir dans la tyrannie, en dépouillant de leur pouvoir tous les magistrats républicains, et en intimidant l'archevêque Roger des Ubaldini, qui tenait avec lui le premier rang dans la cité; le neveu de celui-ci s'étant opposé à lui avec quelque fierté, il le tua de sa main. Bientôt ses violences et ses exactions le rendirent également odieux à tous les partis; mais il trouvait l'art de faire croire aux uns qu'il avait l'appui des autres. A plusieurs reprises il avait passé des Guelfes aux Gibelins. Dans l'été de 1288, les premiers étaient exilés; mais comme il crut avoir besoin d'eux pour dompter la fierté

CHAP. V. 1283-1309. qu'il trouvait dans les Gualandi, Sismondi et Lanfranchi, chefs des Gibelins, il chargea son fils d'introduire de nouveau les Guelfes dans la ville. Son projet fut découvert et prévenu; de toutes parts les Gibelins appelèrent le peuple aux armes et à la liberté. Ugolin fut assiégé, le 1er juillet 1288, dans le palais de la Seigneurie. Comme les insurgés ne purent vaincre autrement la résistance obstinée qu'il leur opposait avec ses fils et ses partisans, ils mirent le feu au palais; et, y ayant pénétré au milieu des flammes, ils entraînèrent le comte Ugolin, avec deux de ses fils et deux de ses petits-fils, dans la Tour aux Sept-Chemins. La clef en fut remise à l'archevêque, en qui l'on s'attendait à trouver la vigilance d'un ennemi, mais aussi la charité d'un prêtre; celui-ci, au bout de peu de mois, la jeta dans la rivière, et le malheureux comte périt, au milieu de ses enfans, dans ces angoisses de la faim et de l'amour paternel et filial, auxquelles le poëme du Dante, la peinture et la sculpture, ont donné tant de célébrité.

La victoire sur le comte Ugolin avait été remportée par les plus ardens d'entre les Gibelins; elle redoubla l'enthousiasme et l'audace de ce parti, et elle le détermina bientôt à recommencer la guerre contre les Guelfes de Toscane. Quelque danger que l'ambition de son dernier capitaine-général eût fait courir à la république, elle

croyait toujours, lorsqu'elle était engagée dans une guerre hasardeuse, que le pouvoir d'un seul sur ses soldats, ses milices, ses finances et ses tribunaux, était nécessaire à sa défense, et il lui semblait que le terrible châtiment qu'elle venait d'infliger à un tyran empêcherait tout autre d'entrer dans la même voie. Elle nomma capitaine le comte Guido de Montefeltro, qui avait acquis une grande réputation en défendant Forli contre les Français de Charles d'Anjou, et elle n'eut point à se repentir de ce choix; elle recouvra de vive force tous les châteaux qu'Ugolin avait livrés aux Florentins et aux Lucquois. La milice pisane, que Montefeltro avait armée d'arbalètes, et accoutumée à les manier avec précision, devint la terreur de la Toscane, et les Guelfes de Florence et de Lucques furent contens, en 1293, d'accepter la paix.

Tandis que les Pisans s'habituaient au pouvoir d'un seul, les Florentins s'attachaient toujours plus aux formes, même les plus démocratiques, de la liberté; ils remplacèrent en 1282 les Anziani, qu'ils avaient mis d'abord à la tête de leur gouvernement, par les prieurs des arts, dont le nom et l'office se sont conservés non seulement jusqu'à la fin de leur république, mais même jusqu'à nos jours. Les corps des métiers, qu'ils qualifiaient du nom d'*arts*, étaient distingués chez eux en majeurs, ou plus nobles, et en

CHAP. V. 1283-1309. mineurs; ils voulurent d'abord n'admettre que trois des arts majeurs au gouvernement, ensuite six; et le collége des six prieurs des arts, toujours assemblé, vivant ensemble pendant deux mois au palais public, formait la seigneurie, qui représentait la république. Dix ans plus tard, les Florentins complétèrent cette seigneurie en lui donnant pour chef le gonfalonier de justice, élu de même pour deux mois, parmi les représentans des arts, des manufactures et du commerce. Lorsque celui-ci déployait son gonfalon, ou l'étendard de l'État, tous les citoyens étaient obligés de le suivre pour prêter main-forte à la justice. L'arrogance des nobles, leurs querelles, et le trouble où ils jetaient les citoyens paisibles par leurs batailles dans les rues, avaient aigri en 1292 toute la population. Giano della Bella, noble lui-même, mais qui partageait les passions et le ressentiment du peuple, proposa d'adopter contre eux une forme plus sommaire de justice pour les forcer enfin au repos, et d'en confier l'exécution au gonfalonier, qu'il fit instituer à cet effet. Les Guelfes étaient depuis si long-temps à la tête de la république, que leurs familles nobles, qui avaient extrêmement accru leur richesse, se mettaient au-dessus de toutes les lois. Giano voulut que leur noblesse même fût un titre d'exclusion et un commencement de peine : un édit rigoureux portant le nom *d'ordonnance de*

justice désigna d'abord trente-sept familles guelfes de Florence, qu'il déclara *nobles et grandes*, et qu'il exclut à ce titre pour jamais de la seigneurie, leur refusant la faculté de renoncer à leur noblesse, pour s'égaler aux autres citoyens. Lorsque ces familles troublaient la paix publique par des batailles et des assassinats, une instruction sommaire, ou même la rumeur populaire, devait suffire au gonfalonier pour les attaquer à la tête des milices, raser leurs maisons, et les livrer au podestat pour les punir ensuite selon leurs délits; si d'autres familles commettaient les mêmes désordres, si elles troublaient l'État par leurs guerres privées et leur violence, la seigneurie était autorisée à les anoblir de même en punition de leurs crimes, pour les soumettre à la même juridiction sommaire. Une organisation semblable fut donnée, sous des noms divers, à Sienne, à Pistoia, à Lucques. Dans toutes les républiques de Toscane, et dans la plupart de celles de Lombardie, la noblesse se fit exclure par sa turbulence de toutes les magistratures; et dans plus d'une un registre des nobles fut ouvert, comme à Florence, pour y inscrire, en punition de leurs crimes, ceux qui excitaient des troubles par leurs violences.

Quelque rigoureuses que fussent ces précautions, elles ne suffirent point pour contenir dans la soumission aux lois un ordre d'hommes qui

CHAP. V. 1283-1309. se croyait fait pour la domination, et qui méprisait les bourgeois auxquels il était associé. Ces mêmes gentilshommes, à qui l'on refusait toute participation aux pouvoirs de la république, et presque la protection et l'égalité de ses lois, n'étaient pas plus tôt rentrés dans leurs châteaux des montagnes, qu'ils s'y croyaient souverains, et qu'ils exerçaient sur leurs vassaux une domination absolue. La partie la plus riante et la mieux boisée des Apennins était une dépendance de la république de Pistoia; ce district assez vaste, confinant avec le Lucquois, le Modenois, le Bolonais et le Florentin, est désigné emphatiquement par le nom de *la Montagne*. Presque tous les châteaux dont cette montagne était couverte appartenaient à la famille des Cancellieri ou à celle des Panciatichi, deux des plus puissantes en armes comme en richesses de toute l'Italie. La première était Guelfe, la seconde Gibeline; et comme les Guelfes dominaient alors en Toscane, ils avaient fait exiler les Panciatichi de Pistoia. Les Cancellieri en avaient profité pour étendre encore leur puissance par des achats de terres, des conquêtes et des alliances : dans leur famille seule ils comptaient cent cavaliers armés de toutes armes. Cette famille, il est vrai, se partageait en deux branches, dont la parenté était assez éloignée; on les désignait par les surnoms de la

Blanche et la Noire. Une querelle entre deux Cancellieri, l'un blanc, l'autre noir, fut soutenue par les deux branches de la famille, avec la férocité et la perfidie qu'on reprochait alors aux nobles Pistoïois. Les mutilations, les assassinats et les combats à outrance se succédèrent si fréquemment de 1296 à 1300, qu'enfin toute la Toscane en fut alarmée. Les Florentins, qui voulaient pacifier Pistoia, en firent exiler tous les Cancellieri; mais ils les appelèrent en même temps dans leurs murs pour les réconcilier. Toutefois cette puissante famille, alliée à toute la noblesse guelfe de Toscane, au lieu d'oublier ses propres injures, réussit à entraîner ses hôtes dans sa querelle. Il y avait déjà, pour d'autres causes, de la fermentation à Florence. Corso Donati exerçait une grande influence sur les familles anciennes qui avaient dirigé de tout temps le parti guelfe. Vieri des Cerchi était le chef de celles qui, comme la sienne, s'étaient élevées tout récemment à la richesse et au pouvoir. Celles-ci reprochaient aux autres de ne point laisser dans l'oubli la vieille haine des Guelfes et des Gibelins, de continuer à troubler la république pour des factions qui n'avaient plus de motifs, et ils demandaient qu'à des proscriptions surannées on substituât des lois égales pour tous. Les Cancellieri noirs firent alliance avec Corso Donati, les anciens nobles et les

CHAP. V. 1283-1309. Guelfes ardens ; les blancs au contraire, avec Vieri des Cerchi, les nouveaux parvenus, les Guelfes modérés, et plus tard avec les Gibelins et les Panciatichi. Dans ce dernier parti se rangèrent le Dante, l'historien Dino Compagni, le père de Pétrarque, et tous ceux qui commençaient à s'illustrer à Florence dans les lettres.

Boniface VIII essaya de réconcilier les deux partis qui, sous le nom de Blancs et de Noirs, commençaient à diviser toute la Toscane; mais violent et emporté lui-même, il était peu fait pour mettre la paix entre des hommes impétueux. Bientôt il épousa avec zèle la cause des noirs, celle de l'aristocratie et des Guelfes plus ardens. Il avait appelé en Italie Charles de Valois, frère de Philippe-le-Bel, pour le mettre à la tête d'une expédition qu'il méditait contre la Sicile. Il le chargea de pacifier la Toscane à son passage, en lui donnant à entendre qu'il lui serait facile, dans des États si riches, de se faire payer son intervention. La république florentine n'osa point refuser la médiation de Charles de Valois ; elle était accoutumée à regarder la maison de France comme protectrice de l'Église et du parti guelfe : elle limita cependant d'une manière précise l'autorité qu'elle lui accordait avant de le recevoir dans la ville avec huit cents gendarmes qu'il commandait. Mais les princes français ne savaient alors ni comprendre ni res-

pecter la liberté des bourgeois ; ils étaient incapables de se faire une idée des droits réciproques qu'ils avaient à ménager. Charles, ne tenant aucun compte des engagemens qu'il avait pris, eut bientôt fait une alliance intime avec les Noirs qu'il reconnut pour le parti le plus aristocratique et le plus violent dans ses haines. Lorsqu'il fut convenu de sa part dans le butin, il lâcha la bride à leurs passions, du 5 au 11 novembre 1301, et leur permit de piller et de brûler les maisons de leurs ennemis, de tuer ceux qui leur étaient le plus odieux, d'enlever aux familles riches des héritières qu'ils faisaient épouser par leurs fils, de faire prononcer enfin par un podestat qu'il leur avait amené, des sentences d'exil et des amendes contre toutes les plus illustres familles du parti blanc. Les gendarmes français et les Guelfes de Romagne, que Charles avait introduits dans la ville, prêtaient la main à toutes ces violences. Ce fut alors que le Dante et Petracco dell' Ancisa, père de Pétrarque, furent exilés de leur patrie avec plusieurs centaines d'autres. Enfin Charles quitta Florence le 4 avril 1302. Il en emporta des richesses immenses, et tous ses gendarmes étaient chargés d'or et d'étoffes précieuses; mais la malédiction des Toscans sembla le suivre dans son expédition de Sicile, où il n'obtint aucun succès.

Benoît XI, successeur de Boniface, essaya

CHAP. V. 1283-1309.

vainement, pendant son court pontificat, de réconcilier les Noirs avec les Blancs dans les villes de Toscane, et d'y faire rappeler les derniers. Il mourut empoisonné le 4 juillet 1304; quelques-uns accusèrent de ce crime Philippe-le-Bel, qui du moins en recueillit tout le profit. Ce roi réussit à faire élire, par supercherie, un pape français, Clément V, qu'il retint dès-lors toujours en France, pour le rendre plus souple et plus disposé à suivre ses volontés : il y appela le collége des cardinaux, qu'il recruta de Français; en sorte que les successeurs de Clément furent Français aussi. Ce fut le commencement de la longue retraite, ou, comme les Italiens l'appellent, du long exil des papes à Avignon, qui ne se termina qu'en 1377 : encore recommença-t-il bientôt avec le long schisme d'Occident. Cet exil favorisa l'indépendance de Rome et des cités de l'État de l'Église; en même temps il rendit la cour pontificale à peu près étrangère à ce parti guelfe qu'elle avait souvent secondé d'une manière si indécente.

Tandis que la noblesse, dans presque toutes les cités d'Italie, avait excité contre elle, par sa turbulence, le ressentiment de toutes les classes de l'État, et que, refusant d'obéir aux lois, bravant les tribunaux, méprisant la paix publique, elle s'était fait exclure non seulement des magistratures, mais des garanties commu-

nes les plus chères aux citoyens d'un État libre; la noblesse de Venise, grandissant dans l'État, se soumettant aux lois, mais les façonnant à son avantage, oubliant les individus, les familles, pour ne s'occuper que de ses intérêts de corps, arrivait, par des usurpations insensibles, à la souveraineté de cette ancienne république. Cette noblesse de Venise, qui se montrait si docile aux lois, si patiente, si adroite, était la plus ancienne de l'Europe; elle avait hérité des honneurs de l'empire romain; elle seule avait conservé, du cinquième au onzième siècle, selon l'usage romain, ses noms de famille, usage qui, dans tout le reste de l'Europe, avait été abandonné. Comme la noblesse des autres cités d'Italie, elle dut savoir tour à tour se conduire en souveraine dans ses fiefs, en sujette dans la cité : car, après la conquête de l'empire grec, les Vénitiens distribuèrent à leurs gentilshommes plusieurs îles de l'Archipel, dont ceux-ci conservèrent la souveraineté, avec les titres de duchés et de comtés, depuis que les Grecs eurent recouvré Constantinople. Mais les nobles Vénitiens n'avaient point et ne pouvaient avoir de châteaux forts dans les vastes plaines qui entourent Venise; ils n'avaient point de vassaux dévoués et toujours prêts à embrasser leurs querelles, point de retraites pour se dérober à l'action des lois. Ils obéirent; ils reconnurent

CHAP. V. 1283-1309. les tribunaux, ils se conduisirent en citoyens, et bientôt ils devinrent ainsi maîtres de l'État.

Ce fut par des empiétemens lents et déguisés avec art que la noblesse de Venise réussit à se substituer à la cité, et à s'emparer de la souveraineté de la république. Pendant les premiers temps, les doges furent des princes électifs, qui ne rencontraient de limites à leur pouvoir que dans les assemblées de tout le peuple. En 1032 seulement on obligea le doge à consulter un conseil, formé des citoyens les plus illustres qu'il désignait lui-même. De là, leur vint le nom qu'on leur donna de *Prégadi* conviés. Le grand conseil fut formé seulement cent quarante ans plus tard, en 1172, et fut dès-lors le vrai souverain de la république. On le composa de quatre cent quatre-vingts membres, nommés annuellement, le dernier jour de septembre, par douze tribuns ou grands électeurs, dont deux étaient choisis par chacune des six sections de la république. Ceux-ci ne devaient pas désigner plus de quatre membres dans la même famille. On pouvait réélire chaque année les mêmes conseillers; et comme il est dans l'esprit des corps de tendre toujours à l'aristocratie, les mêmes étaient en effet habituellement réélus, ou, quand ils mouraient, les enfans prenaient la place de leurs pères. Le grand conseil ne s'attribua point le pouvoir judiciaire, mais il ne voulut pas non plus le laisser aux doges; il donna le

premier exemple de la création d'un corps de juges nombreux, indépendant, inamovible, tel à peu près que furent plus tard les parlemens de France. Il créa, en 1179, la quarantie criminelle, qu'on nomma aussi la vieille quarantie, pour la distinguer de deux autres corps de quarante juges, qui furent créés plus tard. En 1229, le grand conseil donna une organisation plus complète au gouvernement qui était tiré de son sein. Il était composé du doge, des six conseillers à robes rouges, qui ne restaient que huit mois en charge, et qui, avec le doge, formaient la seigneurie; enfin, du conseil des prégadi, formé de soixante membres, renouvelés chaque année. En entrant en charge, le doge dut prêter un serment détaillé, qui garantissait toutes les libertés publiques : à sa mort, une commission d'enquête était nommée pour reconnaître s'il n'avait point excédé ses droits, et pour faire rendre compte à ses héritiers. En 1249, enfin, le conseil souverain ayant renoncé à faire lui-même l'élection du doge, elle fut confiée par lui à une commission tirée au sort dans tout le conseil. Cette commission en nommait une autre, que le sort réduisait des trois quarts; celle-ci en nommait une troisième, et, par les opérations alternatives du sort et de l'élection, une dernière commission était formée de quarante-un membres, qui ne pouvaient faire l'é-

CHAP. V. 1283-1309.

lection du doge que par une majorité de vingt-cinq suffrages. Seulement, vers la fin du treizième siècle, le peuple de Venise s'aperçut qu'il était resté en dehors de la république, et que le doge n'était plus qu'un serviteur du grand conseil, revêtu d'une vaine pompe et privé de puissance réelle. En 1289, le peuple essaya d'élire lui-même le doge ; le grand conseil força d'éloigner celui qu'avaient désigné les suffrages populaires, et lui substitua Pierre Gradenigo, le chef du parti aristocratique. Celui-ci entreprit d'exclure le peuple de toute participation à l'élection du grand conseil, comme il n'avait déjà plus aucune part à l'élection du doge. Il représenta au grand conseil qu'il était notoire que, depuis un siècle, les mêmes personnes ou les mêmes familles étaient invariablement réélues chaque année ; que les douze tribuns, chargés de faire une élection annuelle, se contentaient d'examiner si, parmi les anciens membres, il y en avait quelqu'un qui eût mérité d'être exclu du conseil souverain, et qu'ils confirmaient tous les autres ; que, puisque l'élection se trouvait réduite à la condamnation de quelques individus, il était plus naturel de s'en remettre, pour cette condamnation, à la prudence et à l'équité du même tribunal auquel tous les citoyens confiaient déjà leur honneur et leur fortune, plutôt que de le faire dépendre du jugement arbitraire de douze indi-

vidus que l'intrigue avait souvent nommés. En conséquence, il proposa, non plus l'élection, mais l'épuration du grand conseil par la quarantie criminelle. Le décret qu'il fit porter, le 28 février 1297, est fameux dans l'histoire vénitienne, sous le nom de Clôture du grand conseil (*Serrata del maggior consiglio*). Il a légalement fondé cette aristocratie héréditaire, si prudente, si jalouse, si ambitieuse, que l'Europe a vue avec étonnement, immuable dans ses principes, inébranlable dans son pouvoir; unissant quelques unes des pratiques les plus odieuses du despotisme au nom de liberté; soupçonneuse et perfide dans sa politique, sanguinaire dans ses vengeances, mais indulgente pour les peuples conquis; somptueuse pour tous les services publics, économe dans l'administration des deniers de l'État, équitable et impartiale dans ses tribunaux, sachant faire prospérer les arts, l'agriculture et le commerce; aimée enfin des sujets qui obéissaient, tandis qu'elle faisait trembler les nobles qui partageaient le pouvoir. L'aristocratie vénitienne acheva de se constituer, en 1311, par la création du conseil des Dix. Malgré son nom, ce conseil était composé de seize membres et du doge. Dix conseillers, revêtus de robes noires, étaient élus annuellement dans les mois d'août et de septembre, par le grand conseil; et des six conseillers rouges de la seigneurie, trois

CHAP. V.
1283-1309.

CHAP. V. 1283-1309. entraient en charge tous les quatre mois. Le conseil des dix, chargé de veiller à la sûreté de l'État, avec un pouvoir supérieur aux lois, avait spécialement la commission de surveiller les nobles et de punir tous leurs délits contre la république. Il n'était astreint à aucune règle pour le faire; et, à leur égard, il était dépositaire de la souveraineté du grand conseil, ou plutôt d'une puissance sans borne; puissance qu'aucun peuple ne doit confier à aucun gouvernement. Quelques autres décrets complétèrent le système de la clôture du grand conseil. Ils interdirent à la quarantie d'y introduire des *hommes nouveaux;* ils mirent sous ses yeux, en 1315, un registre, le *livre d'or,* où tous les descendans de ceux qui avaient siégé au grand conseil étaient inscrits : ils supprimèrent, en 1319, toute limitation de nombre; et dès-lors il suffisait, à Venise, de prouver qu'on était issu d'un conseiller et qu'on avait vingt-cinq ans, pour être de droit membre du grand conseil.

1309-1313. Le 25 novembre 1308, la diète d'Allemagne nomma, pour succéder à Albert d'Autriche, Henri VII de Luxembourg, et l'élection de ce nouvel empereur ramena tout à coup l'Italie à la lutte pour son indépendance qu'elle avait soutenue contre les deux Frédéric. Depuis la mort du second, il y avait cinquante-huit ans que l'Italie n'avait plus vu d'empereurs. Rodolphe

de Hapsburg, Adolphe de Nassau et Albert d'Autriche, avaient eu trop affaire en Allemagne pour s'occuper de cette région toujours agitée, où ils ne pouvaient exiger d'obéissance que les armes à la main. Henri VII était un prince brave, intelligent, équitable ; mais il était peu riche et peu puissant : il réussit à assurer à son fils la couronne de Bohème par un mariage, et il excita ainsi quelque jalousie parmi les Allemands. Aussi crut-il que, pour éviter toute querelle dans l'Empire, il lui convenait de s'en éloigner et de flatter l'amour-propre national par une expédition en Italie.

CHAP. V. 1309-1313.

Henri VII, Belge lui-même, n'était guère puissant qu'en Belgique et dans les provinces limitrophes de la France. Du Luxembourg, il se rendit, par le comté de Bourgogne, à Lausanne, où il reçut, dans l'été de 1310, les ambassadeurs des États italiens qui venaient lui promettre l'obéissance. Il entra en Piémont vers la fin de septembre, par le mont Cénis, accompagné de deux mille cavaliers seulement, la plupart Belges, Francs-Comtois ou Savoyards. Cette troupe aurait été bien insuffisante pour soumettre l'Italie par la force ; mais Henri VII y arrivait comme représentant du droit, de l'ordre, et, jusqu'à un certain point, même de la liberté. Le résultat de la violence des factions, et ensuite de leur épuisement, avait été de sou-

CHAP. V. 1309-1313.

mettre la Lombardie presque entière à de petits tyrans. Chaque ville avait son seigneur. Tantôt c'était le chef de la faction ou guelfe ou gibeline, qui avait la dernière obtenu la victoire, et à qui ses partisans, pour se maintenir eux-mêmes, attribuaient un pouvoir dictatorial; tantôt c'était un noble du voisinage qui, secondé par une bande de ses vassaux, avait inspiré la terreur, et que le peuple respectait, parce qu'il faisait obéir les gentilshommes turbulens qui ne se soumettaient jamais aux lois; tantôt enfin c'était un capitaine de gendarmes étrangers, appelé par les conseils au service de la république, mais auquel le titre de seigneur avait été déféré en même temps. Partout le nom de la liberté, le cri des Italiens, *popolo! popolo!* se faisait fréquemment entendre; mais c'était seulement pour renverser les pouvoirs existans, et leur en substituer d'autres tout aussi arbitraires. Aucune de ces tyrannies, en effet, n'avait de longue durée; mais presque aucune cité ne jouissait plus de la vraie liberté. Les violences de la noblesse et celles des factions avaient produit un si ardent désir de tranquillité, que tout ce que les citoyens demandaient aux seigneurs ou aux magistrats, c'était d'être forts et de se faire craindre, de punir promptement et sévèrement quiconque troublerait l'ordre. Toutes les villes s'étaient soumises à une justice

sommaire, et elles la préféraient à l'anarchie, CHAP. V.
encore que le seigneur en abusât souvent pour 1309-1313.
satisfaire ses passions brutales, ou pour accumuler un trésor qui deviendrait sa ressource dans l'exil auquel il devait toujours s'attendre.

Tous les seigneurs de la Lombardie et du Piémont vinrent se présenter à Henri VII, les uns à Turin, les autres à Asti. Il les reçut avec bienveillance, mais il leur déclara qu'il voulait rétablir, dans toutes les villes de l'Empire, l'ordre légal, celui qu'avait fixé la paix de Constance; qu'il voulait entre autres nommer, dans chacune, des vicaires impériaux qui gouverneraient de concert avec les magistrats municipaux. Philippone de Langusco à Pavie, Simon de Colobiano à Verceil, Guillaume Brusato à Novarre, Antonio Fisiraga à Lodi, obéirent à cette intimation, et déposèrent le pouvoir souverain. En même temps, Henri faisait partout rappeler les exilés sans distinction de parti. A Como, il fit rappeler les Gibelins, à Brescia les Guelfes, à Mantoue les Gibelins, à Plaisance les Guelfes. Cependant il ne fit point rentrer les Guelfes à Vérone, ville puissante, dont il ne s'approcha pas, et où dominait Can Grande della Scala, le plus habile des capitaines gibelins de l'Italie, le meilleur guerrier, le meilleur politique et celui dont l'empereur sentait le plus qu'il devait ménager les services et l'af-

CHAP. V. 1309-1313.

fection. La riche et populeuse ville de Milan demandait à son tour à être traitée avec égards et avec adresse. L'archevêque Othon Visconti y avait conservé, dans un âge fort avancé, l'autorité principale, jusqu'à sa mort survenue en 1295. Long-temps auparavant, il avait fait déférer le titre de capitaine du peuple à son neveu Matthieu Visconti; il avait accoutumé les Milanais à le regarder comme son lieutenant et son successeur, et Matthieu gouverna, en effet, après lui, de 1295 à 1302, avec un pouvoir presque absolu. En même temps, il s'était fait nommer seigneur par plusieurs autres villes de la Lombardie, et il avait affermi sa famille par de puissantes alliances. Mais Visconti ne sut ménager ni les restes d'orgueil national et d'amour de la liberté qui subsistaient encore parmi ses sujets, ni la jalousie des autres princes de la Lombardie. Une ligue, pour faire dominer dans cette province le parti guelfe, se forma par les soins d'Alberto Scotto, seigneur de Plaisance, et de Ghiberto de Correggio, seigneur de Parme; elle força les Visconti à sortir, en 1302, de Milan, et elle y installa, en leur place, Guido della Torre et sa famille, qui en avaient été expulsés depuis vingt-cinq ans.

Lorsque Henri VII se présenta devant Milan, Guido della Torre dominait avec les Guelfes dans cette ville, Matteo Visconti avec les Gibe-

lins en étaient exilés. Henri VII exigea que ceux-ci fussent rappelés. Il se fit couronner dans la basilique de Saint-Ambroise, le 6 janvier 1311, de la couronne de fer de Lombardie, et il demanda ensuite à la ville un don gratuit de cent mille florins pour payer son armée. Jusqu'alors les Italiens n'avaient vu dans le monarque qu'un pacificateur juste et impartial; mais quand il commença à demander de l'argent, tous les partis se réunirent contre lui. Une violente sédition à Milan, força les della Torre et les Guelfes à sortir de la ville, et rendit le pouvoir absolu à Matthieu Visconti et aux Gibelins. D'autre part, dans le reste de la Lombardie, tous les Guelfes se soulevèrent et prirent les armes contre l'empereur. Crème, Crémone, Lodi, Brescia et Como, se révoltèrent en même temps. Henri VII consuma la plus grande partie de l'été à faire le siége de Brescia, qu'il força enfin à capituler à la fin de septembre 1311. Il lui accorda des conditions équitables, pressé qu'il fut de passer en Toscane; mais quoique la Lombardie parût soumise à son autorité, il y laissait plus de germes de mécontentement et de discorde qu'il n'en avait trouvé en y entrant un an auparavant.

Henri VII arriva le 21 octobre 1311 à Gênes, avec sa petite armée; cette puissante république entretenait alors à Saint-Jean-d'Acre, à Péra

CHAP. V. 1309-1313. vis-à-vis de Constantinople, et à Caffa dans la mer Noire, des colonies marchandes et militaires, qui savaient s'attirer le respect par leur valeur, en même temps qu'elles faisaient le commerce le plus riche de la Méditerranée. Plusieurs îles de l'Archipel, entre autres celle de Chio, avaient passé en souveraineté à des familles génoises. Les palais de Gênes, déjà surnommée *la superbe*, causaient l'admiration des voyageurs. La sanglante rivalité de cette république avec celle de Pise avait fini par assurer à la première l'empire de la mer Tyrrhénienne. Dès-lors il ne restait sur mer de rivaux aux Génois que les Vénitiens, et une rencontre accidentelle de leurs flottes dans les mers de Chypre avait allumé, en 1293, entre ces deux peuples, une guerre effroyable, qui pendant sept ans ensanglanta la Méditerranée et détruisit d'immenses richesses. En 1298, l'amiral génois Lamba Doria atteignit l'amiral vénitien André Dandolo, à Corzola ou Corcyre-la-Noire, au fond du golfe Adriatique; il lui brûla soixante-six galères, en prit dix-huit qu'il conduisit à Gênes avec sept mille prisonniers, et n'en laissa échapper que douze. Les Vénitiens, humiliés, demandèrent et obtinrent la paix l'année suivante. Les Génois, vainqueurs tour à tour des Pisans et des Vénitiens, passaient pour les plus braves, les plus entreprenans et les plus heureux des marins italiens. Le gouverne-

ment de leur cité était absolument démocratique, mais les deux chaînes de montagnes qui s'étendent de Gênes l'une vers la Provence, l'autre vers la Toscane, et qu'on nomme d'un nom italien les Rivières de Gênes, parce que leur pied forme le rivage de la mer, étaient couvertes des châteaux de la noblesse ligurienne. Tous les paysans dépendaient d'elle, et étaient toujours prêts à se battre pour les nobles leurs seigneurs. Quatre familles s'élevaient par leur puissance et leur richesse au-dessus de tout le reste de la noblesse génoise : les Doria et les Spinola étaient Gibelins, les Grimaldi et les Fieschi étaient Guelfes. Ces nobles, acharnés les uns contre les autres par des haines héréditaires, avaient troublé l'État par tant de violences, que le peuple avait adopté contre eux la politique des républiques de Toscane, et les avait exclus de toutes les magistratures. Mais d'autre part, ils avaient quelquefois rendu de si grands services, ils avaient surtout produit de si grands hommes de mer, que lorsque la patrie était en danger le peuple choisissait presque toujours son amiral dans quelqu'une de ces familles illustres. Souvent séduit par la gloire de ces chefs, il avait ensuite versé son sang pour leur querelle, mais souvent aussi, fatigué des alarmes continuelles qu'excitaient les nobles, il avait recouru à l'étranger pour les courber sous la loi commune. Le

CHAP. V. 1309-1313.

peuple de Gênes éprouvait ce ressentiment contre la noblesse ligurienne, quand Henri VII arriva à Gênes en 1311; et pour la forcer à observer une paix qu'elle troublait sans cesse, il déféra pour vingt ans à ce monarque une autorité absolue sur la république. Mais lorsque Henri supprima le podestat, puis l'abbé ou le défenseur du peuple, lorsque ensuite il demanda à la ville un don gratuit de 60,000 florins, les Génois reconnurent qu'il ne suffisait pas, pour qu'un gouvernement leur convînt, qu'il réprimât les discordes civiles, il fallait aussi qu'il protégeât des droits qui ne leur étaient pas moins précieux que la paix. Une fermentation intérieure, toujours plus menaçante, se fit sentir, et Henri VII s'estima heureux de quitter Gênes le 16 février 1312, sur une flotte pisane qui le transporta en Toscane, avec environ quinze cents gendarmes.

Henri VII, lors de son entrée en Italie, s'était montré impartial entre les Guelfes et les Gibelins. Il avait été élu par l'influence du pape; il était accompagné par des cardinaux légats qui devaient le couronner à Rome; il ne se défiait ni de Robert, fils de Charles II, alors roi de Naples, ni des villes guelfes; il n'avait point d'affection héréditaire pour les Gibelins, partisans zélés d'une famille depuis long-temps éteinte. Aussi avait-il cherché à tenir la balance égale entre les

deux partis, et à les réconcilier partout où il avait été admis. Mais déjà l'expérience lui avait appris que le nom d'empereur élu avait une influence magique sur les Italiens, pour exciter l'amour et le dévouement des Gibelins, comme la haine et la terreur des Guelfes. C'était au nom du parti guelfe que la résistance avait commencé contre lui l'année précédente en Lombardie, et que la révolte y éclatait de toutes parts depuis qu'il avait quitté cette contrée. Robert, roi de Naples, qui se croyait le champion du parti guelfe, lui témoignait déjà une défiance ouverte, et la république de Florence, qui dirigeait réellement ce parti par sa prudence et son habileté, sa richesse et son courage, s'armait pour lui résister, refusait audience à ses ambassadeurs, soulevait tous les Guelfes d'Italie, et se faisait mettre par lui au ban de l'Empire. D'autre part, la république de Pise dont l'affection pour le parti gibelin était liée à toutes les espérances comme à tous les souvenirs de gloire, mettait à le servir un dévouement, un zèle et une générosité, qu'il n'avait encore trouvés nulle part. Les Pisans lui avaient envoyé à Lausanne un présent de 60,000 florins, pour l'aider à passer en Italie; ils payèrent les dettes qu'il avait contractées à Gênes, ils lui firent un nouveau don quand il entra dans leur ville, enfin ils mirent à son service trente galères et six cents arbalêtriers pour

CHAP. V. 1309-1313. l'accompagner à Rome, où Henri VII reçut la couronne d'or de l'Empire, le 29 juin 1312, dans l'église de Saint-Jean-de-Latran, des mains des légats du pape. Pendant cette cérémonie, les Romains qui avaient pris les armes contre lui, et qui avaient reçu dans leurs murs une garnison napolitaine, tinrent leurs portes fermées, et ne laissèrent pénétrer aucun de ses soldats dans leur ville.

Le couronnement de leur empereur à Rome était le terme du service des Allemands. Ils prenaient ensuite peu d'intérêt à ce qui pouvait se faire dans cette contrée; la plupart étaient empressés de repartir, et Henri VII se trouva en effet abandonné à Tivoli, où il passa l'été, par presque tous ses soldats ultramontains. Il y serait demeuré dans un grand danger si les Napolitains du roi Robert avaient eu plus d'audace. En automne, les Gibelins et les Blancs de l'Italie centrale se réunirent autour de lui, et formèrent une armée assez redoutable, avec laquelle il vint menacer Florence, le 19 septembre 1312. Les Florentins, accoutumés à laisser le soin de leur défense aux mercenaires qu'ils trouvaient toujours prêts à trafiquer de leur valeur, faisaient peu d'estime du courage militaire qu'ils voyaient si commun parmi des hommes qu'ils méprisaient. D'un autre côté, personne ne poussait plus loin qu'eux le courage civil et la con-

stance dans les revers. Bientôt leur armée fut de beaucoup supérieure en nombre à celle de Henri VII; on les vit alors suivre avec un calme parfait leur commerce et leurs négociations, comme s'il était déjà reparti pour l'Allemagne; mais ils ne voulurent jamais livrer de bataille pour le faire sortir de leur territoire. Ils aimèrent mieux souffrir patiemment ses ravages, lasser son impétuosité, épuiser ses finances, et attendre qu'il prît de lui-même le parti de la retraite. En effet, Henri VII voyant qu'il ne pouvait obtenir sur eux aucun avantage, sortit de leur territoire le 6 janvier 1313. Après avoir donné quelques mois de repos à ses soldats, il prit au printemps suivant le commandement des milices de Pise, et il fit à leur tête la guerre aux Lucquois. En même temps il sollicitait l'archevêque de Trèves, son frère, de lui amener des renforts d'Allemagne. En effet, celui-ci arriva au mois de juillet avec une nouvelle armée, et le 5 août 1313 Henri VII partit de Pise à la tête de deux mille cinq cents cavaliers ultramontains, de quinze cents italiens, et d'un nombre proportionné de gens de pied. Il se mit en marche par la route de Rome, averti que le roi Robert, appelé par la république florentine, s'avançait avec toutes les forces du parti guelfe pour le combattre. Les Napolitains, dont la réputation militaire avait toujours été en déclinant, n'inspi-

CHAP. V. 1309-1313.

raient que peu de crainte aux Allemands, et Robert n'avait qu'un petit nombre de gendarmes français, pour donner du courage à son armée. Mais les prêtres et les moines s'échauffant pour la défense de l'ancien parti guelfe et de l'indépendance de l'Église, le secondaient de leurs vœux, et le bruit courut bientôt qu'ils l'avaient servi à leur manière. L'empereur avait suivi la route de San Miniato à Castel Fiorentino; arrivé à Bonconvento, à douze milles au-delà de Rome, pour la fête de saint Barthélemy, le 24 août 1313, il y reçut la communion des mains d'un moine dominicain, et il mourut peu d'heures après. On prétendit que le moine avait mêlé du suc de napel à la coupe consacrée; d'autres cependant assuraient que Henri était déjà atteint d'un mal qu'il dissimulait, qu'un charbon s'était manifesté au-dessous de son genou, et qu'un bain froid qu'il prit pour calmer l'irritation brûlante qu'il éprouvait, causa cette mort si soudaine.

CHAPITRE VI.

Grandeur de quelques chefs gibelins. — Désorganisation de ce parti par la perfidie et l'inconséquence de l'empereur Louis de Bavière. — Efforts des Florentins pour maintenir l'équilibre entre les puissances d'Italie. — Ils tombent sous la tyrannie du duc d'Athènes. — Son expulsion. — 1314-1343.

CE ne fut que dix mois après la mort de Henri VII que les électeurs de l'Empire furent convoqués à Francfort pour lui donner un successeur; il s'y trouva dix princes au lieu de sept, deux prétendans se disputant les droits électoraux dans chacune des maisons de Saxe, de Bohème et de Brandebourg. Ils se divisèrent en deux colléges, et ils firent simultanément, le 19 octobre 1314, deux élections; les uns offrirent la couronne à Louis IV de Bavière, les autres à Frédéric III d'Autriche. Les droits des deux prétendans à l'Empire paraissaient égaux; leurs adhérens en Allemagne étaient aussi égaux en forces: l'épée seule pouvait décider, et la guerre continua, en effet, entre eux jusqu'au 28 septembre 1322, que Frédéric fut vaincu et fait prisonnier à Muhldorf.

CHAP. VI.
1313-1322.

CHAP. VI. 1313-1322.

Pendant la durée de cette guerre civile en Allemagne, l'Église s'abstint de prononcer entre les deux prétendans à l'Empire. Clément V n'avait point vu leur double élection, il était mort le 20 avril 1314; il fallut user de ruse, et ensuite de violence, pour enfermer au bout de deux ans les cardinaux au conclave à Lyon; enfin, le 7 août 1316, ils élurent pour pape l'évêque d'Avignon. Celui-ci, qui était natif de Cahors, et la créature de Robert, roi de Naples, se fit nommer Jean XXII; il fixa le premier à Avignon, sa ville épiscopale, la cour romaine exilée d'Italie. Il était intrigant, noté pour ses mauvaises mœurs et pour sa scandaleuse cupidité; cependant il se croyait philosophe, il se passionnait en prenant part aux querelles des réalistes et des nominaux : il se fit par-là des ennemis ardens dans les écoles, et il les punit par des supplices. Mais tandis qu'il sévissait contre ses adversaires comme hérétiques, il se fit lui-même accuser d'hérésie, et il ébranla ainsi le crédit de la cour de Rome. Il se proposait particulièrement d'élever à une haute puissance temporelle le cardinal Bertrand du Poiet, qu'il disait son neveu, et qu'on croyait être son fils; il profitait pour cela de la guerre entre les deux prétendans à l'Empire, qu'il regardait comme une prolongation de l'interrègne, pendant lequel il soutenait que tous les droits des empereurs

étaient dévolus au saint siége. Il avait chargé le cardinal Bertrand d'exercer ces droits en Lombardie comme légat, d'écraser les Gibelins, de relever les Guelfes, et surtout de les ranger tous sous l'obéissance de l'Église et de son légat.

Ce fut contre Mattéo Visconti, seigneur de Milan, l'un dés plus habiles et des plus puissans d'entre les chefs gibelins, que le légat dirigea surtout ses excommunications, et qu'il fit agir les soldats que le pape son père levait pour lui en Provence. Visconti s'était fait aimer des Milanais, qu'il avait su ménager : sans être vertueux, il avait du moins pris soin de sa réputation, qui n'était entachée d'aucun crime; son esprit se distinguait par une grande lucidité, une parfaite connaissance des hommes; il y joignait la promptitude du coup d'œil, la hardiesse dans les décisions, et une gloire militaire rehaussée par celle de ses quatre fils ses fidèles lieutenans, tous quatre distingués entre les braves. Les Italiens lui donnèrent le surnom de Grand, à une époque où, à la vérité, ils en étaient prodigues. Mattéo Visconti, dans sa guerre contre les Guelfes lombards, s'empara de Pavie, de Tortone, d'Alexandrie; il assiégea dans Gênes, de concert avec les Gibelins génois, le roi Robert, qui était venu s'enfermer dans cette ville, dont il voulait faire la place d'armes de ces Guelfes lombards. Il força d'abord à la retraite Philippe

CHAP. VI 1313-1322.

de Valois, qui avant d'être roi était entré, en 1320, en Italie, à la sollicitation du pape; il battit, l'année suivante, Raimond de Cardone, Catalan, général du pape. Il fit comprendre à Frédéric III d'Autriche, qui avait envoyé son frère au secours du pontife, qu'il ne convenait pas plus à l'un qu'à l'autre des prétendans à l'Empire d'affaiblir les Gibelins, qui défendaient en Italie les prérogatives de celui des deux qui demeurerait vainqueur, et il l'obligea de rappeler ses Allemands. Mais, après avoir fait vingt ans la guerre au parti de l'Église, sans avoir jamais cru pour cela se départir de la foi, car il était religieux sans bigoterie, l'âge vint enfin éveiller en lui les terreurs de la superstition; il craignit que les excommunications du légat ne lui enlevassent son salut. Il abandonna le pouvoir à son fils aîné Galéaz; et, peu de semaines après, il mourut le 22 juin 1322. Mais les remords et les scrupules de Mattéo Visconti avaient porté le trouble dans tout son parti, et rendu le courage à ses adversaires; une fermentation violente éclata dans Milan. Galéaz fut obligé de s'enfuir; la république fut de nouveau proclamée: toutefois les vertus et le patriotisme, sans lesquels elle ne pouvait vivre, étaient éteints, et au bout de quelques semaines Galéaz Visconti fut rappelé à Milan, et y recouvra la seigneurie.

On ne voyait plus, depuis le règne de Henri VII, les deux partis des Guelfes et des Gibelins se balancer à peu près en vertus, en talens et en patriotisme. Au commencement de leur lutte, on avait compté presque autant de républiques dans un parti que dans l'autre; et des sentimens aussi purs, un dévouement aussi généreux, avaient paru animer également les partisans de l'Empire et ceux de l'Église. Mais dans le quatorzième siècle, la faction gibeline était devenue celle de la tyrannie, la faction guelfe celle de la liberté : dans la première, on voyait briller beaucoup plus de ces grands talens militaires et politiques que développe une ambition personnelle; dans la seconde, c'était l'amour de la patrie qu'il fallait chercher presque exclusivement, et l'héroïsme qui lui sacrifie tous les sentimens personnels. La république de Pise presque seule professait en Italie le culte de la liberté, en même temps qu'elle suivait le parti gibelin; cette république avait été frappée comme d'un coup de foudre par la mort de Henri VII, au moment où semblait commencer pour lui une carrière de prospérité et de gloire. Épuisée par les efforts prodigieux qu'elle avait faits pour Henri, elle ne s'abandonna point cependant elle-même, quand tous les Guelfes de Toscane, se soulevant à la mort de ce monarque, voulurent se venger sur les Pisans de la crainte qu'il

CHAP. VI. 1313-1322. leur avait inspirée ; elle donna le commandement de ses milices à Uguccione de Faggiuola, gentilhomme de cette partie montueuse de la Romagne, qui, avec la Marche, produit les meilleurs soldats de l'Italie. Les Pisans, sous les ordres de Faggiuola, remportèrent sur les Guelfes deux avantages signalés ; ils s'emparèrent de Lucques le 14 juin 1314, tandis que les Guelfes et les Gibelins lucquois étaient aux mains ensemble dans les rues de cette ville ; et le 29 août de la même année, les Pisans défirent à Montecatini les Florentins, commandés par deux princes de la maison de Naples, et secondés par tous les Guelfes de Toscane et de Romagne. Mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'au lieu de combattre pour eux-mêmes, ils ne combattaient plus que pour le capitaine qu'ils s'étaient donné. Presque aussitôt après sa victoire, Uguccione de Faggiuola commença d'exercer sur Pise et sur Lucques une tyrannie insupportable. Craignant bien plus les citoyens de ces républiques que les ennemis de l'État, on le vit, au moindre soupçon, sévir contre les plus illustres d'entre eux ; il fit jeter à Lucques, dans un cachot, Castruccio Castracani, le plus distingué des gentilshommes gibelins, récemment rentrés dans cette ville, et qui avait acquis une brillante réputation dans les guerres de France et de Lombardie. Une insurrection simultanée

à Pise et à Lucques, le 10 avril 1316, délivra ces deux villes d'Uguccione de Faggiuola et de son fils, tandis qu'à la tête de leur gendarmerie, ils allaient à la rencontre l'un de l'autre. A Pise, la république, par cette révolution, fut rétablie, mais épuisée, presque ruinée après de longues hostilités, et mécontente des Gibelins comme de ses nobles, qui, par un aveugle esprit de parti, l'avaient entraînée dans des guerres continuelles. Au mois de mai 1322, quinze chefs des grandes familles gibelines, vaincus dans un combat obstiné, furent exilés de Pise. Moins d'un an après, le 11 avril 1323, tous les Pisans établis en Sardaigne furent massacrés en un même jour, à la suite d'un complot tramé avec Alfonse, fils de Jacques II d'Aragon, auquel un Pisan rebelle voulait livrer la Sardaigne. La guerre contre les Aragonais pour défendre cette île acheva d'épuiser la république, et elle se termina, le 10 juin 1326, par l'entier abandon de cette possession importante.

A Lucques, la révolution qui chassa Uguccione de Faggiuola, éleva au pouvoir Castruccio Cartracani. Ce capitaine avait encore les fers aux pieds lorsque les insurgés qui l'avaient tiré de sa prison le proclamèrent seigneur de Lucques. Castruccio était de l'ancienne famille des Interminelli, exilée si long-temps de Lucques avec tous les Gibelins, qu'on aurait

CHAP. VI. 1313-1322.

pu la croire sans crédit. Mais les émigrés des républiques italiennes acquéraient souvent de nouvelles richesses et une nouvelle influence pendant leur exil, parce que le besoin les forçait alors à se livrer, avec un redoublement d'ardeur, au travail, au commerce, ou aux études militaires. Lucques, qui, pendant la dernière moitié du treizième siècle, avait passé pour la citadelle du parti guelfe en Toscane, depuis qu'elle eut rappelé ses riches exilés gibelins, était devenue toute gibeline. La famille de Castruccio avait acquis ses richesses en Angleterre : lui-même il avait appris le métier de la guerre en Angleterre, en France et en Lombardie; il avait vu s'y développer la bravoure du soldat, mais il devait à ses propres réflexions, à ses études, l'habileté dans l'art de conduire et de disposer les armées, qui, en Italie seulement, commençait à mériter le nom de science militaire. Avec une valeur remarquable, il savait communiquer son courage et son enthousiasme au soldat, et personne n'avait un coup d'œil plus prompt sur le champ de bataille. Il n'était pas moins habile politique que guerrier; et lorsqu'il s'associa, soit aux chefs gibelins de Lombardie, soit à l'empereur Louis, il devint toujours le directeur de ceux qui l'admirent dans leurs conseils. A ces talens, à cette capacité, il ne joignait presque aucune vertu : sans bonne foi dans ses engagemens, sans

pitié pour les peuples, sans gratitude pour ceux qui l'avaient servi, on le vit faire périr à Lucques, par d'épouvantables supplices, tous ceux qui lui inspiraient de la défiance, et parmi eux les Quartigiani et les Poggi, auxquels il devait son élévation. Il avait trente-deux ans lorsqu'il obtint la souveraineté de sa patrie; sa taille était élancée, sa figure agréable, et son visage maigre, entouré de longs cheveux blonds, se faisait remarquer par sa blancheur.

La république de Florence se trouvait appelée à tenir tête à Castruccio, et à défendre contre son ambition l'indépendance de la Toscane. Florence était déjà l'Athènes de l'Italie. Le génie qu'avaient déployé quelques uns de ses citoyens, le talent, l'intelligence des affaires qu'on retrouvait jusque dans les classes inférieures, la générosité, qui paraissait être le caractère national toutes les fois qu'il était question de défendre les opprimés ou la cause de la liberté, élevaient cette cité au-dessus de toutes les autres. Sienne, Pérouse et Bologne, étaient alors, comme Florence, attachées au parti guelfe; et ces quatre républiques, avec quelques communes plus faibles, formèrent la ligue guelfe de Toscane. L'esprit démocratique des Florentins, qui leur donnait tant d'énergie, avait cependant aussi ses dangers. Ils étaient si jaloux de toute distinction, et si passionnés pour l'égalité, qu'ils la voulaient

CHAP. VI. non seulement dans l'obéissance, mais dans le
1313-1322. commandement. Ils voulaient que le plus grand nombre possible de citoyens parvînt à son tour à l'office des prieurs, qui, pendant deux mois, représentaient le souverain. Ce n'était pas néanmoins une cupidité basse qui les animait, cet office était gratuit, ainsi que toutes les magistratures; la république pourvoyait seulement à la table des prieurs pendant qu'ils étaient au palais. Au mois d'octobre 1323, les Florentins introduisirent le sort dans la nomination de leurs
1323-1328. premiers magistrats. Ils ordonnèrent qu'une liste générale de tous les citoyens éligibles, guelfes, et âgés au moins de trente ans, fût formée par le concours de cinq magistratures indépendantes, dont chacune représentait un intérêt national. Les prieurs au nom du gouvernement, les gonfaloniers au nom de la milice, les capitaines du parti guelfe en son nom, les juges du commerce au nom des marchands, et les consuls des arts au nom de l'industrie, avaient chacun le droit d'indiquer tous les citoyens recommandables. La liste qu'ils présentaient était soumise à la révision d'une *balie* (ce mot signifie *pouvoir*) composée des magistrats en charge, et de trente-six députés choisis par les six quartiers de la ville. La balie écartait tous les hommes incapables; elle classait ensuite les autres selon qu'ils lui paraissaient propres aux diverses magistra-

tures auxquelles on pourvoyait par le sort. Enfin, elle divisait les noms par séries, de telle sorte que, dans la bourse destinée au tirage de la seigneurie, il y eût vingt et un billets, dont chacun contînt un gonfalonier et six prieurs; d'autres bourses semblables étaient préparées pour tirer au sort les douze bons hommes, les dix-neuf gonfaloniers des compagnies, et tous les autres magistrats de la république. Tout cet arrangement était destiné à durer trois ans et demi, après quoi une autre balie recommençait. De nos jours encore, les magistrats municipaux de la Toscane sont tirés au sort de cette manière. L'activité, la sagesse, l'étendue des vues de la république florentine, pendant que sa magistrature suprême changeait tous les deux mois, prouvent en même temps combien il y avait de lumières et de patriotisme dans le public florentin, combien aussi les prieurs savaient montrer de déférence à des hommes d'État, qui, sans exercer de fonctions, dirigeaient la république par leurs conseils.

Cette seigneurie mobile ne put se mesurer toutefois avec égalité contre Castruccio, lorsque cet homme, qui unissait à de hauts talens et à un caractère énergique, la promptitude, le secret et l'unité de vues, commença la guerre contre les Florentins. Il leur enleva Pistoia, où un abbé, par de petits artifices de moine, avait

CHAP. VI. 1323-1328.

réussi à s'emparer du pouvoir suprême. Cet abbé lui vendit sa patrie le 5 mai 1325. Les Florentins appelèrent ensuite à leur solde D. Raymond de Cardone, ce général catalan que le cardinal Bertrand avait introduit en Italie. Mais tous ceux qui servaient les Florentins spéculaient sur leur immense richesse. Cardone remarqua que, dans la brillante armée que la république avait mise sous ses ordres, une multitude de riches marchands supportait impatiemment les privations et la fatigue du service. Il résolut de les en dégoûter tout-à-fait, afin de leur vendre à plus haut prix leur congé. Il les conduisit donc pendant les ardeurs de l'été autour du marais de Bientina, où il les retint longtemps. Beaucoup de citoyens obtinrent en effet de lui, par de riches présens, la permission de s'absenter; mais un grand nombre d'autres moururent ou tombèrent malades; et lorsque l'armée des Florentins fut enfin affaiblie par sa faute, elle fut attaquée et défaite, le 23 septembre 1325, à Alto-Pascio, par Castruccio. Raimond de Cardone fut fait prisonnier, et le carroccio des Florentins enlevé. Ces trophées de la victoire ornèrent la pompe triomphale avec laquelle Castruccio rentra dans Lucques à la tête de son armée. Une grande déroute des Bolonais à Montévéglio, le 15 novembre 1325, acheva de porter le découragement dans le parti guelfe. Les

Bolonais, pour se donner un protecteur, offrirent la seigneurie de leur ville au légat Bertrand du Poiet; les Florentins recoururent au roi de Naples, qui ne voulut les aider qu'autant qu'ils déféreraient aussi la seigneurie à son fils le duc de Calabre. L'avis que ceux-ci reçurent que Castruccio avait déterminé l'empereur Louis de Bavière à passer en Toscane, les engagea à prendre ce parti, auquel ils répugnaient beaucoup.

Louis de Bavière avait montré de la générosité envers son prisonnier Frédéric d'Autriche, qu'il avait remis en liberté, et même associé à son gouvernement. En Allemagne, Louis de Bavière passait pour un prince loyal et généreux, peut-être parce que les actions violentes et cruelles y inspiraient peu d'horreur; que l'opinion n'y était point généralement éveillée; que personne ne rendait compte au public des motifs de la conduite des princes ou de leurs brusques changemens de partis. Mais quand Louis arriva en Italie, dans un pays civilisé, où des hommes libres et vertueux avaient part au gouvernement, et traduisaient au grand jour les actions des princes, sa conduite parut souvent entachée d'une lâche perfidie, d'autant qu'il se permit de tromper sans remords des hommes qu'il qualifiait de trompeurs, seulement parce qu'il les jugeait plus habiles que lui. Louis de

CHAP. VI. 1323-1328.

Bavière avait donné rendez-vous à Trente, en février 1327, aux principaux chefs du parti gibelin, qui lui avancèrent 150,000 florins, pour le défrayer de son expédition en Italie. Il entra, trois mois après, dans cette contrée, avec une suite qui ne passait pas six cents chevaux; mais les seigneurs de Milan, de Mantoue, de Vérone et de Ferrare, lui amenèrent bientôt leurs gendarmes, qui, pour la plupart, étaient des mercenaires allemands, et lui formèrent ainsi une nombreuse armée.

Il reçut à Milan, le 30 mai, la couronne de fer. Galéas Visconti, le plus riche et le plus puissant des seigneurs lombards, lui donna l'hospitalité. Mais ce seigneur était l'objet de la jalousie des autres chefs gibelins, en même temps que sa belle gendarmerie allemande et ses trésors excitaient l'envie de Louis IV. Celui-ci s'étant assuré l'obéissance de ces soldats mercenaires, et feignant de prêter l'oreille et de croire aux rapports qui lui étaient adressés contre Galéas par les autres seigneurs gibelins, fit arrêter, le 6 juillet, le seigneur de Milan dans son palais, avec son fils et ses deux frères : il les menaça aussitôt de les mettre à la torture s'ils ne lui livraient leurs forteresses et leurs trésors, et il les retint ensuite au cachot, sans jugement, sans même motiver sa sévérité envers eux. Huit mois plus tard, sur les instances de Castruccio, il

remit les Visconti en liberté, et il offrit de leur revendre la souveraineté dont il les avait dépouillés, mais qu'ils n'étaient pas assez riches pour racheter. Au mois de septembre, Louis IV passa en Toscane à la tête de l'armée qu'il avait débauchée aux Visconti. Les Pisans, qui jusqu'alors avaient été les plus dévoués serviteurs de l'Empire, se sentaient trop épuisés par les guerres de Lucques et de Sardaigne pour vouloir s'exposer à rompre la paix qu'ils avaient faite avec les Guelfes; ils envoyèrent offrir soixante mille florins à l'empereur élu sous cette condition. Louis donna l'ordre d'arrêter leurs ambassadeurs, et menaça de les faire mourir dans les tourmens si leur patrie n'exécutait pas toutes ses volontés. Après un mois de résistance, en effet, Pise fut obligée de le reconnaître pour seigneur, et de lui payer cent cinquante mille florins.

Dès que Louis de Bavière se trouva rapproché de Castruccio, il n'écouta plus que les conseils de celui-ci; et, sous la direction de cet habile politique, il montra pendant quelque temps une vigueur et une intelligence qui semblaient lui promettre la domination de l'Italie. Cependant Jean XXII, en le voyant déjouer les intrigues de son favori Bertrand du Poiet, redoublait d'irritation contre lui, et le poursuivait de ses excommunications. Castruccio fit sentir à Louis qu'il lui importait de se presser de con-

CHAP. VI. 1323-1328. firmer son droit à l'Empire en se faisant couronner à Rome. Il ajourna donc à son retour la guerre contre Florence, où le duc de Calabre avait rassemblé assez de forces. Il est très probable que Castruccio comptait se réserver cette conquête pour lui-même : Louis de Bavière l'avait nommé, le 11 novembre 1327, duc de Lucques, de Pistoia, de Volterra et de la Lunigiane; et Castruccio se flattait, après le départ de l'empereur, de réunir toute la Toscane à ce duché. Il accompagna le monarque à Rome : il fut fait sénateur de cette ville, comte palatin de Saint-Jean-de-Latran, et il porta l'épée impériale au couronnement, le 17 janvier 1328. Ce couronnement fut fait au Vatican, par des évêques schismatiques, au mépris de l'excommunication de Jean XXII. Louis IV, irrité, intenta un procès à ce pape, pour le déposer et lui donner un successeur. Mais dans ce moment il fut privé des conseils de Castruccio : celui-ci fut rappelé en Toscane par la nouvelle que les Florentins lui avaient enlevé Pistoia, le 28 janvier 1328.

A son retour il s'empara de Pise par surprise; il assiégea Pistoia, et s'en rendit enfin maître le 3 août 1328, mais après des fatigues infinies, qui lui causèrent une maladie dont il mourut le 3 septembre suivant. La mort de ce redoutable et ambitieux capitaine sauva Florence du plus

grand danger qu'elle eût encore couru ; et pour surcroît de bonheur, deux mois plus tard le seigneur qu'elle s'était donné pour la défendre contre Castruccio, le duc de Calabre, qui ne s'était signalé que par ses vices, son imprévoyance et ses dilapidations, mourut à son tour. En même temps Louis de Bavière cessait d'être redoutable ; il achevait de se décrier par de nouvelles perfidies envers tous ceux qui lui montraient le plus de dévouement. Salvestro de Gatti, seigneur de Viterbe, était le premier chef gibelin qui lui eût ouvert une place forte dans les États de l'Église ; Louis le fit arrêter et mettre à la torture, pour le forcer à révéler le lieu où il avait caché ses trésors. A Rome il se rendit odieux et ridicule par la puérilité de ses procédures contre Jean XXII, et ses efforts pour créer un schisme. A son retour en Toscane il enleva, le 16 mars 1329, la souveraineté de Lucques aux enfans de Castruccio, et il la vendit à un de ses parens. Celui-ci s'en laissa chasser un mois après par une troupe de mercenaires allemands qui abandonnèrent l'empereur, annonçant qu'ils voulaient faire la guerre pour leur compte, c'est-à-dire vivre de brigandage. Louis IV passa l'été de 1329 en Lombardie ; à la fin de l'automne il retourna en Allemagne, méprisé et détesté des Italiens. Il avait trahi tous ceux qui s'étaient fiés à lui, et il avait

CHAP. VI. 1323-1328.

complétement désorganisé le parti gibelin qui comptait sur son appui.

Ce parti venait justement de perdre Can Grande de la Scala, un autre de ses chefs les plus distingués. Celui-ci était petit-fils du premier Mastino que la république de Vérone s'était donné pour seigneur, en 1260, après la mort d'Eccelino. Can Grande régna de 1312 à 1329 à Vérone, avec un éclat que n'égala aucun autre prince d'Italie. Brave et heureux dans les armes, sage dans le conseil, il se fit une réputation de générosité, et même de loyauté, à laquelle peu de capitaines prétendaient. Le premier parmi les princes lombards, il protégea les lettres et les arts; on vit réunis à sa cour, avec le Dante, qui fut accueilli par lui dans son exil, les premiers poètes, les premiers peintres et les premiers sculpteurs d'Italie, et en même temps, avec Uguccione de Faggiuola, tous les plus illustres proscrits qui s'étaient signalés dans les armes ou dans la politique. Il espérait s'assujettir les marches véronaise et trévisane, ou ce qu'on a nommé depuis la Terre-Ferme de Venise. Il s'empara d'abord de Vicence; il soutint ensuite de longues guerres contre la république de Padoue, la plus puissante de cette contrée, et celle qui avait montré le plus d'attachement au parti guelfe et à la liberté. Mais Padoue s'était laissé entraîner dans tous les excès de la dé-

mocratie : le peuple y montrait une telle défiance de toute espèce de distinction, une telle inconstance dans ses choix, une telle présomption enfin, que l'imprudence et des chefs et de la multitude attira sur la république les plus grands revers. Padoue, vaincue à plusieurs reprises par Can de la Scala, de 1314 à 1318, chercha d'abord une garantie dans le pouvoir d'un seul, et déféra la seigneurie à la maison noble de Carrara, qui depuis long-temps y était à la tête du parti guelfe. Le pouvoir d'un seul éteignit ce qui restait de vertus et de courage à la république, et le 10 septembre 1328, Padoue se soumit à Can de la Scala. L'année suivante, ce prince attaqua Trévise, qui se rendit à lui le 6 juillet 1329; Feltre et Cividale lui obéissaient aussi, et la province entière semblait être soumise; mais le vainqueur était dans son camp, atteint d'une maladie mortelle. En entrant dans Trévise il fit transporter son lit dans la grande église, et il y mourut quatre jours après, le 22 juillet 1329. Il n'avait alors que quarante et un ans. Castruccio en avait quarante-sept lorsqu'il mourut. Galeaz Visconti était mort à peu près au même âge, un peu moins d'une année auparavant. Le parti gibelin, qui avait produit des capitaines si distingués, les voyait tous disparaître en même temps au milieu de leur carrière. Passérino de' Bonacossi, tyran de

CHAP. VI. 1313-1329. Mantoue, appartenant au même parti, avait été assassiné le 14 août 1328 par les Gonzaga, qui vengeaient ainsi l'offense faite à la femme de l'un d'eux, et qui en même temps s'emparèrent de la souveraineté de Mantoue, demeurée dans leur famille jusqu'au dix-huitième siècle. De tous les princes qui avaient accueilli Louis de Bavière en Italie, le marquis d'Este avait seul conservé son pouvoir sur Ferrare; encore s'étonnait-on de voir ce seigneur, guelfe de naissance, forcé, par les intrigues du légat du pape, à s'associer aux Gibelins.

1330-1338. Le parti gibelin, qui avait paru si redoutable par l'habileté des capitaines qui le dirigeaient, était absolument désorganisé; les peuples lombards n'accordaient plus de confiance aux chefs qui leur restaient; ils avaient oublié la liberté, ils n'osaient plus y prétendre, mais ils soupiraient avec ardeur après un prince qui fût en état de les défendre, qui leur fît espérer de la paix, de la modération et de la bonne foi. Ils n'en voyaient point de tel en Italie. Tout à coup l'Allemagne leur en offrit un. A la fin de l'année 1330, Jean, roi de Bohême, fils de Henri VII, vint à Trente. Le souvenir de son père était devenu plus cher aux Italiens, par la comparaison de sa conduite avec celle de son successeur, et Jean était fait pour rehausser encore cette prédilection. Il ne pouvait supporter

la barbarie de la Bohême, et il habitait de préférence ou son comté de Luxembourg ou Paris. Là, il s'était formé par la lecture qu'on lui faisait des romans de chevalerie français, et il aspirait à la gloire d'être un parfait chevalier. Il réunissait tout ce qui pouvait séduire les peuples à la première vue : une belle figure, de la vaillance, de l'adresse dans tous les exercices du corps, de l'éloquence, de la prévenance. Sa conduite en France et en Allemagne avait paru généreuse. Il s'y était montré tour à tour guerrier et pacificateur, mais jamais il n'y avait rien prétendu pour lui-même; il n'avait paru désirer que le bien général ou la gloire de servir son pays. Les Italiens, à juste titre, dégoûtés de tous leurs princes, offrirent avec empressement de se mettre sous sa protection. La ville de Brescia lui envoya des députés à Trente pour lui déférer la souveraineté; il vint en prendre possession le 31 décembre 1330, et presque aussitôt après, Bergame, Crémone, Pavie, Verceil et Novarre, se donnèrent aussi à lui. Azzo Visconti lui-même, fils de Galéaz, qui, en 1328, avait racheté Milan des mains de Louis de Bavière, ne put résister à l'impatience de ses sujets; il céda nominativement la seigneurie à Jean de Bohême, et ne s'intitula plus que son vicaire. Bientôt Parme, Modène, Reggio, et enfin Lucques, suivirent cet exemple. Dans toutes ces villes le

CHAP. VI. 1330-1338. roi Jean rappelait indifféremment les exilés guelfes ou gibelins; il rétablissait la paix, et il faisait goûter les prémices d'un bon gouvernement.

Mais les Florentins, qui le voyaient arriver jusqu'à leurs frontières, satisfaits de leur constitution, attachés à leur liberté, ne pouvaient partager cet engouement pour un prince étranger, gibelin, et fils de ce Henri VII qu'ils avaient toujours combattu. Ils savaient que, quels que fussent les talens ou les vertus d'un prince absolu, son gouvernement dégénérait toujours en tyrannie; que, s'il n'était pas corrompu lui-même par le pouvoir, ses successeurs ne manqueraient pas de l'être. De nombreux exemples, de leur temps, en Italie, leur montraient assez la dégénération rapide des races princières, et la pitié profonde que méritent les peuples gouvernés par les fils d'un grand homme. Ils sentaient de même vivement que c'étaient les constitutions municipales, démocratiques, indépendantes des cités d'Italie, et l'émulation constante entre elles, qui leur avaient donné cette grande supériorité sur tout le reste de l'Europe. Ils voyaient bien que, malgré sa division, l'Italie n'avait alors rien à craindre des ultramontains pour son indépendance; tandis qu'elle avait tout à craindre pour sa liberté, comme pour sa civilisation, si elle laissait grandir démesurément

une des principautés absolues qui s'étaient formées dans son sein. Les Florentins ne prétendaient pas rendre la liberté malgré eux aux peuples qui n'avaient plus assez d'élévation d'âme pour la désirer, ni assez d'énergie pour la défendre; mais ils se firent une noble politique de s'opposer aux usurpations et aux conquêtes de quiconque prétendait dominer en Italie, et, s'ils ne pouvaient conserver à chaque cité son indépendance, de maintenir du moins, à travers les changemens que le temps amenait, l'équilibre entre les puissances; de telle sorte que le respect pour les droits de tous fût garanti par l'alliance de ceux qui ne demandaient qu'à être libres, et à conserver la liberté d'autrui. Ce système de la balance de l'Italie, inventé par les hommes d'État florentins, fut, pendant le quatorzième et la plus grande partie du quinzième siècle, la règle fondamentale de leur conduite.

Pour s'opposer à la grandeur menaçante du roi de Bohême, les Florentins ne trouvaient plus des forces suffisantes dans le parti guelfe. Le roi Robert de Naples était devenu vieux; il manquait d'énergie et ses soldats de bravoure. La république de Bologne, autrefois si riche et si puissante, perdait sa vigueur sous le gouvernement du légat Bertrand du Poiet. Celles de Pérouse et de Sienne n'avaient, par elles-mêmes, que peu de ressources; encore leur

CHAP. VI. 1330-1338.

jalousie de Florence les empêchait d'en user librement ; il ne restait plus de cités libres en Lombardie. Toutes celles qui, dans l'État de l'Église, avaient, durant le siècle précédent, été animées de tant de vie, étaient tombées, et languissaient sous le joug de quelque petit tyran, qui se déclarait aussitôt pour le parti gibelin. Les Florentins sentirent la nécessité de faire taire leurs haines héréditaires et leurs antiques répugnances, en s'alliant aux Gibelins lombards contre le roi de Bohême, sous la condition qu'en partageant entre eux les dépouilles de celui-ci, ils empêcheraient qu'un seul ne s'agrandît plus que les autres, et maintiendraient entre eux l'équilibre, pour que, après leurs conquêtes, l'Italie ne courût point le danger d'être asservie par le plus fort. Le traité d'alliance contre le roi de Bohême, et de partage des États qu'il venait d'acquérir en Italie, fut signé au mois de septembre 1332. Crémone devait passer à Visconti, Parme à Mastino de la Scala, neveu et successeur de Can Grande, Reggio à Gonzaga, Modène aux marquis d'Este, et Lucques aux Florentins. Mais le roi Jean n'opposa point à cette ligue la résistance qu'on avait attendue de sa bravoure et de ses talens. Inconstant par caractère, s'ennuyant de tout, courant toujours après des nouveautés, ne songeant qu'à briller dans les cours et les tournois,

il regarda bientôt toutes ces petites principautés italiennes, dont il avait déjà perdu quelques unes, comme trop bourgeoises. Il vendit chacune des villes, qu'il avait reçues d'elles-mêmes, à quelque gentilhomme qui voulait s'en faire seigneur, et il repartit pour Paris, le 15 octobre 1333, laissant l'Italie dans une plus grande confusion encore que lorsqu'il y était entré. Les Gibelins lombards, confédérés des Florentins, réussirent cependant, avant la fin de l'été de 1335, à se mettre en possession des villes délaissées par le roi Jean, qui devaient leur tomber en partage; celle de Lucques seule, qui devait revenir aux Florentins, était défendue contre eux par une soldatesque allemande qui en avait fait le centre de ses brigandages, et qui la tyrannisait barbarement. Mastino de la Scala offrit aux Florentins de traiter pour eux avec les capitaines qui commandaient alors à Lucques; il se fit livrer, en effet, cette ville le 20 décembre 1335; mais, dès qu'il en fut maître, il se flatta qu'elle lui donnerait le moyen d'asservir le reste de la Toscane; et, au lieu de la livrer aux Florentins comme il s'y était engagé, il tenta de renouveler contre eux une ligue gibeline, avec les Pisans et tous les gentilshommes indépendans des Apennins.

Les Florentins, forcés de se défendre contre l'allié qui les trahissait, après qu'ils avaient con-

CHAP. VI. 1330-1338.

tribué à sa grandeur, recherchèrent l'alliance des Vénitiens, qui, de leur côté, avaient à se plaindre de Mastino. Le traité entre les deux républiques fut signé le 21 juin 1336; la guerre à laquelle les Florentins contribuèrent libéralement de leurs trésors, ne se fit qu'en Lombardie; elle fut heureuse : Padoue fut enlevée à Mastino de la Scala le 3 août 1337; et comme cette ville ne paraissait plus prétendre à la liberté, elle fut donnée en seigneurie à la maison de Carrare, qui était guelfe. Les Vénitiens s'emparèrent de Trévise, de Castel Franco et de Cénéda; c'était la première acquisition qu'ils faisaient hors de leurs lagunes, et leur premier établissement sur la terre-ferme, qui devait mêler désormais leurs intérêts avec ceux du reste de l'Italie. Mais dans ce moment leur ambition n'allait pas plus loin : satisfaits eux-mêmes, et sacrifiant leurs alliés, ils firent la paix avec Mastino de la Scala, le 18 décembre 1338, sans l'obliger à livrer aux Florentins la ville de Lucques, objet de la guerre, pour laquelle la république avait contracté une dette de 450,000 florins.

Les Florentins, trahis successivement par tous leurs alliés, voyaient augmenter chaque jour les dangers de leur situation : le parti guelfe perdait l'un après l'autre tous ses soutiens; le roi Robert, âgé de soixante-quinze ans, n'avait plus

aucune vigueur; le pape Jean XXII était mort à Avignon le 4 décembre 1334. Son successeur, Benoît XII, Français comme lui, n'entendait point la politique d'Italie, et n'y prenait aucun intérêt. Peu de mois auparavant, le 17 mars 1334, le cardinal Bertrand du Poiet avait été chassé de Bologne par le peuple, et cet ambitieux légat, n'étant plus soutenu par le pape son père, avait disparu de la scène politique. Mais les Bolonais ne conservèrent pas long-temps la liberté qu'ils avaient recouvrée : un de leurs concitoyens, Taddéo des Pépoli, l'homme le plus riche de toute l'Italie, séduisit la garde allemande qu'ils entretenaient, et, avec son aide, s'empara, le 28 août 1337, de la souveraineté de Bologne, après quoi il fit alliance avec les Gibelins. Le nombre des villes libres, sur l'appui ou au moins sur la sympathie desquelles les Florentins pouvaient compter, diminuait sans cesse. Les Génois, depuis le commencement du siècle, consumaient leurs forces dans des combats intestins entre leurs grandes familles guelfes et gibelines : tant qu'ils furent libres cependant, les Florentins, sans alliance avec eux, les regardaient comme des amis. Mais la longueur des guerres civiles avait dégoûté le peuple de la forme de son gouvernement : il se souleva le 23 septembre 1339, et le renversa ; il remplaça la seigneurie par un

CHAP. VI. 1330-1338.

1339-1343.

CHAP. VI. 1339-1343. chef unique, Simon Boccanègra, auquel il déféra le titre de doge. On pouvait craindre qu'il ne se fût donné ainsi un tyran; néanmoins le premier doge de Gênes se trouva un ami de la liberté; et le peuple génois, ayant nommé un doge à l'exemple des Vénitiens, ne tarda pas à les imiter aussi, en cherchant à combiner le pouvoir d'un seul avec la liberté. Sur ces entrefaites, Mastino de la Scala se laissa enlever, par un gentilhomme parmesan, la ville de Parme : comme dès-lors il ne communiquait plus avec celle de Lucques, il offrit de la vendre aux Florentins. Le marché fut conclu au mois d'août 1341; mais il parut aux Pisans être le signal de leur propre servitude, parce qu'il rompait toute communication entre eux et les Gibelins de Lombardie. Ayant fait avancer aussitôt leurs milices dans l'État lucquois, pour empêcher les Florentins de prendre possession de la ville, ils les vainquirent dans une grande bataille sous ses murs, le 2 octobre 1341, et le 6 juillet suivant ils prirent eux-mêmes possession de Lucques.

Le peuple de Florence attribua cette suite de revers à l'incapacité des magistrats : le fardeau des impôts, celui des dettes dont la république s'était chargée, la jalousie qu'excitaient de riches marchands, qui, malgré les formes toutes démocratiques de la constitution, gouvernaient de fait l'État, tous ces motifs entretenaient un

mécontentement qui prit bientôt les couleurs les plus sombres. Le peuple qu'on regardait en Italie comme républicain par excellence, celui qui devait toute sa grandeur à la liberté, à laquelle il avait fait en retour de si immenses sacrifices, le peuple qui poussait à l'excès son amour de l'égalité, et sa jalousie de toute distinction, se montra tout à coup fatigué de sa souveraineté; il demanda un maître; il consentit à se soumettre au pouvoir d'un seul, pour humilier et punir ceux qui lui paraissaient si grands que les lois de la république ne les atteignaient plus. A cette époque un seigneur français, mais né en Grèce, Gaulthier de Brienne, duc d'Athènes, se trouvait à Florence, où il avait passé pour se rendre de France à Naples. Le duché d'Athènes, demeuré dans sa famille après la conquête de Constantinople, avait été enlevé à son père en 1312; il ne lui restait que celui de Leccé, dans le royaume de Naples. Il avait été, en 1326, lieutenant du duc de Calabre à Florence, et il s'y était alors distingué par sa valeur et son habileté. Ce fut pour lui que les Florentins, après leur déroute devant Lucques, prirent un subit enthousiasme. Ils s'écrièrent que jamais tant de revers ne les auraient atteints, si le duc d'Athènes avait été à la tête de leur armée; et, le 1er août 1342, ils lui firent déférer, par la seigneurie, le titre de capitaine de justice, et le commandement de leurs soldats.

CHAP. VI. 1339-1343. Le duc d'Athènes était de cette race dégénérée des Francs établis dans le Levant, que l'on désignait dans l'Occident par le nom de *pullani,* pour indiquer leur petite taille, leur faiblesse apparente, et souvent leur lâcheté. A cette conformation physique ils joignaient un amour effréné des plaisirs, la ruse, la perfidie, les habitudes du despotisme, le mépris de la vie, les vices enfin que le commerce avec les Orientaux devait communiquer à des barbares plus disposés à se corrompre qu'à s'élever. Le duc d'Athènes venait d'être nommé président des tribunaux, et commandant des forces d'une république; c'était plus de pouvoir qu'il ne convenait d'en donner à un tel homme, mais ce n'était pas assez pour son ambition; il voulait être souverain absolu. Déjà il aspirait à se faire un duché de la Toscane; il traitait avec les villes sujettes ou alliées des Florentins, pour qu'elles se donnassent à lui, au lieu de demeurer à la république. Avec une rapidité de conception et un talent pour l'intrigue, qu'il semblait avoir acquis en Grèce, il démêla en peu de jours toutes les vues secrètes, toutes les passions jalouses des partis qui se divisaient la république. Il comprit que la haute bourgeoisie qui avait eu le plus de part au gouvernement, avait excité aussi contre elle le plus de haine. Elle était l'objet du ressentiment de l'ancienne noblesse, qu'elle avait

exclue de tous les emplois; de la jalousie des petits bourgeois, placés immédiatement au-dessous d'elle; de l'envie et de la colère de la populace, qui se prétendait foulée par les impôts. Le duc d'Athènes n'hésita point à la sacrifier à toutes ces passions: il fit trancher la tête aux uns, il ruina les autres par des amendes. Il fit venir de France et de Naples des gendarmes plus propres encore à l'intrigue qu'aux combats; il leur ordonna de se répandre parmi le peuple, de l'entraîner dans les tavernes, de l'y tenir dans une ivresse continuelle; de célébrer en même temps la vaillance et la libéralité du duc d'Athènes; d'annoncer que, s'il était maître absolu, il ferait vivre tous les plus pauvres dans la joie et dans l'abondance. Après avoir ainsi excité la fermentation du peuple, il le convoqua en parlement, pour le 8 septembre, sur la place publique. Les agitateurs, entraînant la plus basse classe, le proclamèrent seigneur souverain de Florence à vie, forcèrent ensuite le palais public, en chassèrent le gonfalonier et les prieurs, et l'y installèrent.

CHAP. VI. 1339-1343.

C'en était fait de la liberté de l'Italie, si le duc d'Athènes eût réussi à s'affermir dans la tyrannie qu'il venait de fonder. Toutes les autres républiques semblaient plongées dans une mortelle léthargie; le pouvoir d'un seul avait envahi toutes les plus fières, toutes les plus opulentes

CHAP. VI. 1339-1343. cités, toutes celles qui, dans les temps antérieurs, avaient montré le plus d'horreur pour le despotisme; et comme le reste de l'Europe n'était point encore prêt à profiter de l'exemple et des enseignemens que lui avait déjà donnés l'Italie, l'asservissement de Florence, la cessation de toute liberté dans la cité qui donnait l'impulsion à l'esprit d'enquête, à la philosophie, à la politique, à l'éloquence, à la poésie et aux beaux-arts, aurait arrêté, peut-être pour des siècles, la civilisation du monde entier. Gaulthier d'Athènes réunissait toutes les qualités que Machiavel, cent soixante ans plus tard, signalait comme nécessaires au prince qui fonde une tyrannie. Courageux, dissimulé, patient, clairvoyant, perfide, il ne connaissait ni les ménagemens ni la pitié; il n'était lié par aucune affection ou aucun principe; aussi rechercha-t-il l'alliance des tyrans gibelins de Romagne et de Lombardie, qu'il avait jusqu'alors combattus, comme vassal du roi Robert. Ceux-ci, de leur côté, s'unirent avec joie au tyran qui les délivrait de l'exemple, contagieux pour leurs sujets, de la liberté et du bonheur de Florence. Il n'avait plus d'ennemis au-dehors, et ses bourreaux le délivraient promptement de ses plus dangereux ennemis au-dedans.

Heureusement Florence n'était pas mûre pour la servitude. Dix mois suffirent au duc d'Athènes

pour en tirer quatre cent mille florins d'or, qu'il fit passer en France ou à Naples; mais dix mois suffirent aussi pour détromper tous les partis qui avaient pris confiance en lui, pour les réunir tous dans une haine commune, dans une égale détermination de renverser la tyrannie. Trois conjurations s'ourdirent en même temps à l'insu l'une de l'autre; bientôt presque tous les citoyens de Florence s'y trouvèrent compris. Le duc d'Athènes, sans les connaître, sut les déjouer à plusieurs reprises, par les précautions tous les jours plus rigoureuses qu'il prenait pour sa sûreté. Sa défiance s'accroissait avec sa tyrannie, et il questionnait par la torture tous ceux sur lesquels s'arrêtaient ses soupçons. C'est ainsi qu'il fut amené à faire saisir Baldinaccio des Adimari, qui était en effet le chef de l'une des conspirations. La fermentation universelle qu'excita cette arrestation fit comprendre au duc qu'il était sur la voie d'une découverte. Il n'éclata pas néanmoins : il demanda des renforts à tous ses alliés; et seulement, lorsqu'il les sut en chemin, il fit convoquer, pour le 26 juillet, trois cents des citoyens les plus distingués, qu'il déclara vouloir consulter sur les affaires de la république; l'ordre était donné cependant au palais de les égorger dès qu'ils y seraient entrés. Mais de son côté le peuple était prêt. Dans chacun

CHAP. VI. 1339-1343.

de ces palais massifs de Florence, les citoyens s'étaient silencieusement rassemblés; ils y arrivaient un à un, sans bruit, inaperçus. Les gendarmes du duc occupaient les rues, où chacun paraissait ne songer qu'à ses affaires; aucun mouvement, aucun trouble apparent n'annonçait une explosion, lorsque tout-à-coup le cri *aux armes!* partit de la place du Marché-Vieux, et fut répété jusqu'à la porte Saint-Pierre : à l'instant, de toutes les fenêtres, de tous les toits, les pierres et les tuiles préparées pleuvent sur les gendarmes du duc; tous les palais s'ouvrent, et vomissent des hommes armés qui tendent des chaînes et dressent des barricades : le cri *popolo, popolo, libertà!* retentit d'une extrémité à l'autre de Florence. Bientôt les gendarmes, surpris, dispersés, accablés de pierres, sont désarmés, et les chaînes relevées, les troupes de citoyens se réunissent, et marchent sur le Palais-Vieux, où le duc se défendait avec quatre cents soldats ultramontains. Gaulthier aurait pu tenir longtemps dans cette épaisse forteresse s'il y avait eu assez de vivres; mais la faim le força de recourir à la médiation de l'évêque de Florence. Le 3 août il capitula; l'évêque le cacha jusqu'au 6, pour le soustraire à la fureur du peuple, et le fit ensuite partir de nuit, avec ses gendarmes, auxquels le duc d'Athènes devait leur

solde. Arrivé à Venise, il se déroba à ses compagnons d'infortune pour se dispenser de les payer, et, sur un petit bâtiment, il se fit transporter dans le royaume de Naples, où ses trésors avaient été envoyés par avance.

CHAP. VI.
1339-1343.

CHAPITRE VII.

Renaissance des lettres. — Révolutions tentées par deux lettrés. — L'Italie ravagée par la peste et par les compagnies d'aventure. — Puissance de la maison Visconti. — Guerre entre les républiques maritimes. — Dangers et fermeté de la république de Florence. — 1344 — 1364.

L'oppression qui pesait sur le reste de l'Europe avait contribué à y entretenir la barbarie; mais c'était moins en rendant difficile, et quelquefois dangereuse, l'acquisition des connaissances, qu'en ôtant tout attrait à l'exercice de l'esprit; la pensée était un sujet de douleur pour ceux qui pouvaient juger l'état de l'espèce humaine, étudier le passé, le comparer au présent, et prévoir ainsi l'avenir. Le danger et la souffrance se présentaient de toutes parts; et les hommes qui, en France, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, se sentaient doués du pouvoir de généraliser leurs idées, ou s'empressaient de l'étouffer pour ne pas aggraver leurs peines, ou le dirigeaient uniquement vers les spéculations les plus éloignées de la vie réelle, vers cette philosophie scolastique où ils dé-

ployaient tant d'esprit sans pouvoir atteindre aucun but réel. En Italie, au contraire, la liberté assurait la pleine jouissance de la vie intellectuelle; chacun s'efforçait de développer les facultés qu'il sentait en lui, parce que chacun avait la conscience que plus les yeux de son esprit s'ouvraient, plus il jouissait; chacun destinait les pouvoirs de son âme à un but utile, pratique, positif, parce que chacun se sentait placé dans une société sur laquelle il pouvait influer, pour son propre bien et celui de ses semblables. Le premier besoin des villes avait été celui de leur défense; aussi l'architecture militaire avait commencé avant tous les autres arts; mais de la pratique de celui-là le passage avait été facile à l'architecture religieuse, qui était alors un besoin de tous les cœurs; à l'architecture civile, qu'encourageait un gouvernement où tout était pour tous. L'étude, la recherche du beau dans ce premier des beaux-arts, avaient ouvert la voie vers tous les autres. Des jouissances de l'imagination par les yeux, on s'était élevé à celles qu'elle admet dans l'intimité de l'âme, et la poésie était née.

De même, dans les sciences, les Italiens avaient commencé par s'attacher à la conservation et à la défense personnelle de l'homme; ils avaient songé à sa santé, et l'École de médecine de Salerne était née la première auprès des républiques

CHAP. VII. de Gaëte, Naples et Amalfi; ils avaient songé aux droits privés et à la propriété de chacun, et l'Université de Bologne avait acquis une grande célébrité pour l'enseignement du droit civil et du droit canon; avant qu'aucune autre étude fût suivie avec ardeur. Des droits de chacun, ils avaient passé aux droits de tous, et la politique, comme science, n'existait encore qu'en Italie. Des hommes publics avaient cherché dans l'histoire comment les gouvernemens font le bonheur ou le malheur des nations; et l'étude de l'antiquité fut poursuivie avec ardeur, en même temps que les deux Villani écrivirent l'histoire avec autant de jugement, d'élévation d'âme et de philosophie que l'avait fait Polybe. Dans le même temps, ceux des Français qui, au lieu de s'abrutir, pour avoir moins à souffrir du despotisme, de l'anarchie, et de l'invasion anglaise, exerçaient encore leur esprit, se jetaient avec passion dans la théologie scolastique; ils commentaient et développaient avec subtilité des principes qu'ils ne se permettaient pas de juger. Aussi la faculté de Sorbonne, dans l'Université de Paris, était-elle reconnue pour la première école de théologie de l'Europe; c'était celle où le plus d'esprit et de profondeur s'unissaient à la foi la plus soumise. En Italie, au contraire, l'esprit, accoutumé à examiner les droits de l'autorité, produisit, dès le temps de

Frédéric II, et plus encore après la traduction de l'arabe des livres d'Averrhoès, des penseurs que les prêtres accusèrent, non d'hérésie, mais d'incrédulité ou d'épicuréisme.

La forme populaire du gouvernement aurait dû accoutumer de bonne heure les Italiens à parler en public : cependant l'exemple des prédicateurs nuisit à leur éloquence; ils voulurent trop tôt faire des discours. Ils crurent ne devoir jamais parler sans commencer par *proposer,* c'est-à-dire prendre un texte de quelque auteur célèbre, sacré ou profane; et cet appui qu'ils cherchaient dans l'autorité d'autrui, les conduisit par degré à mettre la pédanterie à la place du raisonnement. Aussi le quatorzième siècle, qui vit naître en Italie tant de grands hommes, ne nous a laissé aucun modèle pour l'éloquence politique. Les Italiens s'accoutumèrent à exprimer en vers tout ce qui les émouvait fortement : la poésie fut pour eux la langue de la vérité, celle de la persuasion, autant que le langage de l'imagination. La poésie lyrique surtout remplaça pour eux l'éloquence; elle brilla d'un grand éclat dans ce même siècle. Quelques canzoni de Pétrarque expriment les sentimens les plus élevés d'une grande âme italienne. Une foule de poètes, à cette époque, obéissait aux mêmes inspirations; mais les noms de Pétrarque, né en 1304, et de Boccace, né en 1313, tous deux Flo-

CHAP. VII. rentins d'origine, sont les plus universellement connus. Le second a dû sa réputation à la prose élégante, légère et facile, de ses *Nouvelles,* plus qu'à ses poésies; tous deux n'ont passé à la postérité que par les écrits italiens qu'ils regardaient comme un délassement de leurs travaux, tandis que les ouvrages latins auxquels ils croyaient attacher leur gloire, sont oubliés.

Au quatorzième siècle, en effet, les Italiens retrouvèrent en quelque sorte l'antiquité; ils se sentirent, avec les écrivains de la belle littérature latine, un rapport de pensées, d'expression, de goût, qui leur inspira pour eux l'admiration la plus vive. Pétrarque, et surtout Boccace, firent suivre cette étude de celle de l'antiquité grecque. A la sollicitation de Boccace, la république florentine fonda, en 1360, une chaire pour l'enseignement de la littérature grecque; et ce fut la première de l'Occident. La passion pour l'érudition se ralluma d'un bout à l'autre de l'Italie, avec une ardeur proportionnée à l'épaisse ignorance des siècles qui avaient précédé. On se figura que tout le savoir consistait à connaître et à imiter les anciens maîtres; la plus haute gloire fut attachée à l'érudition classique; et Pétrarque et Boccace, non en raison du mérite que nous leur reconnaissons aujourd'hui, mais comme interprètes et en quelque sorte comme organes sacrés de l'antiquité, joui-

rent d'une célébrité, d'un crédit, d'une puissance qu'aucun autre homme, dans le moyen âge, ne parut égaler. CHAP. VII.

Nous devons aux érudits du quatorzième siècle et à leur école une profonde reconnaissance, car ce sont eux qui ont retrouvé et rendu intelligibles pour nous les chefs-d'œuvre des anciens temps. Il ne restait plus des ouvrages classiques que des débris épars dans toute l'Europe, et sur le point de se perdre; il fallut les recueillir, les corriger, et les expliquer les uns par les autres. Sans le zèle de ces antiquaires, l'expérience des âges passés, les modèles du goût, les chefs-d'œuvre du génie, ne seraient point parvenus jusqu'à nous; et peut-être, sans de tels guides, n'aurions-nous jamais pu nous élever au point où nous sommes arrivés. Mais, d'un autre côté, ils nuisirent à leur propre siècle par la direction exclusive de leurs études vers l'érudition. L'imagination s'éteignit, le génie disparut, la langue même rétrograda; elle fut abandonnée, comme trop vulgaire, pour le latin, par tous ceux qui avaient quelque élévation dans l'esprit : les formes de la pensée des anciens furent adoptées avec celles du langage, et la pédanterie étouffa l'originalité nationale.

Deux de ces savans dans les lettres grecques et latines, deux amis de Pétrarque, qui aimaient la liberté, non comme des Italiens du moyen

CHAP. VII. âge, mais comme des fils de l'ancienne Rome, profitèrent de leur célébrité, et du pouvoir qu'ils exerçaient sur leurs auditeurs, pour tenter de rétablir un gouvernement républicain : Colas de Rienzo à Rome, en 1347; Jacob des Bussolari
1347. à Pavie, dix ans plus tard. Le premier, né dans la condition la plus obscure, s'était signalé de bonne heure par ses progrès dans les lettres, par la connaissance qu'il avait acquise des divers écrivains de l'antiquité, des mœurs et des lois de Rome, des monumens, des inscriptions qui ornaient encore la capitale du monde. Il savait mieux que personne les expliquer, et faire jaillir de son explication des traits qui peignaient la grandeur et la gloire de l'ancienne république. Né à Rome, il était Romain passionné. Ce n'était pas la liberté du genre humain, mais la souveraineté romaine qu'il prétendait ramener. Il repoussait avec une indignation profonde les usurpations de deux barbares, l'un Allemand, qui se qualifiait empereur, l'autre Français, qui s'intitulait pontife de Rome. Tous ceux qui s'élevaient à la gloire par l'étude et l'exemple des illustres Romains d'autrefois, lui paraissaient être tenus de travailler à réduire l'Italie et le genre humain lui-même sous la souveraineté de Rome. Pétrarque avait également, pour le nom de Rome, un respect religieux; mais vivant tour à tour à la cour d'Avignon ou à celles des

tyrans de Lombardie, il avait bien moins d'élévation dans l'âme ou de vrai enthousiasme que Colas de Rienzo. Ce dernier était susceptible de toutes les émotions que donnent les beaux-arts, et il les employait tous à son tour pour agir sur un peuple facile à émouvoir. Tantôt, au pied de quelqu'un des monumens les plus admirables de l'architecture antique, il en expliquait l'usage à la multitude qui le suivait toujours, il en faisait sentir les beautés, et il en prenait occasion de rappeler les droits de Rome ancienne, qui parlait encore par ces ruines à ses enfans, et dont il montrait le contraste avec la dégradation et la souffrance auxquelles ils étaient réduits; tantôt il interprétait sur la place publique les inscriptions qu'il découvrait, et il en faisait jaillir des preuves de la domination de Rome sur le monde entier; tantôt il étalait au Capitole des tableaux allégoriques qu'il avait fait composer, et en les expliquant il appelait les Romains à sortir de leur servitude, et à recouvrer ce qu'il appelait emphatiquement *le bon état*. Le pape n'avait jamais exercé une souveraineté réelle dans Rome; cependant l'absence de sa cour, en ruinant le commerce et la bourgeoisie, avait précipité la ville dans une désolante anarchie. La noblesse avait réduit sous sa dépendance le gouvernement, composé d'un sénateur et de treize caporioni; et cette noblesse, à Rome,

CHAP. VII. 1347. comme dans le reste de l'Italie, croyait honteux pour elle d'obéir aux lois de la cité. Les Colonna, les Orsini, les Savelli, toujours en guerre les uns avec les autres, garnissaient de leurs satellites tous les lieux forts de Rome, et s'attaquaient, à leur tête, chaque jour dans les rues. Colas de Rienzo avait pour cette noblesse turbulente une haine pour ainsi dire classique, qu'il croyait avoir héritée des Gracques. Il voulut se faire le tribun du peuple pour le délivrer du joug des patriciens. Et en effet, le 20 mai 1347, tandis que les Colonna s'étaient éloignés de Rome avec un petit corps d'armée, il appela le peuple à ressaisir le gouvernement et la garde de la cité; il se fit déclarer tribun; il s'associa dans cette dignité l'évêque d'Orviéto, le vicaire du pape à Rome, ou le dépositaire de son pouvoir spirituel, et il monta avec lui au Capitole. La révolution parut d'abord accomplie; la puissance du nom de Rome, la joie des savans et des lettrés, la haine qu'excitait le brigandage des nobles romains, l'indifférence du pape et son éloignement de Rome, favorisaient ce changement. Dans les premières semaines il fut reconnu et approuvé par toute l'Italie; mais Colas de Rienzo, quoique éloquent, érudit, poète, n'était ni un homme d'État ni un homme de guerre. Il ne sut rien faire pour consolider ce *bon état,* qu'il prétendait avoir donné aux Romains; il continua de

les occuper d'allégories, de fêtes, de processions, CHAP. VII.
tandis que le peuple lui demandait des choses plus 1347.
réelles. Il se laissa tourner la tête par la vanité, et il s'entoura d'une pompe ridicule. Bientôt il fut obligé de soutenir la guerre contre les nobles qu'il avait exilés; et quoique plusieurs Colonna eussent péri dans une attaque mal conduite qu'ils avaient tentée contre Rome, Rienzo, en les repoussant, donna des preuves d'incapacité et de manque de courage. Un légat que le pape avait envoyé à Rome pour apaiser cette guerre civile, était gentilhomme français; il embrassa le parti des nobles. Ceux-ci s'emparèrent d'un quartier de la ville; le peuple, vainement appelé par le tocsin, refusa de prendre les armes pour se défendre; et, le 15 décembre 1347, Colas de Rienzo fut obligé d'abandonner le Capitole, et de se retirer au château Saint-Ange. Il alla ensuite chercher un refuge chez l'empereur Charles IV, fils de Jean, roi de Bohême; et celui-ci, en 1352, le livra au pape.

L'année suivante ce pape, qui était Innocent VI, ayant chargé son légat, Egidio Albornoz, de recouvrer l'état ecclésiastique des mains des tyrans qui s'étaient emparés de la souveraineté dans chaque ville, le fit accompagner par Colas de Rienzo, pour qu'il profitât de l'influence que le tribun pouvait conserver dans Rome. Le légat envoya en effet Colas à Rome, au mois 1353.

CHAP. VII. 1353. de juillet 1354, déclarant en même temps que, par l'autorité du pape, il le nommait sénateur. Colas retrouva dans Rome ses amis; il réveilla passagèrement l'enthousiasme populaire, mais lui-même n'était plus qu'un instrument dans les mains du légat, et il ne dépendait plus de lui de satisfaire les espérances qu'il avait excitées. Bientôt une nouvelle sédition éclata; cette fois le peuple se joignit aux Colonna ses ennemis; son palais fut incendié; et comme il s'en échappait sous un déguisement, on l'arrêta, on l'entraîna auprès du lion de porphyre qui est au bas de l'escalier du Capitole, et on l'y poignarda, le 8 octobre 1354.

1356. Frère Jacob des Bussolari, qui, au mois de mai 1356, rendit aussi une liberté éphémère à Pavie, était, comme Colas de Rienzo, un érudit, un poète, un ami de Pétrarque, un homme d'une imagination ardente, qui avait emprunté aux anciens son amour de la liberté. Mais il était moine de Saint-Augustin, et il avait été envoyé à Pavie, sa patrie, pour y prêcher durant le carême. Cette ville était gouvernée, depuis l'an 1313, par la famille gibeline des Beccaria, qui était appuyée au-dehors par les Visconti et les marquis de Monferrat. La guerre ayant éclaté entre ces derniers et les seigneurs de Milan, les Beccaria se déclarèrent contre les Visconti, qui, jusqu'alors, les avaient regardés comme leurs lieutenans. Dans leur colère les Visconti firent

assiéger Pavie, et la ville n'aurait pas tardé à succomber, si frère Jacob des Bussolari, par ses éloquentes prédications, n'avait réveillé l'énergie des Pavesans. Il leur prêchait la réforme des mœurs, la foi, la liberté et le courage. En même temps il les animait par son exemple. En descendant de la chaire, le 27 mai 1356, il se mit à leur tête, sortit de la ville, et marcha à l'attaque des redoutes des Milanais; il les prit toutes trois l'une après l'autre, et il força l'armée des Visconti à lever le siége. Mais il n'avait pas moins à cœur de délivrer sa patrie d'une tyrannie domestique que du joug de l'étranger. Comme il prêchait souvent contre les vices et les usurpations des Beccaria, ceux-ci tentèrent de le faire assassiner. Les Pavesans lui formèrent alors une garde; il y eut plusieurs rencontres entre les fidèles armés pour leur pasteur, et les satellites des tyrans. Enfin, frère Jacob des Bussolari intima l'ordre aux Beccaria de sortir de la ville; ils obéirent, mais ils s'allièrent aux Visconti, et la guerre recommença. En 1358 le moine fit raser les palais que les Beccaria conservaient à Pavie. En 1359 les Visconti assiégèrent de nouveau la ville; une cruelle épidémie s'y était manifestée: tous les alliés que Jacob des Bussolari avait conciliés aux Pavesans les avaient successivement abandonnés. Le moine éloquent et courageux vit enfin qu'il fallait céder à la fortune. Au mois

CHAP. VII. 1356.

1359.

CHAP. VII. 1359. d'octobre 1359 il proposa de capituler avec les Visconti; il leur rendit Pavie sous condition que cette ville conserverait ses libertés municipales, que les exilés qu'il avait rappelés pourraient y demeurer, et qu'une amnistie sans exception serait accordée aux citoyens. Il ne stipula rien pour lui-même; et les Visconti, recourant à l'autorité de ses supérieurs ecclésiastiques, le firent enfermer dans la prison de son couvent à Verceil, où il finit misérablement ses jours. Ils annulèrent ensuite la capitulation de Pavie, déclarant que, comme ils étaient vicaires impériaux, ils ne pouvaient être tenus à exécuter ce qu'ils auraient promis de contraire aux droits de l'Empire.

1344-1364. Cet Empire avait passé de Louis de Bavière, mort le 10 octobre 1347, à Charles IV de Bohême, qui lui avait été donné pour compétiteur, par l'influence du pape, le 10 juillet 1346, et qu'on nomma le roi des prêtres; il fut cependant reconnu par tout l'Empire peu après la mort de Louis. Charles IV voulut aussi se faire reconnaître en Italie; il y entra le 14 octobre 1354, mais sans soldats, paraissant plutôt, avec ses chevaliers désarmés, montés sur des chevaux de course, être, dit Villani, un marchand qui se rend à la foire, qu'un empereur. Il fut couronné à Milan, puis à Rome. En chemin il pressura les républiques, qui se crurent obligées de

payer à l'Empire une rançon pour leur liberté; il y causa, par ses petites intrigues, beaucoup de trouble et de révolutions; mais en même temps il ravala, aux yeux des Italiens, la majesté impériale par sa cupidité, son manque de dignité et de caractère. Les papes qui se succédaient à Avignon perdaient en même temps le respect des fidèles par leurs mauvaises mœurs, leurs intrigues et leur ambition. A Benoît XII, homme de bonne foi, mais faible et peu habile, avait succédé, en 1342, Clément VI, qui souffla de nouveau le feu de la guerre civile en Allemagne, et qui signala sa politique italienne par de monstrueuses trahisons. A la fin de 1352 celui-ci fut remplacé par Innocent VI, qui forma le projet de recouvrer cet État de l'Église, dont les chartes impériales lui abandonnaient la souveraineté. Il fit choix pour cela du cardinal Albornoz, Espagnol qui s'était déjà distingué dans la guerre contre les Maures. Il ne lui donna que peu d'argent et peu de soldats, mais il comptait avec quelque raison sur la faveur des peuples. Ceux-ci, dans chacune des villes de la Romagne et de la Marche, s'étaient laissés asservir par le plus hardi ou le plus riche de leurs concitoyens. Tous étaient fatigués du joug de ces petits tyrans, et, sans avoir de grands motifs pour se confier au gouvernement de l'Église, ils désiraient un changement d'état. Albornoz, qui avait plus

CHAP. VII. 1344-1364. d'intrigue encore que de talent militaire, réussit à mettre aux prises ces tyrans les uns avec les autres, à se faire assister par le parti guelfe de Toscane, et enfin à les déposer ou les asservir tous. Avant qu'il eût terminé ses conquêtes, Innocent VI mourut le 12 septembre 1362, et fut remplacé par Urbain V.

Pendant la même période les rois de Naples avaient déchu davantage encore en considération et en pouvoir. Robert était mort le 19 janvier 1343, à l'âge de quatre-vingts ans. Il avait marié sa petite-fille Jeanne à son petit-neveu André, fils du roi de Hongrie; celui-ci était fils du fils aîné de Charles II, et il aurait eu plus de droits que Robert lui-même au trône de Naples. Robert, que son neveu regardait comme un usurpateur, avait voulu confondre les droits des deux branches de sa famille, en mariant Jeanne avec André, et les faisant couronner ensemble. Mais ces jeunes gens ne sentirent l'un pour l'autre que haine et que jalousie; André était brutal et demi-sauvage; Jeanne était élégante dans ses manières, mais corrompue. Elle consentit à un assassinat qui la délivra de son mari, le 18 septembre 1345, et deux ans plus tard elle épousa Louis de Tarente, son cousin, qui avait dirigé le fer des meurtriers. La couronne de Hongrie avait passé au frère aîné d'André, Louis, qu'on nomma le Grand. Il traversa l'Italie, et conquit

le royaume de Naples en 1348, pour venger son frère. Jeanne, pendant ce temps, s'enfuit en Provence avec son second mari; et pour s'y concilier la faveur du pape, elle lui abandonna la souveraineté d'Avignon. C'était justement l'époque d'une des plus grandes calamités qu'ait éprouvées le genre humain : la peste, apportée du Levant, fit le tour de l'Italie, et ensuite de l'Europe entière; et dans tous les lieux qu'elle visita, elle emporta, en sept ou huit mois, au moins un tiers de la population. On la connaît dans l'histoire sous le nom de *peste de Florence*, parce que, tandis qu'elle moissonnait ailleurs dans l'obscurité des millions de victimes, à Florence, où elle emporta plus de cent mille personnes, une civilisation avancée rendait les pertes plus sensibles; beaucoup d'hommes distingués succombèrent : plusieurs philosophes l'étudièrent, et un grand écrivain, Boccace, en a laissé une admirable description. La terreur et la désolation que causait dans toute l'Italie un si effroyable fléau, suspendirent les haines politiques et les guerres les plus acharnées. Louis de Hongrie, au milieu de ses succès, se dégoûta de ses campagnes en Italie, où la maladie avait fait disparaître de florissantes armées. Il accorda la paix, en 1351, à Jeanne, qui rentra dans son royaume avec son second mari. Tous deux y régnèrent, long-temps encore, dans le vice et la

CHAP. VII. 1344-1364.

CHAP. VII. 1344-1364.

mollesse, abandonnant tout soin d'administration ou de défense nationale, et laissant au sein de la paix leurs provinces en proie à un brigandage que celles-ci auraient à peine cru devoir redouter pendant la guerre la plus désastreuse.

La cause la plus immédiate de la souffrance du royaume de Naples et de toute l'Italie, fut la formation de ce qu'on nomma les *compagnies d'aventure*. Partout où des tyrans avaient succédé à des gouvernemens libres, ils s'étaient empressés de désarmer les citoyens dont ils pouvaient craindre la résistance; et quoique la moindre industrie eût pu aisément remplacer des lances ou des épées, le danger d'être dénoncé, en s'exerçant à les manier, eût bientôt fait renoncer les sujets des princes à toute habitude militaire; les bourgeois mêmes des villes libres ne songeaient plus à se défendre; leurs habitudes de vie avaient affaibli leurs corps, et ils se sentaient dans une infériorité trop décourageante, lorsqu'ils avaient à lutter sans armure contre des cuirassiers à cheval. La cavalerie pesante, composée d'hommes qui avaient fait toute leur vie le métier de soldats, et qui se louaient à qui voulait les payer, faisait désormais tout le nerf des armées. Cette cavalerie était alors presque toute allemande: les empereurs avaient successivement amené en Italie beaucoup de leurs compatriotes, qui passèrent

ensuite au service des tyrans; les Visconti et les della Scala avaient fait venir beaucoup d'autres aventuriers du fond de l'Allemagne. Il leur semblait que ces hommes, qui n'entendaient point la langue du pays, qui ne s'y attachaient par aucune affection, et qui n'étaient accessibles à aucune passion politique, devaient être leurs meilleurs défenseurs; ils étaient prêts à obéir aux ordres les plus barbares, et ils ne demandaient pour récompense que les jouissances d'une vie débauchée. CHAP. VII. 1344-1364.

Mais les tyrans lombards s'étaient trompés en croyant que les soldats allemands ne désireraient jamais du pouvoir pour eux-mêmes, et qu'ils n'abuseraient jamais des droits de la force que pour le compte d'autrui. Bientôt ces aventuriers reconnurent qu'il valait mieux faire la guerre et piller les peuples pour leur propre avantage, que d'en partager les profits. Quelques hommes d'un rang élevé, qui avaient servi en Italie comme *condottieri* (capitaines de louage), proposèrent à leurs soldats de les suivre pour faire la guerre à tous les propriétaires, et ne partager leur butin avec aucun maître. Une première compagnie formée par un seigneur italien, au moment où les Visconti et leurs adversaires faisaient la paix et licenciaient leurs troupes, se porta tout à coup sur Milan, dans l'espoir de piller cette grande ville; mais elle fut presque détruite à Parabiago,

CHAP. VII. 1344-1364.

dans une grande bataille, le 20 février 1339. Un duc allemand, dont on ne connaît que le nom de baptême Guarnieri, et le titre qu'il portait inscrit sur sa poitrine, *ennemi de Dieu, de la pitié et de la miséricorde,* forma, en 1343, une autre association, qui se maintint fort longtemps sous le nom de *la grande compagnie.* Tour à tour elle se mettait au service des princes; et quand ils faisaient la paix, elle recommençait ses ravages pour son propre compte. Le duc Guarnieri et ses successeurs le comte Lando, Allemand, et Frà Moriale, chevalier de Saint-Jean, portèrent leurs dévastations dans toutes les parties de l'Italie, du Montferrat, jusqu'à l'extrémité du royaume de Naples. Pour lever des contributions sur les villes et les villages, ils menaçaient de brûler les maisons et les récoltes, ou bien ils soumettaient leurs prisonniers à d'horribles tortures. Les provinces de la Pouille étaient en particulier abandonnées à leurs brigandages, sans que le roi et la reine de Naples fissent jamais aucun effort pour les en chasser.

La Lombardie ne comptait plus que six princes indépendans: les marquis de Montferrat s'étaient maintenus au couchant; les maisons de la Scala, Carrara, Este et Gonzaga, au levant, dans les villes de Vérone, Padoue, Ferrare et Mantoue; tout le reste avait été usurpé par les Visconti, seigneurs de Milan. Les princes plus faibles for-

mèrent une ligue contre ces derniers, qui les menaçaient à leur tour, et ils prirent à leur service la grande compagnie : celle-ci les trompa, les pilla, et leur causa plus de dommage encore qu'à leurs ennemis. Quand la ligue n'eut plus d'argent pour payer ses soldats, la compagnie accepta les offres de la république de Sienne, qui, ayant conçu contre celle de Pérouse une violente jalousie, voulut déchaîner sur elle cette bande de brigands; mais les Florentins ne consentirent jamais à ce qu'elle rentrât en Toscane, où l'on avait précédemment éprouvé ses fureurs. Ayant fermé les passages des Apennins, et mis les montagnards sous les armes, ils firent éprouver aux aventuriers, le 24 juillet 1358, au passage de Scalella, une première déroute, qui les força à se rejeter en Romagne. Le légat Albornoz, pour se délivrer d'hôtes si fâcheux, les fit entrer lui-même, l'année suivante, dans le Pérousin. Jamais la compagnie n'avait été plus brillante ni plus redoutable. Elle leva des contributions sur Pérouse et sur Sienne, mais son ressentiment et sa cupidité l'animaient également contre les Florentins. Elle avait dessein, ou de piller ces riches marchands, qu'elle croyait peu belliqueux, ou de les forcer à se racheter. Le marquis de Montferrat, qui voulait prendre la compagnie à son service, pressait par ses ambassadeurs la république de Florence de faire ce que de plus grands

CHAP. VII. 1344-1364.

potentats avaient fait, de payer ces brigands pour s'en débarrasser. Il s'offrait pour médiateur et pour garant; il promettait une prompte délivrance, et à bon marché. Mais la république de Florence déclara qu'elle ne se soumettrait jamais à cette bassesse. Elle assembla, sous un chef italien, une armée toute italienne; elle la fit avancer aux frontières, et offrit le combat à la compagnie. Plus elle montra de fermeté, plus les brigands faiblirent. Ils firent le tour des frontières florentines par le Siennois, le Pisan et le Lucquois, les menaçant toujours, et n'osant cependant les franchir. Ils envoyèrent, le 12 juillet 1359, le gage du combat au général florentin, et ils manquèrent ensuite au rendez-vous qu'ils lui avaient donné : ils s'échappèrent enfin de Toscane sans avoir combattu, et ils se séparèrent pour entrer au service de différens princes, humiliés, mais trop accoutumés à cette vie de désordre pour n'être pas empressés de recommencer.

Depuis l'expulsion du duc d'Athènes, la république de Florence fut sans cesse occupée à se mettre en garde contre l'ambition de la maison Visconti, qui tendait à subjuguer toute l'Italie. Azzo Visconti, fils de ce Galéaz qui trahit Louis de Bavière, avait racheté, en 1328, la ville de Milan des mains de cet empereur, et il s'était bientôt trouvé seigneur de dix autres villes de

Lombardie ; mais il mourut inopinément, le 16 août 1339, au milieu de ses prospérités. Comme il ne laissait point d'enfans, son oncle Luchino lui succéda dans la souveraineté ; c'était un homme faux, féroce, mais habile, et possédant pour la guerre des talens devenus héréditaires dans la famille Visconti. On le célébrait aussi comme aimant la justice, parce qu'il punissait les malfaiteurs avec une cruauté effrayante, et qu'il maintenait par la terreur une police parfaite dans ses États. Il mourut empoisonné par sa femme, le 23 janvier 1349, et son frère Jean, archevêque de Milan, le remplaça au pouvoir. Quoique celui-ci fût déjà seigneur de seize des plus grandes villes de Lombardie, villes qui, dans le siècle précédent, étaient autant de républiques libres et florissantes, son ambition aspirait à des conquêtes toujours plus étendues, et le 16 octobre 1350 il engagea les seigneurs de Pépoli à lui vendre Bologne. Ces gentilshommes, qui avaient usurpé la tyrannie dans leur patrie, étaient alors aux prises avec le légat Giles Albornoz, qui prétendait que leur cité appartenait au saint siége. L'archevêque de Milan était déjà traité par le pape en ennemi, et il aima mieux provoquer encore plus sa colère, que de renoncer à une acquisition si importante. Quand Clément VI le somma de venir se justifier à Avignon, il promit de se rendre à

sa cour, mais à la tête de douze mille cavaliers et de six mille fantassins. Le pape, alarmé, lui céda en fief le Bolonais, le 5 mai 1352, moyennant une redevance annuelle de douze mille florins. Florence vit avec terreur la cité qui avait été long-temps sa plus puissante et sa plus fidèle alliée, la cité guelfe, des lettres, du commerce et de la liberté, passer sous le joug d'un tyran, qui en voulait aussi à sa liberté à elle-même, qui l'entourait de ses trames perfides, et faisait alliance contre elle avec tous les petits tyrans de Romagne, avec tous les seigneurs gibelins des Apennins. Elle était en paix avec lui, mais elle savait aussi que les Visconti ne se croyaient liés par aucun traité, et n'observaient aucune des paroles qu'ils avaient données.

Le nombre des cités libres diminuait sans cesse. Pise, quoique libre encore, s'était, par attachement au parti gibelin, alliée avec Visconti. Sienne et Pérouse étaient libres aussi, mais faibles, jalouses, et sans cesse troublées par des dissensions intérieures, et les Florentins ne pouvaient s'appuyer sur elles. Tout à coup l'archevêque de Milan poussa en Toscane, sans déclaration de guerre, à la fin de l'été de 1351, Jean Visconti d'Oleggio, son lieutenant à Bologne, avec une armée formidable. Aucun allié ne restait à la république, qui ne pouvait même compter beaucoup sur les mercenaires qu'elle avait à sa solde.

Mais les Florentins, qui montraient peu de bravoure en rase campagne, se défendaient avec obstination derrière des murailles; et la grosse bourgade de Scarpéria dans le Mugello, quoiqu'elle fût si mal fortifiée que les murs de plusieurs de ses maisons lui servaient de murs d'enceinte, et bien qu'elle n'eût pour garnison que deux cents cuirassiers et trois cents fantassins, arrêta soixante et un jours le général milanais, qui se vit enfin obligé, le 16 octobre, de se retirer à Bologne.

Les républiques de Venise et de Gênes semblaient devoir être les alliées naturelles auxquelles les Florentins pourraient recourir pour la défense de la liberté commune. Leurs intérêts étaient les mêmes, et les Visconti étaient bien résolus à ne laisser subsister nulle part des États libres en Italie, de peur qu'ils n'apprissent à leurs sujets qu'on pouvait espérer un meilleur gouvernement que le leur. Malheureusement ces deux républiques, aigries par des querelles de commerce dans le Levant, étaient alors engagées l'une contre l'autre dans une guerre acharnée. Les Génois avaient fortifié Péra, faubourg de Constantinople, où ils étaient les maîtres; ils avaient fortifié Caffa en Crimée, et ces deux colonies égalaient presque la métropole en richesse et en magnificence. A Péra ils avaient pris querelle, en 1348, avec l'empereur Canta-

CHAP. VII. 1344-1364. cuzène; ils avaient assiégé sa capitale et brûlé sa flotte. Deux ans plus tard ils se brouillèrent, à Caffa, avec les Tartares de Crimée, et ils voulurent interdire à tous les Latins de commercer avec eux à la Tana, aujourd'hui Taganrok. Cette prétention les brouilla avec les Vénitiens, et la guerre s'alluma entre les deux peuples dans les mers du Levant. Les Vénitiens contractèrent alliance avec l'empereur grec, et avec Pierre IV, roi d'Aragon. Des flottes formidables, commandées, l'une par le Génois Paganino Doria, l'autre par le Vénitien Nicolo Pisani, déployèrent, pour lutter à la fois contre l'homme et contre les élémens, un courage et une habileté qu'aucun peuple marin n'ont surpassés. Le 13 février 1352 Paganino Doria, avec soixante-quatre galères, attaqua, dans le détroit du Bosphore, les Vénitiens, les Catalans et les Grecs, qui en avaient ensemble au moins soixante dix-huit. Une tempête effroyable vint assaillir, dans ces mers étroites, les deux flottes au milieu du combat; une nuit obscure les surprit, tandis que la violence des vents et des courans les mêlait l'une à l'autre. La perte fut prodigieuse des deux parts, mais le matin suivant Pisani reconnut que la sienne ne lui permettait plus de continuer la lutte; il se retira à Candie, et les Grecs firent la paix avec les Génois. Une bataille non moins meurtrière fut livrée l'année suivante, le 29 août

1353, devant la côte de la Loiéra en Sardaigne; mais cette fois Paganino Doria ne commandait plus les Génois; ils furent battus avec une perte immense. Dans leur découragement ils se donnèrent, le 10 octobre 1353, à Jean Visconti, seigneur de Milan. Ce tyran, le plus riche de l'Italie, les ayant aidés à rétablir leur flotte, le commandement en fut donné de nouveau à Paganino Doria, qui attaqua et détruisit la flotte vénitienne, le 3 novembre 1354, dans le golfe de Sapienza en Morée. Les Vénitiens, fatigués de tant d'efforts, firent la paix avec les Génois au mois de mai suivant.

Gênes avait sacrifié sa liberté à son désir de vengeance; car, quoique la république, en déférant la seigneurie à l'archevêque Visconti, lui eût imposé des conditions, elle éprouva bientôt qu'on ne lie point par des sermens un prélat et un tyran. De son côté, Venise fut sur le point de perdre aussi sa liberté à la suite de la même guerre. Il y avait peu de mois que la paix était signée quand Marin Falieri fut donné pour successeur sur le trône ducal, le 11 septembre 1354, à André Dandolo. Les désordres et les calamités de la guerre avaient relâché les liens sociaux. Les commerçans et les ouvriers employés à la construction des vaisseaux étaient mécontens; les gentilshommes avaient redoublé d'insolence; les lois étaient mal observées. Marin Falieri,

CHAP. VII. 1344-1364.

qui était vieux, et jaloux avec fureur d'une femme fort jeune et fort belle, fut insulté sous le masque, pendant le carnaval, par le président de la quarantie, qu'il croyait amoureux de sa femme. L'offense qu'il avait reçue ne fut point punie avec la sévérité qu'il invoquait. Il prêta l'oreille à des plébéiens, à qui de jeunes gentilshommes avaient fait, dans leurs familles, de plus mortelles injures. Il les excita à une conspiration, dont il consentit à être le chef; mais comme il était prêt à tirer une vengeance terrible du gouvernement de sa patrie, et de tout l'ordre de la noblesse, quelques uns de ses complices, dénoncés au Conseil des Dix, dans la nuit du 15 avril 1355, furent arrêtés et mis à la torture : sur leurs révélations le doge fut arrêté à son tour, et dès le surlendemain il eut la tête tranchée.

La guerre des républiques maritimes avait privé Florence des secours qu'elle aurait pu demander à Venise ou à Gênes, mais en même temps elle avait distrait de ses projets l'archevêque Jean Visconti, en lui faisant diriger ailleurs ses efforts, et elle avait procuré quelque repos à la Toscane. Avant qu'il pût recommencer ses attaques, il mourut le 5 octobre 1354; et ses trois neveux, fils de son frère Étienne, convinrent de lui succéder en commun : l'aîné cependant, qui montrait moins de talent pour le gouvernement

que les deux autres, et des vices plus grossiers, fut empoisonné par eux dès l'année suivante. Les deux survivans, Bernabos et Galéaz, se partagèrent la Lombardie, en conservant un droit égal sur Milan et sur le gouvernement. Presque en même temps, leur parent Visconti d'Oleggio, qui était leur lieutenant à Bologne, se rendit indépendant dans cette ville; et les Génois, de leur côté, indignés de voir violer toutes leurs conventions, se soulevèrent le 15 novembre 1356, chassèrent la garnison milanaise, et se remirent en liberté.

L'entrée de l'empereur Charles IV en Toscane fit aussi une diversion favorable aux Florentins, en suspendant les projets que les Visconti formaient contre eux. Cependant elle leur coûta cent mille florins, que la république, par son traité du 12 mars 1355, consentit à payer à Charles pour racheter les droits impériaux, et obtenir qu'il n'entrât dans aucune partie du territoire florentin. Les républiques de Pise et de Sienne, qui le reçurent dans leurs murs, payèrent plus cher l'hospitalité qu'elles lui accordèrent. Dans toutes deux l'empereur encouragea les mécontens, en les aidant à renverser le gouvernement qui existait. Il espérait par là former de ces villes de petites principautés qu'il donnerait en apanage à son frère le patriarche d'Aquilée; mais après avoir causé la ruine de ses

CHAP. VII. 1344-1364.

partisans, après avoir ordonné ou permis le supplice d'anciens magistrats qui n'étaient point coupables, les soulèvemens du peuple, dans l'une et l'autre ville, le forcèrent à en sortir sans y conserver aucune autorité. Après qu'il eut quitté l'Italie, les Visconti se trouvèrent engagés dans la guerre à laquelle nous avons déjà fait allusion, contre les marquis de Montferrat et d'Este, les della Scala, Gonzaga et Carrara : le siége de Pavie, les ravages de la grande compagnie, contribuèrent aussi à épuiser leurs ressources. Cependant ils n'abandonnèrent point leurs projets sur la Toscane; et le crédit qu'ils exerçaient dans la république de Pise, comme chefs du parti gibelin, leur paraissait devoir en faciliter l'exécution.

La république de Pise, en perdant sa puissance maritime et ses possessions en Sardaigne, n'avait point renoncé à son caractère belliqueux; c'était encore l'État d'Italie où la bourgeoisie était le plus exercée aux armes, et montrait le plus de bravoure; elle en avait donné la preuve en conquérant, sous les yeux des Florentins, la ville de Lucques, qu'elle possédait toujours. Cependant, depuis la paix du 14 octobre 1342, consentie par le duc d'Athènes, des intérêts de commerce avaient rapproché les deux républiques. Les Florentins ayant obtenu une franchise complète d'impôts dans le port de Pise, y avaient

établi leurs comptoirs, et attiré un riche commerce. Le parti démocratique commença dès-lors à dominer dans la république pisane. Dirigé par un riche marchand, François Gambacorta, il s'attachait aux Florentins et à la paix : on le nommait le parti des Bergolini; tandis qu'on nommait Raspanti les grandes familles gibelines attachées aux comtes de la Ghérardesca, qui méprisaient le commerce, et excitaient toujours à la guerre. Les Visconti recherchèrent l'alliance des derniers. Le moment ne leur paraissait pas encore venu de prétendre eux-mêmes à aucune domination en Toscane; il suffisait à leurs vues d'épuiser la république florentine par une guerre qui troublerait son commerce; d'affaiblir l'esprit de liberté et l'énergie des Pisans, en faisant dominer sur eux l'aristocratie, et de les soumettre, s'il était possible, à une tyrannie domestique, dans l'espoir que, s'ils cessaient d'être libres, ils préféreraient bientôt un grand à un petit prince, et qu'ils ne tarderaient pas à se jeter dans leurs bras. La révolution qu'avait favorisée l'empereur, en rendant, en 1355, le pouvoir aux Raspanti, facilitait l'exécution de ce projet.

En effet, les Raspanti de Pise, à la suggestion des Visconti, commencèrent en 1357 à troubler les Florentins dans la jouissance des franchises que le traité de paix leur assurait à Pise. Les

CHAP. VII. 1344-1364.

Florentins, devinant les projets du tyran lombard, au lieu de défendre leurs droits par les armes, résolurent de transporter leurs comptoirs à Télamone, port de la Maremme de Sienne; ils se soumettaient ainsi aux dangers d'un climat malsain, et aux inconvéniens de routes plus longues et plus mauvaises. Ils persistèrent cependant jusqu'en 1361 à mépriser les outrages des Pisans, et à rejeter leurs offres de réconciliation. Enfin, l'animosité croissant de part et d'autre, la guerre éclata en 1362. Les Visconti firent alors passer aux Pisans des soldats. Pendant toute cette période, la France avait été ravagée par la guerre entre les Français et les Anglais; et comme les souverains se trouvaient rarement en état de payer leurs troupes, il s'y était formé, ainsi qu'en Italie, des compagnies d'aventure, anglaises, gasconnes, françaises, qui vivaient aux dépens du pays, et le ravageaient avec la dernière cruauté. La paix de Bretigny permit à plusieurs de ces compagnies de passer en Italie; elles y apportèrent avec elles, en 1361, la peste, qui n'exerça guère moins de ravages qu'elle n'avait fait en 1348. La compagnie anglaise, que commandait Jean Hawckwood, aventurier devenu célèbre en Italie, fut envoyée par Bernabos Visconti aux Pisans. Après des succès variés, les deux républiques, épuisées par la peste, par la rapacité et l'indiscipline des aven-

turiers qu'elles prenaient à leur solde, firent enfin la paix le 17 août 1364. Mais le but des Visconti n'en fut pas moins atteint. Les Pisans ayant épuisé toutes leurs ressources, ne savaient comment payer un dernier terme de trente mille florins qu'ils devaient à leurs soldats; et ils furent réduits à accepter l'offre que leur fit Giovanni Agnello, un de leurs concitoyens, de leur donner cette somme, sous condition d'être nommé doge de Pise. L'argent lui fut secrètement avancé dans ce but par Bernabos Visconti, à qui Agnello avait promis qu'il ne se regarderait jamais à Pise que comme son lieutenant. Ainsi, le champ que fertilisait la liberté se resserrait toujours davantage; et Florence, menacée sans cesse par les tyrans de Lombardie, ne voyait plus autour d'elle que des peuples qui avaient aliéné leur liberté, et qui paraissaient n'avoir plus de sentimens en commun avec une république.

CHAP. VII. 1344-1364.

CHAPITRE VIII.

Les Florentins appellent les villes des États de l'Église à recouvrer leur liberté. — Grand schisme d'Occident. — Guerre de Chiozza. — Insurrections de la populace contre la bourgeoisie. — Conquêtes de J. Galéaz Visconti, duc de Milan ; ses usurpations et sa mort. — 1365 — 1402.

CHAP. VIII. 1365-1377.

Les chefs de la république florentine ne se dissimulaient pas le danger que courait la liberté en Italie. Ils se voyaient resserrés, bloqués en quelque sorte par des tyrans qui, chaque jour, faisaient des progrès nouveaux. Les deux frères Visconti, maîtres de la Lombardie, disposaient d'immenses richesses, de nombreuses armées : leur ambition était insatiable. Ils s'étaient alliés par des mariages aux deux maisons de France et d'Angleterre ; ils étendaient leurs intrigues dans toute l'Italie, et ils y avaient pris tous les tyrans sous leur protection ; en même temps ils faisaient trembler leurs sujets par d'effroyables cruautés. Ils n'avaient pas eu honte de publier un édit pour faire durer quarante jours le supplice des criminels d'État, édit dans lequel ils détaillaient, jour par jour, le tourment à infliger,

le membre à mutiler, avant d'arriver à la peine de mort. D'autre part, ils avaient su mettre de l'ordre dans leurs finances, ils récompensaient richement leurs partisans, ils gageaient des traîtres dans les États ennemis, et faisaient une pension au chef de chaque compagnie d'aventure, sous condition qu'il s'engageât à retourner à leur service au moment où ils le rappelleraient; tandis que pendant la paix les capitaines de ces compagnies se promenaient avec leurs soldats dans toute l'Italie, qu'ils ravageaient, épuisaient, et mettaient hors d'état de résister à de nouvelles attaques. Tous les Gibelins, tous les gentilshommes qui, dans les Apennins, avaient conservé leur indépendance, étaient alliés aux Visconti. La marche de ces usurpateurs était lente, mais elle paraissait sûre, et l'on pressentait le moment prochain où la Toscane leur appartiendrait comme la Lombardie, d'autant que Florence n'espérait aucun secours de Venise ou de Gênes. Ces deux républiques maritimes semblaient prendre à tâche de s'isoler de l'Italie, et de placer leur existence toute entière dans les régions éloignées qu'exploitait leur commerce.

CHAP. VIII. 1365-1377.

Un moment les Italiens libres purent croire que les secours qui leur étaient si nécessaires pour résister aux Visconti, leur arriveraient de France et d'Allemagne. Le pape et l'empereur annonçaient qu'ils voulaient briser le joug d'une

contrée sur laquelle ils prétendaient avoir seuls des droits. Urbain V, ému des plaintes de la chrétienté, déclara que son devoir, comme évêque de Rome, était de retourner vivre à Rome. En même temps Charles IV protesta qu'il voulait soustraire son empire romain aux dévastations des compagnies d'aventures, et aux usurpations des tyrans lombards. Urbain V revint en effet en Italie en 1367; la même année une ligue fut conclue entre lui, l'empereur, le roi de Hongrie, les seigneurs de Padoue, Ferrare, Mantoue, et la reine de Naples, contre les Visconti. Mais lorsque Charles IV entra en Italie, le 5 mai 1368, il n'eut rien de plus pressé que de profiter de la crainte qu'il leur avait inspirée, pour se faire donner par eux de grosses sommes d'argent, moyennant lesquelles il leur accorda la paix. Il continua ensuite son voyage au travers de l'Italie, sans autre but que d'y recueillir de l'argent : sa présence y causa cependant quelques changemens favorables à la liberté. Le 7 septembre il lui fut préparé à Lucques une fête, dans laquelle il comptait confirmer, par son investiture, la souveraineté du nouveau doge Jean Agnello, sur Pise et sur Lucques; mais l'estrade sur laquelle celui-ci était monté ayant croulé par terre, il se cassa la cuisse. Les Pisans profitèrent de cet accident pour se remettre en liberté, et l'empereur garda Lucques pour lui.

A son passage à Sienne il favorisa une révolution dans le gouvernement qui renversa l'aristocratie dominante; mais lorsqu'à son retour dans cette ville, après une visite de dévotion à Rome, il voulut profiter des troubles pour se faire déférer la seigneurie, une sédition éclata contre lui, le 18 janvier 1369. Des barricades s'élevèrent de toutes parts; sa garde, séparée de lui, fut désarmée, son palais fut forcé : on n'attenta point à sa personne, mais on le laissa plusieurs heures, seul sur la place publique, s'adressant tour à tour aux troupes armées qui fermaient toutes les rues, et qui n'opposaient à ses instances que le silence et l'immobilité. Il commençait à souffrir de la faim, quand on lui rendit ses équipages, et on le laissa sortir. Il revint à Lucques, ville où il avait déjà vécu, du temps de son père, comme prince royal de Bohême. Les Lucquois lui étaient attachés, et mettaient toute leur espérance en lui, afin de se soustraire, par son secours, au joug étranger, qui depuis 1314 pesait sur eux. Ils se déclarèrent prêts aux plus énormes sacrifices pour recouvrer leur liberté, et en même temps ils lui prodiguèrent tant de témoignages d'amour et de confiance, qu'ils touchèrent son cœur. Par un diplôme du 6 avril 1369, Charles IV déclara qu'il leur rendait la liberté, et qu'il leur concédait divers priviléges. Toutefois, en les quittant, il laissa dans leur ville une

garnison allemande, qui ne devait l'évacuer qu'après que les Lucquois auraient racheté leur liberté. Ce ne fut qu'au mois d'avril 1370 que ceux-ci, à l'aide des Florentins et de leurs autres alliés, réussirent à acquitter la somme prodigieuse de 300,000 florins, que leur coûta le rétablissement de leur république. En même temps ils rappelèrent tous les Guelfes exilés, ils contractèrent alliance avec Florence, et ils constituèrent leur seigneurie, composée d'un gonfalonier et de dix anziani, qu'on changeait tous les deux mois.

De son côté Urbain V, arrivé en Italie, essaya d'abord de s'opposer aux usurpations des Visconti, qui venaient de s'emparer de San-Miniato en Toscane, et qui se rendaient également plus puissans que lui dans les États de l'Église. Bernabos Visconti était celui des deux frères qui le tourmentait le plus par ses intrigues; Urbain fulmina contre lui une bulle d'excommunication, et lui envoya deux légats pour la lui porter; mais Bernabos força ces légats à manger en sa présence le parchemin sur lequel ces bulles étaient écrites, ainsi que leurs sceaux de plomb et leurs lacets de soie. Urbain, effrayé de la lutte contre des hommes qu'aucun respect religieux ne paraissait contenir, et fatigué de ses revers, voulut retrouver le repos d'Avignon. Il y retourna au mois de septembre 1370, et il y

mourut deux mois après. Grégoire XI, qui lui fut donné pour successeur, était un prélat ambitieux, avide, et de mauvaise foi; il se joignit bien aux Florentins pour faire la guerre aux Visconti, mais les légats qu'il avait chargés de gouverner les États de l'Église, et qui s'y étaient rendus odieux par leur rapacité et leurs mauvaises mœurs, formèrent le projet de s'emparer eux-mêmes de la Toscane, qu'ils avaient promis de défendre. Les Florentins avaient mis à leur disposition toutes leurs troupes, pour porter la guerre en Lombardie. Le cardinal légat qui dirigeait l'armée combinée résidait à Bologne, que l'Église avait rachetée, le 31 mars 1360, des mains de Visconti d'Oleggio. Il signa, au mois de juin 1375, une trève avec Bernabos Visconti; et avant que les Florentins eussent pu rappeler leurs soldats, il poussa Jean Hawkwood en Toscane, avec une armée formidable, pour surprendre Florence. Les Florentins, indignés d'une telle déloyauté du parti de l'Église, dont ils avaient toujours été de fidèles alliés, jurèrent de s'en venger sur le siége même de Rome, de réveiller l'ancien esprit de liberté dans toutes les villes qui lui étaient soumises, et d'en chasser les légats français, tyrans plus odieux et plus perfides que n'avaient été même les plus abhorrés d'entre les tyrans italiens. Sans prendre aucune confiance dans Bernabos Visconti, ils s'al-

CHAP. VIII. 1365-1377.

lièrent avec lui, au mois de juillet 1375, contre les prêtres qui venaient de les tromper sous la foi des sermens. Ils admirent dans la même alliance les républiques de Sienne, de Lucques et de Pise. Ayant formé une commission, qu'on nomma *les huit de la guerre,* pour diriger les affaires militaires, ils rassemblèrent une armée considérable, et ils lui donnèrent un drapeau, sur lequel était écrit en lettres d'or le mot de LIBERTÉ. Cette armée entra dans les États de l'Église, en déclarant que les Florentins ne demandaient rien pour eux-mêmes, que non seulement ils ne feraient pas de conquêtes, mais qu'ils n'accepteraient pas même les peuples qui voudraient se donner à eux; qu'ils voulaient la liberté pour tous, et qu'ils assisteraient tous les opprimés dans leurs efforts pour la recouvrer. Avec une rapidité prodigieuse l'armée de la liberté porta la révolution dans tous les États de l'Église; quatre-vingts villes ou bourgades secouèrent en dix jours le joug des légats. La plupart se constituèrent en républiques; d'autres rappelèrent les familles des anciens princes, auxquelles elles étaient attachées par une affection héréditaire, et qu'Égidio Albornoz avait exilées. Bologne accomplit sa révolution seulement le 20 mars 1376, et cette ancienne république, en recouvrant sa liberté, promit de demeurer fidèle aux Florentins qui la lui avaient rendue. Les

légats du pape, hors d'eux-mêmes, dans leur colère, essayèrent de contenir les peuples par la terreur. Par leur ordre, J. Hawkwood livra Faenza, le 29 mars 1376, à une effroyable exécution militaire : quatre mille personnes furent massacrées dans cette malheureuse ville, toutes les propriétés furent pillées, et presque toutes les femmes violées. Le pape voulant néanmoins, s'il était possible, redoubler de rigueur, fit choix d'un nouveau cardinal légat, Robert de Genève, qu'il envoya en Italie avec la compagnie d'aventure des Bretons, qu'on regardait comme la plus cruelle entre celles qui s'étaient formées au brigandage dans les guerres de France. Celle-ci traita Césène, le 1er février 1377, avec plus de férocité encore : pendant le massacre on entendait le cardinal crier : « Je veux du sang! du « sang! tuez-les tous. » Grégoire XI sentit enfin la nécessité de revenir en Italie pour apaiser la révolte universelle. Il entra dans Rome le 17 janvier 1377, encore que les Florentins, qui avaient envoyé l'étendard de la liberté au sénateur et aux bannerets de Rome, avec lesquels ils avaient fait alliance, s'efforçassent de leur faire sentir le danger que courrait leur liberté s'ils recevaient le pontife dans leurs murs.

Les deux partis étaient cependant fatigués au même degré de la guerre : déjà quelques uns des peuples affranchis par les Florentins s'étaient

CHAP. VIII. 1365-1377. détachés de leur ligue. Les Bolonais firent, le 21 août 1377, une paix séparée avec le pape, qui avait reconnu leur république. Bernabos Visconti entretenait auprès de Grégoire de secrets négociateurs, par l'intermédiaire desquels il offrait de sacrifier à l'Église la république de Florence son alliée. Celle-ci fut alors pressée de consentir à ouvrir à Sarzane, dans les premiers jours de l'année 1378, un congrès, dont la présidence serait laissée à Bernabos Visconti, et qui rendrait la paix à l'Italie. Dès que les conférences eurent commencé, les Florentins virent avec plus de colère que de surprise que le tyran lombard, qui avait combattu de concert avec eux, entendait qu'ils payassent, et au pape et à lui, tous les frais de la guerre. La négociation prenait la tournure la plus inquiétante, lorsque tout à coup on reçut la nouvelle que Grégoire XI était mort le 27 mars 1378, et le congrès se sépara sans rien conclure. L'année qui commençait devait amener dans toute l'Italie les révolutions les plus importantes; et au milieu de ces convulsions la paix de Florence avec la cour de Rome, qui s'était affaiblie par le grand schisme d'Occident, ne fut pas difficile à négocier.

En l'année 1305 le saint siége avait été transporté en France : son exil hors d'Italie durait depuis soixante-treize ans. Le reste de la chrétienté l'avait considéré comme un scandale, mais

les rois de France croyaient tenir ainsi les papes dans leur dépendance; et les cardinaux français, qui formaient seuls plus des trois quarts du sacré collége, semblaient déterminés à conserver le souverain pontificat dans leur nation. Ils furent contrariés par la mort de Grégoire XI à Rome, car le conclave devait s'assembler dans le lieu où le dernier pontife venait de mourir. Les clameurs des Romains, la manifestation de l'opinion de la chrétienté tout entière, ne furent pas sans influence sur le conclave; il élut le 8 avril 1378, non un Romain, comme le peuple le demandait, mais pourtant un Italien, qui, ayant long-temps vécu en France, semblait fait pour concilier les préventions des deux partis; c'était Barthélemy Prignani, archevêque de Bari, qu'on disait fort savant et fort religieux. Les cardinaux n'avaient pas calculé le développement qu'une exaltation inattendue donne à toutes les passions, le degré d'impatience, d'arrogance, d'irritabilité, auquel peut arriver tout à coup, quand il se sent le maître, un homme qui avait toujours paru doux et modeste dans un rang inférieur. Le nouveau pape, qui se fit nommer Urbain VI, se montra en effet, dès les premiers jours, si violent, si despotique, si confiant en lui-même et si méprisant pour les autres, qu'il se brouilla avec ses cardinaux. Ceux-ci l'ayant tous quitté, se réunirent à Fondi, où ils déclarèrent, le 9 août,

CHAP. VIII. 1378-1382.

le saint siége vacant, prétendant que leur choix, violenté par la terreur que leur avaient inspirée les Romains, était nul. En conséquence, le 20 septembre ils élurent un nouveau pape : ce fut ce Robert, cardinal de Genève, qui avait commandé le massacre de Césène, et qui prit le nom de Clément VII. Il était protégé par la reine Jeanne de Naples, avec laquelle Urbain VI s'était déjà brouillé, et il vint établir sa cour à Naples; mais une émeute du peuple l'en fit sortir l'année suivante, et le décida de retourner avec ses cardinaux à Avignon. D'autre part Urbain VI, ayant déposé comme schismatiques tous les cardinaux qui l'avaient élu, les remplaça par un nouveau collége plus nombreux. Mais il ne sut pas mieux s'accorder avec eux qu'avec leurs prédécesseurs. Il les accusa de conspirer contre lui, et il en fit mettre plusieurs à la torture, sous ses propres yeux, pendant qu'il disait son bréviaire; d'autres, par son ordre, furent jetés à la mer dans des sacs. S'étant brouillé avec les Romains et avec le nouveau souverain qu'il avait appelé lui-même à Naples, il promena dans l'Italie son incapacité et ses fureurs. Il se réfugia enfin à Gênes, où il mourut le 9 novembre 1389. Les cardinaux de son obédience lui donnèrent un successeur, de même que les cardinaux français en donnèrent un à Clément VII, mort le 16 septembre 1394. L'Église se trouva

ainsi divisée entre deux papes et deux colléges de cardinaux, qui s'anathématisaient réciproquement. En même temps qu'ils ébranlaient la foi catholique, ils renversaient cette souveraineté temporelle de l'Église que les conquêtes du cardinal Albornoz avaient fondée. Plusieurs des villes affranchies par les Florentins, dans la guerre de la liberté, conservèrent leur administration républicaine; mais le plus grand nombre, surtout dans la Romagne, retomba sous le joug de petits tyrans.

La part que la reine Jeanne de Naples avait prise dans le schisme, en appuyant ce que les orthodoxes nommaient la révolte de Robert de Genève et des cardinaux, réveilla le ressentiment que le roi Louis de Hongrie conservait contre elle, pour le meurtre de son premier mari. Elle en avait depuis épousé successivement trois autres, sans avoir jamais eu d'enfans; et son héritier naturel, le dernier prince de la race du conquérant Charles d'Anjou, était Charles de Durazzo, petit-fils d'un frère de Robert, et cousin du roi de Hongrie, à la cour duquel il était élevé. Le vieux Louis apprenant qu'Urbain VI avait excommunié et déposé Jeanne, chargea Charles de Durazzo de mettre cette sentence à exécution. Il lui confia une armée, avec laquelle le jeune prince traversa l'Italie sans trouver nulle part de résistance. Il entra dans Naples le 16 juil-

CHAP. VIII. 1378-1382. let 1381, et s'y fit proclamer roi sous le nom de Charles III. La reine Jeanne, qui n'avait pu armer personne pour sa défense, fut contrainte de se rendre à lui cinq semaines plus tard. Après l'avoir retenue neuf mois en prison, il la fit étouffer sous un lit de plume. Le vieux Louis de Hongrie survécut peu à cette révolution; il mourut le 11 septembre 1382, laissant pour héritière une fille, à qui Charles de Durazzo disputa bientôt la couronne de Hongrie. L'empereur Charles IV était mort avant lui, à Prague, le 29 novembre 1378, et avait été remplacé par le crapuleux Wenceslas son fils. Vers le même temps, en 1380, la couronne de France avait passé à un enfant, Charles VI, qui depuis devint fou. L'Italie avait peu à craindre de l'étranger; ses dangers naissaient dans son propre sein.

Les deux républiques de Venise et de Gênes se regardaient comme rivales, et en toute occasion elles se trouvaient en opposition l'une à l'autre. Les Génois, qui faisaient un grand commerce en Chypre, y avaient excité le ressentiment du peuple, qui, en 1372, se souleva dans une fête publique, et massacra tous les Génois qu'il put atteindre. La république vengea l'injure faite à ses citoyens; elle conquit, en 1373, l'île de Chypre; et usant avec modération de sa victoire, elle la rendit en fief à la maison de Lusignan. Les Vénitiens cependant offrirent leur

alliance aux Chypriotes; et, en 1378, ils s'unirent à eux pour assiéger les Génois à Famagosta. De leur côté, les Vénitiens ayant eu plusieurs querelles avec le roi Louis de Hongrie, et avec François de Carrare, seigneur de Padoue, avaient toujours trouvé les Génois alliés avec l'un et avec l'autre. Les deux républiques enfin s'étaient attachées aux deux factions opposées qui se disputaient les restes de l'empire de Constantinople arrivé à son dernier déclin. Comme l'animosité mutuelle allait croissant, la flotte génoise et la flotte vénitienne se rencontrèrent, au mois de juillet 1378, devant Antium; elles s'attaquèrent au milieu de la tempête, et les Génois furent battus. Ce fut le premier combat d'une guerre terrible. Les Génois chargèrent Lucien Doria de les venger. Étant entré dans l'Adriatique au mois de mai 1379, il rencontra, le 29, devant Pola, Vettor Pisani qui commandait la flotte vénitienne. Lucien fut tué dès le commencement du combat; mais l'acharnement des Génois en redoubla, et la flotte vénitienne fut presque détruite. Le sénat fit jeter en prison Vettor Pisani, le plus grand amiral de la république, pour le punir d'un désastre qu'on eût évité en suivant ses conseils; car il avait combattu malgré lui, par l'ordre exprès du sénat. Pierre Doria, qui remplaça Lucien dans le commandement des Génois, vint, le 6 août, atta-

CHAP. VIII. 1378-1382. quer le canal ou port de Chiozza, à vingt-cinq milles au midi de Venise. C'est une des nombreuses ouvertures qui coupent l'*aggere*, ou la longue digue formée par la nature entre la lagune et la mer. En même temps, François de Carrare envoya une flottille de barques padouanes attaquer par derrière les Vénitiens qui défendaient cette ouverture. Le port de Chiozza fut forcé, et le 16 août les Génois s'emparèrent aussi de la ville de Chiozza, bâtie comme Venise dans l'enceinte de la lagune. La flotte génoise ayant pénétré dans cette enceinte, pouvait arriver jusque dans les canaux de Venise. Jamais la république ne s'était vue dans un plus grand danger, jamais elle n'offrit d'acheter la paix par plus d'humiliations, par de plus grands sacrifices. Mais les Génois, le roi de Hongrie et le seigneur de Padoue repoussèrent toutes ses avances. Pierre Doria déclara qu'avant de faire la paix, il voulait brider de sa main les chevaux de bronze de la place de Saint-Marc, les mêmes qu'on a vus sur la place du Carrousel à Paris. Les Vénitiens, poussés à bout, redoublèrent d'efforts et de patriotisme; ils tirèrent Vettor Pisani de son cachot, pour lui confier le commandement d'une nouvelle flotte ; ils fermèrent leurs canaux par des estacades ; et rappelant tous leurs vaisseaux dispersés dans les mers du Levant, ils les mirent sous les ordres d'un

autre de leurs grands citoyens, Carlo Zeno. La défense de Venise était toutefois tellement douteuse, que la seigneurie se préparait à se retirer à Candie au premier revers. Mais le 1er janvier 1380, Carlo Zeno parut avec la flotte qu'il avait rassemblée dans le Levant; et les Vénitiens, au lieu de se laisser assiéger, se proposèrent d'enfermer eux-mêmes, dans la lagune de Chiozza, la flotte génoise qui y était entrée victorieuse. Ils réussirent en effet à fermer d'abord le canal de Chiozza, ensuite tous les autres ports ou canaux qui coupent l'aggère. Chacun de ces succès fut cependant acheté par un combat acharné. Quarante-huit galères, et quatorze mille marins ou soldats génois, se trouvaient enfermés dans Chiozza. Leur patrie ne les y abandonnait pas; elle envoya dans l'Adriatique une nouvelle flotte pour leur délivrance, en même temps que le seigneur de Padoue fit des efforts inouis pour ouvrir avec eux une communication. Mais les Vénitiens, tout en resserrant toujours davantage les assiégés, réussirent à éviter la bataille qui leur était sans cesse offerte. Les Génois, reconnaissant enfin qu'ils ne pouvaient sauver leurs galères, construisirent des bateaux avec lesquels ils se flattaient de pouvoir au moins rejoindre la flotte de leurs compatriotes qui les attendait dans la haute mer. Au moment où ces bateaux étaient transportés

CHAP. VIII. 1378-1382.

CHAP. VIII. 1378-1382. au rivage, ils furent brûlés par les Vénitiens. Toute autre ressource étant alors enlevée aux Génois, et la faim commençant à les presser, ils furent enfin réduits, le 21 juin 1380, à se rendre à discrétion. Malgré cet immense revers, les Génois ne furent pas abattus. Les Vénitiens, pressés du côté de terre, se virent même obligés d'abandonner Trévise, et de se renfermer de nouveau dans leurs lagunes. Cependant les deux républiques se sentaient également épuisées, et elles finirent par signer, le 8 août 1381, un traité de paix qui les rétablit à peu près dans les rapports où elles se trouvaient avant la guerre. Le traité des Vénitiens avec le roi de Hongrie leur fut plus désavantageux; ils lui cédèrent toute la Dalmatie; mais comme ce roi mourut un an après, ils profitèrent des embarras où se trouva sa fille, pour recouvrer leurs possessions dans cette province.

La même année 1378 fut, pour l'Italie, des plus fécondes en événemens. La discorde, fermentant depuis long-temps à Florence entre la haute bourgeoisie qui administrait la république, et la dernière classe du peuple qui réclamait une égalité plus complète, éclata tout à coup. Les formes de la constitution florentine étaient entièrement démocratiques : le peuple était seul souverain : la noblesse et la faction gibeline étaient exclues de toute participation aux ma-

gistratures ; mais une grande égalité semblait régner dans tout le reste de la nation, et l'appel des citoyens par le sort, aux premières dignités de l'État, devait la rendre encore plus complète. Cependant, si le gouvernement est institué pour le bien de tous, il s'en faut de beaucoup que tous, en étant investis du pouvoir, puissent indifféremment lui faire atteindre ce bien, objet des efforts communs. L'éducation et le loisir qui permet la réflexion sont deux conditions également nécessaires, pour que le citoyen arrive au complet développement de sa raison, et connaisse ce qui constitue l'avantage de tous, s'il arrive à l'administration de la chose publique. Ceux qui n'ont pas appris à penser, ceux à qui leurs travaux manuels ne laissent pas le temps de réfléchir, ne sauraient entreprendre de conduire leurs compatriotes dans la carrière si difficile du gouvernement. Il y avait à Florence, comme partout, une distinction à faire entre les familles que leur fortune avait mises à portée de développer leurs facultés intellectuelles, et les familles qui devaient, pour vivre, se livrer à un travail mécanique qui rend ces facultés plus obtuses. Cette distinction se prononçait dans la répartition des citoyens entre les corps d'arts et métiers. Il y avait vingt-une de ces corporations. On désignait les sept supérieures par le nom de sept arts majeurs. Dans

CHAP. VIII. 1378-1382. celles-là seules, on choisissait les magistrats. Les arts majeurs comprenaient des familles qui s'étaient tellement enrichies par le commerce, qu'elles rivalisaient en magnificence avec les princes : on les désignait par le nom nouveau de nobles populaires, *nobili popolani*. C'était parmi eux que s'étaient signalés des hommes qui avaient montré pour l'administration de la république autant de talent que de vertus.

Mais ces grandes familles n'étaient pas demeurées unies; on les avait vues se partager en deux divisions que dirigèrent d'abord les Albizzi et les Ricci. Les premiers étaient du nombre de ces familles que la révolution, qui chassa les Gibelins, avait mises, depuis plus d'un siècle, à la tête de la république. Ils se faisaient une religion de maintenir le parti guelfe dans sa pureté, et ils faisaient exécuter à la rigueur la loi d'*admonition*, qui écartait des magistratures tous les descendans d'anciens Gibelins, et, sous ce prétexte, tous les hommes nouveaux : leur faction était donc essentiellement aristocratique. Les Ricci, au contraire, et, avec eux, les Scali, les Strozzi, les Alberti et les Medici étaient parvenus plus tard à une grande opulence : le nom des Medici n'avait point été prononcé avant le milieu du siècle, et leurs adversaires profitaient de l'obscurité de leur origine pour prétendre que leurs ancêtres étaient Gi-

belins. L'intérêt des hommes nouveaux les portait à soutenir les opinions démocratiques, et à demander en même temps qu'on mît en oubli la distinction de Guelfes et de Gibelins qui ne se rapportait plus à rien de réel. Les Huit de la guerre, qui avaient dirigé avec tant d'habileté et de courage l'attaque des Florentins contre le saint siége, et qui avaient été conservés trois ans en charge, étaient tous de la faction des Ricci. En armant la république contre l'Église, ils semblaient lui avoir fait adopter tous les principes des Gibelins. Mais lorsque les citoyens, fatigués du poids des impôts, commencèrent à soupirer après la paix, les Albizzi profitèrent de leur dégoût pour faire revivre contre leurs adversaires les accusations de gibelinisme. Ils songèrent même, sous ce prétexte, à les exclure de leur patrie. L'aigreur croissante entre les deux factions fit pressentir qu'elles ne tarderaient pas à en venir aux mains, lorsque Salvestro de Medici fut appelé par le sort à être gonfalonier au mois de juin 1378. Il proposa une loi pour suspendre les procédures de l'*admonition*, que les Albizzi dirigeaient contre tout son parti. Le collége ou conseil étroit de la seigneurie la rejeta comme trop favorable aux Gibelins. Salvestro de Medici en appela alors, le 18 juin, au conseil du peuple, et au peuple lui-même. Une indignation violente se mani-

CHAP. VIII. 1378-1382.

festa aussitôt contre cette étroite oligarchie, qui, sous prétexte de maintenir dans sa pureté l'ancien parti guelfe, avait frappé d'exclusion tant de noms honorables, avait entretenu des divisions dans une république qui demandait à être unie, et mis en question les droits civiques d'une moitié des Florentins. La loi proposée par Salvestro de Medici passa dès-lors à une grande majorité.

Mais cette première victoire réveilla une discussion plus vive sur les droits et l'égalité des citoyens, sur les priviléges des nobles populaires, sur les artifices par lesquels ils s'étaient attribué exclusivement les magistratures, sur la prérogative des arts majeurs en opposition avec les arts mineurs, sur la condition servile enfin des nombreux artisans qui devaient marcher sous la bannière des arts majeurs, sans être admis à former eux-mêmes une corporation, ou à jouir d'aucun des avantages attachés à ces associations. Par la loi qu'avait portée Medici, il pourvoyait seulement à ce qu'on n'exclût plus de nouvelles familles de la magistrature, par le motif que leurs ancêtres étaient Gibelins. Bientôt le peuple demanda que ceux qui avaient été précédemment exclus par l'*admonition* fussent restitués dans tous leurs droits; puis il demanda que les arts mineurs fussent admis à fournir des membres de la magistrature, dans

la même proportion que les arts majeurs ; enfin que trois nouvelles corporations fussent établies pour admettre les ouvriers teinturiers, tisserands, foulons, et autres employés par les fabricans de lainage : car ces hommes soumis à l'*art de la laine*, sans avoir aucune part à son administration, se regardaient comme privés de tous droits politiques. Ils formaient à Florence une partie très nombreuse de la population qu'on désignait par le sobriquet de *Ciompi*. La seigneurie était loin de vouloir céder à ces demandes : elle se flatta de contenir le peuple par la terreur ; et le 20 juillet elle fit mettre un des chefs des Ciompi à la torture, comme prévenu de complot contre l'État. Ce fut le signal de l'explosion. Les Ciompi et toutes les classes plus pauvres d'artisans prirent les armes. La seigneurie voulut appeler à son secours la milice urbaine ; mais celle-ci n'osa pas s'assembler. Le 22 juillet, les Ciompi firent le siége du palais du podestat, et s'en emparèrent ; le 23, ils attaquèrent le palais de la seigneurie, et ils s'en rendirent également maîtres. Dans ce moment, un cardeur de laine, nommé Michel de Lando, marchait pieds nus, en veste courte, à la tête du peuple, portant à la main le gonfalon de l'État, qu'il avait enlevé du palais du podestat. Une acclamation partie de la foule qui le suivait le proclama gonfalonier. Dans les trois jours

CHAP. VIII. 1378-1382.

précédens, la populace, maîtresse de la ville, y avait commis beaucoup de désordre et de crimes; mais elle n'eut pas plus tôt donné un nouveau chef à l'État, que celui-ci, avec un courage et une capacité admirables, s'occupa de rétablir l'ordre et la paix. Il régla qu'à l'avenir la magistrature suprême serait composée de trois membres des arts majeurs, trois des arts mineurs, et trois des Ciompi. En même temps, il fit cesser le désordre, le pillage et l'incendie; il rendit aux tribunaux leur autorité, à tous les ordres leur sécurité, et il fit voir ainsi combien un gouvernement libre avait répandu d'idées saines et de sentimens élevés, même dans la dernière classe du peuple. Les Ciompi, à la vérité, ne surent pas se soumettre au gouvernement qu'ils avaient eux-mêmes institué; ils s'insurgèrent de nouveau; mais Michel de Lando les attaqua vigoureusement, les vainquit, et en chassa un grand nombre de la ville.

Toutefois le parti populaire est bien près de sa défaite, quand ses chefs les plus modérés se retournent contre les plus ardens pour les comprimer; effrayés des excès condamnables commis par quelques uns de leurs fauteurs, ils se privent ainsi eux-mêmes de toute vigueur, ils désarment les combattans qui les ont fait vaincre, ils se défient de leurs amis et se livrent à leurs ennemis. Un homme du peuple avait

vaincu les partisans de l'anarchie qu'un autre que lui n'aurait pu vaincre : mais aussitôt Florence rougit d'avoir confié tant de pouvoir à un homme du peuple, et dès le prochain tirage de la magistrature, on ne permit point aux trois Ciompi, qui avaient été désignés comme prieurs, de siéger dans la seigneurie ; Georgio Scali, Salvestro de Medici, Benedetto Alberti, furent mis à la tête de la république. C'étaient des adversaires de l'aristocratie, aristocrates eux-mêmes ; ils découvrirent un complot des Albizzi leurs anciens rivaux pour opérer une révolution, à l'aide des troupes de Charles III, roi de Naples, qui traversaient alors la Toscane, et ils firent périr sur l'échafaud ces hommes qui avaient long-temps administré la république avec gloire. Malgré la confession des prévenus, le public ne fut point convaincu qu'ils fussent réellement coupables. Bientôt les chefs de la nouvelle administration se divisèrent de nouveau ; quelques uns d'entre eux, se croyant désormais sans rivaux, voulurent abuser du pouvoir avec insolence. Georgio Scali, apprenant qu'une de ses créatures, accusée de faux témoignage, était dans les prisons du capitaine du peuple, qui lui faisait son procès, força le palais de ce juge le 13 janvier 1382, à la tête d'une troupe de gens armés, le livra au pillage, et remit en liberté son prisonnier. Be-

CHAP. VIII. 1378-1382.

CHAP. VIII. 1378-1382. nedetto Alberti, qui avait toujours agi de bonne foi, et dans les principes d'un austère républicanisme, fut indigné de la conduite de ses anciens associés; il appela le peuple à venger l'honneur des tribunaux; il se rapprocha pour cela des arts majeurs et du parti des Albizzi. Georgio Scali fut mis en jugement et puni du dernier supplice. Mais en même temps l'aristocratie sentit, lorsqu'un de ses adversaires avait péri et que l'autre s'était décrédité en le sacrifiant, qu'elle avait recouvré le pouvoir; la ville se souleva le 21 janvier, au cri de *vive le parti guelfe!* Les nobles, les riches marchands, les Albizzi, et toute la haute bourgeoisie comprise dans les arts majeurs, s'emparèrent de la place publique, et créèrent une *balie*, ou commission suprême, pour réformer l'État. Celle-ci abolit toutes les lois qui avaient été la conséquence de la révolution, ou du tumulte des *Ciompi;* elle exila Michel de Lando, Benedetto Alberti, et tous ceux qui s'étaient signalés pendant toute la durée du soulèvement; enfin elle reconstitua plus solidement qu'elle n'eût encore existé l'aristocratie des *nobili popolani.*

Des révolutions analogues éclataient en même temps dans les autres républiques italiennes. On pouvait démêler le même progrès dans toutes; dans toutes on voyait le parti qui s'était élevé comme démocratique au pouvoir, tourner vers

l'aristocratie dès qu'il en était en possession ; la génération nouvelle qui arrivait à l'administration prétendait se faire un droit héréditaire des attaques de ses pères contre l'hérédité ; dans toutes surgissaient en même temps, des classes tout-à-fait inférieures, de nouveaux tribuns qui disputaient à la haute bourgeoisie une place que celle-ci avait conquise sur la noblesse. A Gênes, les hommes nouveaux écartèrent du gouvernement les anciennes familles des Doria, des Spinola, des Grimaldi, des Fieschi, et ils se rangèrent, peu après le milieu du siècle, sous les étendards de deux familles plébéiennes, les Adorni qui étaient Guelfes, les Frégosi qui étaient Gibelins. En même temps qu'ils protestaient de leur haine pour l'aristocratie, de leur détermination de ne jamais permettre que le doge fût tiré d'une famille noble, ils se battaient pour les Adorni ou les Frégosi avec le même enthousiasme, avec le même zèle de clientelle que leurs ancêtres l'avaient fait pour les Doria ou les Fieschi. Les guerres civiles ruineuses dans lesquelles la rivalité entre ces familles précipita la république de Gênes, et la crainte que les Visconti ne profitassent de ces troubles pour l'asservir, déterminèrent enfin Antoniotto Adorno, qui était doge en 1396, à faire déférer, le 25 octobre, la seigneurie à Charles VI, roi de France, dans l'espoir que ce

CHAP. VIII.
1378-1382.

CHAP. VIII. monarque éloigné prêterait au gouvernement
1378-1382. la force de son nom, sans avoir ni la puissance, ni le désir d'altérer réellement les libertés de la république.

A Sienne, on avait vu se succéder plusieurs aristocraties roturières. Après que la noblesse eut été exclue de toutes les magistratures publiques, la seigneurie, qui était composée de neuf membres, et renouvelée tous les deux mois, avait trouvé moyen de se réserver à elle-même l'élection de celle qui devait la remplacer : dès-lors cette élection n'avait plus roulé qu'entre quatre-vingt-dix familles de riches marchands, qui demeurèrent, de 1283 à 1355, les vrais dominateurs de la république. On appela cette première aristocratie bourgeoise, l'ordre, ou le mont des *neuf*. La jalousie qu'elle excita dans le rang immédiatement inférieur au sien, causa la révolution que l'empereur Charles IV favorisa, lors de son premier passage à Sienne, dans l'espoir de demeurer maître de cette ville. Les *neuf* furent, comme les nobles, exclus de toute participation au gouvernement. On convint de les remplacer par une magistrature populaire de douze membres choisis dans la bourgeoisie. Mais celle-ci ne fut pas plus tôt arrivée au pouvoir qu'elle prétendit garder un juste milieu entre l'aristocratie qu'elle venait d'exclure, et la démagogie dont elle

redoutait l'invasion. Un ordre, ou mont des douze, fut formé de ces familles bourgeoises, qui prétendaient n'aspirer qu'à une honnête médiocrité; et cet ordre une fois en possession de la magistrature, ne devint pas moins exclusif que ne l'avait été le précédent. Il devint aussi également odieux; et lorsque Charles IV revint à Sienne pour la seconde fois, en 1368, les douze furent dépouillés du pouvoir, tandis qu'un troisième ordre, qu'on nomma *des réformateurs*, fut formé dans les classes inférieures en richesse et en éducation au mont des neuf et au mont des douze. Cet ordre ne prétendit pas d'abord usurper tout le gouvernement à lui seul; il ne demanda qu'un partage égal avec les deux autres; mais bientôt il montra de l'impatience de ce qu'étant de beaucoup plus nombreux que les ordres supérieurs, il n'avait pas plus d'influence. Ses prétentions occasionnèrent souvent des émeutes et des changemens dans la constitution. Dans le temps où les Ciompi s'étaient emparés du pouvoir à Florence, les réformateurs, qui se regardaient comme à peu près de même condition, firent alliance avec eux; mais, se livrant en aveugles à des passions soudaines, on les accusa souvent de mauvaise foi aussi-bien que d'imprudence; ils furent enfin chassés de Sienne le 24 mars 1385, après un combat acharné contre les autres sections de la

CHAP. VIII. 1378-1382. bourgeoisie. Quatre mille d'entre eux furent envoyés en exil, et Sienne demeura dès-lors affaiblie et ébranlée dans ses principes de liberté.

La terreur dans laquelle la maison Visconti avait tenu Florence et les autres républiques, s'était un peu calmée; Bernabos, qui commençait à devenir vieux, avait partagé les villes de sa domination entre ses nombreux enfans. Son frère Galéaz était mort le 4 août 1378, et il avait été remplacé par son fils Jean Galéaz, qu'on nommait le comte de Vertus, parce que ce comté, en Champagne, lui fut donné par Charles V, dont il avait épousé une sœur. Bernabos aurait volontiers dépouillé son neveu de l'héritage paternel pour l'attribuer à ses propres enfans; et Jean Galéaz, qui avait découvert plusieurs complots dirigés contre lui, ne proférait aucune plainte; mais il s'enfermait dans le château de Pavie, où était fixée sa résidence; il en avait doublé les gardes, et il feignait de se croire entouré d'assassins. En même temps, il s'était jeté dans la haute dévotion, et toujours en prières, un rosaire à la main, entouré de religieux, il ne parlait que de cérémonies expiatoires et de pélerinages. Son oncle le regardait comme un homme pusillanime et indigne de régner. Au commencement de mai 1385, Jean Galéaz fit dire à Bernabos qu'il avait fait vœu de se rendre en pélerinage à Notre-Dame

de Varèse, près du lac Majeur, et qu'il serait charmé de le voir à son passage. En effet, Bernabos vint l'attendre avec ses deux fils à peu de distance de Milan. Jean Galéaz arriva, escorté, suivant sa coutume, d'une garde nombreuse; il paraissait se troubler au moindre bruit qui se faisait autour de lui. En rencontrant son oncle, le 6 mai, il se hâta cependant de descendre de cheval, et vint l'embrasser respectueusement. Mais tandis qu'il le tenait dans ses bras, il dit en allemand à ses gardes, *streike*, frappez; et ceux-ci, se jetant sur Bernabos, le désarmèrent, et l'entraînèrent avec ses deux fils loin de son neveu. Jean Galéaz fit, à plusieurs reprises, empoisonner son oncle dans la prison où on le jeta; mais celui-ci, qui se défiait de tous les alimens qu'on lui offrait, ne succomba à ces tentatives répétées que le 18 décembre 1385.

Toute la Lombardie se soumit sans difficulté à Jean Galéaz. Son oncle n'avait inspiré à personne ni affection ni estime. Le neveu n'avait pas néanmoins plus de droits à de tels sentimens. Sans pitié, sans foi, il joignait à une ambition dévorante, au génie des grandes entreprises, et à une constance inébranlable, une timidité personnelle qu'il ne songeait point à cacher. Le moindre mouvement qui excitait sa surprise lui causait des accès nerveux de terreur : aucun prince n'employait tant de soldats à garder

CHAP. VIII. 1385-1402.

son palais, ou ne multipliait autant que lui les précautions de la défiance; il semblait reconnaître qu'il était l'ennemi de tout le monde. Mais les vices de la tyrannie n'avaient pas détruit en lui l'habileté. Il savait faire usage de ses immenses richesses sans les prodiguer; ses finances étaient toujours florissantes, ses villes bien gardées et bien approvisionnées; ses armées bien payées, et tous les capitaines d'aventure répandus dans toute l'Italie recevaient des pensions de lui, prêts à retourner à son service dès qu'il les appelait. Il encourageait les guerriers de la nouvelle école italienne; il savait les distinguer, les récompenser et se les attacher. Depuis le milieu du siècle, beaucoup de jeunes Italiens s'étaient engagés, pour se former aux armes, dans les troupes allemandes, anglaises et françaises, qui inondaient l'Italie, et bientôt ils avaient montré que la vaillance italienne avait l'avantage sur la bravoure brutale des barbares, parce qu'elle était dirigée par la réflexion et l'intelligence d'une nation civilisée, qui savait perfectionner également et ses armes et sa tactique. Un gentilhomme romagnol, Albéric, comte de Barbiano, ancêtre des princes Belgioioso de Milan, forma, sous l'invocation de saint George, une compagnie où il ne voulut admettre que des Italiens, et il la mit, en 1378, au service d'Urbain VI. Cette

compagnie défit au Pontemolle celle des Bretons attachée à Clément VII, qu'on regardait comme la plus formidable d'entre les troupes étrangères. Dès-lors la compagnie de Saint-George fut la vraie école de la science militaire en Italie; tous les jeunes gens qui se sentaient du courage, du talent et de l'ambition, y accouraient de toutes parts, et tous les capitaines, qui vingt ans plus tard arrivèrent à une si haute réputation, se firent gloire d'y avoir servi.

Jean Galéaz ne se fut pas plus tôt affermi sur le trône de Milan, qu'il reprit le projet de subjuguer le reste de l'Italie. Les deux principautés des della Scala de Vérone, et des Carrara de Padoue, tentèrent les premières son ambition. La maison della Scala avait produit, au commencement du siècle, de grands capitaines et d'habiles politiques; mais leurs successeurs avaient été de jeunes princes efféminés, vicieux, cruels, qui n'arrivaient presque jamais au pouvoir qu'en se défaisant de leurs frères par le fer ou le poison : la maison de Carrara, au contraire, qui se glorifiait d'être attachée au parti guelfe, pouvait passer pour vertueuse, quand on la comparait à celle des autres tyrans italiens. François de Carrara, qui régnait alors, ses fils et son petit-fils, étaient des hommes de cœur, doués d'une grande capacité, et ils avaient su gagner l'affection de leurs sujets. La répu-

CHAP. VIII. 1385-1402. blique de Venise ne pardonnait point à Carrara de s'être allié contre elle aux Génois et au roi de Hongrie. Après la mort de celui-ci, elle engagea Antonio della Scala à marcher sur Padoue, en lui offrant des subsides pour l'aider à faire la conquête de cet État. Carrara fit ce qu'il put pour se réconcilier avec le prince son voisin, qu'il vainquit à plusieurs reprises en 1386, ou pour traiter avec la république, toujours prête à réparer les pertes du seigneur de Vérone. Ne pouvant obtenir la paix, il fut enfin réduit à accepter l'alliance que lui offrait Jean Galéaz Visconti. Celui-ci prit Vérone le 18 octobre 1387; alors, au lieu de remettre à Carrara la ville de Vicence, comme il s'y était engagé, il offrit immédiatement son alliance aux Vénitiens contre Padoue. La république fut assez imprudente pour l'agréer : Padoue, longtemps assiégée, fut livrée à Visconti le 23 novembre 1388, et Trévise peu de jours après; en sorte que les frontières du seigneur de Milan s'étendirent jusqu'au bord des lagunes. Il n'y eut pas plus tôt planté ses drapeaux qu'il menaça Venise, qui lui avait facilité ces conquêtes.

Tout le reste de la Lombardie dépendait du seigneur de Milan. Le marquis de Montferrat était élevé à la cour de Jean Galéaz, qui gouvernait ses États comme tuteur de ce jeune prince. Albert, marquis d'Este, qui succéda,

le 26 mars 1388, à son frère dans la souveraineté de Ferrare, au préjudice de son neveu Obizzo, fit trancher la tête à celui-ci, ainsi qu'à sa mère, et livra presque tous ses parens à d'affreux supplices, à la suggestion de Jean Galéaz, qui voulait le rendre odieux au peuple, pour que le seigneur de Ferrare sentît bien qu'il n'avait que lui pour appui. Par une politique non moins horrible, Jean Galéaz dénonça au seigneur de Mantoue sa femme, qui était fille de Bernabos, cousine et belle-sœur de Jean Galéaz : il fabriqua de fausses lettres qui devaient la faire paraître coupable aux yeux de François de Gonzaga son mari. Il les fit cacher dans son appartement, et il indiqua ensuite à Gonzaga le lieu où il les trouverait. Celui-ci, dans un accès de fureur, fit, en 1390, couper la tête à sa femme, et torturer et pendre son secrétaire. Ce ne fut qu'au bout de plusieurs années qu'il découvrit la vérité. Ainsi tous les princes lombards étaient ou asservis, ou décriés pour les forfaits que Visconti leur avait fait commettre, et par lesquels il les tenait dans sa dépendance. Alors il commença à tourner ses regards vers la Toscane, et dans les années 1388 et 1389, les Florentins furent alarmés, à plusieurs reprises, par ses tentatives pour s'emparer de Sienne, de Pise, de Bologne, de San Miniato, de Cortone et de Pérouse. Aucun de ces pro-

CHAP. VIII. 1385-1402. jets n'avait encore réussi ; mais les Florentins voyaient leur danger s'accroître, et ils savaient bien que si le tyran ne les attaquait pas encore, c'est qu'il les réservait pour être les derniers.

L'arrivée à Florence de François II de Carrara, qui venait offrir à la république ses services et sa haine contre Jean Galéaz, détermina celle-ci à en appeler aux armes. Le seigneur de Milan, en recevant la capitulation de Padoue, avait promis de donner, comme compensation, une autre seigneurie à la maison de Carrara ; mais il avait laissé mourir de misère ou empoisonné François Ier en prison, et il avait tenté de faire assassiner François II dans l'Astésan, où il l'avait relégué; ce ne fut qu'au travers de mille dangers que celui-ci put s'enfuir et conduire sa femme malade en Toscane. François l'y laissa pour passer en Allemagne, où il voulait susciter des ennemis à Jean Galéaz, tandis que les Florentins s'allièrent aux Bolonais contre le seigneur de Milan, et mirent à la tête de leur armée Jean Hawkwood, qui dès-lors demeura toujours à leur service. Carrara, secondé par le duc de Bavière, gendre de Bernabos, qu'il voulait venger, rentra dans Padoue le 19 juin 1390 par le lit de la Brenta ; il fut accueilli avec enthousiasme par les habitans, qui voyaient en lui moins un maître qu'un concitoyen, et il se remit en possession de l'héritage de ses pères.

Le commerce étendu des Florentins les avait accoutumés à embrasser l'Europe dans leurs négociations; et comme ils consacraient leurs richesses à la défense de leur liberté, ils trouvaient aisément au loin des alliés. Après avoir appelé d'Allemagne, à leur solde, en 1390, le duc de Bavière, qu'ils opposèrent à Jean Galéaz, ils firent venir de France, l'année suivante, le comte d'Armagnac avec une formidable armée; mais les Allemands, comme les Français, éprouvèrent, avec étonnement, qu'ils n'étaient plus de force à se mesurer avec la nouvelle milice italienne, depuis que celle-ci avait créé la science militaire, pour remplacer la routine ordinaire des ultramontains. Armagnac fut battu et fait prisonnier le 25 juillet 1391, près d'Alexandrie, par Jacques del Verme, et il mourut peu de jours après. Jean Hawkwood, qui, dans l'espoir de se joindre à lui, avait pénétré fort avant dans la Lombardie avec les Florentins, eut bien de la peine à mettre son armée en sûreté, en lui faisant traverser des plaines inondées par l'Adige. Après cette campagne, la république, qui sentait le besoin de se reposer de ses efforts, fit la paix le 28 janvier 1392 avec Jean Galéaz, quoiqu'elle ne pût prendre aucune confiance en lui, et qu'elle sût bien que ce traité ne la mettrait à l'abri ni de ses intrigues, ni de ses trahisons.

CHAP. VIII. 1385-1402.

En effet, les complots se succédèrent rapidement. Les Florentins comptaient alors sur l'amitié des Pisans, parce que ceux-ci avaient mis à la tête de leur république Pierre Gambacorta, riche marchand, autrefois émigré à Florence, et attaché à la paix et à la liberté. Celui-ci était vieux, et avait pour secrétaire un ami d'enfance, Jacob d'Appiano, aussi âgé que lui. Jean Galéaz trouva pourtant le moyen de séduire ce dernier, et de l'engager à se défaire, le 21 octobre 1392, de Pierre Gambacorta, et de ses enfans. Appiano, secondé par les satellites que lui fournit le duc de Milan, se rendit maître de Pise; mais, après sa mort, son fils ayant peine à s'y maintenir, vendit cette ville à Jean Galéaz en février 1399, en se réservant seulement la principauté de Piombino, qu'il transmit à ses descendans. A Pérouse, Pandolfe Baglioni, chef du parti de la noblesse et des Gibelins, s'était mis, en 1390, sous la protection de Jean Galéaz, qui l'aidait à changer en tyrannie l'autorité limitée qui lui avait été déférée. Il fut assassiné trois ans plus tard; et la république de Pérouse, livrée aux convulsions de factions opposées, fut enfin obligée de se donner à Jean Galéaz le 21 janvier 1400.

Les Allemands voyaient avec jalousie la grandeur croissante de Jean Galéaz, qui leur paraissait anéantir les droits de l'empire sur l'Italie, et

faire tarir la source des tributs qu'ils espéraient toujours se partager. Ils pressèrent l'empereur Wenceslas de déclarer la guerre à Visconti; mais ce monarque, paresseux et débauché, après quelques menaces, fit entendre que, pour de l'argent, il légitimerait volontiers les usurpations de Jean Galéaz; en effet, le 1er mai 1395, il lui accorda, pour le prix de cent mille florins, un diplôme qui l'instituait duc de Milan et comte de Pavie, en comprenant dans son investiture vingt-six villes et leur territoire, jusqu'aux lagunes de Venise. C'étaient les mêmes qui, plus de deux siècles auparavant, avaient signé la glorieuse ligue lombarde. D'après la nouvelle bulle impériale, le duché de Milan devait passer à la seule postérité masculine et légitime de Jean Galéaz. Cette concession de Wenceslas causa un grand mécontentement en Allemagne; ce fut un des griefs de la diète de l'Empire, qui, le 20 août 1400, déposa Wenceslas, et lui donna pour successeur Robert, électeur palatin. Robert conclut un traité de subsides avec la république florentine, ou, pour mieux dire, il se mit à sa solde pour combattre Jean Galéaz : mais, lorsqu'il rencontra, le 21 octobre 1401, non loin de Brescia, les troupes milanaises conduites par Jacob del Verme, il éprouva, avec surprise, combien la gendarmerie allemande était inférieure à la gendarmerie italienne; il ne fut sauvé d'une entière défaite que

CHAP. VIII. 1385-1402.

par Jacob de Carrara, qui lui avait amené un corps de cavaliers italiens. Il dut se retirer avec honte en Allemagne, après avoir coûté des sommes prodigieuses aux Florentins. Jean Galéaz poursuivait cependant le cours de ses usurpations; en 1397, il attaqua en même temps, sans déclaration de guerre, François de Gonzaga à Mantoue et les Florentins. Après avoir ravagé le Mantouan et la Toscane, il consentit à signer, le 11 mai 1398, sous la garantie des Vénitiens, une trêve de dix ans, pendant laquelle il ne devait rien tenter contre la Toscane; ce qui ne l'empêcha pas de prendre sous sa protection, en 1399, les comtes de Poppi et les Ubertini dans les Apennins, et d'engager, le 11 novembre de la même année, la république de Sienne à se donner à lui.

La peste s'était déclarée de nouveau en Toscane, et elle ôtait aux États libres toute leur vigueur. Les magistrats, sur la prudence ou le courage desquels ils avaient compté, succombaient tous en peu de jours à la contagion, et laissaient le champ libre aux plus misérables intrigans. C'est ce qui arriva à Lucques, où la maison guelfe des Guinigi comptait un grand nombre d'excellens citoyens qui exerçaient les premières magistratures: ils périrent tous presque en même temps; et un jeune homme de leur famille, Paul Guinigi, qui n'était distingué ni par le talent ni

par le caractère, profita de cette calamité pour s'emparer de la tyrannie, le 14 octobre 1400. Il abjura aussitôt le parti guelfe, dans lequel il avait été élevé, et il se mit sous la protection de Jean Galéaz. A Bologne, les chefs de la république furent également moissonnés par la peste; et Jean Bentivoglio, qui prétendait descendre d'un fils naturel de ce roi Hensius, si long-temps prisonnier des Bolonais, profita de l'état de langueur où la république était tombée, pour se faire proclamer seigneur, le 27 février 1401. Il voulut d'abord se ranger sous la protection de Jean Galéaz; mais celui-ci, qui ambitionnait pour lui-même la possession de Bologne, ne voulut pas l'y recevoir; il le fit attaquer l'année suivante. Bentivoglio fut défait à Casalecchio, le 26 juin 1402. Sa capitale fut prise le lendemain par le général milanais; lui-même fut fait prisonnier et massacré deux jours après. Un autre général de Jean Galéaz s'était rendu maître d'Assise, au mois de mai 1400. Gênes, Pérouse, Sienne, Pise, Lucques et Bologne, avaient coup sur coup perdu leur liberté. Les Cancellieri dans les montagnes de Pistoia, les Ubaldini dans celles de Mugello, s'étaient donnés au duc de Milan. Les Florentins, ne pouvant plus communiquer avec la mer au travers des territoires de Sienne, Pise, Lucques ou Bologne, voyaient se dessécher les sources de leur com-

CHAP. VIII. 1385-1402.

merce et de leurs richesses; jamais la république ne s'était trouvée dans un péril plus imminent, lorsque la peste, qui avait si cruellement ajouté à ses calamités, vint à son aide. Elle atteignit Jean Galéaz, à Marignano, où il s'était cru à l'abri de toute communication avec les hommes, dans une solitude qu'il croyait complète, et elle l'emporta le 3 septembre 1402.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE ANALYTIQUE

ET CHRONOLOGIQUE

DE

L'HISTOIRE DE LA LIBERTÉ EN ITALIE.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.





